LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux .. p. 3

Novembre 1989 : Allemagne. Novembre 1995 : France
Les deux maillons d'une même chaîne ..... p. 13
(par Marc Gauquelin)

"La terre aux paysans" ?
Sur la politique de privatisation-liquidation à l'est de l'Europe et en Russie : l'exemple de l'agriculture . p. 41
(par Lucien Gauthier)

Le conseil général de la IVe Internationale et le 39e Congrès de la section française se sont réunis dans un moment crucial de la lutte des exploités et des opprimés ... p. 53
(par Andreu Camps)

- **Rapport introductif à la conférence nationale du CCI** (39e Congrès de la section française de la IVe Internationale), 27 et 28 janvier 1996 (extraits) .... p. 61
- **Compte rendu de la discussion** ..... p. 75
- **Le salut du secrétariat international de la IVe Internationale** ..... p. 97
- **Réponse du rapporteur** ..... p. 101

Nouvelles de l'Entente internationale ..... p. 115

Nouvelles de la IVe Internationale ..... p. 137

1905 : la révolution russe ouvre ce siècle .. p. 141
(par Olivier Doriane)

Mise au point ..... p. 155
(par François de Massot)

N° 17 nouvelle série (n° 623) - Mars 1996 - Prix : 30 F - 8 FS - 200 FB

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux .. p. 3

Novembre 1989 : Allemagne. Novembre 1995 : France
Les deux maillons d'une même chaîne ..... p. 13
(par Marc Gauquelin)

"La terre aux paysans" ?
Sur la politique de privatisation-liquidation à l'est de l'Europe et en Russie : l'exemple de l'agriculture . p. 41
(par Lucien Gauthier)

Le conseil général de la IVe Internationale et le 39e Congrès de la section française se sont réunis dans un moment crucial de la lutte des exploités et des opprimés ... p. 53
(par Andreu Camps)

- **Rapport introductif à la conférence nationale du CCI (39e Congrès de la section française de la IVe Internationale), 27 et 28 janvier 1996 (extraits)** .... p. 61
- **Compte rendu de la discussion** ..... p. 75
- **Le salut du secrétariat international de la IVe Internationale** ..... p. 97
- **Réponse du rapporteur** ..... p. 101

Nouvelles de l'Entente internationale ..... p. 115

Nouvelles de la IVe Internationale ..... p. 137

1905 : la révolution russe ouvre ce siècle .. p. 141
(par Olivier Doriane)

Mise au point ..... p. 155
(par François de Massot)

Chronique des événements mondiaux

Les débuts d'année sont généralement, de la part des gouvernements et de leurs porte-parole, l'occasion de déclarations optimistes quant à l'avenir, que relayent complaisamment les médias. Si l'on n'a pas manqué à la tradition des "messages présidentiels" de bonne année, il demeure que la note dominante n'est pas, en ces premiers mois de 1996, à l'enthousiasme.

Le Forum de l'économie mondiale, qui réunit chaque année à Davos plus de mille participants du monde des affaires et des gouvernements, est un lieu où, généralement, on chante les louanges de la "mondialisation". Cette fois, on a entendu ce que le quotidien français *Le Monde* appelait des *"fausses notes"*. C'est ainsi que Marshall Loeb, ancien patron du grand magazine américain *Fortune*, s'alarmait de la *"globalisation"* de *"l'underclass"*, qui *"n'est plus une exclusivité américaine"*, si l'on en croit le même article. Ce que Marshall Loeb caractérise comme *"l'underclass"*, c'est la fraction croissante de la population active qui est soit rejetée de la production, soit, du fait de la précarité et de la déréglementation, employée pour des salaires en dessous des minimum légaux (lorsque ceux-ci existent) et qui placent — c'est, par exemple, le cas aux Etats-Unis — des millions de salariés en dessous du seuil de pauvreté officiel.

Tournons-nous vers l'ex-Yougoslavie : la présence d'une véritable armée d'occupation de l'OTAN sous commandement américain ne provoque pas pour autant des déclarations "optimistes". Le *Washington Post*, du 7 février 1996, titre : "Les hésitations de l'Europe au milieu des crises effrayent ses critiques" et souligne que *"l'Europe s'interroge sur les raisons qui ont fait qu'elle n'a pu stopper la guerre en Bosnie avant que les Etats-Unis ne s'engagent"*. Le journal y voit *"la futilité d'établir une politique étrangère commune pour les quinze pays membres de l'Union européenne"*.

En d'autres termes, en ce début d'année 1996, l'élément dominant qui s'est affirmé au travers de l'intervention militaire en ex-Yougoslavie, c'est le fait que les "affaires européennes" ne peuvent être réglées sans la tutelle de l'impérialisme mondial le plus puissant, l'impérialisme américain. L'incohérence diplomatique que déplore le *Washington Post* est le reflet des contradictions qui opposent les différentes bourgeoisies d'Europe, exacerbées par le fait que, affaiblies sur un marché mondial saturé, elles s'en disputent une portion de plus en plus réduite, tandis que l'hégémonie de l'impérialisme américain, plus pesante que jamais, agit comme un facteur déstabilisateur de tous les Etats européens.

Cette situation renvoie à la position mondialement dominante des Etats-Unis dans un système internationalement en crise. Et c'est cette crise qui "effraye" et explique que le *Washington Post* s'inquiète des conséquences de "l'interventionnisme" américain, tout en soulignant son caractère inévitable.

Il ne s'agit pas que de l'Europe, pas plus que lorsqu'on insistait sur le fait que

le continent africain était en quelque sorte largué, détaché des *"processus de développement à l'échelle mondiale"*, il ne s'agissait seulement de l'Afrique. On disait qu'une *"Afrique inutile"* était fatalement abandonnée, tandis qu'une *"Afrique utile"* pouvait encore être source de profits. Cela vaut pour la planète et non seulement pour un continent : ce qui est réputé "utile", c'est ce qui permet la réalisation du profit capitaliste, dont le ressort est de plus en plus déterminé par la spéculation ; ce qui est "inutile", c'est tout ce qui entrave la réalisation de ce profit, ce qui englobe à une échelle de plus en plus grande la force de travail elle-même.

La crise européenne, dont il est tant question, n'est elle aussi que l'expression d'une situation mondiale. Au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance de l'établissement de la monnaie unique européenne, les litanies répétées sur son caractère inéluctable sonnent de plus en plus faux.

Le mirage de la monnaie unique et la réalité des plans de régression sociale

C'est ainsi que *L'Economist*, du 3 février 1996, titrait son éditorial "Au revoir l'écu ?" Et, de son côté, celui qu'on présente comme le successeur du chancelier Kohl à la tête de la CDU, Wolfgang Schaeuble, reconnaissait que l'on pensait, au niveau gouvernemental, à différer l'union monétaire. Il ajoutait :

> *"Il y a une différence entre penser quelque chose et en parler."*

L'Allemagne est en première ligne de l'offensive pour assurer le respect des "convergences" prévues par le traité de Maastricht comme condition de l'union monétaire européenne. En effet, au fur et à mesure que la monnaie unique apparaît comme un mirage, elle est de plus en plus utilisée comme prétexte d'une offensive généralisée contre les droits, les acquis, les organisations des travailleurs dans tous les pays d'Europe.

Le ministre du Travail de la République fédérale allemande, Norbert Blüm, a averti que si les dépenses en matière de retraite, de santé et d'allocation chômage n'étaient pas réduites, *"tout le système exploserait"*. Le chancelier Kohl et Norbert Blüm doivent rencontrer dans des réunions au sommet les dirigeants syndicaux et les représentants patronaux pour aboutir à un consensus sur une réforme des dépenses sociales.

Voilà qui a un aspect de déjà vu et qui ramène de quelques semaines en arrière au mouvement des travailleurs de novembre-décembre 1995 en France, première expression d'un mouvement qui avait, comme l'ont reconnu la plupart des commentateurs, le contenu d'une véritable levée en masse contre Maastricht et ses conséquences, contre la "mondialisation", concentrée dans l'exigence du retrait du plan Juppé.

Le quotidien italien *La Stampa* écrivait à ce sujet :

> *"Le gouvernement nommé par Chirac voulait faire comprendre qu'un monde se finissait — un monde faussement solidaire désormais avec ses nouveaux exclus et ses jeunes au chômage, un monde de corporations et d'emplois protégés par l'Etat-providence —, mais au moment décisif, il a dû affronter un tumulte qui ressemblait à une révolution (...). C'est la première grande révolte des classes moyennes employées par l'Etat, en Europe, à la veille de la monnaie unique prévue par Maastricht, et cette divergence entre les deux révolutions est tangible : quand la société souffre, les marchés et la Bourse, paradoxalement, se réjouissent, électrisés. Quand les monnaies se renforcent, c'est le signe qu'une partie des classes moyennes est touchée et n'est plus protégée (...)."*

Le vocabulaire de *La Stampa* brouille la réalité. Il ne s'agit pas, bien sûr, de "classes moyennes", mais de travailleurs salariés, d'abord ceux de la fonction publique, avec lesquels se sont retrouvés

dans les immenses manifestations marquées par l'unité des organisations syndicales CGT et CGT-FO, par centaines de milliers et par millions, les travailleurs de toutes catégories.

La Stampa ajoute :

> *« Les nations autour de la France observent ce qui arrive, contentes de ne pas devoir traverser de pareilles bourrasques. Mais elles se rassurent trop tôt et, probablement, William Reers-Moog a raison quand il écrit, dans le* Time *du 4 décembre 1995 :* "Les Français descendent dans la rue comme en 1789, quand ils furent convaincus que l'élite au pouvoir autour de Louis XVI ne les écoutait plus. La France est une sorte de Vésuve de l'Europe : quand la lave européenne veut trouver une issue, Paris devient son volcan naturel (...)". »

A cette crainte manifestée quant à la signification européenne du mouvement pour le retrait du plan Juppé répond l'affirmation de ces travailleurs allemands interrogés par le journal *Libération,* qui, après avoir dit : *"Bientôt, on va nous demander de payer pour avoir le privilège de travailler"*, assurent qu'il faut faire en Allemagne *"ce qu'ont fait les grévistes français"*.

La Russie sous haute surveillance

L'Europe, ce n'est pas seulement l'Union européenne et les pays qui lui sont associés. L'effondrement des régimes bureaucratiques staliniens à l'est de l'Europe comme en ex-URSS remet entre les mains de l'impérialisme la responsabilité du maintien de l'ordre dans ces pays. C'est d'ailleurs ce que leur rappelle, avec le cynisme habituel de ceux qui ont été formés dans le cadre de la bureaucratie stalinienne, le dirigeant "communiste" Ziouganov, sorti du même moule que Boris Eltsine et qui offre ses services à l'impérialisme en cas de défaillance de celui-ci.

Au Forum de Davos, Guennadi Ziouganov est venu *"rassurer les investisseurs internationaux"* en affirmant qu'il est *"capable d'assurer la stabilité aux hommes d'affaires"*. Dans un article reproduit par le *New York Times*, Ziouganov insiste sur le fait que son parti est le parti de la "réforme", en opposition aux aventures de Gorbatchev et à l'incompétence d'Eltsine.

Mais les affirmations ne suffisent pas à tranquilliser l'administration américaine. "Les yeux des Etats-Unis sont fixés sur la Russie" : c'est ainsi que le *Herald International Tribune,* du 22 janvier, titrait une interview de Lawrence Summers, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, où celui-ci déclarait :

> *"Ce qui est le plus important, ce ne sont pas les personnalités (...). Les Etats-Unis vont continuer à insister auprès de la Russie pour que celle-ci poursuive dans la voie des réformes économiques et démocratiques et nous surveillerons de très près, dans les semaines à venir, les pas qui seront faits."*

Voilà l'essentiel. Quelles que soient *"les personnalités"*, la liquidation de la propriété sociale doit se poursuivre, même si les réactions aux conséquences catastrophiques de cette entreprise de démolition créent une situation critique qui avive aujourd'hui les craintes de tous ceux qui sont attachés à l'ordre mondial voulu par le FMI et la Banque mondiale.

Il y a eu en 1995, dans la Fédération de Russie, 6 000 grèves, soit trois fois plus qu'en 1994, et 1996 a commencé par des grèves des enseignants et est avant tout marqué par le puissant mouvement des mineurs de Russie et d'Ukraine, concentrés sur un bassin minier qui s'étend dans les deux républiques.

Ce sont 900 000 mineurs en Russie et en Ukraine qui se sont mis en grève pour le paiement de leur salaire en retard, car, depuis plusieurs mois, la "prospérité" annoncée par la liberté du marché se traduisait par le fait que leurs salaires de misère ne leur étaient même pas versés.

Le jeudi 1er février, la grève commençait dans les mines de Russie. Dès le vendredi, le gouvernement débloquait 2,6 milliards de francs en subventions supplémentaires pour le premier trimestre 1996, ce qui devrait permettre, d'après les sources officielles, de payer les salaires d'octobre 1995. Boris Eltsine a annoncé une subvention de 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) à l'industrie minière, ce qui représenterait plus du cinquième du prêt que vient de décider le FMI. Cette annonce a aggravé l'inquiétude des représentants de l'administration américaine. Elle a permis momentanément à Eltsine, avec le secours des dirigeants du "syndicat indépendant", de faire interrompre la grève.

Mais les travailleurs ont proclamé que, si l'arriéré des salaires n'était pas payé au 1er mars, la grève reprendrait. Un reportage paru dans le quotidien *Libération,* du 5 février, montre que les mineurs condamnent la décision de la direction de leur syndicat d'interrompre la grève :

> *"A quatre mois et demi de l'élection présidentielle, on était sûr de l'emporter, surtout que d'autres branches de l'industrie auraient pu suivre notre exemple. Eltsine le sait bien. C'est grâce à la grève des mineurs de 1989 et à notre soutien qu'il est arrivé au pouvoir en 1991. Si on lâche maintenant, on va se faire avoir. Le directeur ne peut même pas nous promettre que les salaires de novembre et de décembre seront payés avant fin février. Entre Moscou et nos poches, les subventions se perdent. Le temps qu'elles arrivent, l'inflation aura bouffé nos payes."*

Les concessions d'Eltsine, même si elles se ramènent à des promesses, ont semé la panique dans les milieux occidentaux et, tandis que des représentants du gouvernement américain s'entretenaient "informellement" dans le cadre du Forum de Davos avec Ziouganov, le président Clinton recommandait chaudement l'acceptation par le Fonds monétaire international de la demande de prêt du gouvernement Eltsine. Le FMI s'est d'ailleurs exécuté dans des conditions sans aucun doute contraires aux règles de garantie formelle qui président à son fonctionnement.

La grève des mineurs russes et ukrainiens n'est pas menée uniquement pour exiger le règlement des salaires en retard : elle est aussi une grève contre le plan de "rénovation" préparé par la Banque mondiale, qui aboutirait à la fermeture de plus de la moitié des mines russes et plus encore de celles situées en Ukraine, entraînant le licenciement de centaines de milliers de mineurs. C'est contre la privatisation, la destruction et le pillage que se dressent les mineurs pour la défense de la propriété sociale dont dépend leur existence.

En Ukraine, le gouvernement aux abois n'a même pas été capable de faire des promesses à la Eltsine, se réfugiant derrière les instructions du FMI. Les 400 000 mineurs d'Ukraine poursuivaient alors la grève et, comme le disait l'un d'entre eux, après avoir estimé que le seul avantage des mineurs ukrainiens sur les mineurs russes, c'est *"qu'au moins nos fils ne sont pas envoyés en Tchétchénie"* :

> *"On est traité comme des mendiants après avoir trimé toute notre vie comme des esclaves."*

Dans le même reportage, paru dans *Le Monde,* du 8 février, les propos d'un mineur sont rapportés de la manière suivante :

> *« Anatoli Gerevitch, 40 ans, dont* "quinze au fond", *peste contre l'économie de marché, qu'il définit à sa façon :* "Prenez n'importe quel homme d'affaires. La saucisse qu'il vend, elle est à nous. Son magasin, il est à nous. Mais la valise pleine d'argent, elle est à lui." *Cette appréciation est celle d'un mineur ukrainien. Elle est à rapprocher de celle d'un ouvrier russe d'une usine de Saint-Pétersbourg, qui, dans une lettre aux* Izvestia, *du 24 août 1994, disait :* "Lorsque, sous le totalitarisme maudit, les laquais des maîtres d'alors disaient de moi, l'ouvrier, que j'étais le sel de la terre et que je possédais toutes les vertus, lorsqu'ils me disaient que, sans moi, même le soleil ne se lèverait pas, cela me faisait ricaner. Mais, aujourd'hui, lorsque ces mêmes laquais, désormais au service de nouveaux maîtres, disent de moi que je fais partie de la lie, que je suis un "lumpen", je me dis soudain que, en effet, je suis le sel de la terre et que, oui, rien ne marcherait ni ne volerait et que "sans moi la rivière ne donnerait pas

d'énergie" *(allusion à un chant populaire russe, NDLR)*. Tant bien que mal, j'ai réussi à survivre et, en même temps, à nourrir une meute de bureaucrates.

Si je vole, je ne ferais que voler ce que j'ai moi-même créé, car c'est la seule chose qu'il y a eue et qu'il y a dans ce pays". »

On comprend que l'homme d'Etat américain dise qu'il faut *"surveiller de près l'ex-URSS"*.

La main de fer

A propos de la France, l'article de *La Stampa* déjà cité concluait :

> *"Il faut une main de fer et éviter en même temps de ressembler à Pinochet. C'est ce que cherchent à faire Juppé et Chirac, sans réussir toutefois à transformer le cercle en carré."*

Comme on le voit, ce n'est pas qu'à la France que s'applique cette réflexion. Comment juguler la révolte montante contre un système qui vise à faire de chaque travailleur un *"mendiant"*, qui envoie à la casse des secteurs entiers de l'industrie, qui considère comme un privilège intolérable auquel il faut mettre fin par tous les moyens le droit à une retraite décente et à une protection sociale face à la maladie et la vieillesse, si on n'a pas les moyens de l'écraser purement et simplement, d'appliquer *"le talon de fer"* à toute l'humanité ? Ce qui vient de se passer en Russie éclaire cette question.

Le syndicat des mineurs de la Fédération de Russie est né d'une rupture avec les syndicats "officiels", qui n'étaient qu'un rouage de l'administration du parti dirigeant. Ils avaient constitué le cadre nécessaire aux grandes mobilisations des mineurs contre les conséquences des plans de Gorbatchev, en 1989. Puis, la direction de ce syndicat avait été en quelque sorte "absorbée" par l'appareil gouvernemental d'Eltsine, après que celui-ci fut arrivé au pouvoir à la suite du putsch de 1991.

L'un des mineurs interrogés par *Libération*, dans le reportage déjà cité, explique :

> *"On est comme des marionnettes ; ils tirent les ficelles, un coup à droite, un coup à gauche. La direction des mines, les syndicats, le gouvernement. Tout cela est un jeu. De la poudre aux yeux. On a voté pour faire grève, pas pour l'arrêter. Il faudrait continuer. C'est sûr. C'est une bêtise, mais qu'est-ce qu'on y peut ? Qui dirigera le mouvement si on n'a pas les syndicats ?"*

Sans aucun doute, la situation dans l'ex-URSS ne peut être identifiée à celle qui existe dans d'autres pays du point de vue de la place des organisations syndicales. La dictature de la bureaucratie stalinienne ne pouvait se maintenir qu'en atomisant et en réprimant toute tentative d'organisation indépendante. Les premiers pas vers la reconstitution d'un mouvement ouvrier indépendant, capable de s'opposer aux tentatives de liquidation de la propriété sociale par les sommets de la nomenklatura convertie en auxiliaire direct de la privatisation et du pillage, ont eu lieu dans les conditions provoquées par l'explosion de l'URSS et étaient inévitablement marqués par les longues années où la dalle totalitaire avait interdit toute expression organisée, indépendante, des intérêts des travailleurs.

Toutefois, la remarque faite par ce mineur russe exprimant le besoin d'une organisation le défendant comme travailleur et l'unissant aux autres travailleurs a une valeur générale : elle met en relief la place de l'organisation syndicale pour les travailleurs du monde entier comme base de la défense de leurs intérêts de classe. Ce sont ces organisations qu'il faut briser pour appliquer la politique préconisée par *La Stampa*.

C'est pourquoi "l'exemple français" a constitué un signal d'alarme par tous ceux qui veulent que les plans du FMI et de la Banque mondiale soient appliqués sans entrave. Le résultat politique de la puissante mobilisation des travailleurs en

novembre et décembre 1995, c'est que le "sommet social" convoqué par Juppé pour associer les organisations syndicales à son plan n'a pas accouché, même d'une souris. Le "sommet" s'est soldé par un constat n'engageant que le gouvernement, les organisations syndicales n'y ayant pas été impliquées.

C'est pour les mêmes raisons qu'on monte en épingle le "pacte pour l'emploi", auquel se sont associés les représentants des organisations syndicales et ceux du patronat sous l'égide du gouvernement Kohl. Les objectifs proclamés de ce plan sur le terrain de l'emploi ont été qualifiés de *"donquichottesques"* par un commentateur américain. Mais, ce qui n'a rien de chimérique, c'est sa signification du point de vue de la remise en cause des revendications ouvrières, et donc de la défense de l'emploi et de la remise en cause de l'indépendance des organisations syndicales. La direction de la confédération syndicale allemande, le DGB, a, en signant ce plan, accepté de subordonner les revendications en matière de salaires et de conditions de travail à ce qui est présenté comme "la question de l'emploi", mais qui constitue en fait les exigences du capitalisme allemand pour faire face à la pression de l'impérialisme américain. Mais, si la direction a accepté, il n'en va pas aussi facilement dans les rangs des militants syndicaux et délégués, qui n'acceptent pas le pacte.

Le chômage comme moyen de faire monter les profits

A Davos, cette année, ce sont les conséquences sociales de ce qu'on appelle la "globalisation de l'économie internationale" qui ont dominé les débats.

Sans nul doute, la mobilisation des travailleurs contre les conséquences de ce qui est en fait le point atteint dans la décadence et la décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production n'est pas pour rien dans les propos tenus, par exemple, par le secrétaire général de l'OCDE, qui a rappelé qu'on *"ne peut pas bâtir une économie solide sur une société en ruine"*. Mais quelle solution ? Voici ce que, d'après *Les Echos,* du 5 février 1996, explique Horst Sibert, président de l'Institut d'économie de Kiel :

> *"Constatant que le chômage avait explosé dans certains pays d'Europe de l'Ouest depuis les années 1970 (il est passé de 150 000 à 3 200 000 personnes en Allemagne de l'Ouest, a-t-il rappelé), il a conclu qu'ils avaient fabriqué un mécanisme à produire des sans-emploi et qu'il allait donc revoir de fond en comble le fonctionnement du marché du travail. Pourquoi, s'est-il demandé, un chômeur n'a-t-il pas le droit d'entrer sur le marché du travail à un salaire de 20 % inférieur à celui des autres ? Le marché du travail est, selon lui, un marché comme celui des biens et des services : il doit être régi par la loi de l'offre et de la demande."*

Que dit, en clair, M. Sibert, et qui n'est pas autre chose que l'axe de tous les plans appelés par antiphrase "plans sociaux" ? Il dit que le chômage est une bonne chose, puisqu'il permet de faire chuter brutalement le coût du travail, à condition que la déréglementation soit généralisée, que les Codes du travail soient renvoyés aux archives et que les organisations syndicales, cessant de remplir leur fonction de défense des intérêts de leurs adhérents, s'associent à ce consensus. Dans le cas de l'Allemagne, dont le ministre des Finances, Theo Waigel, déclare : *"Nous devons faire des économies absolument partout"*, cela signifie d'abord en finir avec ce que le *Wall Street Journal,* du 11 janvier 1996, reproche aux syndicats allemands :

> *"Les syndicats ne se contentent pas de tenter d'arracher des concessions majeures au patronat sans aucune contrepartie, ils essaient également de bloquer toute réforme réelle des conventions collectives. Une telle réforme réduirait leur puissance en transférant une partie de leurs compétences au niveau des entreprises individuelles."*

En d'autres termes, il faut liquider tout le système des conventions collectives, qui constitue la base légale de la protection des droits des travailleurs, mais qui est aussi l'élément essentiel fondant la position des organisations syndicales.

C'est pourquoi, quelques jours seulement après la signature du pacte social, les difficultés de sa mise en œuvre commencent à se manifester au sein des directions des principales fédérations du DGB. C'est ainsi que le responsable de la puissante fédération des travailleurs de la fonction publique, l'ÖTV, déclarait :

> *"Quiconque croit pouvoir faire passer un blocage des rémunérations dans les services publics à la faveur du pacte pour l'emploi a fait une erreur de calcul. Au centre des négociations collectives, il faudra que figure l'alignement des salaires et traitements dans les nouveaux Länder sur le niveau de l'Ouest"* (*Handelsblatt*, 29 janvier 1996).

L'exemple des Etats-Unis

Il s'agit de processus mondiaux. L'offensive menée par l'impérialisme américain contre les travailleurs du monde est d'abord une offensive contre les travailleurs américains eux-mêmes. La situation dans les télécom l'illustre parfaitement. Elle souligne aussi le fait que les coups portés contre les travailleurs américains en préparent inéluctablement contre ceux du monde entier. C'est un point d'appui précieux pour la résistance des travailleurs du monde que le combat qui se mène aujourd'hui, aux Etats-Unis, pour la constitution d'un Labor Party, d'un parti ouvrier, fondé sur les syndicats et donnant toute sa place — y compris comme composante particulière d'un tel parti — au mouvement des travailleurs noirs. C'est aussi un élément essentiel de la défense des syndicats, de la préservation de leur indépendance, au moment où s'aggravent les attaques contre la classe ouvrière américaine.

Ainsi, le *Wall Street Journal*, du 5 janvier 1995, rapportait :

> *« Les réductions massives du budget de l'ATT marquent le début d'une nouvelle ère de bouleversements sans précédent dans les télécommunications mondiales : licenciements par milliers, concurrence féroce et très certainement frénésie de fusions et d'alliances. Le plan publié mardi par l'ATT et qui prévoit la suppression de 40 000 emplois constitue la plus brutale des manœuvres à ce jour pour se préparer aux nouvelles guerres de la télécommunication. Les barrières vieilles de plusieurs décennies dressées contre la concurrence aux Etats-Unis — où la compagnie Bell jouit d'un monopole confortable au niveau local, tandis que l'ATT domine un triopôle tranquille en ce qui concerne les appels longue distance — disparaissent et des barrières similaires s'écroulent dans l'Union européenne.*
>
> *Les compagnies Bell devraient également réduire leurs coûts pour faire face à l'arrivée de nouveaux rivaux sur les réseaux locaux. Les sept compagnies régionales de Bell ont réduit leurs effectifs en supprimant près de 130 000 emplois depuis qu'elles ont été éjectées de la vieille ATT en 1984, et ce chiffre atteint 150 000 si on y adjoint la GTE, la plus grosse firme de réseaux téléphoniques locaux.*
>
> *Mais les réseaux locaux ont encore beaucoup trop d'employés. Certains estiment que les sept compagnies de Bell devront supprimer 50 000 emplois supplémentaires dans l'année qui vient. Cette remise à jour sur le marché américain aura des conséquences encore plus profondes en Europe, où la plupart des entreprises de téléphone ne font que commencer à se préparer à la concurrence. Bien que la Grande-Bretagne se soit mise à la tête d'une poignée d'autres Etats membres pour avancer sur la voie de la déréglementation, la plupart des Etats de l'Union européenne n'ouvriront pas leur marché de la télécommunication à une totale concurrence avant le 1er janvier 1998. Lorsque cette libéralisation sera effective, les géants du téléphone européen pourraient bien se trouver face à un choix dramatique : perdre leurs employés ou perdre leurs parts de marchés*

face à des firmes américaines plus alertes.

Mais les géants du téléphone en Europe, aux dires des analystes, devront faire beaucoup plus s'ils espèrent rester compétitifs face à leurs rivaux américains. Chris McFadden, analyste chez Merill Lynch, de Londres, déclare : "Les télécommunications britanniques, si elles veulent rester à niveau, devront se débarrasser de la moitié de leurs employés, et cela est valable pour le reste de l'Europe. Il y a une grande quantité de gens à mettre dehors". »

Brésil : un nouveau plan de destruction sociale du FMI

Il s'agit bien de processus mondiaux. La classe ouvrière brésilienne est elle aussi aujourd'hui face à un plan de destruction de la protection sociale dicté par le FMI. Le 15 janvier 1996, s'est réuni un "forum" comprenant, aux côtés de représentants de l'Etat et de tous les groupes parlementaires (dont celui du Parti des travailleurs du Brésil), des représentants des syndicats et notamment de la centrale syndicale, la CUT. Le premier plan de la réforme proposée, qui est présenté comme émanant d'un ensemble de techniciens, du gouvernement comme de la CUT, prévoit d'établir les retraites non plus sur la base du calcul du temps de travail, mais sur les années de cotisation. Or au Brésil, la moitié de la main-d'œuvre est employée dans le secteur informel, où règne la plus féroce exploitation et qui se développe rapidement du fait des privatisations. La réforme prononcée signifie donc éliminer de tout droit à la retraite des millions de travailleurs brésiliens.

Le second point, c'est que, pour la part de salaire comprise au-dessus de dix fois le salaire minimum (qui, au Brésil, est d'environ 40 dollars, ou 200 F), le système de retraite par répartition serait remplacé par un système de capitalisation (donc, géré par des fonds de pension). Compte tenu de la place du secteur informel, le salaire d'un ouvrier qualifié de la métallurgie à Sao Paulo dépasse de dix fois le salaire minimum, ce qui veut dire que tout ouvrier qualifié serait contraint de cotiser à un fonds de pension géré par les banques et les compagnies d'assurances, tremplin de la spéculation.

Le 4 février, la direction de la CUT votait l'acceptation de ce plan à une courte majorité. Une vague de protestations s'est aussitôt levée, à tous les niveaux, dans les syndicats. Et c'est donc sous la pression des syndiqués et des délégués de syndicats que la direction de la CUT a été amenée à assortir son accord de conditions. En d'autres termes, les jeux ne sont pas faits.

Si l'on se tourne, par exemple, vers l'Algérie, pays ravagé par une véritable guerre, qui, de toutes parts, est menée contre le peuple, guerre au nom de laquelle les pouvoirs d'exception et la répression la plus arbitraire sont devenus la règle, pays dont on assure que les élections présidentielles consacrant le général Zéroual comme président sont légitimes, alors qu'elle se sont tenues sous le règne de l'état de siège, les directives du FMI ne conduisent qu'à aggraver la catastrophe.

Il a été souligné dans cette revue, à maintes reprises, que le terrain sur lequel s'était développée l'organisation de la guerre démembrant l'ex-Yougoslavie avait été constitué par le pillage et la désorganisation de l'économie orchestrés par le FMI. En Algérie, la guerre est aujourd'hui l'instrument par lequel sont appliqués les plans de privatisation, qui équivalent à la destruction de l'économie nationale.

Mais, face à cette offensive destructrice, la direction de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'organisation syndicale qui rassemble les travailleurs de toute l'Algérie, a publié une déclaration dans laquelle elle dénonce *"la poursuite d'une politique antinationale et impopulaire d'injustice sociale scandaleuse et de chaos économique"*. Face à ce qu'elle définit comme une *"bazardisation programmée de l'économie nationale, accompagnée d'une fraude et d'évasion*

fiscale sans précédent, d'une destruction systématique de l'emploi et de l'outil de production nationale et de l'enrichissement scandaleux des seigneurs de l'import-export", l'UGTA appelle *"à tout mettre en œuvre au plan syndical dans l'effet d'assurer la défense intransigeante des droits des travailleurs à la vie, à la dignité et au bien-être"*.

Pourtant, la direction de l'UGTA avait coopéré avec le pouvoir en place en contenant la protestation des travailleurs. Les suites qui seront données à ce communiqué ne peuvent être prévues, mais une chose est certaine : cette déclaration, qui rejoint les aspirations de millions de travailleurs des villes et des campagnes, est un point d'appui pour la résistance des travailleurs et du peuple d'Algérie, pour la réalisation de leur unité, pour la défense même de la nation algérienne et de son unité.

Cet exemple souligne la place occupée par les formes d'organisation fondamentales de la classe ouvrière dans l'opposition à la barbarie qui monte avec le déclin et la sénilité de l'impérialisme. C'est pourquoi la défense de l'indépendance des organisations syndicales, l'action pour empêcher leur dénaturation et leur intégration à la mise en œuvre des plans de régression que secrète ce système social est un enjeu essentiel du combat politique pour réunir les moyens d'en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

C'est pourquoi, dans tous les pays, en France comme au Brésil, en Allemagne comme en Algérie, aux Etats-Unis comme au Bangladesh, les militants de la IVe Internationale, qui, associés à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes de l'Entente internationale des travailleurs, préparent la IIIe Conférence mondiale ouverte de 1996, ne séparent pas leur activité pour aider partout à la constitution de partis ouvriers indépendants de la défense des organisations syndicales.

Au Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres du monde — et parmi les plus peuplés aussi, puisqu'il compte 120 millions d'habitants —, les plans de l'impérialisme, relayés par ses agents locaux, impliquaient la destruction de branches essentielles de l'économie nationale, en particulier l'industrie du jute et du textile. La privatisation préalable de ces branches et la mise en œuvre de leur liquidation faisaient partie des priorités gouvernementales et des préalables à de nouveaux prêts du FMI. Pourtant, l'action unie de plusieurs organisations syndicales, facilitée par la politique d'unité de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, a enrayé l'application de ces plans.

Aujourd'hui, l'impérialisme n'hésite pas à précipiter le Bangladesh dans une situation explosive. Le parti au pouvoir, largement discrédité dans l'opinion publique et qui a dû faire face à de multiples mobilisations des ouvriers et des paysans contre ces plans, cherche à se redonner une apparente légitimité par des élections tenues à la hâte.

Le résultat, c'est que tous les partis d'opposition — y compris ceux qui se déclaraient prêts, s'ils étaient venus au pouvoir, à accepter les plans du FMI — ont appelé au boycott. Plus que jamais, ce sont les organisations de la classe ouvrière, celles qui ont organisé la résistance des travailleurs du jute et du textile, qui sont capables de s'opposer à la tentative de créer une situation où un gouvernement aux ordres du FMI et de la Banque mondiale pourrait s'engager dans la voie de la privatisation, de la destruction même du Bangladesh.

Le Forum de Davos n'est pas le lieu où se prennent les décisions essentielles commandant l'activité des Etats et d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale. Mais c'est un lieu où le contenu de ces décisions est parfois affirmé avec plus de clarté que dans les communiqués officiels. C'est ainsi que Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, a estimé

> *« que, d'ici l'an 2000, les marchés financiers joueraient de plus en plus le rôle de* "gendarmes" *des politiques. Ce renforcement de leur rôle impose* "une discipline". *Mais il y a un risque de* "fluctuations très erratiques en cas d'incertitude politique". *Les politiciens doivent se rendre compte qu'ils sont* "sous le contrôle des marchés financiers" *et qu'ils ne sont pas seulement soumis à leurs débats politiques intérieurs, a ajouté Tietmeyer. »*

Comme cela a été souligné par ailleurs, le Forum de Davos s'est aussi inquiété des risques de *"fractures sociales"* que recelait la mondialisation. En fait, l'inquiétude qu'ont reflétée à leur manière les représentants des gouvernements impérialistes et des grandes puissances financières, c'est le risque du choc entre les exigences que présente explicitement M. Tietmeyer et le refus organisé de millions d'hommes et de femmes, des travailleurs et des peuples, de se laisser écraser. C'est là la conclusion du Forum de Davos, telle que l'a définie une dépêche d'agence du 6 février :

> *« La crainte d'un rejet de la mondialisation de l'économie par des pans entiers de la population dans certains pays a été clairement exprimée pour la première fois au sein du forum économique de Davos, qui réunit des partisans déclarés de l'ouverture des marchés et d'une économie "globale". »*

***La Vérité*, 15 février 1996**

Novembre 1989 : Allemagne
Novembre-décembre 1995 : France

Les deux maillons d'une même chaîne

Par Marc GAUQUELIN

Difficile, avouons-le, de ne pas penser à novembre 1989... Difficile, en voyant déferler en France, en ces mois de novembre et décembre 1995, ces millions d'hommes et de femmes qui manifestaient dans toutes les villes pour exiger le retrait du plan Juppé, de ne pas penser à ces masses qui déferlaient, il y a tout juste six ans, en novembre 1989, dans les rues de Leipzig, Dresde, Halle, Berlin... Il n'y a là rien d'artificiel, un lien profond relie les deux événements.

En balayant le régime de la bureaucratie stalinienne, en détruisant l'Etat de la "République démocratique allemande", la classe ouvrière, le peuple allemand signifiaient au monde que l'ordre dont les contours avaient été tracés à Yalta et à Potsdam avait vécu. La révolution de 1989 était le point culminant de tout le combat révolutionnaire de la classe ouvrière qui s'est développé, notamment en Europe de l'Est, contre les régimes de la bureaucratie stalinienne. Avec la chute du Mur de Berlin, une nouvelle période s'est ouverte. Cette période, le monde entier n'a pas tardé à en saisir, dans sa chair et dans son sang, les véritables enjeux.

Toutes les tendances parasitaires de l'impérialisme en pleine décomposition se sont affirmées. Washington a dicté sa loi en maître absolu au nom du "nouvel ordre mondial". Les restes de l'appareil stalinien se sont mis directement et ouvertement à son service. Les directives du Fonds monétaire international se sont appliquées à tous les continents, faisant sauter, au nom de la déréglementation, toutes les entraves au développement de la spéculation.

Lorsque surgit le mouvement de novembre et décembre 1995 en France, il s'impose aux yeux de tous comme le premier soulèvement de toute une classe, de tout un peuple, contre la brutale application des plans du FMI en Europe, contre l'Union européenne, contre les critères de convergence du traité de Maastricht, contre la dictature des "marchés financiers".

Première riposte d'ensemble de la classe ouvrière française à la nouvelle situation ouverte par la chute du Mur de Berlin. Et aussi, premier maillon d'une chaîne qui nous ramène à nouveau très vite en Allemagne.

Il y a, au-delà de ce premier lien évident, un autre lien, qui a puissamment contribué à donner leur "forme" à ces deux mouvements, en France et en Allemagne.

Quand les manifestants de Leipzig, bravant des forces de répression redoutables, scandaient : *"Wir sind das Volk !" ("Nous sommes le peuple !")*, ils opposaient la légitimité de tout le peuple rassemblé par millions dans la rue et dans les usines, à la bureaucratie-parasite, à son "Etat", et cela avec d'autant plus de rage que cette bureaucratie a osé, durant des décennies, se présenter frauduleusement comme la représentante d'un prétendu "pouvoir populaire".

Et quand ces millions de manifestants ont complété leur mot d'ordre *"Nous sommes le peuple !"* par : *"Wir sind ein Volk ! Gleiche Errungenschaten ! " ("Nous sommes un peuple ! Mêmes conquêtes !")*, ils ont formulé, comme conséquence de cette légitimité populaire reproclamée, le droit du peuple allemand à se réunifier autour de la classe ouvrière reconstruisant son unité de classe. Une unité qui, au cours de l'histoire, a été au centre du combat des travailleurs pour se constituer comme classe organisée face à l'impérialisme allemand. Un combat qui a pris des formes différentes selon les périodes. Il est évident que le combat pour l'organisation de la classe ouvrière contre les lois antisocialistes de Bismarck, dans la période où le développement de la grande industrie rend nécessaire l'unification dans un seul marché national des conditions d'exploitation du prolétariat dans toute l'Allemagne, diffère du combat contre les conséquences du traité de Versailles de 1917 à 1923, du combat contre la terreur nazie installée au pouvoir en 1933, ainsi que de celui qui se mène dans le cadre imposé par la division de l'Allemagne signée par Roosevelt, Churchill, de Gaulle et Staline, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

En novembre 1989, la classe ouvrière mettait à l'ordre du jour avec force, à sa manière, le droit de la nation allemande à décider de son sort, droit dont elle était privée en réalité depuis 1933. Et elle en précisait le contenu de la façon la plus éclatante, quelques mois après l'unification officielle, lorsque le 25 mars 1991, des centaines de milliers de manifestants scandaient à nouveau à Leipzig :

> *"Nous ne voulons pas être un peuple sans travail ! Mêmes conquêtes !"*

Cela signifiait sans équivoque que le droit à l'existence de la nation est inséparable du respect des droits et des conquêtes de la classe des seuls producteurs de richesses dans toute l'Allemagne. Et que ces droits se heurtent de plein fouet aux exigences du FMI et de l'ordre social qu'il représente !

Novembre 1989, levée en masse de tout un peuple en Allemagne...

Novembre-décembre 1995, levée en masse de tout un peuple en France... rassemblant pour le retrait du plan Juppé dans les rues de toutes les villes, grandes et petites, grévistes, non-grévistes, travailleurs du public et du privé, jeunes, retraités, chômeurs, avec le soutien des campagnes.

Levée en masse pour le "retrait du plan" qui menace la plus importante de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, la Sécurité sociale.

Levée en masse pour la défense de **l'institution ouvrière** autour de laquelle s'est structurée et organisée toute la classe, et qui, pour ces raisons, constitue la clef de voûte de toutes les relations sociales dans ce pays.

Levée en masse pour la défense de la Sécurité sociale entraînant dans son développement la défense de tous les acquis ouvriers, de toutes les institutions et conquêtes ouvrières arrachées à la société bourgeoise par la classe ouvrière et formant la base de toute la vie sociale de la nation, au moment où la politique du FMI menace de dislocation jusqu'aux plus vieilles nations constituées en Europe.

Deux mouvements qui constituent les deux premiers maillons d'une même chaîne. Deux expressions de la défense de la nation telle qu'elle se pose aujourd'hui, à l'heure de la décomposition de l'impérialisme sénile, c'est-à-dire liée de manière inséparable à la défense des droits et

acquis de la classe ouvrière. Droits et acquis qui sont seuls à même de structurer la défense de la civilisation et exigent d'en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

LE CHOC CONTENU DANS LE SOULÈVEMENT DE NOVEMBRE 1989 NE PEUT PAS NE PAS AVOIR LIEU...

Le choc entre les aspirations de la classe ouvrière allemande réunifiée en 1989, le choc entre les aspirations de l'immense majorité du peuple à l'unité sociale, et la politique de désindustrialisation, de destruction des conquêtes les plus fondamentales de la classe ouvrière à l'Est comme à l'Ouest, a déjà commencé.

Mais, d'abord, répondons à une objection qui nous est parfois faite.

N'y a-t-il pas quelque exagération à considérer que la "révolution" de 1989 poursuit son travail de sape au cœur même de l'Etat bourgeois le plus puissant d'Europe ? Sans nier que la lutte de classe se poursuit, ne peut-on dire que la République fédérale a quand même réussi à "digérer", ou même... à "canaliser" dans son cadre, pour toute une période, l'ébranlement majeur qui se dessinait en 1989 ?

Objection qui mérite d'être examinée, et pour cela revenons à novembre 1989. Chacun conserve en mémoire la panique qui a saisi les sommets politiques, non seulement en Europe, mais dans le monde entier. Une panique qui s'est emparée de tous les "grands de ce monde", lorsqu'ils ont mesuré que le moindre incident menaçait d'étendre l'onde de choc à toute la République fédérale, dont la population était suspendue, jour après jour, aux développements de la situation à l'est du Mur.

Une panique qui a saisi tous les hommes politiques, de droite à gauche et de gauche à droite... Rappelons cette déclaration de Willy Brandt, faite le 19 septembre 1989, en pleine irruption révolutionnaire des masses, à quelques semaines de la chute du Mur :

> *"Si, comme on peut l'entrevoir pour les* ***décennies à venir,*** *la division de l'Europe s'efface peu à peu, se pose alors la question de savoir comment les Allemands pourront resserrer leurs liens dans les domaines où ils ont le plus d'affinités entre eux qu'avec les autres nations : la langue, la culture, l'héritage historique commun. Cela ne doit pas obligatoirement se traduire par l'existence d'un seul Etat."*

NOVEMBRE 1989... RIEN N'Y FIT

Rien n'y fit... Ni la destitution en catastrophe de Honecker, le 18 octobre, ni son remplacement par l'éphémère Egon Krenz à la tête du SED (le parti stalinien) et de l'Etat de la RDA. Rien... Ni les concessions annoncées sur le "droit au voyage" pour les citoyens de la RDA ni la démission, le 8 novembre, du gouvernement et de la direction du parti. Ni l'ouverture des frontières, présentée le 10 novembre comme la réponse aux aspirations du peuple, ni l'annonce *"d'élections libres et secrètes"*, ni la désignation précipitée de Hans Modrow (membre du bureau politique du SED depuis novembre) comme nouveau chef du gouvernement, pour remplacer Krenz, balayé par l'histoire... ni l'annonce d'un congrès extraordinaire du SED pour les 15, 16 et 17 décembre 1989.

Rien, absolument rien... Pas plus le projet présenté à la hâte d'un *"nouveau cadre juridique entre les* ***deux Etats allemands***" que l'annonce de l'intégration d'opposants fantoches au nouveau gouvernement de la RDA ou encore la présentation par Kohl, le 28 novembre, devant le Bundestag, d'un plan en trois étapes *"en vue d'une* ***éventuelle réunification***". Modrow eut beau proclamer, le 9 décembre, *"la fin de l'économie dirigiste"*, Baker, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement Bush, eut beau venir personnellement soutenir ce même Modrow en le rencontrant pour tracer *"les grandes lignes d'une nouvelle architecture européenne"*, rien n'y fit.

Les 16 et 17 décembre, le parti stalinien, le SED, est contraint de se saborder pour tenter de sauver l'essentiel en se

métamorphosant en "PDS", avec à sa tête l'avocat Gregor Gysi et Modrow comme président d'honneur. L'équipe Honecker est convoquée devant les tribunaux, la STASI est dissoute. Les masses ne veulent rien entendre, ni les appels à la sagesse de Brandt, à Magdeburg, ni ceux de Kohl, à Dresde, encore moins ceux de Mitterrand, à Berlin (lors de sa visite)... Pas même l'ultime appel de Kohl *"à la patience"*, lancé aux côtés de Hans Modrow, dans la nuit du 21 au 22 décembre, à la porte de Brandebourg, alors que les masses franchissaient le Mur.

La population soulevée imposait à tous son refus d'accepter une quelconque réforme de l'ancien régime de la RDA, une quelconque limitation à l'exercice de son droit imprescriptible à la souveraineté dans le cadre d'une Allemagne unifiée.

Mais comment, dès lors, comprendre la place occupée par Kohl depuis 1989 ? Les choses sont claires : Kohl occupe cette place grâce à la politique de la direction du SPD. S'il y a un parti auquel il revenait historiquement, légitimement, le devoir de prendre la tête du combat pour l'unification allemande, c'était bien le SPD. La place du SPD à Berlin, jusqu'en 1989, est à cet égard tout à fait illustrative. Dans les élections d'octobre 1946, dans tout Berlin, malgré la répression par le régime militaire dans la zone Est, le SPD obtient 48,7 % des voix. Lorsque, en 1946, les staliniens imposent l'unification forcée dans la zone d'occupation soviétique entre KPD (le Parti communiste d'Allemagne) et SPD, pour former le parti de la bureaucratie, le SED *(lire page 35)*, le référendum qui a eu lieu dans les seules zones occidentales donne des résultats parlant : 82 % des 32 000 membres du SPD du secteur ouest rejettent la fusion. Cette date marque le point de départ des persécutions, à l'Est, contre les militants du SPD, et contre tous ceux qui s'opposent à la dictature stalinienne. C'est ainsi que Berlin-Ouest a continué, durant de longues années, à donner 60 % de ses voix au SPD. Il a occupé de fait, dans ces conditions historiques, la place de parti de la classe ouvrière. Et les espoirs qui se tournaient vers lui, de ce fait, se sont brutalement heurtés à la politique de refus de l'unification défendue par les dirigeants du SPD, Oskar Lafontaine en tête.

Kohl s'est, dans un premier temps, comme tous les autres, opposé au processus. Mais, se plaçant du point de vue de la défense des intérêts fondamentaux de l'impérialisme et comprenant qu'il ne peut s'opposer de front à la vague qui déferle, il cherche à mettre en place une politique capable de "restabiliser" les bases de l'Etat bourgeois. Il est contraint de manœuvrer en reculant. Il prend position pour l'unité, il se présente comme son artisan. Il a les plus grandes difficultés à faire admettre par les siens le prix qu'il faut payer pour sauver l'essentiel et pouvoir reprendre l'offensive. Son gouvernement fut déchiré de terribles contradictions. La crise atteignit des points culminants lorsqu'il fut question, en juin 1990, d'aller jusqu'à accepter la parité entre le Deutschemark et l'Ostmark. Les représentants du patronat et de la banque mirent en garde contre le "non-sens" économique que le gouvernement s'apprête à commettre. Mais c'est à ce seul prix qu'il était possible pour Kohl de travailler à "restabiliser" les bases de l'Etat, comme la bourgeoisie française avait elle-même été contrainte de le faire en 1945 en "acceptant" l'institution de la Sécurité sociale et bien d'autres choses encore.

Bref, la révolution allemande de 1989 imposait donc, malgré tous les obstacles, la parité "un pour un", le 1er juillet 1990.

LE TRAITÉ D'UNIFICATION : UN VIOL DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE

1990... Kohl, contraint au recul, s'accroche à l'essentiel. Il lui faut empêcher l'établissement de la souveraineté du peuple. Il se hâte de signer le traité d'unification, réformant la loi fondamentale de la République fédérale, établie en 1949 sous le contrôle des Alliés. Le traité précède la proclamation officielle de la réunification le 3 octobre 1990, qui elle-même précède les premières élections auxquelles furent appelés, le 2 décembre 1990, les citoyens de toute l'Allemagne.

Que Kohl ait réussi ce tour de force de signer avec De Mazière, agent de la STASI élu sous l'étiquette CDU à la tête du Parlement est-allemand, le 18 mars 1990, le "traité d'unification" préparé en commun avec Modrow, qu'il ait donc signé avec les deux derniers représentants en place de la bureaucratie stalinienne usurpatrice, n'est pas indifférent.

Que l'impérialisme allemand ait réussi à faire que le traité, la Constitution nouvelle ne soient pas établis par les représentants légitimes, non seulement de la population est-allemande, mais de toute la population allemande (Ouest compris), a aujourd'hui encore de terribles conséquences.

Que le peuple allemand n'ait été appelé aux urnes que le 2 décembre 1990, dans le cadre fixé par le "traité d'unification", pour en "légitimer" l'application, n'a pas été un détail.

Le traité déléguait le pouvoir à la Treuhandanstalt (société de droit privé) de privatiser, c'est-à-dire pour l'essentiel de distribuer largement les fonds publics aux "acquéreurs" d'entreprises est-allemandes pour les encourager à s'approprier ces entreprises, le plus souvent pour les détruire.

Le traité installait la Treuhand pour fermer les entreprises décrétées "non privatisables", pour spolier ceux qui les avaient construites, qui les avaient fait vivre... En réalité, pour démanteler tout le potentiel industriel, disloquer les services publics et mettre en place les plans sociaux nécessaires au licenciement de centaines de milliers d'ouvriers.

Que la souveraineté du peuple, qui ne pouvait disposer pour se faire respecter que du cadre d'une Constituante souveraine, ait été bafouée marque encore profondément les développements actuels. Il s'agit d'une leçon de la plus haute importance pour les travailleurs de tous les pays (1).

Mais jusqu'où les formes institutionnelles dans lesquelles a été scellée l'unification ont-elles suffi à éteindre la révolution ? La suite des événements y répond.

QUE S'EST-IL PASSÉ À LEIPZIG, EN MARS 1991 ?

Dès le printemps 1991, quatre mois à peine après les élections du 2 décembre 1990, des centaines de milliers de travailleurs participaient à nouveau aux "manifestations du lundi", impulsées à partir de Leipzig, pour refuser cette politique en scandant ce mot d'ordre lourd de signification : *"Nous ne voulons pas être un peuple sans travail !"*, et pour réclamer la démission de Kohl.

Au même moment, se réalise la combinaison que l'unification appelait obligatoirement. A l'Ouest, les travailleurs se mobilisent pour peser sur les négociations de renouvellement des conventions collectives qui s'ouvrent dans la fonction publique. A l'Est, ils se mobilisent contre la catastrophe sociale qui menace... Dans toute l'Allemagne, manifestations et grèves se multiplient alors, à l'appel des syndicats :

> *« Leipzig, 12 mars (AFP). Plus de 40 000 Allemands de l'Est ont protesté lundi soir dans les rues de Leipzig contre la dégradation des conditions de vie dans l'ex-RDA, a rapporté l'agence ADN. Les manifestants, qui répondaient à l'appel du syndicat allemand de la métallurgie IG-Metall, ont annoncé leur intention de descendre tous les lundis dans les rues, renouant ainsi avec les manifestations hebdomadaires qui avaient fortement contribué à la chute du régime communiste est-allemand à l'automne 1989.*
>
> *Les orateurs ont appelé à* "protester avec les pieds contre la politique de la Treuhandanstalt", *l'organisme chargé de privatiser l'économie de l'ex-RDA et qui est accusé par les syndicats de privilégier la rentabilité immédiate au détriment des emplois. Les manifestants brandissaient les banderoles réclamant* "le financement d'emplois au lieu du financement du chô-

(1) Il s'agit d'une réponse à la question souvent posée par exemple en France : *"Est-il si important de se battre pour une Constituante ? N'est-ce pas un peu abstrait ? L'essentiel n'est-il pas fourni par le mouvement des masses, par sa puissance ?"* La preuve de l'importance du mot d'ordre de Constituante est donnée là.

mage" *ou s'attaquant au chancelier Helmut Kohl.* »

Dans une "déclaration de Leipzig", rendue publique à cette occasion, les comités d'établissement de quelque 250 entreprises du Land de Saxe, situé à l'Est, ont réclamé que *"les révolutionnaires de 1989 ne soient pas les chômeurs de 1991 !"*.

On peut lire dans cet appel :

« Nous voyons avec la plus grande inquiétude l'évolution économique de Leipzig ainsi que de toute l'Allemagne orientale. Des centaines de milliers d'emplois sont en train d'être détruits, les biens socialisés vendus à vil prix par la Treuhand au nom d'une stricte politique de privatisation. La misère sociale est programmée. Le gouvernement fédéral a découvert que les droits qui protègent les travailleurs sont de obstacles à l'investissement (...).

Contre cette politique, nous voulons une autre politique. Nous voulons une "qualité de vie" ici, à Leipzig, ainsi que dans toute la Saxe (...). Les gens savent eux-mêmes, mieux que quiconque, ce qu'ils peuvent faire et veulent faire et quels sont les besoins urgents ici. Et pour cela, nous n'avons pas besoin des officines hautement rémunérées des consultants de l'Ouest. Mais les représentants du personnel que nous avons choisis ont besoin de plus de pouvoir et de plus grandes possibilités de contrôle (...). Pas un seul licenciement cette année ! Arrêt du chômage partiel avec lequel commence le tic-tac de la bombe à retardement de mise au chômage total ! »

"NOUS NE SOMMES PAS DES MENDIANTS !"

Les demandes contenues dans cette "déclaration" exigent un changement de perspective à tous les niveaux. Elles exigent une autre façon de discuter :

"Nous ne sommes pas des mendiants qui demandons l'aumône. Nous répondrons, conscients de notre propre valeur, de nos revendications vitales (...). Voilà pourquoi nous manifestons ensemble pour qu'un coup d'arrêt soit donné à l'anéantissement de l'avenir (...). Nous savons que rien ne bougera en dehors de ce que nous ferons bouger nous-mêmes."

Dans une autre motion adoptée par 200 travailleurs de la ville réunis à la polyclinique ouest de Leipzig, représentant, outre la polyclinique ouest, la polyclinique sud, la polyclinique de la rue Goldschmitt, le jardin d'enfants de Leutzch..., on lisait :

« Nous nous adressons à tous les représentants syndicaux, à tous les collègues des administrations et des entreprises, à tous les représentants mandatés qui se réclament de la défense des intérêts de la population laborieuse de la ville. Nous les appelons à constituer ensemble un comité populaire pour le sauvetage de la ville. "Leipzig doit vivre."

— Pas un seul licenciement tant que de nouveaux emplois ne sont pas préalablement créés.

— Arrêt des fermetures des entreprises et des administrations des services publics.

— La propriété du sol et l'énergie sont propriétés communales.

— Tout l'argent du budget public va aux services publics et à leurs services sociaux. Pas un sou pour l'enrichissement des trusts appartenant au privé ou aux bureaucrates "reconvertis". »

"NOUS APPELONS TOUS LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX, TOUS LES COLLÈGUES, TOUS LES REPRÉSENTANTS MANDATÉS À CONSTITUER ENSEMBLE UN COMITÉ POPULAIRE POUR LE SAUVETAGE DE LA VILLE"

Ne voyait-on pas là commencer à se dessiner les contours d'un véritable programme de gouvernement, d'un gouvernement des travailleurs représenté par leurs organisations, par des délégués mandatés, appuyé par les masses mobilisées ? C'est certain, ce programme était en train de menacer de se dresser contre celui du gouvernement du capital, des spéculateurs, des destructeurs des bases matérielles de la société.

Ce qui est remarquable dans ce mouvement, c'est non seulement ses revendications, mais sa forme, son organisation, la place naturelle des syndicats organisant désormais tous les travailleurs dans les mêmes organisations. Les représentants des syndicats sont à l'origine et au centre de la constitution d'un "comité populaire" rassemblant les délégués mandatés des organisations se prononçant pour la défense des revendications de la population.

En même temps, la combinaison étroite avec la mobilisation de classe qui se développait au même moment à l'Ouest, dans les anciens Länder, constituait une manifestation éclatante de la force nouvelle de la classe ouvrière allemande réunifiée. Au même moment, en effet, dans les services publics d'Allemagne de l'Ouest, les travailleurs refusaient le gel des salaires que voulait leur imposer Kohl. Ils exigeaient, avec leur syndicat, l'ÖTV, une augmentation de 6 %.

Ils s'appuyaient pour cela sur le résultat arraché, quelques semaines plus tôt à l'Est, par leur syndicat, désormais commun, pour que les salaires de l'Est soient augmentés jusqu'au niveau de 60 % des salaires de l'Ouest. Ils arrachaient les 6 % et constituaient à leur tour un point d'appui pour l'unification complète des conventions collectives.

C'est dans cette situation que les travailleurs de Leipzig ont constitué, pour organiser leurs manifestations du lundi, un organisme de coordination unissant, sous la responsabilité des syndicats, les organisations politiques se réclamant des intérêts de la population travailleuse. Cet organisme, réalisant l'unité des travailleurs et de leurs organisations, impulsait le combat pour la satisfaction des revendications ouvrières, contre le gouvernement Kohl et contre le démantèlement engagé tant dans l'industrie que dans les services publics à l'Est. C'est lui qui organisait la mobilisation de la masse des travailleurs. Il était chargé par les travailleurs mobilisés d'organiser les manifestations de masse le lundi.

C'est dans ce cadre que les travailleurs, sans ignorer les sérieuses "hésitations" des dirigeants du SPD et du DGB, obtenaient la participation de Vogel, président du SPD, au défilé du 25 mars, ainsi que celle du président de l'IG-Metall, Steinkühler.

Ils traçaient ainsi la voie de la réalisation du front unique de la classe ouvrière, face à Kohl et aux patrons.

LE RÔLE CENTRAL DES SYNDICATS COMMUNS À TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

Le moins que l'on puisse dire, c'est que, quatre mois après les élections du 2 décembre 1990, la marque imprimée par le mouvement révolutionnaire de 1989 n'a pas été effacée. La masse des manifestants, ce 25 mars 1991, rejette le gouvernement Kohl et dément tous les commentaires faits par les uns et les autres sur les scores réalisés à l'Est par Kohl et la CDU aux premières élections libres organisées depuis 1933 dans toute l'Allemagne. Là encore, il est nécessaire de revenir à la position des dirigeants du SPD. Ce sont eux qui, par leur politique, leurs déclarations d'appui aux mesures de Kohl et de dénonciation de ces mesures comme des conséquences néfastes de l'unité, ont fait refluer vers Kohl les voix de ceux qui voulaient manifester leur volonté de réaliser l'unification. Ce sont eux qui ont fait que le vote pour Kohl apparaisse comme le moins opposé à l'unification immédiate. Les citoyens des nouveaux Länder n'ont pas pour autant voté pour Kohl, pour sa politique, pour son gouvernement, pour les privatisations-destructions, pour la liquidation des conquêtes liées à la propriété sociale... et elles l'ont rappelé avec force durant ce printemps 1991. Elles se sont détournées du SPD pour s'engouffrer dans les syndicats, rassemblant enfin dans une même organisation de classe les travailleurs de toute l'Allemagne.

Il s'agit là du résultat le plus important de toute la période qui a suivi l'unification. La classe ouvrière allemande, particulièrement les travailleurs des nouveaux Länder, se sont saisis des syndicats, l'IG-

Metall, l'ÖTV..., de la confédération syndicale, le DGB, pour les charger de les représenter. Ils l'ont fait avec d'autant plus d'acharnement qu'ils se heurtaient à une direction du SPD qui interdisait à son parti d'être cette représentation politique de la classe ouvrière, tâche que toute l'histoire lui assignait

C'est ainsi qu'on a assisté au croisement paradoxal de deux courbes. Celle du début du déclin électoral du SPD, intégrant un développement de l'abstentionnisme ouvrier, très fort à l'Est dès les premières élections aux Länder qui ont suivi les élections générales du 2 décembre 1990 et qui s'est par la suite amplifié en s'étendant à l'Ouest, pour atteindre les records historiques des élections de juin 1995, dans les bastions ouvriers de la Ruhr, ou encore à Berlin en octobre 1995.

Et cette courbe descendante a croisé la courbe montante du renforcement des syndicats, qui a fait, par exemple, de l'IG-Metall, avec ses trois millions de membres, le premier syndicat de branche à l'échelle mondiale.

LES TRAVAILLEURS DE L'EX-RDA ONT ARRACHÉ DE HAUTE LUTTE LEUR ENTRÉE DANS LES SYNDICATS

Cela n'a pas été, là non plus, une conséquence "naturelle" de l'unification. Ce résultat — d'une importance décisive pour la période que nous vivons — a été, lui aussi, arraché de haute lutte.

Les lambeaux de l'ex-appareil stalinien se sont mis entièrement au service du gouvernement Kohl et, plus généralement, de l'impérialisme, pour consacrer la spoliation des travailleurs, la spoliation des communes, dans les nouveaux Länder, avec la signature du "traité d'unification", la mise en place de la Treuhand....

La branche de cet appareil qui structurait la FDGB, le "syndicat" vertical de l'ex-RDA, a tenté jusqu'au bout, en collaboration étroite avec Kohl — avec l'accord de la direction du SPD et sous le patronage de certains dirigeants du DGB — de s'opposer à l'entrée en masse des travailleurs de l'Est dans les syndicats de leur profession. Ils ont d'abord tenté de "rénover" une FDGB-Est opposée à un DGB-Ouest, pour conserver leurs positions, négocier le maintien de leurs privilèges et occuper leur place de policiers dans le nouveau dispositif de division dressé contre la classe ouvrière.

Le combat des travailleurs dans les usines, les administrations, là où ils pouvaient contrôler directement les choses, a contraint au recul l'essentiel des résistances et imposé "un seul syndicat ouvrier dans toute l'Allemagne".

Il s'agit, pour le combat pratique de la classe ouvrière aujourd'hui, du résultat le plus important de la révolution de novembre 1989.

Certes, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas, là encore, dans ce résultat des contradictions.

Cela ne veut pas dire que l'installation à l'Est de fonctionnaires syndicaux de l'Ouest, chargés "d'organiser" le syndicat, et en particulier de "reprendre" sous son patronage toute une série des éléments de l'ex-appareil stalinien, ne pèse pas.

Historiquement, en Allemagne, c'est le Parti social-démocrate qui a créé le mouvement syndical. Des rapports organiques lient traditionnellement à l'échelle nationale et locale le SPD et le DGB. A l'Est, le mouvement des masses de novembre 1989, qui n'a pas pu se matérialiser dans la construction d'une organisation implantée du SPD, s'est, par contre, réalisé pleinement dans le syndicat.

Cela s'est souvent réalisé en dépit des dirigeants du SPD et du DGB, mais cela s'est réalisé.

La classe ouvrière n'a pas pu imposer l'élection d'une assemblée souveraine des représentants du peuple ayant des pouvoirs constituants, mais elle s'est regroupée dans ses syndicats. Elle n'a pas réussi à constituer cette représentation travaillant, sous le contrôle du peuple, au sauvetage, à l'Est, de l'appareil productif désarticulé par la bureaucratie et condamné à mort par la prise en main directe de

l'impérialisme et, à l'Ouest, d'une industrie menacée par les "restructurations" entreprises par le même impérialisme. Mais elle a réussi à s'imposer dans le syndicat ouvrier unifié, seule institution capable de constituer le point d'appui dont elle a besoin pour la défense des bases matérielles de son existence.

L'ENJEU DE LA BATAILLE POUR DES CONVENTIONS COLLECTIVES UNIFIÉES DANS TOUTE L'ALLEMAGNE

Le gouvernement Kohl, lui, n'a pas réussi à empêcher ce mouvement d'aboutir. Il s'est, en revanche, accroché pied à pied pour s'opposer à l'établissement de conventions collectives uniques dans toute l'Allemagne. Il en a fait une question stratégique. Même s'il a été contraint de manœuvrer en recul, d'accélérer sous la pression de la lutte de classe le calendrier du rattrapage salarial des travailleurs de l'Est, il tente à tout prix de le freiner pour empêcher l'unification des conventions collectives. Pourquoi ? Un spécialiste de l'économie allemande, chargé de recherche à l'Institut de Halle (IWH), dit clairement dans un livre, *L'Unification sans miracles* (Editions CIRAC, octobre 1995) :

> *"Si les objectifs ne sont pas toujours clairement définis, il apparaît toutefois qu'il ne s'agit pas seulement à l'Est d'une politique de modernisation pour le seul rattrapage du modèle ouest-allemand, car il se révèle indispensable d'inventer des solutions mieux adaptées aux problèmes spécifiques de l'ex-RDA. En ce sens, l'enjeu concerne la définition d'une* ***politique industrielle innovante****. D'ailleurs, comme le montrent des chercheurs à l'université de Göttingen, il se pourrait bien que l'ex-RDA, au lieu de copier le modèle de production ouest-allemande, s'achemine vers une modernisation plus radicale encore, ce qui correspondrait à une stratégie de saute-mouton* (leap frogging), *c'est-à-dire de dépassement (...). Dans les nouveaux Länder, la crise joue donc un rôle de catalyseur pour l'innovation. En outre, ce renouvellement accéléré coïncide généralement avec l'apparition de surcapacités de production dans l'Allemagne dans son ensemble. L'ex-RDA deviendrait de la sorte* ***un laboratoire pour la modernisation des structures de production dans l'ancienne RFA.****"*

L'impérialisme allemand, le gouvernement Kohl, contraints d'accepter la réunification, reprennent l'offensive. L'unification leur a été imposée au moment où *"des surcapacités de production apparaissent dans l'Allemagne dans son ensemble"*. Il leur faut tenter de retourner la situation et d'utiliser par tous les moyens les nouveaux Länder pour en faire la plate-forme à partir de laquelle ils pourront s'attaquer enfin à tous les acquis organisés de la classe ouvrière allemande. Pour l'impérialisme allemand, c'est une question de vie ou de mort, il lui faut démanteler les conventions collectives qui organisent à l'Ouest depuis des décennies la vie de la classe ouvrière dans ses moindres détails. Contraint à des reculs importants par la lutte de classe dans l'alignement des salaires de l'Est et de l'Ouest, les patrons réorganisent avec le gouvernement leur contre-offensive.

LE PATRONAT VEUT FAIRE DE LA DÉRÉGLEMENTATION À L'EST UNE BASE CONTRE LES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS TOUTE L'ALLEMAGNE

> *"Il serait souhaitable*, poursuit ce rapport, *d'introduire en Allemagne orientale des formules plus différenciées, et donc mieux adaptées aux besoins des entreprises, et ce, non seulement en ce qui concerne les salaires, mais aussi le temps de travail, l'organisation des congés, la formation continue et les mesures de qualification."*

Déréglementer, liquider les conventions collectives : voilà l'objectif ! Le président de l'Institut de Halle précise que, dans un but d'élargissement à toute l'Allemagne, il souhaite

> *"que l'ex-RDA puisse expérimenter et réaliser de façon accélérée certaines* ***des réformes de structure qui tardent tant***

***dans l'ancienne RFA**. Il s'agit par exemple de la privatisation des services publics allant de l'urbanisation à l'aménagement des terrains industriels et commerciaux, en passant par les secteurs de l'eau, de l'énergie et du traitement des ordures. L'idée générale consiste à faire de l'ex-RDA une **zone prioritaire en matière de déréglementation.**"*

Mais voilà, l'impérialisme allemand se retrouve face à la plus grande contradiction, issue de la révolution de novembre 1989. Comment réussir à maintenir la situation de division due à l'existence de conventions collectives qui restent différentes, ne serait-ce que pour ce qui concerne les salaires, quand les travailleurs sont organisés dans la même organisation syndicale à l'échelle nationale, sans provoquer l'ensemble de la classe ouvrière allemande ? C'est tout le problème qui va se concentrer dans les négociations qui s'ouvrent sur la convention collective de la fonction publique en avril 1996.

Le mot d'ordre *"Une seule convention collective (BAT) pour toute l'Allemagne"* rassemble la volonté commune des travailleurs de s'opposer aux privatisations que les critères de convergence de Maastricht exigent de réaliser sans délai, à l'Ouest comme à l'Est. Le maintien d'une zone de salaires spécifiques, donc d'une convention collective spécifique aux nouveaux Länder dans la fonction publique, menace à l'évidence, aux yeux de tous, tous les acquis des travailleurs de la fonction publique, de toute l'Allemagne, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Mais avant d'en arriver à l'année 1996, pour comprendre la situation, revenons à l'enchaînement des événements qui se sont déroulés de 1991 à 1995.

DE 1991 À AUJOURD'HUI, UNE LUTTE DE CLASSE ININTERROMPUE FUSIONNE LE COMBAT CONTRE LES LICENCIEMENTS, POUR L'ÉGALITÉ DES SALAIRES, ET L'UNIFICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

De 1991 à 1995, la lutte des classes a fait rage... Les travailleurs à l'Est se sont saisis de leurs nouveaux syndicats, ceux de l'Ouest de leurs syndicats historiques renforcés par la réunification.

Certes, le mouvement des "lundis" qui s'est développé à partir de Leipzig a culminé fin mars. La mobilisation des travailleurs qui prenait son essor en Saxe s'est en effet heurtée à une offensive déchaînée par le gouvernement Kohl, qui prenait prétexte du climat créé par l'assassinat de Rohweder (président de la Treuhand). Kohl a, une nouvelle fois, entraîné dans son sillage la direction du SPD et, par voie de conséquence, les directions syndicales.

La classe ouvrière s'est heurtée à l'obstacle des directions de ses organisations, mais elle n'a pas désarmé pour autant. Les travailleurs se sont alors saisis, dans les entreprises, de la date du 30 juin 1991. Le 30 juin 1991 devait marquer la fin du "moratoire" accordé en 1990 par le gouvernement qui s'était engagé à éviter tout licenciement "sec" jusqu'à cette date. Les travailleurs ont exigé l'annulation des licenciements qui devaient être annoncés ce 30 juin. Grèves d'avertissement, manifestations se succèdent.. Dans la même période, 300 000 travailleurs à l'Ouest se mettent en grève d'avertissement pour une augmentation de 6,7 % des salaires, afin de rattraper les pertes de pouvoir d'achat provoquées par "l'impôt unification"...

L'idée d'une marche sur Berlin des travailleurs de l'Est et de l'Ouest est de plus en plus souvent reprise dans les manifestations. On assiste à une fusion de plus en plus étroite sur le terrain de la lutte de classe du combat des travailleurs de l'ex-RDA et de celui de l'ex-RFA. Le 14 juin 1991, alors qu'une vague d'occupations se développe à l'Est, 25 000 mineurs de la Ruhr manifestent avec une délégation de mineurs de Saxe contre les suppressions d'emplois et la "restructuration" des mines.

A Zwickau, les ouvriers de Trabant (automobile), dont l'usine va fermer, imposent par la grève la mise en place d'une *"société de qualification et d'emploi"*, chargée de veiller aux garanties indispensables au "transfert" de tous à

l'usine ultramoderne de Volkswagen qui vient d'être implantée à proximité.

Le 17 juin 1991, des grèves avec occupation s'étendent dans la métallurgie, dans la région de Leipzig. La presse note l'interpellation qui fuse ici et là :

> *"Seuls, on ne peut pas s'en tirer, nous avons besoin du syndicat."*

En septembre-octobre, nouvelles grèves et manifestations de mineurs dans la Ruhr. Les ouvriers de la sidérurgie de Hennigsdorf (Brandebourg) occupent pendant treize jours et arrachent contre les suppressions d'emplois un nouveau sursis jusqu'au 31 décembre 1993. Des télégrammes affluent, comme celui-ci, émanant d'une usine de Leipzig :

> *"Votre lutte à Henningsdorf est la lutte de tous les sidérurgistes, de tous les travailleurs en Allemagne. Nous avons appris que vous avez invité le président de l'IG-Metall, Steinkühler, à venir à Hennigsdorf. Vous avez raison : le camarade Steinkühler* (président de l'IG-Metall à cette date)*, notre syndicat IG-Metall avons le pouvoir d'organiser l'unité de tous les sidérurgistes et métallurgistes pour la défense des emplois.*
>
> *Tous en même temps : marche à Berlin, à la Treuhand !"*

Apprenant la nouvelle du sursis obtenu pour les 5 000 sidérurgistes, les ouvriers d'une usine d'électricité de Berlin exigent à leur tour la réouverture de négociations pour eux-mêmes...

Mars 1992, c'est au tour des ouvriers des chantiers navals de Rostock d'occuper... Avril-mai 1992, la grève se développe dans la fonction publique à l'Ouest, à l'appel de l'ÖTV, à la veille des négociations salariales qui s'ouvrent avec les représentants des Länder. Après onze jours de grève, fait rare, les employés manifestent leur opposition en votant à 55 % contre l'accord signé par les dirigeants du syndicat., sous la pression directe et publique de la direction du SPD, pour sauver Kohl.

Le 1er mai 1992, dans ce climat, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui manifestent dans toute l'Allemagne à l'appel du DGB. En juin, la négociation dans la fonction publique des nouveaux Länder s'ouvre. La mobilisation des travailleurs obtient que les salaires soient alignés à 70 % sur les salaires de l'Ouest, à 74 %, le 1er décembre 1992, et à 80 %, le 1er juillet 1993...

200 000 MÉTALLOS MANIFESTENT DANS TOUTE L'ALLEMAGNE POUR DÉFENDRE LES AUGMENTATIONS DE LEURS COLLÈGUES DE L'EST

Au début de 1993, la situation devient tellement explosive dans la métallurgie que, le 16 février 1993, la "conférence de l'acier" convoquée par la direction de l'IG-Metall appelle à une marche sur Bonn. Le 26 mars 1993, 100 000 sidérurgistes et métallos de toute l'Allemagne manifestent à Bonn. La direction de l'IG-Metall décide alors de planifier le déclenchement de la grève de 400 000 métallos de l'Est pour l'égalisation des salaires. Le 19 avril 1993, l'IG-Métall engage la procédure du "référendum" — la loi fait obligation aux syndicats de l'organiser pour être autorisés à déclencher légalement la grève — contre la rupture par les patrons des accords de branche signés préalablement avec les syndicats à l'Est. Cette dénonciation par les patrons constitue une première depuis 1928 et est considérée comme un *casus belli* par les syndicats et les travailleurs.

Le 22 avril 1993, 200 000 métallos manifestent à nouveau dans toute l'Allemagne pour défendre les augmentations de leurs collègues de l'Est que les patrons viennent d'annuler. Ils sont 25 000 à Cologne, 12 000 à Dortmund, des milliers à Hambourg et à Stuttgart.

Le 3 mai 1993, la grève a démarré dans les Länder de Saxe, de Brandebourg, de Berlin... Il s'agit de la première grève générale des métallos de ces Länder. La grève s'est étendue, selon le plan du syndicat, à tous les Länder de l'ex-RDA. Le 12 mai, 300 000 métallos de l'ex-RDA ont débrayé. Le 14 mai, le patronat de Saxe signe un accord où il renonce à

annuler la convention collective signée en 1991. Il recule donc devant la mobilisation unie et organisée dans le cadre de l'IG-Metall, mais il maintient cependant une "clause de sortie" en cas de difficultés graves de l'entreprise. Les négociations traînent en longueur avec les patrons des autres Länder. Et "la grève rebondit", note la presse, car tout le monde comprend que l'enjeu véritable, c'est le cadre des conventions collectives pour toute l'Allemagne. Les patrons des autres Länder devront finalement renoncer à leur dénonciation pure et simple des accords de 1991...

DES MOUVEMENTS QUI SE HEURTENT À LA POLITIQUE DU SPD

Le 22 septembre, ce sont cette fois 80 000 ouvriers de la Ruhr qui manifestent contre les suppressions d'emplois. Le 28 septembre, 10 000 mineurs de Sarre se mettent en grève. Le 21 octobre, 15 000 sidérurgistes débrayent et manifestent à Duisbourg contre les suppressions d'emplois et les coupes dans les budgets sociaux. Le 28 octobre, l'IGBSE (bâtiment) appelle à son tour à une marche sur Bonn...

C'est une succession de mouvements de classe impressionnants, mais ces mouvements se heurtent à nouveau de plus en plus ouvertement à la politique des dirigeants du SPD qui, en signant comme ils l'ont fait, par exemple en 1993, un "pacte de solidarité" au niveau des Länder, apportent leur appui, au nom du réalisme et des exigences économiques de l'unification, au chancelier Kohl.

Début 1994, nouvel appel à la grève générale des métallos... Juin 1994, c'est au tour des postiers de se mettre en grève pour leurs revendications, leurs salaires et contre le projet de privatisation. A cette occasion, la confrontation aura lieu publiquement entre la direction du syndicat et la direction du SPD qui a donné son accord à Kohl. Kurt Van Haaren, président du syndicat, accuse le SPD d'avoir voté au Bundestag la réforme. Des députés SPD rompent la discipline de parti et votent contre.

La direction du DGB acceptera finalement le plan en trois étapes, en échange de prétendues "garanties". Depuis, les postiers n'ont cessé de se heurter aux conséquences meurtrières de ce plan.

En cette fin d'année 1994, il faudra les élections au Bundestag (octobre 1994), la campagne de plusieurs mois menée par le SPD, sous la direction de Scharping, sur le thème de la *"modernisation, de l'Union européenne, de l'application du traité de Maastricht"* pour aider Kohl à endiguer, pour un temps, le développement du mouvement sur le terrain de la lutte de classe. La situation se resserre néanmoins. Kohl a porté des coups aux travailleurs à l'Est. La désindustrialisation qui a frappé l'industrie de l'ex-RDA doit maintenant être étendue aux vieilles régions sidérurgiques et minières de l'Ouest. Pour l'impérialisme, il faut franchir une étape, il faut faire sauter la clef de voûte de l'édifice qui structure la vie des travailleurs allemands, ses conquêtes : les conventions collectives. Patronat et gouvernement ont concentré leurs efforts, confrontation après confrontation, sur un objectif : entraîner avec eux la direction du SPD et les directions syndicales pour qu'elles acceptent l'introduction des "clauses d'ouverture" dans les conventions collectives, qu'elles acceptent de renoncer à l'extension complète à l'Est des conventions collectives appliquées à l'Ouest pour tenter de désorganiser la classe ouvrière et pour la faire céder sur l'essentiel.

La manifestation qui a rassemblé 200 000 métallos, le 22 avril 1993, dans toute l'Allemagne, pour exiger le respect par les patrons des accords de 1991 dans les Länder de l'Est indique la haute conscience qu'a la classe ouvrière allemande réunifiée de cet enjeu fondamental.

FÉVRIER-MARS 1995 : LES MÉTALLOS ARRACHENT PAR LA GRÈVE LE MAINTIEN DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Malgré le chômage porté à 16,8 % dans l'ex-RDA, malgré les brèches ouvertes

par la déréglementation, notamment par ces patrons qui, à l'Est, ne sont plus affiliés aux "unions patronales" pour ne pas appliquer les conventions collectives ; malgré tout cela, Kohl n'a pas réussi à faire des nouveaux Länder la base d'une attaque générale contre toute la réglementation en Allemagne. La résistance de la classe ouvrière rassemblée dans ses syndicats, dans sa centrale, le DGB, l'en a jusqu'à aujourd'hui pour l'essentiel empêché.

Et la grande grève de la métallurgie de février-mars 1995, qui couronne toute cette période, obtient un résultat fondamental : le maintien de la convention collective qui est légalement valable jusqu'à fin 1996, le rejet des clauses d'ouverture. Les métallos ont gagné 4 % pour 1995 et 3,7 % pour 1996, ce qui est important, **mais, surtout,** ils ont infligé un recul à la politique de déréglementation, ils ont imposé ce recul aux patrons par la grève organisée par l'IG-Metall... et aussi à leur propre direction.

En ce début 1996, nous avons donc, face à face, la victoire des trois millions de métallos de l'IG-Metall, appuyés avec tous leurs collègues sur la convention collective dont ils ont arraché la signature en mars 1995, et la politique du "pacte pour l'emploi"... signé conjointement par la direction du DGB et Kohl.

Là se concentrent les questions politiques dont les réponses décideront en grande partie de l'issue du combat engagé en Allemagne par les travailleurs au compte de toute la classe ouvrière européenne.

Revenons à la question posée au début de cet article sur la révolution de 1989. Et posons à notre tour à notre interlocuteur une question : est-il vraiment raisonnable de penser aujourd'hui que "la République fédérale" a réussi à "digérer" la révolution de 1989 ? Une véritable fusion s'est opérée sur le terrain de la lutte des classes entre les deux fractions de la classe ouvrière allemande organisée dans les mêmes syndicats, dans la même confédération. Cette fusion met à l'ordre du jour la défense commune des conquêtes dépendant encore des restes de la propriété sociale, débarrassée de la bureaucratie stalinienne, à l'Est, et des conquêtes sociales de "l'Etat social", à l'Ouest. Cette fusion autour du mot d'ordre de la défense commune des conventions collectives se heurte frontalement aux exigences du FMI, de l'Union européenne, des critères de convergence de Maastricht et des diktats de la spéculation qui deviennent, jour après jour, la forme dominante de l'existence du système capitaliste.

La révolution commencée en 1989, avec tous ses espoirs, l'espoir de se débarrasser du monde de l'oppression et de l'exploitation, continue à creuser pour se frayer sa voie.

L'ALLEMAGNE EST ENTRÉE DANS LA TOURMENTE

La pire des choses serait de considérer les développements qui ont lieu actuellement en Allemagne comme une simple aggravation, un simple prolongement linéaire, peut-être plus accusé, compte tenu de la place qu'occupe l'impérialisme allemand en Europe, du développement des contradictions de classe dans la République fédérale, tel qu'on les a connus jusqu'ici.

L'Allemagne concentre aujourd'hui toutes les contradictions qui sont à l'œuvre sur le continent européen.

Le soulèvement des masses en novembre 1989 a imposé l'unification de l'Allemagne au moment où l'impérialisme allemand allait subir de plein fouet l'offensive engagée par l'impérialisme américain contre l'Europe. Même si cette offensive a commencé par frapper la France, elle se déplace maintenant nécessairement contre toutes les positions de l'impérialisme allemand, qui représente la première puissance industrielle européenne, et elle ne s'arrêtera pas.

• Il y a d'abord eu la guerre du dollar...

"De janvier à avril 1995, les perturbations ont atteint un paroxysme. Le mark a perdu 7,5 % face au yen, mais il s'est apprécié de 18 % face à la lire. La livre

sterling a perdu 20 % vis-à-vis du mark, l'Allemagne étant son principal partenaire commercial. En moins de cinq mois, le dollar quant à lui a perdu 20 % face au yen (...). Résultat : de 1989 à 1993, les exportations de biens de l'Allemagne ont crû moins vite (de 15,9 %) que les marchés sur lesquels elle exporte, soulignent les analystes de la Caisse des dépôts. En clair, elle a perdu des parts de marché, ce que confirme une étude de la BRI : la part de marché à l'exportation de l'Allemagne et du Japon a chuté respectivement de 30 % et de 46 % au cours des dix dernières années, alors que celle des Etats-Unis a légèrement augmenté" (*Le Figaro*, 20 avril 1995).

Une guerre qui a des conséquences terribles sur le plan de l'industrie allemande dont la force résidait jusqu'à maintenant dans ses capacités exportatrices. Une guerre qui est à l'origine de la situation que traverse par exemple Daimler, ce géant de l'industrie allemande, et les vagues de licenciements qu'il a décidées à DASA. Il y a la dislocation d'AEG, filialisée, puis vendue, notamment à des entreprises américaines... Il y a l'ébranlement de toutes les assises de l'industrie automobile, etc.

Une guerre relayée et utilisée par le gouvernement allemand et le patronat pour tenter de réorganiser l'offensive frontale contre le système des conventions collectives, contre le coût du travail "trop élevé" en Allemagne, au nom de la défense du "Standort-Deutschland" (Allemagne-site de production).

• Il y a l'offensive de l'Union européenne qui se poursuit au nom du traité de Maastricht pour l'ouverture des marchés publics, la privatisation des monopoles : Bundesbahn, Deutsche Bundespost, etc., afin d'ouvrir aux grands groupes américains les parts de marché qui leur échappent encore et de relancer la spéculation.

• Et, enfin, il y a l'offensive menée à l'échelle internationale au nom des principes définis par le FMI contre les déficits publics. Offensive qui intervient à un moment où la réunification telle qu'elle a été conduite par Kohl s'est soldée, selon les rapports officiels, par un endettement public de 2 200 milliards de marks. Au nom de ce déficit, Kohl et son gouvernement prétendent engager, en vertu de l'application des critères de Maastricht, la mise en œuvre d'un plan d'une brutalité inouïe contre les budgets sociaux : Sécurité sociale, retraites, indemnisation de chômage, dépenses sociales des Länder et des communes.

Il s'agit d'un tournant majeur. Sans aucune exagération, nous pouvons dire que c'est la dislocation du pays qui est mise à l'ordre du jour par l'impérialisme ; la destruction par les délocalisations de la base industrielle la plus forte d'Europe ; la décomposition de toutes les relations sociales par la destruction des conventions collectives et l'introduction d'une déréglementation totale du travail ; l'abandon du système dual de formation professionnelle ; la désintégration des communes qui garantissent à la population le logement social, les crèches, les transports, la production et la distribution bon marché d'énergie.

Exagération ? Le *Spiegel* de février publie une interview de H. Henzel, directeur de la filiale allemande McKinsey, société de conseil américaine. Cette filiale conseille Siemens, Daimler-Benz Aerospace. L'interview est centrée sur le rôle de *jobkiller* joué par la firme conseil. Selon son directeur, l'industrie doit inévitablement réduire le personnel puisque, d'une période industrielle, nous passons dans une période où l'activité sera centrée sur les services. Cette mutation entraîne inévitablement dans le secteur industriel une vague de licenciements. Bien que cette transformation ait déjà commencé, elle est loin d'être terminée. Dans l'industrie de l'automobile, par exemple, la diminution de 7 à 10 % du nombre des travailleurs a été compensée par une augmentation parallèle de la productivité. On peut aujourd'hui, selon ce monsieur, assurer la même production avec seulement la moitié du personnel. Les entreprises n'ont pas d'autre choix pour faire face à la concurrence que d'augmenter leur productivité et donc de licencier du personnel. Selon H. Henzel, la productivité de l'industrie est de 20 % inférieure à la productivité de l'industrie américaine. Aux Etats-Unis, 25 % des travailleurs seulement sont employés dans le secteur industriel, contre 35 % en Allemagne. Il

faudrait, pour amener l'Allemagne au niveau américain, que ce monsieur Henzel prend systématiquement pour référence, licencier trois millions de travailleurs.

Voilà le programme de l'impérialisme pour l'Allemagne, forteresse industrielle comptant déjà quatre millions de chômeurs officiels, six millions selon les chiffres du DGB !

LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'UNIFICATION... UNE MAFIOSISATION DE L'ÉCONOMIE

Les "dépenses de l'unification" servent de prétexte à Kohl pour justifier son offensive contre la Sécurité sociale, les retraites, l'indemnisation du chômage, etc. Mais il s'agit de la plus gigantesque escroquerie.

Ils l'avouent eux-mêmes, dans un rapport de la Bundesbank de mai 1995. L'ensemble de la dette publique en Allemagne est chiffré à 2 200 milliards de marks, un niveau quatorze fois supérieur à celui de 1970. Et le service de la dette payée aux banques a représenté en 1994 un montant de 140 milliards de marks.

D'où provient cette somme gigantesque ?

Il y a là par exemple la dette de l'ancienne nomenklatura de l'ex-RDA, s'élevant à 150 milliards de marks, que le gouvernement Kohl a reconnue en même temps qu'il a intégré une partie de cette nomenklatura reconvertie dans l'appareil d'Etat. En réalité, Kohl a reconnu une dette largement fictive comme dette réelle, faisant ainsi le plus grand cadeau qu'aient jamais reçu les banques dans l'histoire de l'Allemagne. Les seuls 110 milliards de marks attribués pour des raisons comptables aux combinats et reconnus par Kohl rapportent chaque année 12 milliards de marks aux banques au titre du service de la dette, pompés sur le budget public.

C'est ainsi qu'on a assisté à une véritable mafiosisation de l'économie, allant de pair avec un développement accéléré du parasitisme et de la spéculation. Waigel, ministre des Finances, parle de la somme de 1 000 milliards de marks "investie" jusqu'à la fin de 1994 dans la reconstruction de l'ex-RDA.

Est-ce que cet argent public a été investi, comme on le prétend, pour *"moderniser l'industrie"* et ainsi *"protéger et créer des emplois"* ? Les deux tiers des emplois industriels ont été purement et simplement détruits.

Des 9,8 millions de travailleurs en 1989, il ne reste aujourd'hui que 5,8 millions, dont 1,4 million environ sont précaires, c'est-à-dire en reconversion ABM, en formation, sous contrats à durée indéterminée de différentes formes, etc.

La Treuhand, organisme chargé de privatiser — voire de fermer — l'industrie est-allemande, a bradé les 8 000 entreprises à des groupes capitalistes qui, avant de fermer une bonne partie d'entre elles, encaissent de confortables "subventions". Résultat : la Treuhand se trouve avec une dette de 270 milliards de marks, "transférée" à la dette publique, à laquelle s'ajoutent 140 milliards qui résultent des subventions accordées aux banques lors du changement de parité de l'Ostmark Cadeau pur et simple.

Mais il faut mettre ce développement qui touche toute l'Allemagne en relation avec le processus de privatisation à l'Ouest. C'est ainsi que l'entrée en Bourse de Deutsche Telekom en 1996 devrait rapporter la somme énorme de 85 milliards de marks aux spéculateurs et devrait être accompagnée de 60 000 licenciements, s'ajoutant au licenciement de 32 000 cheminots dans le cadre de la privatisation des chemins de fer et à celui de 60 000 mineurs jugés 30 % "trop chers" par rapport aux autres "concurrents" européens.

Selon le quatorzième rapport sur les subventions publié par le gouvernement de Bonn, cette situation est jugée préoccupante par le conseil des "cinq sages" qui jugent décevants les progrès de l'investissement privé en ex-RDA, au regard de l'aide publique massive qui y a été mise en place pour attirer les capitaux privés.

Que ces choses-là sont délicatement dites pour dissimuler que la majorité des privatisations a été en fait une campagne de subventions déguisées à de puissants groupes privés chargés de détruire les entreprises et d'endettement public au profit des banques.

UN BOULEVERSEMENT INSTITUTIONNEL

L'Allemagne entre dans la tourmente, toute l'Europe entre dans la tourmente... Mais l'Allemagne est vouée en Europe à subir le plus grand choc. La bourgeoisie allemande a reconstitué tout son appareil productif, donc sa puissance, après la guerre.

Elle l'a fait après la décision de l'impérialisme américain d'autoriser la "reconstruction" dans le cadre d'une Allemagne divisée et occupée. L'impérialisme américain a pris cette décision pour reconstituer les bases du marché mondial et de la division internationale du travail.

Pendant quarante ans, la bourgeoisie allemande s'est ainsi presque exclusivement concentrée, sous la tutelle des "Alliés", et particulièrement des Etats-Unis, sur les tâches de reconstruction d'un appareil productif modernisé. Elle a tiré profit, jusqu'à un certain point, de la quasi-inexistence de son rôle politique autonome à l'échelle mondiale.

Dans le cadre des "trente glorieuses", cette situation a signifié pour elle qu'elle était par exemple presque totalement libérée du poids des dépenses militaires.

C'est dans ce cadre que se sont reconstituées les forces du prolétariat allemand à l'Ouest. Cette reconstitution s'est opérée dans le combat pour arracher les acquis les plus élevés de la classe ouvrière européenne. Ce combat de classe s'est organisé autour du SPD et du DGB. Ce combat s'est développé dans le cadre institutionnel de la "cogestion" établi en 1949 et qui a constitué la base de toute la vie politique allemande jusqu'à 1989. C'est ainsi que la puissance actuelle du SPD et du DGB est héritée à la fois de l'adhésion de la classe ouvrière à ses organisations, avec lesquelles elle a arraché dans de durs combats de considérables acquis, et du rôle que le cadre institutionnel a dévolu à ces organisations dans cette période.

L'unification de 1989 bouleverse toute cette situation de bas en haut et de haut en bas. L'aspiration naturelle de l'impérialisme allemand à se forger une politique mondiale, vers laquelle sa place de première puissance européenne le pousse inéluctablement, est brutalement contrecarrée par l'offensive de l'impérialisme américain.

L'Allemagne ne bénéficie plus de la position de "protégé" de l'impérialisme américain qu'elle pouvait occuper dans la confrontation Est-Ouest jusqu'à la chute du Mur de Berlin.

L'Allemagne est sommée de prendre sa place dans le dispositif du maintien de l'ordre mondial, sous commandement américain, comme le montre l'envoi d'un premier contingent de soldats de la Bundeswehr en Bosnie, mais elle se voit en même temps contester par l'impérialisme américain, dans les faits, les avantages que devait lui accorder sa place en Europe.

La politique européenne du gouvernement Kohl illustre l'impasse dans laquelle il est contraint de s'engager. Il s'arc-boute sur les cinq critères de convergence pour tenter, pour le compte de l'impérialisme allemand, de discipliner l'Europe, de limiter au maximum la dislocation qu'exerce sur elle la pression des "marchés financiers", la guerre menée par le dollar, etc.

La tentative d'imposer son leadership à l'échelle de l'Europe exige de Kohl qu'il s'attaque avec une brutalité sans précédent depuis la guerre à tous les acquis de la classe ouvrière allemande.

Pour cela, Kohl est contraint de bouleverser toutes les relations institutionnelles de l'Etat fédéral fondées sur la "cogestion".

Avec les "tables rondes", celles qui ont suivi la grève des métallos de juin 1995, celle du 23 janvier 1996, celle du 12

février 1996, l'intervention de l'Etat aux côtés des syndicats et du patronat bouleverse profondément les relations établies en 1949.

Le quotidien *Les Echos*, le 30 septembre 1993, décrivait ainsi ce cadre institutionnel :

> *« Elaborée en 1949, la loi sur les conventions collectives en Allemagne s'appuie sur l'article 9, alinéa 3, de la Loi fondamentale. Sa philosophie : l'*"autonomie tarifaire", *autrement dit la non-intervention de l'Etat dans les négociations sociales qui se déroulent strictement entre patronat et syndicats. Avec pour corollaire le* "devoir de paix sociale" *afin d'éviter que les discussions se passent sur fond de grève et de conflits sociaux. Les conventions collectives diffèrent selon les branches (elles sont au nombre de 420) et les catégories de personnels (notamment entre les cadres et les non-cadres) : 9 000 conventions collectives sont signées chaque année.*
>
> *Mais, tandis que les négociations salariales ont lieu tous les ans, celles sur le temps et les conditions de travail se déroulent en moyenne tous les trois à cinq ans. Si elles échouent, les syndicats sont tenus de respecter une trêve de quatre semaines, au cours desquelles ils n'ont pas le droit d'appeler à la grève. Au-delà de cette période, si aucune entente n'a été trouvée entre partenaires sociaux, les syndicats consultent leur base. Et la grève ne peut être lancée que si le quorum des voix en faveur d'un arrêt de travail est atteint (75 % des votants. »*

Le cadre dans lequel s'était constituée, développée et organisée la puissance du SPD et du DGB est bouleversé.

Les tentatives faites par la bourgeoisie pour mettre en place un nouveau cadre vont nécessairement pousser à une intervention directe de la classe ouvrière réunifiée en 1989, sur tous les problèmes qui vont surgir.

C'est la situation que nous vivons en ce début d'année 1996, avec la signature par le DGB d'un "pacte pour l'emploi" avec le gouvernement Kohl.

BÜNDNIS FÜR ARBEIT (PACTE POUR L'EMPLOI). DE QUOI S'AGIT-IL ?

D'abord, comment les choses se sont-elles enchaînées ? Au point de départ, c'est Zwickel, président de l'IG-Metall, qui a pris l'initiative. Au début de novembre, au congrès du syndicat, il présente sans crier gare aux délégués médusés son "pacte pour l'emploi". Il le présente comme une mise en demeure du patronat. Il propose publiquement à la tribune du congrès un pacte pour la création de 300 000 emplois, dont 100 000 en 1996...

L'IG-Metall annonce publiquement par la voix de son président, sans discussion préalable, qu'il est prêt à se contenter pour 1997 d'une *"augmentation de salaires correspondant à l'inflation"*, c'est-à-dire à renoncer à toute augmentation de salaires. Il annonce qu'il est prêt à accepter l'embauche de chômeurs de longue durée au-dessous de la convention collective. Il annonce qu'il propose de substituer au paiement d'une partie des heures supplémentaires un crédit de temps libre destiné à "favoriser la création d'emplois". La stupéfaction passée, c'est la colère qui saisit un grand nombre de délégués. Zwickel engage tout son poids dans la bataille, c'est un véritable putsch.

Il s'agit d'une offensive brutale contre la tradition du syndicat. Cette offensive s'inscrit dans la campagne engagée depuis des mois par Kohl et Waigel. La main-d'œuvre allemande est trop chère, répètent-ils, jour après jour, ses acquis sont trop élevés, le Standort-Deutschland (le site de production allemand) est menacé, l'économie du pays a été déstabilisée par les résultats de la grève de mars 1995... Il faut reprendre les choses en main, car le chômage monte, les déficits se creusent.

Pour compléter le tableau politique, quelques semaines plus tard, c'est, cette fois, le putsch de Lafontaine au congrès du SPD. Le programme en dix points qu'il rend public reprend pour l'essentiel les thèmes de Zwickel et les élargit. Le

combat Scharping-Schroeder entre "traditionalistes" et "modernistes", qui faisait rage depuis des mois, est brusquement éclipsé. Lafontaine a surgi dans le rôle du sauveur, avec l'assentiment de la troïka dirigeante, qui ne cessait de se déchirer, et l'accord de Dressler (responsable de la commission ouvrière du SPD), chef de l'opposition "traditionaliste".

Lafontaine s'est fait plébisciter à la présidence du parti comme unique recours contre l'effondrement électoral menaçant. Il met à profit l'état de choc créé dans le parti par le désastre aux élections du Land de Berlin. Il s'est fait plébisciter sur la base d'un discours "traditionaliste", ce qui est surprenant de sa part. Il a promis le retour aux grandes heures du SPD... pour, en réalité, faire passer, au forcing, sans aucune discussion, un programme dicté par le FMI. La manière a son importance, car elle révèle qu'il s'agissait pour Lafontaine de la seule façon de passer. Le SPD, par sa nature de représentation politique de la classe ouvrière allemande, ne permettait pas d'autre procédure. Toutes les traditions de démocratie formelle de la social-démocratie étaient grossièrement bafouées. Elles ne pouvaient être respectées pour faire avaliser ce tournant.

En novembre-décembre, nous assistons donc à un tir groupé des dirigeants du SPD, de l'IG-Metall, du DGB, manifestement préoccupés par ce qui s'est passé en Italie, puis en France, pressés d'intervenir pour tenter de s'opposer à ce qui mûrit dans la classe ouvrière. Il est urgent pour eux de stopper toute dynamique provoquée par la victoire des métallos de mars 1995. Et, bien qu'ils aient en leur temps salué cette victoire, il leur faut, dans la situation qui s'ouvre, en effacer jusqu'au souvenir. Il leur faut bloquer toute contagion possible de la lutte de classe qui se développe en Europe, à l'approche des négociations qui s'ouvrent en ce début d'année 1996 dans la fonction publique. Sur ce plan, il n'y a pas de différenciation politique fondamentale entre dirigeants du SPD et dirigeants du DGB, ni à l'intérieur des instances dirigeantes de ces organisations.

Pour eux, l'horizon de la "mondialisation du marché", pour l'Allemagne, constitue un cadre dont on ne peut s'abstraire, un cadre indépassable. On peut discuter des décisions de l'UE, on peut discuter de son calendrier, mais on ne peut pas en discuter le cadre. En ce sens, face aux menaces que fait peser la politique de Kohl sur les bases de l'Etat social *(Sozial-Staat)* qui rassemble de nombreux acquis de la classe ouvrière et constitue l'une des bases de la puissance du SPD et du DGB, les dirigeants sociaux-démocrates considèrent qu'il leur revient de prendre les devants pour proposer la "réforme" de cet "Etat social", afin, disent-ils, d'en éviter la destruction pure et simple. Il leur faut surtout essayer d'être associés à cette réforme pour tenter de continuer à occuper la place qui a été la leur de 1949 à aujourd'hui.

UNE MENACE ABSOLUE POUR L'EXISTENCE DES ORGANISATIONS DE CLASSE

Revenons au film des événements. Aussitôt l'initiative de Zwickel connue, les patrons se déchaînent. Il s'agit de poudre aux yeux, déclarent-ils. Gottschol, patron de la métallurgie, annonce qu'ils ne créeront pas d'emplois : *"Si l'IG-Metall ne renonce pas à l'augmentation de 5 % arrachée pour 1996 par la grève de février-mars 1995"*, ils n'embaucheront des chômeurs de longue durée que si les syndicats acceptent qu'ils soient payés au-dessous du minimum des conventions collectives. Bref, la question des conventions collectives ressurgit. Pour les patrons, il s'agit de la première phase d'une bataille qui doit aboutir à la destruction des conventions collectives, et donc des syndicats.

Chacun son rôle : les patrons se déchaînent et désignent l'objectif. Kohl s'accroche au fil que lui a tendu Zwickel afin de réussir le franchissement de la première étape. Pour Kohl, il faut absolument entraîner les directions du mouvement ouvrier à mettre le doigt dans l'engrenage de ces *"nouvelles relations institutionnelles"* qu'il faut à tout prix établir. Kohl, qui a la charge de la direction des affaires,

a conscience de la fragilité de la situation politique. Il a conscience de l'absence de marge de manœuvre, d'abord de l'impérialisme allemand sur le plan mondial, ensuite de sa majorité gouvernementale dans le pays, et enfin des directions du SPD et du DGB dans le mouvement ouvrier. Il lui faut absolument obtenir la signature du "pacte".

Au lendemain de la signature qui a lieu le 23 janvier entre le gouvernement, le patronat et la direction du DGB, Blüm, ministre du Travail, laisse éclater sa satisfaction :

> *"Une initiative sans exemple en Europe (...), un gigantesque pas en avant, qui nous permettra d'être épargnés par les événements que vient de connaître la France."*

"UNE INITIATIVE QUI NOUS PERMETTRA D'ÊTRE ÉPARGNÉS PAR LES ÉVÉNEMENTS QUE VIENT DE CONNAÎTRE LA FRANCE"

Il s'agit à coup sûr d'une initiative sans exemple dans l'Allemagne d'après-guerre. En effet, la signature par Schulte pour le DGB, avec les patrons et le gouvernement, d'un pacte qui constitue un programme de gouvernement pour Kohl est sans précédent. Au-delà du contenu du pacte, qui a toute son importance, la direction du DGB accepte la remise en cause du principe de libre négociation syndicat ouvrier-patronat qui a contribué à assurer la stabilité des relations sociales dans le cadre du régime de la République fédérale jusqu'à maintenant.

Le "pacte" fournit le cadre institutionnel à **l'intégration** de l'organisation syndicale au dispositif gouvernemental. Il s'agit là d'un accord qui va bien au-delà de la "collaboration de classe" au sens classique du terme, qui a été, depuis 1949, le principe animant la politique de la direction du SPD et du DGB. La collaboration de classe telle qu'elle s'est exercée jusque-là s'est matérialisée dans la recherche du compromis préservant l'ordre impérialiste, qui doit clore tout conflit de classe, sur la base du rapport de force établi par la classe librement organisée dans ses syndicats indépendants.

Avec le "pacte", le syndicat signe avec le gouvernement un programme qu'il est chargé d'imposer à la classe ouvrière, au compte du patronat. La signature du "pacte" lie la direction du syndicat à une discipline qui doit s'exercer de haut en bas jusque dans les entreprises. Toutes les relations sont bouleversées.

Quant au programme du "pacte", il est à l'image de l'événement : d'abord, la direction du DGB renonce aux 110 000 créations de postes pour 1996 ; il accepte que ces 110 000 postes soient le "sursis" pour 110 000 licenciements prévus... Pendant ce temps-là, le gouvernement annonce 100 000 nouvelles suppressions d'emplois dans la fonction publique, les patrons de la métallurgie 100 000, ceux du bâtiment 100 000 autres !

Schulte présente comme une victoire la baisse de 3 % de l'aide annuelle aux chômeurs, au lieu des 5 % prévus par le gouvernement ! Et, surtout, il accepte le principe de la déréglementation des contrats de travail, la flexibilité des horaires et des salaires, des clauses d'ouverture dans les conventions collectives, la remise en cause des taux de pensions de retraite, la restructuration de la Sécurité sociale, la baisse des impôts pour les patrons et l'adaptation de l'éducation et de la formation des apprentis "aux changements structurels".

Le ministre Blüm a raison, il s'agit d'une "initiative sans exemple". Quant à savoir si elle réussira à épargner à l'Allemagne les événements qui se sont produits en France, c'est une autre affaire.

"LA CRISE"

Fin janvier, début février, la situation se précipite. Le 30 janvier, Kohl annonce le plan du gouvernement qu'il présente comme la transcription à son niveau du "pacte pour l'emploi" signé le 23 janvier.

C'est une levée de boucliers du côté de bon nombre de dirigeants syndicaux et aussi de la part de la direction du SPD. Examinons-en les échos dans la presse.

Die Zeit, 2 février 1996 :

« Au lieu du couronnement final attendu, ce fut l'explosion. Le programme d'action du gouvernement fédéral pour l'investissement et l'emploi devait représenter la contribution de Bonn au pacte pour l'emploi. Or le pacte entre syndicats, employeurs et gouvernement est maintenant, selon Herbert Mai, dirigeant de l'ÖTV, "sérieusement menacé".

Les représentants des salariés prennent leurs distances, parce que du point de vue de Dieter Schulte, président du DGB, "le programme d'action est marqué par l'idéologie bien connue de la déréglementation et des privatisations" *et même la* "dégradation des droits des salariés tels que les garanties de non-licenciement". »

Handelsblatt, 31 janvier 1996 :

« Le président de l'ÖTV, Herbert Mai, a particulièrement critiqué l'annonce de nouvelles suppressions massives de postes dans les services publics fédéraux, ce qui va provoquer une nouvelle pression sur le marché du travail.

Avec les plans de réduction dans les communes et les Länder, c'est, a-t-il dit, l'ensemble du service public qui est menacé par la suppression de bien plus de 100 000 emplois.

Selon Herbert Mai, une grande partie des mesures n'avait pas été du tout discutées jusqu'ici. L'ÖTV est contre la poursuite à marche forcée des privatisations...

"Quiconque croit pouvoir faire passer un blocage des rémunérations dans les services publics à la faveur du pacte pour l'emploi a fait une erreur de calcul", *a-t-il dit, poursuivant :* "Au centre des négociations collectives, il faudra que figure l'alignement des salaires et des traitements dans les nouveaux Länder sur le niveau de l'Ouest". »

Il y eut des réactions du même type du président de l'IG-Medien, du président du syndicat des bois et plastiques...

"UNE CHOSE NÉFASTE QUI COÛTERA CHER AU SPD"

Quant aux réactions des dirigeants du SPD, voici ce qu'en dit le *Frankfurter Rundeschau,* le 1er février 1996 :

« Sur le "pacte pour l'emploi" inventé par le chef de l'IG-Metall, Zwickel, les intérêts du parti et du syndicat divergent. Car le 23 janvier, les sommets du DGB se sont engagés avec le gouvernement fédéral dans un "pacte pour le travail, la garantie du site industriel" qui ne peut convenir aux sociaux-démocrates sous cette forme.

(...) Lorsque le conseil syndical (institution du SPD, NDLR) *s'est réuni mardi soir au siège de la centrale SPD à Bonn, l'atmosphère était tendue.*

Au conseil syndical siègent des membres du bureau national du parti et de la direction du groupe parlementaire, ainsi que des dirigeants du DGB et des chefs de syndicats membres du SPD.

"Les armes sont sorties", *a annoncé auparavant Rudolf Dressler, qui réunit en sa personne trois importantes fonctions : il est membre de la présidence du parti, président adjoint du groupe parlementaire et chef de la commission des travailleurs (AfA). Dressler voit dans les accords passés à la chancellerie* "une chose néfaste" *qui* "coûtera encore cher" *au SPD, selon ses sombres pronostics (...).*

Parmi ceux qui, dans le groupe parlementaire du SPD, sont du côté de Dressler, il y a Hans Büttner, chef du DGB d'Ingolstadt ; il craint "que le mouvement syndical soit affaibli s'il ne maintient pas ses propres revendications fondamentales". *Pour lui, au sommet social du chancelier, le DGB n'a pas pourvu à plus d'emplois, mais au contraire a réduit "l'Etat social".*

(...) Le député SPD de Karlsruhe, Jorge Tauss (...), dit du chef du DGB : "Il se montre beaucoup trop disposé à faire des concessions. Si le SPD agissait ainsi, il y aurait des hurlements au DGB." *Et ce que fait Schulte n'a* "plus grand-chose à voir avec ce que l'IG-Metall voulait à l'origine".

(...) Selon Hensche, chef de l'IG-Medien, "s'il faut que le SPD rejette au Parlement ce que les syndicats ont concédé au gouvernement", cela sera un "affaiblissement de l'opposition démocratique".

(...) Dans la discussion au conseil syndical du SPD, le DGB, dont le bureau national devra mardi prochain régler les dissensions internes, s'est "rendu compte des risques de sa façon d'agir" – *c'est ainsi en tout cas qu'on voit les choses du côté du SPD. Car, selon l'un d'entre eux, tous les participants remarquent* "que le chancelier essaie d'attirer le DGB à la table et le SPD au-dessous de la table". *Et ça, proclame Dressler,* "nous ne nous laisserons pas faire". »

Le fond du problème est qualifié ainsi, dans le *Frankfurter Allemeigne Zeitung,* du 1er février 1996 :

"Depuis longtemps, les réunions tripartites entre gouvernement, patrons et syndicats déplaisent aux sociaux-démocrates. Car il ne reste plus au SPD, qui se considère historiquement comme le premier avocat de tous les pactes (avec le gouvernement), *que le rôle ingrat de quatrième exclu."*

Tout l'équilibre institutionnel basé sur la reconnaissance de fonctions distinctes dans la représentation de la classe ouvrière pour le parti et le syndicat, y compris sur le terrain de la collaboration de classe, est remis en cause. Pour le SPD, comme pour le DGB et ses syndicats, ce sont les bases de leurs existences respectives qui sont ainsi menacées.

NI LE SPD NI LE DGB N'ONT ÉTÉ CONSTRUITS POUR CELA...

Dans les déclarations des uns et des autres, il y a sans doute une part de jeu. Ils sont tous confrontés, dans les instances du parti comme dans celles des syndicats, sous des formes différentes, à l'énorme résistance des travailleurs. Ils doivent prendre les formes pour affronter les critiques dont ils vont être l'objet. Mais le fait est là, le DGB, l'ÖTV n'ont pas été constitués ni pour accepter les licenciements ni pour organiser les clauses d'ouverture dans les conventions collectives. Et, pour ce qui concerne le SPD, les 3 000 enseignants, parents et étudiants qui ont manifesté à Berlin devant le congrès du SPD du Land, à l'appel du syndicat GEW, contre la signature d'un pacte de gouvernement avec la CDU prévoyant des milliers de licenciements dans les écoles et la fonction publique, ont dit ce que des milliers pensent : *"Le SPD n'est pas là pour cela."* Le SPD n'a pas été construit pour présider au "démontage de l'Etat social" dans une coalition politique avec Kohl. Pour ces centaines de milliers de travailleurs, militants, électeurs du SPD (dont un nombre de plus en plus grand s'abstient), le SPD doit rester le SPD ! Y renoncer, renoncer aux conquêtes auxquelles le SPD est lié, c'est se condamner à disparaître inéluctablement comme parti, c'est disparaître comme représentation politique de la classe ouvrière.

Le problème n'est pas de savoir le degré de sincérité contenu dans les critiques de la mise en œuvre du "pacte" par le gouvernement telles que les a formulées Schulte, le 1er février. Il est plus que probable que Schulte n'a pas changé d'idéologie entre le 23 janvier et le 1er février. Mais il ne s'agit pas là d'idéologie, il s'agit de la survie du syndicat.

Le problème n'est pas de savoir le degré de sincérité des prises de position de Scharping contre la signature du "pacte" par le DGB. Tout le monde se souvient de la campagne de ce même Scharping, lors des élections au Bundestag d'octobre 1994. Axée de A à Z sur l'application du traité de Maastricht, elle a permis à Kohl de l'emporter d'une courte tête. Mais le fait est que l'intégration du syndicat a pour conséquence la perte de sa place pour le SPD.

Une crise commence. L'ampleur de cette crise est sans précédent dans l'Allemagne de l'après-guerre. Elle est reliée à la bataille qui s'est engagée dans tout le mouvement ouvrier international, pour la défense de l'indépendance de classe des organisations ouvrières et qui s'est aiguisée depuis le sommet mondial organisé par l'ONU à Copenhague.

Elle occupe une place centrale pour la classe ouvrière de toute l'Europe, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

En haut, au sommet des organisations, on ne peut plus vivre comme avant, les relations établies entre le capital et le travail dans les instances fédérales de 1949 à 1989 sont dépassées.

En bas, on ne peut pas non plus vivre comme avant. La classe ouvrière réunifiée de haute lutte est confrontée de la part de l'impérialisme à une offensive de destruction du tissu industriel – donc des bases de son existence –, une offensive qui menace d'étendre les ravages réalisés à l'Est à l'ensemble du pays. Le chômage se développe. Il y a 6 millions de chômeurs, selon le DGB, et l'Etat social est remis en cause.

Cela veut-il dire que l'avenir de la politique des "pactes", des tables rondes et de l'intégration des organisations ouvrières est scellé ?

Aucunement ! La puissance de la révolution de 1989, qui a réussi à imposer l'unification, n'a pas réussi à imposer d'elle-même l'instauration d'un cadre de souveraineté du peuple, dont le premier acte aurait été de dissoudre la Treuhand pour interdire tout démontage de l'industrie est-allemande.

Le renforcement du DGB et de ses syndicats par l'entrée en force dans l'organisation des ouvriers de l'ex-RDA n'a pas empêché Schulte de signer le "pacte", pas plus que la grève des métallos de février-mars 1995 n'a réussi à empêcher Zwickel de proposer ce pacte. Rien n'est donné à l'avance. Une bataille s'engage. Il s'agit d'une bataille politique, chacun y prenant sa place, selon ses positions. Le résultat de la lutte sera donné par la lutte elle-même.

UNE TERRIBLE LUTTE S'ENGAGE AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

Le cœur des problèmes se concentre dans la lutte pratique pour aider, renforcer à tous les niveaux la résistance qui s'organise contre la destruction des organisations que la classe ouvrière s'est données et qui l'organisent comme classe face au capital.

Le SPD constitue, aujourd'hui encore, malgré et contre sa direction entièrement soumise à l'impérialisme, la représentation politique de la classe ouvrière allemande, organisée par ailleurs, sur le plan de l'entreprise, dans ses syndicats, dans le DGB.

Le sentiment profond des travailleurs et des militants selon lequel *"le SPD doit rester le SPD"* constitue naturellement aujourd'hui la ligne directrice de la défense de l'organisation de classe, de son indépendance face à l'impérialisme.

Ce qui menace le SPD, c'est incontestablement la politique de subordination des dirigeants sociaux-démocrates à l'UE, au FMI. La crise de la direction est le produit de la menace de disparition pure et simple que fait peser à brève échéance sur le parti la soumission à la politique de Kohl.

Conforter sans condition toute résistance à cette politique, à quelque niveau que ce soit, représente aujourd'hui la matérialisation d'une politique de front unique ouvrier appliquée à la situation allemande. A l'évidence, toute velléité de résistance réelle est inséparablement liée aux points d'appui que fournira la lutte des classes, et vice versa, que tout point de résistance dans l'organisation revêt la plus grande importance pour la lutte des classes.

Si la première phase du mouvement qui a eu lieu en France en novembre-décembre a interdit la signature par les organisations syndicales de tout texte émanant du sommet social du 21 décembre, la lutte des classes qui va se développer en Allemagne, pour le renouvellement des conventions collectives dans la fonction publique, contre les privatisations, contre la troisième phase du plan de réforme de la santé, devra nécessairement être dirigée pour faire sauter le cadre institutionnel que constitue le "pacte pour l'emploi".

EST-IL POSSIBLE DE PARLER DU SPD COMME DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE ?

Fort bien, s'entend-on dire très souvent, mais le SPD, avec sa direction, avec sa politique de soumission à Kohl, à l'impérialisme, qui n'est pas nouvelle, peut-il être encore considéré comme la représentation politique de la classe ouvrière allemande ? Est-ce possible, aujourd'hui, lorsque Lafontaine reprend les rênes, lui qui s'est illustré dans son opposition résolue à l'unification et qui a condamné jusqu'à aujourd'hui le SPD à vivoter dans une situation marginale en ex-RDA ?

Que cela plaise ou non, le SPD a été historiquement le seul cadre politique d'organisation de la classe ouvrière allemande après la guerre.

A la fin avril 1996, ce sera le cinquantième anniversaire de la fondation du parti stalinien SED. Il s'agit d'une date importante. Sans revenir sur les responsabilités politiques respectives du KPD et du SPD dans la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933, revenons à la façon dont les choses se sont passées en 1946, elles ont marqué toute la suite.

Dans une contribution envoyée à la IVe Internationale, un militant actif de la révolution de 1989 dans l'ex-RDA écrit :

> *« Très vite après l'effondrement de la dictature fasciste se constituèrent en Allemagne des comités d'action, qu'on appelait "Antifa", et qui s'efforçaient de réorganiser la vie sociale et politique et de surmonter le chaos laissé par la dictature et la guerre. Simultanément, la reconstruction des organisations ouvrières politiques et syndicales s'opérait en très peu de temps.*
>
> *En vertu de l'accord de Yalta (février 1945), l'Allemagne était divisée en zones d'occupation et donc, dès le départ, fractionnée en zones d'influence et de contrôle politique et économique. Les puissances occupantes firent se dissoudre les "Antifa". A leur place surgirent, sous le contrôle des Alliés, des administrations et des associations à leur convenance pour réorganiser un Etat bourgeois.*
>
> *Mais il y avait un problème central : la bourgeoisie était étroitement impliquée dans la dictature fasciste et, de ce fait, discréditée. Les travailleurs étaient porteurs de l'espoir, le socialisme était la revendication de l'heure.*
>
> *Peu de représentants de l'Etat fasciste se virent demander des comptes dans des procès organisés par les puissances d'occupation, quelques trusts, dont les liens avec l'appareil fasciste d'anéantissement étaient éclatants, furent démantelés.*
>
> *Malgré cela, la réinstallation d'un Etat bourgeois serait devenue problématique, si les travailleurs avaient réussi à acquérir la force organisationnelle nécessaire par la construction d'un authentique parti ouvrier.*
>
> *En s'appuyant sur le pouvoir de Moscou et son armée en Allemagne de l'Est, les forces staliniennes, autour d'Ulbricht, parviennent à occuper toutes les positions politiques de décision (...). On prépare dans la zone d'occupation soviétique l'unification forcée du parti social-démocrate SPD et du parti stalinien KPD et, en avril 1946, on l'impose sous le nom de Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti socialiste unifié d'Allemagne, SED). La classe ouvrière allemande se trouvait ainsi divisée et la première pierre de la division du peuple allemand était posée. Cet acte antidémocratique fut suivi de l'interdiction du SPD en zone soviétique et de la destruction du KPD dans toute l'Allemagne, ce qui donna au parti social-démocrate SPD sa place éminente, en faisant le parti ouvrier, ce qui ne changeait rien à son caractère.*
>
> *Le SED n'était pas une organisation ouvrière unifiée s'étant développée par elle-même, il incarne au contraire la destruction de ce qui restait d'ouvrier dans les organisations qui le constituaient, et cela dans l'intérêt des maîtres staliniens et avec le but de construire une administration et une économie contrôlées par eux. Dès le départ, ce n'était pas une organisation ouvrière, mais l'organisation politique centrale de la dictature.*
>
> *Le SED n'avait pas de base sociale dans la classe ouvrière, il avait sa base*

sociale dans un appareil qui parasitait les conquêtes ouvrières et leur suçait le sang. »

Voilà une des raisons fondamentales qui a fait que le SPD ait occupé la place du parti ouvrier en Allemagne.

QUELLE EST LA PLACE DU PDS ?

Poursuivons la citation, les précisions de ce militant sont illustratives sur un autre plan : la place et le rôle du PDS dans l'Allemagne unifiée. Il écrit :

« L'effondrement de la dictature stalinienne s'est annoncé longtemps avant 1989. Pour essayer d'empêcher l'écroulement total, les banques occidentales, les trusts, le gouvernement de la RFA ne cessaient de lui apporter leur aide. Même jusqu'en décembre 1989, alors que la population descendait massivement dans la rue contre le pouvoir du SED, Helmut Kohl a essayé de trouver un moyen de sauver l'Etat-SED. Lorsque la puissance du mouvement populaire dans les rues en 1989 eut rendu impossible l'écrasement du soulèvement dans le sang, la direction du SED a changé de stratégie. Le but de sa politique était maintenant d'assurer la transition vers l'Etat bourgeois, de s'assurer ainsi la protection du pouvoir d'Etat et économique bourgeois occidental contre la légitime colère de la population après quarante ans d'oppression et, par ailleurs, de sauver ses propres positions dans l'appareil étatique et économique. En fin de compte, on peut résumer son calcul comme un effort pour devenir ouvertement une fraction de l'Etat bourgeois.

C'est ainsi que le SED s'est assuré de sa structure pendant la période de transition, tant en ce qui concerne sa position dans l'administration que par le passage d'une grande partie de ses cadres aux leviers de l'économie bourgeoise : du directeur des cadres au chef du personnel, du directeur d'entreprise au propriétaire d'entreprise.

Mais le SED-PDS constitue ainsi une base de l'Etat bourgeois. Il a pu sauver presque l'ensemble de sa structure et il est aujourd'hui la seule organisation politique qui incarne essentiellement l'appareil d'Etat et les forces économiques.

Si le SED-PDS occupe cette place et cette possibilité grâce à la bourgeoisie, cela vient de son importance pour réprimer et diviser la classe ouvrière allemande. C'est pour cela qu'on a besoin de lui et que la bourgeoisie l'appuie.

L'Etat bourgeois se serait bien approprié pour sa propre redistribution l'argent pris par le SED dans les poches de la population est-allemande, pourtant on a en bonne partie "négligé" de le faire. On n'a pas recherché les comptes à l'étranger, on a en grande partie laissé les immeubles pour des bureaux d'organisation. La bourgeoisie a besoin du PDS et elle paie ce qu'il faut pour cela.

Le PDS rend à l'Etat bourgeois des services qui découlent de ceux qu'il rendait comme ancienne direction de l'Etat dans une partie de l'Allemagne. C'est parce que les cadres de l'ancien Etat-SED ont une expérience de l'oppression qu'une grande partie d'entre eux ont été repris par l'appareil de l'Etat et l'économie bourgeois. Le personnel, la réalité matérielle et les méthodes du PDS, dans la tradition de la dictature stalinienne, font de ce parti une composante indispensable de l'Etat bourgeois.

L'effondrement de la dictature du SED, l'effondrement de l'appareil stalinien et de sa domination mondiale ont été un coup très dur porté contre le capitalisme. Le contrôle sur la classe ouvrière à la manière brutale propre au stalinisme a sauté. Mais il faut justement que cette fonction de contrôle continue quand même à s'exercer pour sauver l'Etat bourgeois. »

QUELS RAPPORTS SPD-PDS ?

« C'est trop demander à la direction du SPD d'assurer seule cette mission. Sa politique ne cesse de la faire entrer en conflit avec la majorité de la population, avec la majorité de ses adhérents.

L'intervention du PDS dans la crise du SPD est d'une importance existentielle pour la direction du SPD. Le PDS aide la direction du SPD à maîtriser la crise du SPD.

En ce sens, le PDS existe ***pour*** *la direction du SPD. Et il n'existe que* ***par*** *la situation créée par la direction du SPD.*

Les élections de l'an dernier ont montré très clairement que le PDS n'est pas pour la population une solution alternative au SPD. Malgré une campagne publique nationale virulente de tous côtés (gouvernement CDU, direction SPD), le PDS a eu comparativement peu de voix. Que le PDS puisse même exister, il le doit à la politique de la direction du SPD. La politique bourgeoise et l'action anti-ouvrière de la direction du SPD a empêché le parti (SPD) de se construire à l'Est et a créé une place pour le PDS. En outre, la recherche d'une politique vraiment social-démocrate est étouffée par l'appareil du SPD qui, en sous-main, présente le PDS comme alternative ou même la collaboration du SPD et du PDS comme nécessaire. »

Même dans les nouveaux Länder, où le ressentiment pour le SPD est grand, la réunification de la classe ouvrière dans ses organisations syndicales exige qu'elle dispose d'une représentation politique et l'histoire fait que, aujourd'hui, cette représentation politique échoit "naturellement" au SPD. Un SPD organiquement lié, avec le DGB, aux conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière à l'Ouest dans l'"Etat social" pendant la période 1949-1989, conquêtes considérées par les travailleurs de l'ex-RDA comme leur bien commun.

"IL FAUT QUE VOUS, MES COLLÈGUES DU SPD, VOUS VOUS METTIEZ EN FACE DE CETTE VÉRITÉ..."

Le 24 juin 1994, la député indépendante au Landtag de Saxe, Cornelia Matzke, s'explique à ce sujet dans le discours qu'elle prononce à la dernière session du Parlement. Militante de la révolution de 1989 à Leipzig, combattante du mouvement de mars 1991 dans la même ville, élue, elle déclare :

"Mesdames et messieurs les Députés, monsieur le Président du Conseil, que vous, monsieur Goliasch, vous continuiez à assumer cette responsabilité, ainsi que ce gouvernement de la CDU, je ne l'espère pas et je lutte contre cela, car ce gouvernement est entré en fonction avec la prétention de réaliser l'unité sociale, promettant l'essor et le développement de la Saxe.

Il nous a fallu assister à l'inverse : 60 à 80 % des emplois ont été supprimés, nous avons eu la désindustrialisation, la destruction des services publics par la privatisation et les licenciements massifs, la privatisation des logements, l'expulsion des femmes de la vie professionnelle.

Quant à la démocratie qu'ils ont si souvent invoquée, malgré les dénégations du Premier ministre, il est très vite apparu que ce gouvernement de la CDU s'appuie sur les forces de la dictature, les intègre (...).

Il n'y a pas de doute : la Saxe a besoin d'une autre politique et d'un autre gouvernement. La Saxe a besoin d'un gouvernement d'unité sociale.

La population a fait connaître ses revendications par des grèves, des manifestations (...). Maintenant, la population a besoin d'un gouvernement qui réalise ses intérêts. Et seul un gouvernement du SPD peut le faire.

A vous, mes collègues du SPD, revient la responsabilité de former ce nouveau gouvernement, un gouvernement de l'unité sociale.

Mais un tel gouvernement et la réalisation des revendications de la population ne sont pas compatibles avec la collaboration avec la CDU.

Il faut que vous, mes collègues du SPD, vous vous mettiez en face de cette vérité, car c'est seulement si vous faites des revendications de la population la base de votre politique que vos électeurs et vos électrices cesseront d'être poussés par vous à l'abstention ou vers le PDS.

Si vous avez à cœur d'agir ainsi, alors moi-même et l'Association politique et sociale en Saxe, pour laquelle je suis maintenant candidate au Landtag, nous vous soutiendrons."

D'accord, nous dira notre interlocuteur, mais, aujourd'hui, après une politique de soutien au "pacte de solidarité" signé par le SPD en 1993 dans les communes, au nom des exigences de l'unification et qui a déjà eu de terribles conséquences pour

les personnels municipaux, peut-on encore considérer que le SPD joue le rôle de représentant politique de la classe ouvrière ?

C'est certain, cette politique de la direction du SPD condamne le SPD. Par exemple, en ce début de 1996, les communes sont au bord de l'abîme financier. Le déficit des budgets communaux ouest-allemands est passé en 1995 de 5,3 milliards l'année précédente à 10,4 milliards, 74 des 274 communes de la seule Rhénanie du Nord-Westphalie doivent présenter des plans de sauvegarde du budget.

Mais que dit cette receveuse municipale, social-démocrate de Duisburg ?

> *"A Duisburg, on a, en 1994, fermé 3 piscines, 4 bibliothèques et un centre de jeunes... et, il y a six ans, déjà 8 piscines et 8 bibliothèques. La part des frais de personnels dans le budget est de 29 %, soit déjà réduite au minimum. Rien qu'en 1994, nous avons supprimé 500 postes... Il n'y a plus que le squelette. Cela s'est fait après déjà des années d'austérité. C'est terrible : plus on ferme, plus il est difficile encore de trouver quelque chose à fermer au round suivant. Et nous arrivons au round suivant !"*

Or le nouveau round est arrivé. Dans l'année courante, la direction du groupe social-démocrate au conseil municipal de Duisburg projette de privatiser l'ensemble des bâtiments scolaires pour ensuite payer un loyer à l'acheteur potentiel. La chambre de commerce et d'industrie de Duisburg a répondu cyniquement que s'il faut vendre, la ville de Duisburg doit vendre les entreprises municipales...

Beaucoup de communes sont aujourd'hui dans la même situation que Duisburg. Sous le diktat du "manque d'argent" et du respect des critères de Maastricht, des maires et des élus municipaux du SPD choisissent d'appliquer la politique réclamée par le gouvernement Kohl et d'opter pour le démantèlement social, les suppressions de postes et les atteintes aux conventions collectives dans les services publics. Il s'agit de la plus honteuse trahison.

Mais pourquoi cette receveuse social-démocrate alerte-t-elle publiquement les travailleurs, les militants du SPD et aussi les élus ?

Parce que pour elle, comme pour des millions d'autres travailleurs, le SPD s'est construit et renforcé en occupant la place de parti des travailleurs en Allemagne. Il l'a fait dans la lutte pour la construction des services publics qui permettaient de faire échapper les missions publiques à la main-mise du capital, pour que tous les citoyens aient les mêmes droits sociaux, pour l'égalité face aux services publics quels que soient leurs revenus. Parce que pour elle, pour la majorité des travailleurs, des militants du SPD, il faut que le SPD reste le SPD pour la défense des services publics, de la démocratie et de l'autoadministration communales, des systèmes de Sécurité sociale et des conventions collectives.

Il s'agit d'une question très concrète pour des centaines de milliers d'employés des services publics, comme pour la défense des droits de la population.

Rien n'est joué dans ce gigantesque affrontement entre le capital et le travail... Tout est en train de se jouer. Soyons clairs : ce n'est ni la nature de la social-démocratie ni son avenir qui se joue, mais la défense des conquêtes de la classe ouvrière. La pire des choses serait de refuser de voir ce qui est, au nom d'un doctrinarisme impuissant.

La classe ouvrière allemande cherchera logiquement, naturellement, et à juste titre, à préserver ses organisations, car elle sait qu'elle n'existe que par l'organisation. Pour elle, ni le DGB ni le SPD n'ont été construits pour appliquer ces plans. Elle cherchera, sur cet axe, à fournir un solide point d'appui au combat de classe. C'est dans ce combat politique acharné que se préciseront à une échelle nouvelle les contours d'une véritable politique de défense des intérêts ouvriers en Allemagne et dans le monde entier.

Les travailleurs de l'ex-RDA ont vu juste en s'imposant dans l'IG-Metall, dans le DGB... Les employés communaux de Chemnitz, comme ceux de Dresde, de Halle, de Berlin, ont vu juste en persévérant pour s'imposer dans l'ÖTV, comme l'écrit cette militante de Chemnitz :

"Nous nous sommes vus sans cesse contraints de nous organiser nous-mêmes, dès 1991, pour forcer la direction syndicale à défendre nos intérêts. Nous manquions d'expérience, et la direction syndicale n'aidait pas à la formation de cadres. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a que les jardins d'enfants où se soit constitué un corps de délégués du personnel, et ce, contre la direction syndicale. Les dirigeants syndicaux, quand ils ne viennent pas de l'Ouest, sont le plus souvent issus du SED.

Sous la pression de sa base, la direction syndicale a dû modifier sa position et il y a eu des phases où il lui a fallu mobiliser. Mais, en général, elle continue sa politique de collaboration, d'aide au gouvernement Kohl dans l'application de ses mesures, des licenciements par exemple.

Le PDS est dominant dans l'administration municipale. Par contre, les staliniens ont été évincés à la direction de l'ÖTV par les sociaux-démocrates qui dirigent aussi à la mairie.

Dans une assemblée générale du personnel, en novembre 1993, conflit ouvert entre le chef des affaires sociales à la mairie qui défend les licenciements et nous.

Mais le corps des délégués du personnel décide, contre la volonté de la direction de l'ÖTV, une manifestation de protestation en décembre. L'appareil a fort peu mobilisé. Nous avons préparé la manifestation, avec l'aide des mères. On a pris la parole. Malgré tous les obstacles, on, a manifesté à 300..."

Ces six dernières années, comme en témoigne cette lettre, les travailleurs de l'ex-RDA ont fait une expérience considérable. Ils ont combattu sur le terrain de la lutte des classes et aussi dans les organisations. Ils ont imposé l'unification du pays et ils ont subi dans ce cadre les coups portés par le gouvernement Kohl et la Treuhand. Dans cette situation, ils ont centré leurs efforts, forcés et contraints, sur la bataille pour l'égalité salariale et les conventions collectives, seules capables de leur fournir un point d'appui solide dans un cadre unifié. Ils n'ont rien oublié du gâchis organisé par le capital, les escrocs et les spéculateurs. Ils étaient 9,8 millions au travail en 1989, ils sont 5,8 millions, dont 1,4 million en stage de formation ou en travail précaire.

Ils savent que la réforme de l'indemnisation de chômage va les toucher de plein fouet, ainsi que la fin du programme ABM de formation. Ils sont conscients de l'échéance qui approche. Mais cette fois, l'échéance approche pour tout le monde. Il n'y a plus qu'une seule situation. On ferme les jardins d'enfants à l'Est et à l'Ouest en fonction de l'application des mêmes critères, des mêmes lois, des mêmes directives. La seule différence, c'est qu'il en existe encore un plus grand nombre à l'Est, conséquence de l'existence de la propriété sociale, mais toutes les crèches sont menacées de fermeture ou de privatisation à l'Est et à l'Ouest. C'est la même chose pour le logement social ainsi que pour les services communaux, qu'ils soient des héritiers de la propriété sociale ou du "Sozial-Staat" arraché dans l'ex-République fédérale. Tous sont menacés par la vague de privatisation des hôpitaux, crèches, écoles...

La deuxième phase différée de la révolution allemande commence, comme une chaîne de développement de la lutte des classes dans toute l'Europe.

Marc Gauquelin

"La terre aux paysans" ?

Sur la politique de privatisation-liquidation à l'est de l'Europe et en Russie : l'exemple de l'agriculture

Par Lucien GAUTHIER

Le Premier ministre de Russie, Tchernomyrdine, a déclaré à la mi-septembre 1995 :

> *"La révolution de 1917 a commencé avec la promesse de donner la terre aux paysans. Les paysans se sont mobilisés pour cette promesse et ont soutenu la révolution, mais ils n'ont pas eu la terre."*

Dans la Russie tsariste, la grande masse de la population paysanne, les "moujiks", était soumise à un semi-esclavage, asservie sur des terres de grands propriétaires terriens, de la noblesse tsariste, et vivait dans les conditions les plus infâmes. La révolution russe de 1917 a vu la masse des paysans se mobiliser avec les travailleurs des villes. Ils ont chassé les grands propriétaires. Ils ont pris de manière collective la possession des terres, constituant de grandes coopératives agricoles. Ils ont pu ainsi accéder à un développement moderne de l'agriculture, ont été libérés du joug de l'oppression et ont bénéficié d'acquis considérables, comme la semaine de travail de 40 heures, le droit à un repos hebdomadaire, des congés payés, etc. Dans cet article, nous entendons démontrer en quoi les plans de "réforme agraire", au nom du mot d'ordre *"La terre aux paysans"* mis en œuvre en Russie comme dans les autres pays de l'est de l'Europe, ne sont en réalité qu'une liquidation du système agricole existant basé sur les coopératives agricoles, et non pas la remise de "la terre aux paysans".

LES CONTRE-RÉFORMES AGRAIRES

En Roumanie, une loi du 14 février 1991 a autorisé la privatisation des terres pour une surface de 70 % de la surface agricole arable. Selon les dispositions de cette loi, la terre devait être restituée aux anciens propriétaires ou à leurs héritiers dans la limite de dix hectares par famille. Les anciens propriétaires pouvaient, en toute liberté, vendre ou louer ces terres. En ce qui concerne les membres des coopératives qui ne possédaient pas de terres avant la collectivisation, ils pouvaient obtenir une terre de dix hectares.

En Bulgarie, le 2 février 1991, une loi réglementait les procédures concernant la restitution des terres aux anciens propriétaires expropriés après 1948 dans les limites suivantes : vingt hectares de terres, sous réserve d'avoir gardé la nationalité bulgare, et obligation d'exploiter ces terres.

Le 12 août 1991, la Hongrie prévoyait une privatisation des terres indemnisant les anciens propriétaires qui ne voulaient pas reprendre de terres, dans une limite de

vingt-cinq hectares, et permettant aux membres des coopératives d'accéder à des terres et à du matériel suivant un calcul pondéré sur la base des salaires gagnés au cours des vingt dernières années.

En Tchécoslovaquie, une loi de décembre 1991 autorisait les anciens propriétaires à reprendre l'exploitation et les coopératives agricoles à se restructurer en sociétés anonymes à responsabilité limitée. Cette *"réforme agraire est conduite avec (...) une rigueur extrême en République tchèque puisque les anciens propriétaires peuvent faire valoir leurs droits en totalité, suscitant la création d'un parti de propriétaires représentés au Parlement"* (rapport 1994 de l'Union européenne).

En Pologne, compte tenu de la place du privé (80 % des terres), le débat sur la privatisation portait sur les grandes coopératives étatiques.

Ces lois (loin de "rendre la terre aux paysans", comme le prétendait le Premier ministre Tchernomyrdine), du fait de la destruction des coopératives agricoles, aboutissaient en réalité à l'expulsion des paysans et à une accélération de l'exode rural par le bradage des terres agricoles, ou à la faillite des entreprises agricoles. Dans la voie de la privatisation-liquidation, il fallait aller plus loin encore. Ainsi, les mesures réglementaires prises en 1991 par les différents gouvernements étaient toutes encore élargies au cours des années suivantes. En Bulgarie, en mars 1992, les limites qui avaient été fixées à trente hectares, à l'obligation d'exploiter les terres ainsi qu'à la nationalité, étaient remises en cause. Les propriétaires étaient désormais autorisés à louer leurs terres, à les donner en bail ou à les céder. De même, les citoyens étrangers et les Bulgares résidant à l'étranger pouvaient obtenir une licence d'exploitation.

En Tchécoslovaquie, en mai 1991, il fut finalement décidé que la restitution aux anciens propriétaires aurait pour limite cent cinquante hectares. De même, l'Assemblée nationale de Lituanie a discuté à la fin du mois de juillet 1995, sur proposition du porte-parole du gouvernement "socialiste" (ex-PC rénové), de modifier la loi qui limitait la propriété des terres pour les étrangers à une location de 99 ans en l'alignant sur les lois déjà existantes en Estonie et en Lettonie, permettant la propriété simple pour des propriétaires étrangers. Bien évidemment, de telles lois, loin de représenter un "retour à la terre" des anciens propriétaires, ont entraîné un pillage et une spéculation accrus dans la recherche de location de ces terres, leur bradage ou la recherche d'opérations immobilières, ainsi que l'abandon pur et simple des terres agricoles.

LES CONSÉQUENCES DE CE DÉMANTÈLEMENT SOCIAL

Cette offensive de privatisation s'est concentrée sur le démantèlement, c'est-à-dire la liquidation des coopératives agricoles, cœur de l'ensemble de la production agricole en Russie et à l'est de l'Europe.

En Roumanie, par exemple, un partisan de l'Entente internationale des travailleurs explique que

> *"les coopératives ont été démantelées. Cette année, il y a eu une maladie du blé, qui a compromis la récolte. Le fait que la terre ait été divisée en petits lopins, que l'ensemble des relations économiques aient été détruites, n'a pas permis de traiter cette maladie sérieusement. Le résultat est une catastrophe du point de vue de la récolte.*
>
> *Quand les coopératives ont été démantelées, il y a eu plusieurs propositions. D'une part, de privatiser en donnant les terrains à leurs anciens propriétaires ou à leurs enfants ou petits-enfants, ce qui signifiait une multiplication de petits lopins et quelques grandes propriétés. La deuxième solution, était celle d'un partage équitable, mais elle n'a pas été acceptée.*
>
> *Le résultat : un paysan récupère ainsi une terre. Elle mesure 300 mètres de long sur 5 mètres de large. Il a un tracteur avec une machine à asperger l'engrais, mais l'engrais est dispersé sur une surface bien plus large que 5 mètres et il ne peut donc pas l'utiliser, car il risquerait de mettre en cause la récolte du champ voisin."*

Le démantèlement des coopératives aboutit à une régression, morcelant les terres et privant de la mise en commun du matériel nécessaire à la production. Le résultat est que, en trois ans, la chute de la production agricole a été de 30 %. En effet, les lois de "restitution" des terres ont abouti à une explosion de micro-exploitations privées, tournées vers l'auto-suffisance ! En 1993, 36 % des terres agricoles étaient passées dans les mains de petits exploitants, et c'étaient donc les fermes d'Etat qui continuaient d'assurer la majeure partie de l'approvisionnement, d'ailleurs partiel, puisqu'il y avait pénurie de certains produits. La production agricole était disloquée.

Il s'agit là d'un phénomène général d'effondrement de la production agricole résultant des réformes mises en œuvre par les gouvernements est-européens. Ainsi, les statistiques officielles indiquent les résultats suivants pour la production agricole en Russie : 1989 : + 1,7 % ; 1990 : – 3,6 % ; 1991 : – 4,6 % ; 1992 : – 8 % ; 1993 : – 4 % ; 1994 : – 18 %.

En réalité, la reprise ou le rachat des terres agricoles sont freinés par le peu d'intérêt spéculatif que représente la propriété agricole, par l'absence de matériel, par l'absence de perspectives financières tant les obstacles sont nombreux entre la culture ou l'élevage et la réalisation marchande. (Dans la plupart des pays est-européens, la "valeur" des terres agricoles est actuellement comprise entre 200 et 300 dollars l'hectare. A titre de comparaison, selon les chiffres de la Banque mondiale, dans les régions les plus reculées d'Amérique du Sud, la valeur des terres — même avec un potentiel inférieur — atteint 750 dollars l'hectare sur le marché.)

Le démantèlement des coopératives agricoles en Russie est donc plus ou moins formel et, quand il se réalise, le morcellement en petites unités de quelques dizaines d'hectares place les paysans dans une impasse : démunis, sans matériel, et, même s'ils en avaient, livrés aux caprices des fournisseurs d'essence et de pièces de rechange dont le prix grimpe sans cesse et aux innombrables mafias du commerce, ils sont condamnés à l'étranglement. Le nombre des fermiers individuels est passé de 270 000 à la fin de 1993 à 279 000 à la fin de 1994. Mais ce chiffre même est trompeur : plus de 30 000 fermiers ont fait faillite en 1994 et leurs successeurs ne sont pas mieux lotis qu'eux. De plus, dans une production agricole en chute libre, les fermiers individuels n'assurent que 1,5 % de la production de lait et de viande de la Russie et moins de 2 % de sa production en légumes et pommes de terre. Une progression infinitésimale en pourcentage, qui dissimule mal une stagnation, voire une régression en chiffres bruts. Les petits paysans sont donc condamnés à l'économie d'autosubsistance, pendant que les sovkhozes et les kolkhozes, étranglés financièrement, puisque l'Etat a réduit drastiquement sa dotation financière, sont en ruine. Comme le kolkhoze Pobeda, décrit en première page du quotidien *Troud*, du 22 février 1995 :

> *"Le kolkhoze Pobeda* (Victoire), *près de Tchita, était jadis fameux dans toute la région pour ses récoltes, pour sa production de lait et son existence digne. Le village de Tanga était fier de ses bâtiments d'habitation, de son jardin d'enfants et de ses écoles, de son complexe sportif, de sa piscine et de sa propre galerie artistique. Aujourd'hui, Tanga n'est plus que ruine et désolation. La construction de maisons s'est arrêtée, le complexe sportif est fermé, les salaires ne sont pas payés depuis des mois, le bétail meurt à la ferme, les rivières de lait se sont taries (...). Transformé en société par actions, le kolkhoze Pobeda (Victoire) mériterait de s'appeler Blocus..."*

En Bélarus (ex-Biélorussie), le ministre de l'Agriculture, Leonov, a dû reconnaître, le 3 août 1995, que

> *"3 % seulement des fermes fonctionnent (...), le reste est en faillite ou sur le point d'être en faillite (...). Nous allons nous retrouver à un niveau, partant des années 1970, qui nous ramène au niveau des années 1960."*

Mais cette offensive de démantèlement des coopératives n'a pu être menée jusqu'à son terme. Des coopératives demeurent encore en Roumanie, ainsi qu'en Hongrie. En effet,

"la privatisation des fermes d'Etat reste en revanche à l'état embryonnaire (...). Bien que les autorités des pays est-européens aient reconnu la nécessité d'une privatisation rapide de ces unités, il semble qu'elle soit actuellement différée pour diverses raisons. Le retard pris dans l'adoption de ces lois s'explique en partie, mais c'est surtout l'absence de véritables acquéreurs, le manque de capitaux et l'opposition très vive des ouvriers agricoles qui bloquent ce processus (...), (car) *cette restructuration s'est manifestée par une diminution sensible de la main-d'œuvre au sein des exploitations qui ont dû procéder à des dégraissages pour assurer au moins transitoirement leur survie. Les agricultures est-européennes, on le sait, retenaient encore une population agricole abondante comparativement à celle des pays occidentaux"* (*Problèmes économiques,* n° 2 345).

En effet, si l'on compare la part de la population active employée dans l'agriculture, on obtient un pourcentage de 6,1 pour la France, 18,7 en Bulgarie, 19 en Hongrie, 25,6 en Pologne, 27,5 en Roumanie, 10,3 en Tchécoslovaquie. Cela tient non pas, comme le dit la citation ci-dessus, à une "abondance" de main-d'œuvre, mais, d'une part, à la constitution d'une véritable fraction agricole de la classe ouvrière sur la base de l'expropriation, concentrée dans les véritable villes-usines que sont les coopératives (personnel agricole, mais également administratif, infirmeries, techniciens, etc.) et, d'autre part, au retard apporté dans les investissements productifs pour le parc de machines du fait de l'incurie bureaucratique qui nécessite donc beaucoup plus de main-d'œuvre.

L'ÉTRANGLEMENT DES COOPÉRATIVES ET SES CONSÉQUENCES

Toute la politique de démantèlement du système économique conduit à l'étranglement de ces coopératives.

Par exemple, une ouvrière d'une coopérative de Hongrie décrit la situation :

"Nous sommes moitié moins qu'avant 1989. Le premier problème, c'est la question du salaire. Le salaire moyen est de 12 500 forints, ce qui est très bas. Quand il y a la récolte, nous travaillons de 6 heures du matin à 6 heures du soir et les heures supplémentaires ne sont pas payées. Le seul avantage, c'est que nous avons gagné que, pendant la récolte, la direction fournisse un repas chaud. Mais cela concerne seulement la période de la récolte.

La coopérative a moins de terres qu'avant, car certains, quand cela a été offert après 1989, ont quitté la coopérative et ont donc pris une partie des terres. Quand le gouvernement a offert de quitter les coopératives, un certain nombre l'ont fait. Outre le terrain qu'on donnait à ceux qui s'en allaient, selon le principe même de la coopérative, ils percevaient une valeur calculée sur la base du nombre d'années passées et du travail fourni, qui était le produit du travail de chacun d'entre nous.

Cette valeur, qui est en quelque sorte la part du membre de la coopérative, était estimée à une somme X, disons un million, et, comme la coopérative n'a pas d'argent, celui qui quittait la coopérative pouvait prendre une machine, un tracteur, etc., équivalent à sa part. Je connais le cas d'une personne qui a pris un camion. Il cultive son champ, mais, comme cela ne lui suffit pas, avec le camion qui lui appartient maintenant, il fait du transport. C'est ainsi que toutes les machines en état ont été prises et qu'il ne reste que le matériel obsolète. A cause de cela, nous passons notre temps à réparer les machines. En temps normal, on travaille à 8 heures le matin, mais, en réalité, les ouvriers sont là souvent plus tôt pour réparer les machines pour qu'on puisse travailler à partir de 8 heures.

Par ailleurs, le Parti socialiste (parti de la nomenklatura rénovée) *a maintenu au pouvoir tous les chefs de l'administration de l'ancien gouvernement. De ce point de vue-là, la politique n'a pas changé, car ce n'est pas le gouvernement qui décide, tout se décide à l'étranger. Il y a même une possibilité que le management rachète les machines de la coopérative et qu'il loue ces machines à la coopérative pour le travail de la terre. Comment l'agriculture pourrait-elle être compétitive dans de telle conditions ?"*

On voit comment la politique de privatisation, que ce soit par la liquidation pure et simple des coopératives ou que ce soit par un démantèlement graduel, comme c'est le cas dans l'exemple ci-dessus, aboutit au résultat suivant: les résultats de la production sont en chute libre.

Les paysans sont incapables de faire face aux normes de productivité et, compte tenu de la parcellisation des terres et de leur incapacité à se fournir en matériel moderne, la faillite est le lot commun ou un deuxième travail est nécessaire aux paysans pour survivre.

Mais il y a un élément supplémentaire à dégager de la chute de l'agriculture : ce sont les conséquences sur l'industrie. A ce sujet, la visite et la discussion dans une entreprise de tracteurs de Slovaquie est significative. Un ingénieur explique :

> *"De 1987 à 1989, nous produisions 15 000 moteurs ; en 1990, 13 000 ; en 1991, 4 119 ; en 1992, 3 106, et idem en 1993 et 1994. L'activité de l'entreprise est à 60 % des moteurs de tracteurs. Les causes de la chute de la production industrielle sont, d'une part, le fait que nous ne vendons plus de tracteurs aux coopératives de l'ancienne Tchécoslovaquie ou de Hongrie, celles-ci n'ayant plus d'argent, se contentent de nous acheter des pièces pour réparer leurs vieux tracteurs. Et, d'autre part, l'existence des grands trusts internationaux, qui monopolisent le marché et font édicter des normes par l'Union européenne qui sont impossibles pour nous."*

Il faut en effet souligner, étant donné la place de l'agriculture dans l'économie de ces pays, que son effondrement a des répercussions importantes sur l'industrie.

On le voit dans le cas de cette usine de tracteurs, mais on peut le constater également en Hongrie, où la baisse de la production agricole de plus de 30 % a entraîné une baisse de 12 % des exportations alimentaires de ce pays, avec pour conséquence le fait que l'un des secteurs qui était parmi les plus dynamiques en Hongrie, celui de l'industrie alimentaire, en a subi les contrecoups et s'effondre littéralement au profit d'importations agro-alimentaires de l'Ouest remplaçant les produits hongrois, au point même que, maintenant, c'est le système de distribution en magasins qui en est affecté ; la chaîne de supérettes étatique ABC est remplacée par la chaîne autrichienne Julius Meinl, qui distribue pour l'essentiel des produits... autrichiens !

De même, en Pologne, une étude de l'OCDE souligne que

> *"la libération des prix a eu pour effet d'entraîner une hausse des prix à la production généralement plus lente que celle du prix des intrants, comprimant ainsi les revenus agricoles. Par ailleurs, les réductions considérables des revenus des ménages dans d'autres secteurs de l'économie et la suppression des subventions à la consommation se sont traduites par une chute des achats alimentaires, qui, conjuguée à la diminution des subventions à la production, a exacerbé les difficultés des entreprises agro-alimentaires. Conséquence : les faillites se sont multipliées dans leurs rangs."*

LA RÉSISTANCE À CET EFFONDREMENT

Dans tous les pays est-européens, on assiste à une résistance à la politique de démantèlement des coopératives agricoles.

Dans une étude publiée par la revue d'études comparatives *Est-Ouest*, on peut lire:

> *"En Tchécoslovaquie et en Hongrie, la restitution des terres à leur anciens propriétaires et la possibilité donnée aux membres des coopératives de reprendre une parcelle n'ont pas rencontré un écho très favorable. Une large majorité des ayants droit ont jusqu'à présent préféré se transformer en simples rentiers en louant leurs terres (...).*
>
> *Les membres des coopératives ne sont guère plus disposés à sauter le pas. Une très nette préférence se manifeste pour une exploitation collective. Les anciennes coopératives, une fois privatisées, sont reconstituées à une échelle plus réduite, de l'ordre de 800 à 1 000 hectares (...).*

Les agriculteurs se sont en effet attachés au bien-être matériel que leur offrait la forme coopérative d'exploitation: relative garantie des revenus, avantages en nature (nourriture, logement), privilèges sociaux (système de retraites, congés payés), auxquels il convient d'ajouter l'avantage de présenter des conditions de travail moins pénibles (journée de 8 heures, semaine de 5 jours)."

Rappelons que la Russie était le pays dans lequel la dominante quasi exclusive dans l'agriculture était celle des coopératives agricoles, qui occupaient plus de 90 % des terres agricoles.

Dès 1991, Eltsine avait entrepris un programme de privatisations.

Trois ans plus tard, le résultat est là: le bilan publié en 1994 par The Economist Intelligence Unit constate que la privatisation des terres en Russie à la fin de l'année 1993 a fait passer 5 % seulement des terres agricoles entre les mains de fermiers indépendants et que ceux-ci ne contribuent que pour 1,2 % à la production marchande totale.

Au cours de l'année 1993, devant l'échec de la réforme, une institution mixte russo-américaine a proposé de nouvelles mesures au gouvernement Eltsine. Plutôt que de s'attaquer à une réforme générale, qui, de l'avis de tous, se heurterait à la résistance de tout le secteur agricole, ils se sont concentrés sur quelques zones où, avec des investissements américains, ils ont tenté de créer des fermes privées.

Mais, comme le précise également un des responsables de ce projet américain, Harvey, qui travaille sur le site de Rostov :

"Travailler en groupe donne des tas de privilèges. Quand ils veulent acheter des engrais ou des pesticides, ils veulent le faire pour avoir des prix collectifs. Il en va de même quand ils vendent du blé avec des prix fixés."

Même un partisan de la réforme agraire radicale comme l'auteur déjà cité, Blotnicki, doit reconnaître :

"L'expérience a montré, il est vrai, que, dans ces pays, chacune des structures d'exploitation avait un rôle spécifique dans l'organisation de la production agricole : la ferme coopérative était plus apte à la polyculture ; la ferme d'Etat était mieux à même de se spécialiser dans les grandes cultures mécanisées et bien plus adaptée à l'introduction d'innovations généralisables ensuite à l'ensemble de l'agriculture ; le secteur privé, où les exploitations étaient de faibles dimensions, tendait à se replier sur les productions animales, qui assuraient une meilleure valorisation de la force de travail."

On peut ainsi conclure que, à travers la privatisation de l'agriculture, il ne s'agit même pas de constituer une couche de propriétaires privés, mais purement et simplement de liquider massivement.

Et c'est précisément contre cette liquidation que se dressent les paysans attachés à la défense de leurs droits de travailleurs conquis sur la base de l'expropriation de la propriété privée.

La "collectivisation" et "l'étatisation", malgré leur forme bureaucratique, mais prenant appui sur les rapports issus de la réforme agraire de la révolution prolétarienne de Russie, ont profondément modifié toutes les relations de classe à la campagne, identifiant quasiment l'agriculture à une branche industrielle.

Les coopératives des fermes d'Etat ne sont pas seulement de grandes fermes, elles sont un pas en avant, malgré leurs déformations bureaucratiques, dans la voie du progrès industriel à la campagne.

De ce point de vue, et malgré l'incurie bureaucratique, par-delà même les acquis pour les paysans que constituent les coopératives, celles-ci ont non seulement leur propre système d'entretien, de réparation mécanique et technique, mais, bien souvent, leur propre système de traitement, voire de transformation semi-industrielle des produits agricoles, et même, dans un certain nombre de cas, un système d'accès direct à la distribution.

Elles expriment par là le progrès social sur la base de l'expropriation du capital.

LE DÉMANTÈLEMENT DE L'AGRICULTURE, PARTIE INTÉGRANTE DU DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉCONOMIE

L'exemple de la Pologne est significatif. Dans ce pays, l'agriculture représente 7 % du produit intérieur brut total et occupe toujours 25 % de la population active. Contrairement aux autres pays est-européens, la majeure partie des terres agricoles a toujours appartenu à des propriétaires privés. Ces derniers employaient 80 % de la main-d'œuvre agricole et assuraient plus des trois quarts de la production.

Ce secteur agricole privé était extrêmement morcelé, la plupart des exploitations ne dépassant pas six hectares en moyenne. En revanche, les fermes d'Etat, qui comptent en moyenne quelque 3 000 hectares, occupaient 20 % de l'ensemble des terres agricoles. La "réforme" ne visait donc pas à donner *"la terre aux paysans"* qui la possédaient déjà.

Signalons d'ailleurs que, à partir de 1990, le gouvernement a commencé à se défaire des terres appartenant à l'Etat, mais les résultats ont été très faibles, puisque seulement 2 % environ des terres visées par la privatisation ont été vendues à des agriculteurs privés. La privatisation n'a donc pas pris la même forme que dans les autres pays. Mais, si 80 % des terres étaient privées, il se trouve que le système de distribution passait par les mains de l'Etat, puisque, jusqu'en 1989, 85 % de la production agricole totale vendue par les exploitations privées passait par un système d'achat centralisé des coopératives rurales sous contrôle de l'Etat.

Dans un rapport de mars 1995, l'OCDE écrit :

> *"Dans l'optique d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne, qui nécessiterait une harmonisation de la politique agricole polonaise avec la PAC, les responsables politiques polonais devraient garder à l'esprit le fait que la PAC réduit actuellement les mesures de soutien des prix."*

En un mot, les ajustements qu'exige la politique agricole commune signifieraient de franchir encore un pas supplémentaire dans la liquidation de l'agriculture polonaise.

Quel était le contenu des mobilisations paysannes en Pologne ? L'exigence du maintien de subventions d'Etat à l'agriculture, c'est-à-dire un refus du "désengagement de l'Etat" dicté par le Fonds monétaire international. D'autre part, ils exigeaient la garantie des prix agricoles par l'Etat, c'est-à-dire le refus du démantèlement du réseau étatique de distribution des produits agricoles, qui leur assurait un minimum de prix garanti. C'était là des revendications et des mobilisations qui se heurtaient à la politique du Fonds monétaire international exigeant la libéralisation des prix, tant à l'achat qu'à la consommation, et la destruction du réseau étatique.

Cette garantie de l'Etat qu'exigeaient les paysans — même pour les paysans qui étaient largement basés sur la petite propriété privée — souligne la place de la propriété sociale, c'est-à-dire des droits des travailleurs acquis sur la base de l'expropriation du capital, du rôle de l'Etat assurant les prix et les revenus pour les paysans, et, en même temps, pose la question de la remise en cause du monopole du commerce extérieur.

L'UNION EUROPÉENNE, L'OMC ET L'EST DE L'EUROPE

La politique de l'Union européenne nous est expliquée par un resposnable hongrois de l'Entente internationale des travailleurs:

> *"Le ministre de l'Agriculture a déclaré à la télévision que la situation est due au fait que l'agriculture hongroise n'est pas valable et qu'il faut donc acheter les produits en provenance de l'étranger. Il le reconnaît lui-même, ils ont détruit l'agriculture."*

Dans un texte des camarades hongrois, on peut lire :

"La destruction du fait de la politique de privatisation est encore aggravée par le fait que le ministre de l'Agriculture avait proposé, sur injonction de l'Union européenne, de verser 10 000 forints à tous ceux qui acceptaient d'abattre leurs vaches. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le prix du lait a doublé et, pour les besoins du pays, on est maintenant contraint, subventions de l'Union européenne obligent, d'importer du lait d'Italie."

C'est là la politique des quotas laitiers mise en œuvre par l'Union européenne, qui aboutit à la destruction de la production laitière en Hongrie et au recours à l'importation de la surproduction venant de l'Union européenne, ce qui se traduit par l'augmentation des prix pour la population et la ruine pour la production laitière hongroise. Même question en Slovaquie, quand un militant de l'Entente internationale des travailleurs écrit :

"La dislocation des coopératives a entraîné un effondrement de la production agricole. Ce pays était autosuffisant du point de vue alimentaire. Aujourd'hui, l'équilibre est totalement détruit au compte des grands trusts alimentaires occidentaux. Par exemple, les industries laitières, industries traditionnelles slovaques depuis longtemps et jadis bien implantées sur le marché mondial, non seulement ont été rachetées par le capital allemand et autrichien, mais vendent aujourd'hui du lait dans des emballages modernes et coûteux, avec à la clé une augmentation par trois du prix. Depuis un an, la pomme de terre, produit de première importance en Slovaquie, a pratiquement disparu des magasins. C'est là le résultat des difficultés agricoles — considérablement aggravées par le démantèlement des coopératives — et surtout de la politique économique des gouvernements slovaques successifs, qui ont cherché à diminuer la production de pommes de terre, comme le leur demandait l'Union européenne. Le résultat : cette année, pour la première fois, la Slovaquie doit importer massivement des pommes de terre, ce qui implique une multiplication par trois de leur prix."

L'Union européenne ne dit pas autre chose :

"Il faut enfin ajouter que l'arrivée sur les marchés des grandes agglomérations de produits agricoles transformés en provenance des pays de l'Union européenne a chassé les produits locaux : on trouve ainsi à Sofia plus de fromages français, de porc danois, de concentré de tomates hollandais et de pâtes grecques que de produits bulgares" (rapport de l'Union européenne 1994).

Il faut comprendre que la privatisation des terres s'inscrit dans le cadre des exigences du Fonds monétaire international, corrélativement avec les coupes claires dans les budgets pour réduire les "déficits". Dans ce cadre, il y a eu effet conjugué de la libéralisation des prix et de la modification de l'ancien système de subvention des prix, qui s'est traduit immédiatement par une hausse spectaculaire du niveau général des prix agricoles, frappant doublement les producteurs agricoles:

— Les agriculteurs ont rencontré de plus en plus de difficultés pour écouler leur production en raison d'une contraction sensible de la demande, du fait de la baisse des revenus réels de la population et de la hausse des prix à la consommation. Cet effondrement a débouché sur une baisse des prix de gros et, comme le précise une étude dans *Problèmes économiques*,

"les difficultés d'ajustement à la baisse de la demande intérieure ont été exacerbées par les importations massives de produits agricoles en provenance des marchés ouest-européens suite à la libéralisation des échanges et de l'aide alimentaire fournie par l'Occident".

— De plus, les ciseaux des prix d'achat et des coûts de production se sont sensiblement écartés au détriment des producteurs agricoles, en raison de la hausse vertigineuse des prix moyens de production également libéralisés. Ce phénomène a été en outre exacerbé par le fait que les industries fournissant les intrants sont sous la coupe des grands monopoles et des trusts internationaux.

Le rapport déjà cité de la Commission de Bruxelles de l'Union européenne souligne :

"La suppression des subventions, la baisse du pouvoir d'achat des populations urbaines salariées (on estime que le revenu national moyen réel par tête a baissé par rapport aux maxima atteints à la fin des années 1980 de 20 à 25 %), l'augmentation du prix des intrants se conjuguent pour provoquer des hausses de prix des produits agri-coles, une contraction de la demande, qui entraîne à la fois une baisse de la production et une diminution parfois très forte de la consommation."

Tels sont les résultats de l'ouverture des "marchés" est-européens aux "échanges internationaux".

PRIVATISATION, OMC ET MARCHÉ MONDIAL

L'Union européenne a dicté ses conditions aux pays est-européens en introduisant une clause de sauvegarde en sa faveur dans le protocole d'accord agricole,

"lorsque les importations peuvent causer un dommage sérieux aux producteurs des produits similaires, ou directement concurrentiels, ou des troubles sérieux dans un secteur de l'économie, ou des difficultés pouvant conduire à une détérioration grave de la situation économique d'une région".

Comme le reconnaît le rapport de l'Union européenne :

« L'Union européenne améliore donc son bilan commercial (vis-à-vis des pays de l'Est européen) *de – 0,95 milliard d'ECU en 1988 à – 0,7 milliard d'ECU en 1991. En 1992 et 1993, la croissance des exportations de l'Union européenne s'est poursuivie, alors que celle des PECO* (pays est-européens en "transition", selon le jargon de l'Union européenne) *connaissait un recul, avec le résultat que la balance commerciale présente en 1993 un solde positif pour l'Union européenne. Ces chiffres prennent à contre-pied bien des préjugés et des lieux communs : contrairement à ce que pensent les dirigeants agricoles occidentaux, l'Union européenne améliore ses performances vis-à-vis des PECO et "profite" de la nouvelle situation ; de même, et contrairement à ce que prétendent les dirigeants politiques et professionnels des PECO, ces derniers vendent plus de produits dans l'Union européenne aujourd'hui qu'autrefois. Mais il est vrai que cet accroissement ne se substitue pas, loin de là, à l'ancien débouché soviétique. D'où l'insatisfaction, voire la colère, des dirigeants des PECO devant les difficultés qu'ils éprouvent à accroître leurs exportations vers l'Union européenne et l'amertume qu'ils expriment devant la constatation que le débouché occidental ne "tire" nullement leur production. Ce facteur extérieur, qui, lui aussi, ne se modifiera pas de sitôt de manière substantielle, s'ajoute à la désorganisation des marchés intérieurs pour contracter encore la production.»*

En un mot, la "libéralisation" des échanges a entraîné une brutale destruction de tous les rapports.

Déjà, dans un article du *Monde diplomatique*, de mai 1993, Marie Lavigne soulignait, à propos de ces échanges commerciaux :

« Qu'il s'agisse des secteurs "sensibles" de l'agriculture ou de la chimie, la spécialisation des exportations de l'Est répond à une stratégie de détresse — il faut vendre ce qu'on a sous la main —, qui n'est pas tenable à terme, car ces secteurs sont alors voués au déclin. L'agriculture traverse une phase de mutation interne marquée par la privatisation et la dissolution des anciennes coopératives. L'agriculture familiale n'a plus d'avenir et l'Est ne dispose pas de moyens pour édifier une grande agriculture capitaliste (...). Ils n'ont pas les moyens de se maintenir dans les secteurs "sensibles'" où toutes leurs ventes s'effectuent à perte et dont ils devront se désengager.»

Un rapport de l'Union européenne consacré à l'agriculture à l'est de l'Europe a été discuté à Bruxelles, au début du mois de septembre. Il s'agissait d'une discussion préparatoire au sommet de l'Union européenne qui a eu lieu en décembre 1995, à Madrid. Le journal économique grec *Balkan News* écrit à ce sujet :

"Un surplus céréalier des pays de l'Est pose problème à l'Union européenne. Nous ne savons pas où ces céréales iront, a dit un officiel de l'Union européenne. Des pays comme la Hongrie, la Roumanie et la République tchèque ont profité de la hausse brutale des prix mondiaux pour capturer des tranches de marché en Afrique du Nord et ailleurs (...). La compétition entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur l'exportation des céréales subventionnées est également tarie. L'Union européenne a suspendu l'exportation de ses céréales subventionnées pour deux mois, depuis le 7 septembre, du fait d'une brutale chute dans les stocks publics et pour satisfaire la demande domestique (...). Et pourtant, l'exportation de blé des pays de l'Est est très faible, comparée à l'ensemble des exportations de blé au niveau mondial. D'autant plus que tous les pays d'Europe centrale et orientale, sauf la Hongrie, sont maintenant des importateurs nets de produits agricoles de l'Union européenne, avec un basculement brutal de la balance commerciale en faveur de l'Union européenne entre 1992 et 1994."

De plus, la parcellisation des terres agricoles va rendre d'autant plus incapables les producteurs agricoles de faire face aux normes de productivité des grandes entreprises céréalières occidentales, et surtout nord-américaines. Et ce, dans une situation où les résultats agricoles et l'appauvrissement qui en découle rendent les paysans totalement incapables de moderniser leur appareil productif. La revue comparative *Est-Ouest,* n° 2, souligne :

"Ainsi assiste-t-on, depuis le début de la transition, à une réduction drastique des achats d'intrants, de matériel et d'équipements. Les exploitations ont en outre abandonné les branches de production peu rentables (essentiellement l'élevage porcin et la volaille, où l'on assiste à une décapitalisation massive du cheptel)."

Cette situation introduit également une modification même de la structure traditionnelle de l'agriculture. Confrontée aux importations occidentales, la production céréalière hongroise n'a cessé de baisser d'année en année depuis quatre ans. Au point qu'une fraction des agriculteurs a tout simplement abandonné la production céréalière. Ainsi, en 1995, 17 % des terres céréalières ont été transformées en production de légumes et de fruits, qui sont plus immédiatement rentables pour le paysan, mais qui, du point de vue de l'économie agricole hongroise, signifient une aggravation de la dépendance vis-à-vis de la fluctuation des cours céréaliers sur le marché mondial, qui, bien entendu, sont payés en dollars.

« Dans plusieurs pays, la consommation de viande est déjà un luxe qui n'est plus à la portée de tous. Il faut enfin ajouter que l'arrivée sur les marchés des grandes agglomérations de produits agricoles transformés en provenance des pays de l'Union européenne a chassé les produits locaux... En République tchèque, en Hongrie et même en Pologne, cette désorganisation a favorisé l'implantation de chaînes de distribution étrangères, qui sont autant de véhicules naturels de produits en provenance de l'Union européenne. On constate la superposition paradoxale de deux situations de marché : l'arrivée en quantité croissante de produits "occidentaux" pour satisfaire la demande de la partie aisée de la population, la régression de la production nationale et la baisse de la consommation alimentaire de la partie de la population dont les revenus diminuent. Ce qui peut renforcer les tentations de producteurs de l'Union européenne d'exporter leurs surplus sur ces marchés déprimés à des prix artificiellement bas. On voit alors comment l'Union européenne pourrait, "par le haut" et "par le bas", contribuer à la dégradation des marchés agricoles et à la crise de la production des PECO » (rapport de l'Union européenne 1994).

Le résultat de l'existence des accords de l'OMC signifie que l'agriculture est-européenne va être confrontée, sans pouvoir résister, aux prix mondiaux qui résultent de la surproduction dans les grands pays capitalistes, conduisant à la ruine des agriculteurs est-européens sur la base des privatisations. Et cela dans le cadre des nouvelles exigences américaines, qui font sauter l'ensemble des tarifs dans toute l'Europe. C'est la guerre commerciale de l'OMC, qui voit les Etats-Unis imposer leurs exigences à l'Union européenne ; et,

partant, celle-ci, à son tour, doit écraser l'économie agricole des pays est-européens pour chercher à préserver ses parts de marché. Le tout dans une situation où les Etats-Unis sont déjà présents à l'Est, fortement implantés ; où, sous couvert d'aide humanitaire et de "clause de la nation la plus favorisée", ils déversent des dizaines de milliers de tonnes de grains subventionnés en ex-Union soviétique !

LES CONSÉQUENCES POUR LES POPULATIONS

En Russie, la chute de la production agricole en 1993 a été de 4 %, dont 6,1 % pour l'élevage et 1,1 % pour les cultures. La récolte des céréales n'a été que de 98,9 millions de tonnes, alors que, en 1992, elle était de 107 millions de tonnes.

Compte tenu de la crise financière en Russie, celle-ci a dû réduire de 62 % ses importations de céréales, dont, par ailleurs, les prix de vente ont été libérés. Il s'ensuit une véritable famine dans certaines régions et la misère pour l'ensemble de la population.

Cette dislocation d'une agriculture déjà malade s'effectue au bénéfice de l'agro-alimentaire étranger, qui déverse sur la Russie des tonnes de produits alimentaires, souvent périmés, voire avariés (officiellement, 50 % !). Un homme d'affaires français s'en est vanté l'an passé, sur M 6, en termes raffinés :

"Ces imbéciles prennent la date de péremption pour la date de fabrication."

Aujourd'hui, près de 50 % de l'alimentation de la Russie sont couverts par l'importation. Cela va des vins fins et produits de luxe pour les "nouveaux riches", c'est-à-dire les mafieux-nomenklaturistes, aux produits de base de qualité souvent douteuse (conserves, huile, etc.).

Pendant ce temps, les prix des produits alimentaires atteignent des sommets : le beurre coûtait en février de 22 000 à 25 000 roubles le kilo, soit un peu plus que le salaire minimum mensuel. En février, à Khabarovsk le "panier de la ménagère" a augmenté de 10 % en une seule semaine. Son coût mensuel sur 19 produits de base a été évalué à 178 012 roubles ; dans l'île de Sakhaline, le même était évalué à 266 664 roubles.

En 1980, en Russie, 2,8 % seulement de la population se trouvaient dans un état de pauvreté extrême. Aujourd'hui, on parle de près de 20 %. Il faut savoir que 27 % de la population vivent dans les campagnes. En 1990, le salaire moyen pour l'ensemble du pays était de 297 roubles.

Bien que le salaire moyen dans l'agriculture fût inférieur à celui de l'industrie, il n'en était pas moins supérieur à la moyenne avec 307 roubles. Si l'on se base sur les chiffres de 1994, le salaire moyen au niveau national est de 167 600 roubles. Il est de 177 000 dans l'industrie, et seulement de 75 800 roubles dans l'agriculture. Cela veut dire que, depuis 1990, le pouvoir d'achat du salaire moyen des ruraux a été divisé par deux. Il faut ajouter que c'est dans le monde rural en Russie que l'on trouve le plus grand nombre de familles nombreuses (quatre fois plus que dans les villes). Ces dernières sont donc très vulnérables.

Ce sont les retraités de l'agriculture qui ont subi le choc le plus dur. En 1980, la pension moyenne était de 33,9 % du salaire. En 1990, elle représentait 33,6 % et, en 1992, 24,8 % seulement, c'est-à-dire le quart. Selon les chiffres de la bureaucratie eltsinienne, en 1994, la pension moyenne serait remontée à 36,2 % du salaire moyen, dans une situation où celui-ci n'a cessé de chuter depuis cinq ans et ne permet même pas de survivre (rappelons que la convention 102 du Bureau international du travail considère comme "acceptable" une pension moyenne correspondant à 45 % du salaire moyen !).

En Bulgarie, la production agricole a chuté de 20 points en 1993, tandis que l'inflation était de l'ordre de 100 %.

En Roumanie, la chute de la production agricole et l'augmentation des prix du fait

des exportations a pour résultat que la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages était de 50 % en 1991 et est passé à 57 % en 1994, alors qu'on doit constater que les prix sur les marchés privés sont trop élevés et que beaucoup de gens doivent se contenter des produits de médiocre qualité des magasins d'Etat qui pratiquent encore des prix subventionnés. De surcroît, certains produits manquent, comme le sucre (la ration disponible estimée à 1,5 kg par mois et par personne n'est pas atteinte), ou sont en quantité insuffisante, comme les produits laitiers. Il a fallu importer du lait pour la première fois en Roumanie. L'ampleur de cette inflation s'explique en bonne partie par la libération des prix et l'introduction de la TVA décidée par Iliescu l'an dernier et qui avait été plusieurs fois différée par les précédents gouvernements. Le FMI avait critiqué ces reports et avait refusé le déblocage des crédits sans la mise en œuvre de cette mesure.

Dans un courrier de nos camarades roumains, on peut lire :

> *"La libération des prix a conduit à une baisse du pouvoir d'achat de 50 % par rapport à octobre 1990, à l'ouverture incontrôlée du marché roumain aux marchandises de toutes espèces et de toutes provenances, conduisant à la faillite de l'économie roumaine, qui aurait pourtant pu être rentable avec un système de protection efficace. Si l'on ajoute les effets de l'ajustement structurel, dont le plus important se reflète dans les 1 300 000 chômeurs, l'accroissement de la pauvreté obligeant des gens à vivre avec 1 000 à 1 500 leis par mois, c'est-à-dire 25 à 40 francs français, on peut avoir ainsi un tableau complet. A cela, il faut ajouter le pacte social conclu entre la centrale CNSLR et le gouvernement, qui prouve que les dirigeants de cette centrale sont en liaison directe avec le gouvernement. Il faut quand même mentionner le refus des autres centrales syndicales importantes, Alfa et le Bloc national syndical, de signer pareil document, qui précise que CNSLR s'abstiendra de faire grève jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement promettant en échange de monter le niveau du salaire à 65 % de celui d'octobre 1990."*

De même, les mobilisations qui ont eu lieu en Albanie et en Bulgarie sous la forme de véritables émeutes de la faim, les mouvements qui se font jour sur ces mêmes questions dans les différentes républiques de l'ex-Union soviétique témoignent tous, sous des formes apparemment différentes, de la recherche par les travailleurs de leur préservation physique comme classe. Ils traduisent sur ce plan le rejet de la désorganisation générale de l'économie, qui s'exprime par la désarticulation du système collectif de l'agriculture, liquidant l'une des bases fondamentales des économies est-européennes.

Lucien Gauthier

Le conseil général de la IVe Internationale et le 39e Congrès de la section française se sont réunis dans un moment crucial de la lutte des exploités et des opprimés

Le conseil général de la IVe Internationale s'est réuni du 11 au 14 décembre, au moment même où, par millions et millions, les travailleurs se dressaient en France pour exiger le retrait du plan Juppé d'étatisation-privatisation de la Sécurité sociale.

Le rapport introductif à cette réunion caractérisait *"ce mouvement comme le premier mouvement de classe contre le FMI, l'Union européenne, pour la défense de la classe comme classe"*.

La discussion du conseil général intégrera largement la portée de ce mouvement. Non seulement pour des raisons objectives, à savoir l'irruption de cette première phase du combat classe contre classe, mais encore pour des raisons subjectives, en l'occurrence la place de la section française de la IVe Internationale, engagée avec d'autres courants dans la construction du Parti des travailleurs, et donc la responsabilité qui est la sienne de fournir un point d'appui solide aux travailleurs et militants qui cherchent la voie du front unique, du contrôle sur leur propre mouvement, de la préservation de l'indépendance de leur organisation.

Cette réflexion engagée lors du conseil général se poursuivra lors du 39e Congrès de la section française de la IVe Internationale, à la fin du mois de janvier 1996. Il est donc tout naturel de présenter la dicussion de ce congrès à partir des matériaux rassemblés dans le cadre du conseil général. En effet, il s'agit d'apprécier comment doit s'incarner dans des dispositions politiques et d'organisation la reproclamation de la IVe Internationale.

La Vérité s'était déjà fait l'écho de la discussion du congrès de Socialist Organizer sur les tâches des trotskystes américains dans le combat pour le Labor Party. Des formes différentes, mais une même recherche pour aider à surmonter l'effroyable crise de décomposition du mouvement ouvrier officiel. Ce qui n'est possible qu'en partant d'une analyse de la situation mondiale.

•

• •

DANS TOUS LES PAYS, SUR TOUS LES CONTINENTS

La première phase de l'impérialisme a été marquée par des phénomènes contradictoires, à savoir, d'une part, des vagues révolutionnaires qui ont arraché l'expropriation du capital dans des régions entières et dans d'autres pays coloniaux qui ont conquis l'indépendance politique, et, d'autre part, le fait que ces conquêtes ne se sont pas accompagnées de l'émancipation de la classe ouvrière et des peuples, mais ont été usurpées par les appareils contre-révolutionnaires des PC ou des partis nationalistes bourgeois, tels que le FLN en Algérie.

Aujourd'hui, cette contradiction a éclaté, particulièrement après la chute du Mur de Berlin en 1989. Et l'offensive de l'impérialisme décadent, qui vise à démanteler toutes les conquêtes de la classe ouvrière et l'indépendance politique des nations anciennement colonisées, trouve aujourd'hui l'aide directe de ces appareils.

Dans la résolution du conseil général, ce phénomène est caractérisé de la manière suivante :

> *"Dans tous les pays, sur tous les continents, se développe la barbarie engendrée par tous les moyens employés pour la survie du système pourrissant du système de la propriété privée des moyens de production. Il serait illusoire de méconnaître les difficultés que les peuples rencontrent et rencontreront dans le combat pour la défense de leurs conditions de vie, leurs droits et garanties, combat inséparable du combat pour leur émancipation économique et politique (...). Les crises du système de la propriété privée ne peuvent engendrer que des solutions violentes, programmées à l'échelle mondiale par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne. Les plans d'ajustement structurel organisent la destruction des économies planifiées dans les pays de l'ex-URSS, dans les pays de l'Est, en Chine, détruisent des continents entiers (Afrique inutile). Sur tous les continents et dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis, ces plans organisent la privatisation des services publics, la destruction généralisée des systèmes de protection sociale. Il en résulte une situation mondiale porteuse des plus violentes explosions."*

Aucun continent, aucun pays n'est épargné. Le caractère unifié de la politique de l'impérialisme, sous l'hégémonie de l'impérialisme américain, se fait sentir dans tous les domaines. Cette offensive n'abolit ni ne dépasse les contradictions entre les divers impérialismes. Au contraire. La plus brutale guerre commerciale est en route. Mais les divers impérialismes, notamment l'impérialisme français, sans aucune marge de manœuvre, tentent de faire retomber sur la classe ouvrière, contre ses acquis et conquêtes, le prix de leur soumission.

Il serait cependant erroné de considérer que, à cause de cela, l'impérialisme mondial se constituerait en une espèce de bloc homogène. D'une certaine manière, c'est exactement l'inverse. Comme disait le camarade rapporteur au conseil général,

> *"plus s'accentue le poids grandissant de l'impérialisme américain — et il s'accentue —, plus, d'une certaine manière, s'affirment les contradictions entre les différents impérialismes. On l'a vu récemment dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et le Japon, qui est*

allée très loin, jusqu'au moment où il est apparu que la menace d'effondrement des banques japonaises menaçait en retour le système financier aux Etats-Unis et où, finalement, il a résulté de tout cela un accord de garantie des banques japonaises par le Trésor américain. Il est indiscutable que l'impérialisme américain est aujourd'hui entré dans une guerre sans merci contre les impérialismes concurrents en Europe et que si l'offensive a commencé par la France pour la raison évidente de la place de la France, à la fois maillon faible de la chaîne impérialiste et aussi celle où il fallait frapper le prolétariat d'abord, aucun doute n'existe sur le fait que le pays suivant sur la liste est l'Allemagne."

LA PROFONDEUR DE LA SOUMISSION À L'ORDRE SOCIAL DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES APPAREILS DES PARTIS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ET DES PARTIS EX-STALINIENS

Au mois de mars 1995, à Copenhague, sous l'égide de l'ONU, se tenait le sommet social. Aux côtés de plus de 10 000 organisations non gouvernementales, instruments moderne de la charité pour aider à l'application des plans d'ajustement et pour corrompre le mouvement ouvrier organisé, le PC français prenait le statut d'ONG pour y participer.

Dans tous les pays, sur tous les continents, nous avons des exemples marquants de cette soumission. Ainsi, lors du dernier congrès de la CGTP (du Pérou), en novembre 1995, organisation forte officiellement d'un million d'adhérents, l'appareil ex-stalinien qui est aux commandes de la direction de la centrale introduisit la publicité pour les fonds de pension, pour la liquidation de l'institution péruvienne de la Sécurité sociale. Il serait vain d'additionner les exemples, mais quelles sont les conséquences de cette dérive ?

> *"La profondeur même de la soumission à l'ordre social de la propriété privée des appareils des partis de l'Internationale socialiste et des partis ex-staliniens entraîne une crise non moins profonde dans le mouvement ouvrier mondial : crise d'où se dégagent tendances, partis, groupes, militants à la recherche des voies et des moyens de construire des organisations indépendantes"* (résolution du conseil général).

En effet, la décomposition de l'impérialisme sénile produit des effets contradictoires pour les appareils, en général, et pour l'aristocratie ouvrière qui s'est constituée dans une autre époque dans les pays industrialisés, en particulier.

Les attaques de l'impérialisme affaiblissent la base matérielle de l'aristocratie ouvrière, donc des appareils.

Cela entraîne le fait que ces appareils vont très loin dans la voie de la corruption généralisée, dans leur transformation en véritables instruments du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, dans un phénomène de véritable ONGisation de l'ensemble des appareils officiels du mouvement ouvrier.

Par exemple, la Confédération européenne des syndicats (la CES) est une véritable officine de l'Union européenne. Même leur siège se trouve au siège de l'Union européenne.

A ce sujet, le président national de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB (1) a fait le 29 janvier 1996 la déclaration suivante à propos du syndicalisme européen :

> *"Il y a un gros déficit syndical au niveau européen. La Confédération européenne des syndicats n'est pas armée pour y faire face et elle dépend beaucoup trop de la commission* (européenne, NDLR) *pour son financement."*

Mais, en même temps, ce phénomène peut provoquer au sein même des organisations des processus d'hésitation, de déstabilisation, de radicalisation, qui peuvent fournir des points d'appui pour une politique de front unique, partant, bien sûr, des revendications et exigences de masses.

(1) Fédération générale des travailleurs de Belgique.

LA CLASSE OUVRIÈRE A-T-ELLE LA CAPACITÉ DE PORTER UN COUP D'ARRÊT AUX PLANS DESTRUCTEURS DE L'IMPÉRIALISME ?

Et, dans ce même mouvement, la classe ouvrière a-t-elle la capacité d'ouvrir la voie à la révolution prolétarienne, une issue à l'humanité tout entière ? Cette question ne peut trouver sa réponse que dans la lutte de classe.

Si le mouvement de novembre-décembre, caractérisé comme la première phase de l'affrontement classe contre classe, a apporté une première réponse, il serait erroné de considérer que le mouvement spontané de la classe pourrait résoudre les difficiles questions auxquelles l'humanité doit faire face. La maturation du mouvement en France a compté avec l'existence d'un parti et, en son sein, la section française de la IVe Internationale, qui y a aidé d'une manière active.

C'est ainsi qu'au mois de septembre, dans les projets de notes politiques préparatoires au 39e Congrès (publiés dans *La Vérité*, n° 16), il était dit notamment :

> *"Une des particularités de la situation française et de la classe ouvrière française, c'est l'existence d'une section française de la IVe Internationale, forte de milliers de militants et qui a toujours œuvré pour aider à construire et à consolider un pôle indépendant dans la lutte de classe. Afin d'œuvrer à l'intégration-destruction des organisations, il y a aujourd'hui nécessité, pour l'impérialisme et tous ceux qui veulent aller à l'intégration, de procéder à une offensive destructrice contre la section française, parce que celle-ci constitue à leurs yeux un pôle indépendant et politique incorruptible, relié au sein du mouvement ouvrier mondial à toutes les tendances et courants, aussi divers qu'ils soient au plan idéologique, qui cherchent à s'orienter sur la voie de la résistance à l'intégration et au corporatisme."*

Mais tout mouvement à l'échelle nationale, pour important qu'il soit, pose la question de son débouché. Au nom des "marchés financiers" et de leur "domination universelle", gouvernements et appareils tentent d'introduire l'idée que rien n'est possible pour changer cette logique imposée par ce Léviathan moderne...

Mais ce Léviathan moderne de Wall Street, soumis aussi à la lutte de classe, a été bien timide pendant les événements français. Il avait tremblé aussi lors de l'effondrement non prévu du peso mexicain, en décembre 1994. Ce sont les décisions politiques qui déterminent la marche des marchés financiers, et non le contraire.

C'est pour cela que, dans les discussions, les meetings, les réunions publiques, une question revient souvent :

> *"Vous avez raison, mais est-il possible de remettre en cause le cadre de l'Union européenne, de remettre en cause la mondialisation de l'économie et l'ensemble des institutions internationales ?"*

Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de réponse nationale à cette question. La lutte de classe, internationale dans son contenu et nationale dans sa forme, inscrit comme un besoin pour ouvrir un débouché à la lutte le combat pour l'Internationale.

LA DÉMOCRATIE ET LES CONQUÊTES SOCIALES

Il fut une période où la bourgeoisie avait besoin, au nom de la liberté de commercer — ne pas confondre avec les actuels *"traités de libre commerce"* (2) —, des libertés d'association ; le droit de vote, de réunion et les libertés civiques et politiques en général furent acquises. La remise en cause actuelle des conquêtes sociales s'accompagne obligatoirement d'une attaque contre les libertés publiques. C'est ainsi que le conseil général caractérisait cette tendance :

(2) Les actuels "traités de libre commerce", tels que l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique), n'ont de "libres" que les intérêts de l'impérialisme américain.

> *« Le domaine de la démocratie n'est pas seulement celui de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la forme démocratique de la domination de la bourgeoisie, il a été le cadre de la construction des organisations indépendantes qui ont constitué la classe ouvrière comme classe organisée et, partant, le cadre des conquêtes sociales, économiques et politiques arrachées par les exploités et les opprimés. La putréfaction du mode de production capitaliste entraîne la putréfaction des formes démocratiques de la domination de la bourgeoisie. Partout, dans tous les pays, sous des formes plus ou moins développées, s'affirme la "bonapartisation" des Etats ; ce qui a pour corollaire la remise en cause des droits démocratiques arrachés par la lutte de classe et les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisation »* (extrait de la résolution du conseil général).

On ne peut aborder pleinement la question de l'aide aux masses pour résister aux attaques contre les conquêtes sociales sans poser la question de la démocratie. Mais la démocratie, c'est : qui gouverne ? au nom de qui ? et au service de qui ?

Si les mots d'ordre démocratiques, dans des combinaisons diverses, sont actuels et valables dans tous les pays, on ne peut pas faire du mot d'ordre traditionnel qui concentre la démocratie — l'Assemblée constituante — une recette universelle.

Et pourtant, le caractère extraordinairement décomposé des régimes politiques de la bourgeoisie, dans cette phase de l'impérialisme sénile, tend à unifier les processus politiques et le caractère général des réponses à apporter.

Lors du conseil général, à la lumière des expériences diverses des pays et continents, plusieurs cas furent discutés pour essayer d'établir les similitudes et surtout les particularités et formes du combat pour la Constituante. Sans être exhaustif, trois cas furent discutés : Algérie, Brésil et France.

> *« En Algérie, la revendication de la Constituante, directement reliée à la défense de la nation menacée de dislocation, doit combiner le mot d'ordre de la paix avec celui d'élections libres, qui ne peuvent être réellement libres qu'avec la libération des détenus, le rétablissement des libertés de presse, de réunion, des partis et de leur activité. Ces mots d'ordre doivent être liés aux autres mots d'ordre démocratiques : séparation de la religion et de l'Etat, droit des femmes, abrogation du Code de la famille, reconnaissance de la langue tamazight, etc. Ces revendications sont elles-mêmes reliées à la lutte contre les privatisations, contre la politique du gouvernement militaire, instrument du FMI, qui écrase la démocratie et les revendications.*
>
> *En conséquence, en Algérie, la revendication de la Constituante combine les revendications démocratiques et les revendications ouvrières ; elle se présente comme la matérialisation de la politique de front unique anti-impérialiste sur l'axe des revendications ouvrières, les revendications ouvrières devant être considérées comme l'axe du combat pour les revendications démocratiques et la défense de la nation.*
>
> *Au Brésil, bien que le sort du PT comme parti indépendant ne soit pas encore scellé, le lien avec les institutions de la bourgeoisie est directement matérialisé par la participation du PT à l'Internationale socialiste, qui, à l'échelle mondiale, est rempart de l'impérialisme, véhicule de la politique du FMI et de l'impérialisme américain. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante est directement relié à la défense de la nation menacée de dislocation et au combat du front unique anti-impérialiste combinant les revendications démocratiques et les revendications ouvrières. Au Brésil, plus encore qu'en Algérie, la revendication de la Constituante s'impose comme mot d'ordre central.*
>
> *En Algérie, les partis petits-bourgeois qui dénoncent le gouvernement militaire sont pour le moment exclus des institutions de la dictature. Au Brésil, le PT est directement impliqué dans les institutions. La rupture avec la bourgeoisie, qui se confond avec la préservation (si possible) du PT comme parti ouvrier indépendant, implique donc de placer publiquement dans l'agitation le mot d'ordre de Constituante au centre de toute l'activité politique du courant* O Trabalho.
>
> *En France, pays impérialiste, la revendication de l'Assemblée constituante est l'aboutissement de la chaîne de la lutte de classe pour s'opposer à la Consti-*

tution bonapartiste inachevée, dont l'objectif majeur est l'aliénation de l'indépendance des organisations ouvrières. Sous cet angle, la revendication de la Constituante matérialise le combat pour le parti ouvrier indépendant, contre la soumission des appareils du PCF et du PS, qui, par le soutien qu'ils apportent aux institutions réactionnaires de la Ve République, sont devenus des leviers de l'intégration à l'Etat des organisations, principalement des syndicats.

Les quatre points de la charte du Parti des travailleurs matérialisent le contenu transitoire du mot d'ordre de Constituante : "La démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu" » (extrait de la résolution du conseil général).

LA PLACE DE L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

L'Entente a été constituée — rappelons-le — lors de la Conférence mondiale ouverte de janvier 1991, à Barcelone. Avec des délégations de 56 pays, un *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* a été adopté à la veille de la guerre contre l'Irak.

Au mois d'octobre 1996, aura lieu la IIIe Conférence mondiale de l'Entente. Si, dans 49 pays, il y a des organisations qui ont adhéré à l'Entente, c'est dans 94 pays que des organisations, à différents niveaux, sont en contact avec l'Entente. Lors de la discussion du conseil général, un camarade brésilien a déclaré :

"La situation est la suivante : depuis 1992, les élections avaient ouvert la possibilité d'une victoire électorale. Cette perspective de victoire a été utilisée par la direction pour empêcher toute discussion, toute interrogation. Mais la situation aujourd'hui, malgré la défaite électorale, c'est que le PT apporte son soutien au gouvernement, car, s'il ne le faisait pas, le gouvernement ne pourrait pas mettre en place les plans d'ajustement structurel, et cette politique a frappé durement les militants concernant l'évolution du PT.

C'est pourquoi je crois qu'aujourd'hui, à la différence des années antérieures, le combat pour l'Entente internationale, pour regrouper autour de l'Entente, est une exigence de la recherche de ces militants qui s'interrogent sur la politique de la direction du PT. Nous pouvons constituer un bloc de gauche dans le PT comme nous l'avons fait, nous pouvons mener une bataille dans la CUT, c'est sur le terrain de l'Entente que nous pouvons constituer le cadre de discussion et d'action avec des militants."

La tendance, dans les premières années après la conférence de Barcelone, a été de considérer l'Entente, les groupes constitués nationalement, comme des amis ou sympathisants de la IVe Internationale. Quelquefois comme tremplin pour le recrutement à la IVe Internationale.

C'était ignorer, d'un côté, l'effroyable crise de décomposition du mouvement ouvrier et d'émancipation nationale qui frappe tous les pays et continents, et, d'un autre côté, la recherche de la voie de l'action indépendante par des dizaines de milliers de militants et cadres qui cherchent à rester fidèles à leur classe.

Le combat de la IVe Internationale, son programme, ne se réduisent pas à la lutte pour la démocratie, pour la défense de l'indépendance de classe, pour la rupture avec le FMI, etc., terrain sur lequel se placent souvent des milliers de cadres, groupes, tendances ou organisations. Mais ce terrain exige une formulation organisée pour aider au combat d'ensemble de la classe.

La matérialisation en France est double. D'un côté, le Parti des travailleurs, fondé sur les quatre points d'une charte (laïcité, reconnaissance de la lutte des classes, indépendance syndicale, démocratie), est adhérent à l'Entente, ainsi que ses courants constitutifs. D'un autre côté, le combat pour l'indépendance de classe, qui ne peut être saisie que d'un point de vue international, surtout après le sommet social de Copenhague et sa politique mondiale de "tripartisme et de concertation sociale", a donné lieu à la constitution du "Mouvement politique du Manifeste des 500 pour l'indépendance

syndicale" (mouvement constitué par plus de 2 000 responsables syndicaux et qui a décidé d'adhérer à l'Entente) :

> *« L'adhésion du "Mouvement politique du Manifeste" à l'Entente s'inscrit dans ce cadre (et, sans conteste, la décision de consacrer, dans chaque numéro du bulletin, un article à la question internationale est une des "cartes de visite" du "Mouvement politique du Manifeste"). Elle rejoint sur un autre plan, dans d'autres formes nationales, le mouvement qui amène des confédérations et fédérations syndicales de 13 pays d'Afrique à adhérer à la préparation de la IIIe Conférence mondiale ouverte. »*

L'objectif de ce Mouvement politique, en luttant pour l'indépendance syndicale, cherche à aider au surgissement de la lutte de classe. Les regroupements politiques autour du Manifeste avec des militants syndicaux (des différentes centrales ouvrières) cherchent à ouvrir la voie aux comités d'unité d'action avec les syndicats, comme organismes de front unique.

Ainsi, dans l'éditorial du bulletin n° 1 du *Manifeste des 500*, il est dit notamment :

> *"Les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils inscrivent leur action organisée dans le cadre de la démocratie, donc refusent leur participation à toute gestion corporatiste quelle qu'en soit la forme. Les délégués des signataires du* Manifeste pour l'indépendance syndicale *estiment que les dispositions institutionnelles qui vont imposer le plan Juppé sont contraires aux principes de la démocratie, dont le peuple est seul à même de définir la forme et le contenu. Refusant l'aliénation de l'indépendance syndicale, qui ouvrirait la voie à la fusion des syndicats avec l'appareil d'Etat, ils décident de se constituer en Mouvement politique du Manifeste pour l'indépendance syndicale."*

La campagne pour la préparation de la IIIe Conférence mondiale, sous la forme en France du parrainage des délégations de différents pays qui n'ont pas les moyens de payer leur voyage pour y venir, l'échange politique, la connaissance mutuelle de la lutte de classe dans chaque pays, les informations qui facilitent l'action commune sont des éléments de construction du parti ouvrier indépendant en France. Ces tâches d'internationalisme pratique rompent avec les vieilles habitudes des appareils de l'Internationale socialiste ou anciennement dépendants du Kremlin, qui fondaient leur "internationalisme" sur la dépendance économique et politique.

QUEL EST L'ENJEU DE LA CONFÉRENCE DES SECTIONS DE LA IVe INTERNATIONALE ?

Parallèlement à la Conférence mondiale ouverte, aura lieu la première conférence des sections après la reproclamation de la IVe Internationale en juin 1993. La reproclamation a soulevé toute une série de questions et des difficultés, particulièrement en ce qui concerne la place et la responsabilité de toutes les sections de la IVe Internationale dans l'aide aux masses pour la réalisation du front unique.

Les questions d'orientation politique en discussion, les méthodes d'organisation à mettre en place ne peut être abordées que si l'on saisit les problèmes à l'échelle où ils se posent. Ainsi,

> *"l'enjeu de la première conférence des sections de la IVe Internationale reproclamée, c'est, dans toutes les sections, dans l'ensemble du parti mondial et conséquemment dans la section française, surmonter toute tendance visant à isoler la définition des tâches dans chaque pays des processus en cours à l'échelle internationale"* (extrait de la résolution du 39e Congrès de la section française).

Les conditions dans lesquelles la IVe Internationale a été reconstituée après la Deuxième Guerre mondiale, où le mouvement ouvrier était dominé par les appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie, ont marqué son parcours. Les ruptures qui se produisaient dans le mouvement ouvrier étaient des ruptures dans lesquelles la direction de la IVe Internationale ne pouvait pas intervenir parce que sa direction ne s'intégrait pas directement dans les processus politiques reliés à la lutte de classe et avait une approche idéologique. Cela a permis

et facilité les déviations politiques qui ont amené à l'adaptation à l'appareil stalinien et à la dislocation de la IVe Internationale comme cadre centralisé dans la crise de 1952-1953.

La résistance de la section française a été possible grâce au noyau ouvrier du parti, c'est-à-dire le noyau qui intervenait directement dans la lutte des classes. Ce qui a permis à la section française de définir la stratégie qui, après, a pris l'orientation politique de la conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, c'est que son intervention dans la lutte de classe lui a permis de connaître et d'intervenir dans les processus de rupture, de dégagement des militants à l'intérieur même du mouvement ouvrier.

De la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire à la Première Conférence mondiale ouverte et à la reproclamation de la IVe Internationale, il y a eu des années et des années de préparation.

Une situation qualitativement nouvelle s'ouvre en 1989, avec la chute du Mur de Berlin, où se heurtent et se combinent avec une intensité inégalée révolution et contre-révolution.

La session du conseil général a dégagé une homogénéité politique importante sur les questions d'orientation et sur les tâches à accomplir.

Il ne s'agit pas pour toutes les sections de suivre le long chemin de la section française pour trouver le chemin des masses et lutter pour leur conquête. Il s'agit de partir du niveau le plus élevé pour saisir les leçons de notre expérience en France, au Brésil, en Algérie ou ailleurs.

Les tâches de préparation de la conférence mondiale des sections impliquent de nous doter des moyens pour procéder à un réarmement théorique et politique et un renforcement des sections.

La publication périodique de *La Vérité* est un des plus grands acquis depuis la reproclamation en juin 1993. *La Vérité* sera l'organe privilégié de préparation de la conférence des sections, qui reflétera les avancées dans l'élaboration et la discussion.

Andreu Camps,
le 30 janvier 1996

Rapport introductif à la conférence nationale du CCI

(39e Congrès de la section française de la IVe Internationale)

27 et 28 janvier 1996

(extraits)

Camarades, nous avons commencé la préparation de cette conférence nationale du CCI à l'occasion de journées d'étude de la direction nationale qui se sont tenues les 3, 4 et 5 juin derniers.

Dans le bulletin intérieur qui rendait compte des travaux de cette journée d'étude, le rapport introductif qui était reproduit commençait par la question suivante :

> *"La classe ouvrière a-t-elle la capacité de vaincre la bourgeoisie, d'arracher de ses mains la propriété des moyens de production, d'établir le régime de la propriété sociale à l'échelle universelle ?*
>
> *La classe ouvrière a-t-elle en France la capacité de réaliser le front unique avec les organisations, de balayer le carcan antidémocratique des institutions de la Ve République, d'ouvrir la voie à l'Assemblée constituante souveraine établissant la démocratie dans la forme et le contenu décidés par le peuple lui-même ? "*

Et cette deuxième question, reliée à la première :

> *"Avons-nous la capacité comme IVe Internationale de jouer le rôle essentiel qui est le nôtre pour aider la classe ouvrière à réaliser sa tâche historique ? "*

UNE QUESTION DE CONTINUITÉ

Je rappelle ces questions, parce que pour des militants révolutionnaires, la continuité est une chose essentielle. Il se trouve que nous avons ouvert la discussion en posant ces questions et qu'il nous faut, dans cette conférence nationale, la reprendre là où nous l'avons laissée. Bien sûr, entre le moment où cette question a été posée et aujourd'hui, il s'est passé un certain nombre d'événements, en particulier ceux de novembre et décembre derniers. Bien entendu, cela facilite, d'une certaine manière, la réponse à la question, mais d'une certaine manière seulement.

Il est évident qu'à la question : *"La classe ouvrière a-t-elle la capacité de mener jusqu'au bout sa lutte de classe, de surmonter les obstacles qui se dressent devant elle, de réaliser la révolution prolétarienne ?"*, sans aucun doute, tous les camarades interrogés répondront "oui", sinon ils ne seraient pas là. Et sans aucun doute, tout le monde répondra "oui" avec

une indiscutable sincérité. Si la question est posée : *"L'objectif de la révolution prolétarienne est-il le seul à même permettant à la classe ouvrière de se rassembler et de combattre pour la défense y compris de ses intérêts immédiats ?"*, sans aucun doute, la réponse sera "oui", elle sera sincère et pourtant, camarades, si notre conférence nationale a un objet et elle en a un, si la discussion que nous devons mener a un caractère concret et non formel, c'est précisément parce que lorsque l'on examine les difficultés que nous rencontrons, les problèmes qui existent, les hésitations et incertitudes politiques auxquelles nous pouvons être confrontés, en réalité, ces difficultés, ces incertitudes, ces problèmes nous apparaissent sous la forme de différenciations pratiques. Mais elles ne font qu'exprimer dans la pratique des différences d'orientation, c'est-à-dire, en dernière analyse, des réponses différentes apportées à la question posée : *"Est-ce que la classe ouvrière a la capacité de réaliser les conditions de la révolution prolétarienne ?"*

Dire cela, ce n'est pas entrer dans un quelconque procès d'intention, ce n'est pas essayer de sonder l'inconscient collectif ou individuel des camarades, à commencer par ceux de la direction, mais c'est essayer de se livrer, d'un point de vue marxiste, à une appréciation des racines théoriques de nos difficultés politiques. C'est aussi apprécier les racines théoriques de nos succès politiques, parce que les deux existent. Mais nous ne sommes pas ici pour nous envoyer des fleurs, mais pour réfléchir et élaborer les moyens de réaliser un pas en avant d'autant plus indispensable que — j'y reviendrai — nous sommes à un moment crucial de la situation politique française et internationale.

"LE MINIMUM QUE LA CLASSE OUVRIÈRE PUISSE S'ASSIGNER À L'ÉPOQUE DE LA DÉCADENCE IMPÉRIALISTE"

Les événements de novembre-décembre derniers ont exprimé, matérialisé, sur le terrain de la lutte de classe, dans cette partie du Vieux Continent, les retombées de la chute du Mur de Berlin, et il nous faut nous hisser à la hauteur des tâches historiques qui sont mises à l'ordre du jour par ce tournant.

Il faut d'abord, pour répondre à la question, rappeler brièvement pourquoi les marxistes affirment que la révolution prolétarienne, c'est — pour reprendre en la paraphrasant une formule de Rosa Luxemburg — *"le minimum que la classe ouvrière puisse s'assigner à l'époque de la décadence impérialiste"* ? Camarades, nous vivons sous le régime de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, les lois du capital s'exercent, nous les avons analysées : c'est ce que nous avons appelé l'impérialisme sénile, l'étouffement et la décomposition des forces productives, la dislocation du marché mondial. Bref, cette tendance inéluctable de l'impérialisme — de chacune de ses composantes et de chacune de ses représentations politiques — à organiser la réaction sur toute la ligne, la marche à la barbarie.

PLAN CHIRAC-JUPPÉ...

Nous avons eu un débat en juin dernier. Il s'agissait d'apprécier la marge de manœuvre possible de la bourgeoisie française, l'éventuelle marge de manœuvre du gouvernement Chirac-Juppé. Il y avait eu sur cette question des nuances qui s'étaient exprimées lors des journées d'étude de la direction nationale. Il est, je crois, indiscutable, quelques mois après, que l'impérialisme français — quelque volonté qu'il puisse avoir et quelque intention qu'il puisse nourrir — ne dispose d'aucune marge de manœuvre. Nous l'avons écrit encore récemment : le plan Juppé n'est qu'un pseudonyme pour un plan Washington-Maastricht-Bruxelles-Paris, pour un plan Clinton-Delors-Santer-Soros. Les plans de l'impérialisme s'appliquent à toutes ses composantes et toutes n'ont d'autre place que de mettre en œuvre des plans et des mesures visant et aboutissant à la destruction de la principale force productive, à savoir la classe ouvrière.

On l'a vu, en ce qui concerne les mois passés, avec le gouvernement Chirac-Juppé. On le verra dans les semaines et les mois qui viennent avec certains qui, tel Séguin, se posent aujourd'hui comme recours sur le terrain même de la préservation des institutions de l'Union européenne, qui, pour pouvoir être préservées, devront être amendées et modifiées, mais cela fait partie du même jeu.

... OU PLAN WASHINGTON-MAASTRICHT-BRUXELLES-PARIS ?

Nous avons dit : rien de moins que la révolution prolétarienne, parce qu'à l'époque de la décomposition impérialiste, les directions social-démocrates et staliniennes (et toutes les fractions du stalinisme) ont en commun d'occuper une place centrale dans l'aide apportée à la mise en œuvre des plans meurtriers contre la classe ouvrière.

On le voit à l'est de l'Europe. On l'a vu en France, pendant les dernières semaines, avec la politique des dirigeants du PS et du PCF. Et cette offensive politique contre la classe ouvrière se concentre en une question majeure : l'intégration des organisations, le tripartisme, le corporatisme.

On ne reviendra jamais assez sur la signification historique de la tenue d'un sommet social à Copenhague sous l'autorité de l'ONU, avec comme seul objectif d'organiser l'intégration corporatiste des organisations ouvrières à l'échelle mondiale et dans chaque pays.

On ne reviendra jamais assez sur le rapport qui vient d'être présenté par Jacques Santer (successeur de Delors à la tête de l'Union européenne) devant l'assemblée de l'OIT, fixant le tripartisme comme la question centrale pour l'Organisation internationale du travail, l'Union européenne et le FMI.

Et nous disons réaction sur toute la ligne, parce que nous voyons en ex-Yougoslavie, en Algérie, en Afrique et, demain, n'en doutons pas, dans d'autres régions du monde plus proches de nous, y compris en France, les conséquences en termes de dislocation des institutions qui ont fondé historiquement les nations européennes, de tout ce qui a constitué les classes ouvrières comme classes dans chacun des pays, avec les conséquences qui en découlent, y compris sur le terrain des guerres et des affrontements meurtriers.

TOUT SE CONCENTRE SUR LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

Tout se concentre, avons-nous dit et nous devons en discuter ici, sur la question de l'indépendance de classe du prolétariat. Précisons ce que cette formule veut dire. J'ai parlé du sommet social de Copenhague. Nous avons parlé du précédent italien et de la manière dont ce précédent italien permettait d'éclairer les développements qui ont suivi en France. On pourrait parler de ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne. De manière apparemment paradoxale, ce n'est pas d'abord à nos yeux que tout se concentre dans la question de l'indépendance du prolétariat, mais aux yeux de la classe adverse, de la classe capitaliste, du FMI et de toutes ses institutions, de tous les gouvernements, que tout se concentre dans la nécessité de briser l'indépendance de classe du prolétariat. Cette offensive, cette exigence, prend en compte un fait que nous devons correctement apprécier sur un plan historique, théorique et politique, à savoir : l'indépendance de classe du prolétariat, ce n'est pas une abstraction, ce n'est pas un état d'esprit, ce n'est pas une disposition sociale ou politique momentanée.

L'indépendance de classe du prolétariat s'exprime à travers des institutions. Des institutions que la classe ouvrière a bâties, édifiées, préservées, pour défendre ses intérêts immédiats, mais qui aussi la constituent comme classe sociale. Au premier rang de ces institutions, les organisations syndicales, mais également les institutions telles que la Sécurité sociale, les conventions collectives, les diverses lois

du travail arrachées, qui, à des degrés divers, ont constitué et constituent, même de manière déformée, ces foyers de démocratie prolétarienne, ces cellules de base de l'institution sociale du prolétariat qui sont en même temps son existence politique.

Remettre en cause l'indépendance de classe du prolétariat, pour pouvoir le soumettre à une exploitation sans limite, exige de pouvoir atomiser la classe ouvrière, de pouvoir distendre et rompre chacun des liens qui unissent les ouvriers entre eux en une institution commune.

UNE OFFENSIVE À L'ÉCHELLE MONDIALE

C'est pourquoi l'offensive se concentre à une échelle mondiale et dans chacun des pays sur l'intégration des syndicats, la destruction des régimes de protection sociale et sur la remise en cause des conventions collections, des Codes du travail, des statuts.

C'est pourquoi l'offensive, partout et sous toutes les latitudes, prend nécessairement la forme de la subordination des syndicats à l'intérêt général, aux tables rondes, aux états généraux, mais aussi à la destruction des statuts, à l'individualisation et à toutes les formes de précarisation.

Ce ne sont pas là, camarades, des questions revendicatives, bien qu'elles trouvent leur expression sur le terrain revendicatif. Ce sont des questions éminemment politiques.

En ce sens, le combat politique pour l'indépendance de la classe ouvrière, signifie combat politique pour l'indépendance des organisations ouvrières, non pas comme une question syndicale, mais comme une question fondamentale de la démocratie. Et le combat politique pour l'indépendance des organisations ouvrières se relie lui-même au combat pour l'aide à la réalisation de la lutte de classe.

LA PLACE DE LA IVe INTERNATIONALE

C'est sur ce point qu'il nous faut discuter du rapport qui existe entre la question posée sur l'actualité de la révolution prolétarienne et l'autre question posée, sur la place de la IVe Internationale et de notre responsabilité. Quel rapport exact peut-on établir entre les deux aspects : notre place et l'aide au surgissement de la lutte de classe, notre place et la préservation de l'indépendance de la classe ouvrière à travers l'indépendance des organisations ?

Il nous faut pour répondre à cette question revenir sur les développements des dernières semaines en France. On a beaucoup écrit sur cette question et l'avantage d'écrire beaucoup, c'est que cela permet de parler moins. Trois dates suffisent à fixer la question : 30 octobre, 13 novembre et 21 décembre.

NOTRE DÉCISION DE COMBATTRE LE 30 OCTOBRE...

30 octobre, on l'a dit : début d'un scénario à l'italienne. La stratégie pour le capital financier, telle qu'elle avait prévalu en Italie, devait prévaloir en France. Et camarades, je voudrais insister sur un aspect. On a dit que la différence entre l'Italie et la France n'était pas une différence de combativité de la classe ouvrière : c'est indiscutable. Il y a une différence historique : le cadre classique du pacte d'unicité syndicale existait en Italie. Si vous relisez l'accord signé le 30 octobre entre les huit organisations, la différence avec l'Italie, c'est qu'en Italie un tel accord était logique, puisqu'il s'inscrivait dans une continuité de vingt ans d'unicité et de corporatisme, tandis qu'en France il apparaissait comme un coup de tonnerre, puisque c'était une première, bien que précédée par quelques signes annonciateurs.

Quant à son contenu, camarades, l'accord du 30 octobre n'a rien à envier à l'unicité à l'italienne, rien. Et son débouché logique ne devait théoriquement

n'avoir rien à envier à l'unicité à l'italienne. Je le dis, car il y a parfois, et nous allons y revenir dans la discussion, une tendance à surestimer une certaine forme de facteurs subjectifs au mauvais sens du terme. Par exemple, l'idée selon laquelle le réformisme en France, ayant toujours été ce qu'il a été, sera toujours ce qu'il fut. Eh bien, le 30 octobre a montré que ce n'était pas vrai, que c'est plus compliqué. Et par conséquent, si on veut comprendre ce qui s'est passé après le 30 octobre, il faut dire que notre place centrale comme section de la IVe Internationale, construisant comme courant, avec d'autres, le Parti des travailleurs, s'est exprimée dans le fait que nous ayons apprécié l'accord d'unicité syndicale du 30 octobre comme le tournant possible ouvrant la voie à l'intégration, faisant basculer toute la situation française vers une situation à l'italienne, avec toutes les conséquences, y compris, non seulement de la destruction de la Sécurité sociale, mais des organisations syndicales elles-mêmes.

... ABOUTISSEMENT LOGIQUE DE PROCLAMER LA IVe INTERNATIONALE EN 1938

Cette analyse intègre, d'une certaine manière, notre appréciation sur l'impérialisme sénile, le corporatisme, la dégénérescence extrême des directions du PS et du PCF. Nous avons déduit de cette analyse et de l'appréciation de notre place comme facteur subjectif le fait que ces problèmes devraient ouvertement être soulevés devant et dans le mouvement ouvrier. Cette décision de ne pas accepter le cadre du 30 octobre, de poser ouvertement le débat devant l'opinion publique ouvrière était l'expression concentrée de notre indépendance politique comme IVe Internationale, l'aboutissement logique de la décision prise en 1938 de proclamer la IVe Internationale sur la base des décombres du stalinisme et de la social-démocratie, historiquement faillis.

Cette décision de combattre ne contenait pas en elle-même le résultat du combat. Sans être la condition suffisante, elle était la condition nécessaire pour que soit renversé le cours unicitaire et corporatiste. Et, prenant cette décision, nous avons joué notre rôle. C'est-à-dire qu'une couche large de militants et responsables ouvriers qui ne sont pas trotskystes, qui ne sont pas au Parti des travailleurs, mais qui, spontanément, cherchaient à se situer sur le terrain de l'indépendance de l'organisation syndicale et auraient peut-être hésité à le faire par leur propre mouvement ou n'auraient pas trouvé les points d'appui organisés pour le faire par leur propre mouvement jusqu'au bout, ont trouvé ce point d'appui et ont à leur tour combattu.

Et c'est parce que la IVe Internationale a pris ses responsabilités que nous avons contribué aux développements qui ont suivi le 30 octobre et que vous connaissez, au sein des organisations,. De ce fait, camarades, les conditions mêmes, du point de vue des masses, ont été modifiées. Comme IVe Internationale, nous avons combattu de manière indépendante. A partir du moment où les organisations ont été, non pas totalement, mais en tout cas partiellement, temporairement, libérées du carcan corporatiste par la décision de remettre en cause l'accord des huit et d'appeler au 28 novembre sur le terrain du retrait du plan Juppé, dès lors, un carcan qui pesait sur les masses était levé. Dès lors, les conditions commençaient à se réaliser pour que le mouvement de la classe puisse surgir et faire irruption. Non pas en réponse à une consigne désincarnée d'appareils, mais en prenant appui sur des consignes syndicales qui, elles-mêmes, portaient la marque de la remise en cause de l'unicité syndicale.

LIBÉRER LES ORGANISATIONS DU CARCAN DU CORPORATISME

C'est ce rapport dialectique qu'il nous faut comprendre entre la poussée de la classe, la position propre de la IVe Internationale, les développements au sein des organisations et le combat pour libérer les organisations du carcan corporatiste pour que, à leur tour, elles jouent leur rôle de point d'appui et de cadre de front unique pour le mouvement de la classe lui-même.

Camarades, il y a donc eu, le 30 octobre, puis le 13 novembre. Et puis, il y a eu la suite : le mouvement que nous avons connu, dont nous avons dit que c'était une première phase, et dont il faut, je crois, discuter de l'appréciation. La conclusion de cette première phase — c'est à mon sens l'essentiel —, c'est que, le 21 décembre, il y a eu ce sommet social qui n'a pas pu aboutir sur la signature des organisations. Le scénario était que cela se conclût, comme en Italie, sur un pacte social signé de tous, mais il y a eu ce relevé de décisions signé de personne et, en quelque sorte, les choses se sont provisoirement conclues en l'état, c'est-à-dire que le mouvement de la classe a préservé, par sa propre action, l'indépendance des confédérations ouvrières.

Cela ne veut pas dire non plus, j'y reviendrai, que ce mouvement a pu aller jusqu'au bout ; cela ne veut pas dire non plus que le plan Juppé a été retiré ; et cela ne veut pas dire non plus que la menace du corporatisme et de l'unicité n'est pas devant nous. Mais elle est posée dans un autre rapport, du fait que la classe a combattu et qu'elle a abouti à ce premier résultat.

Alors, camarades, la classe ouvrière a-t-elle la capacité ? Revenons sur cette question. A-t-elle la capacité de bouleverser radicalement l'ordre des choses qui nous est présenté une fois pour toutes comme immuable ? Cette question ne se mesure pas seulement à l'échelle de telle ou telle action revendicative. C'est le rapport entre un moment de la lutte de classe et la situation mondiale qu'il faut apprécier. Eh bien, je voudrais livrer quelques éléments à la discussion pour que nous puissions répondre collectivement à cette question.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE A OUVERT UNE BRÈCHE DANS LE CORPORATISME

D'ores et déjà, qu'est-ce qu'a provoqué le mouvement de novembre et décembre ? Premièrement, il a ouvert une brèche dans l'offensive considérée comme inéluctable sur le terrain du corporatisme, une brèche qui s'inscrit profondément dans la conscience de la classe ouvrière. Depuis quinze ans, vingt ans, au nom de l'intérêt général, de la mondialisation, de la crise et de toutes sortes de balivernes — en fait au nom du pillage pour la spéculation et les marchés financiers —, il est acquis par tous les représentants de ce qu'on appelle la "classe politique", de l'extrême gauche à l'extrême droite, sans aucune exception, que les organisations doivent s'intégrer. Il est acquis que la forme de l'intégration, c'est bon an, mal an, le fait que tout le monde doive se retrouver sur un terrain commun, qui est justement la base de l'unicité et du corporatisme.

Camarades, le fait que des millions de travailleurs aient manifesté, non seulement pour exiger le retrait du plan Juppé, non seulement pour le maintien de la Sécurité sociale dans le cadre du salaire différé, mais — j'ajouterai ce qui a politiquement autant, sinon plus, de signification — aient manifesté aux cris de *"Retrait immédiat du plan Juppé-Notat"*, ce n'est pas rien.

Durant toute cette phase, la rupture avec Notat et la CFDT, c'était en quelque sorte le pseudonyme de la rupture avec la bourgeoisie et le corporatisme. Et le fait que cela se soit inscrit dans la conscience de millions de travailleurs, en particulier de cadres et des militants de FO et de la CGT, pose, soit dit en passant, de très sérieux problèmes pour tous ceux qui, aujourd'hui, veulent reconstituer le cadre corporatiste et doivent prendre en compte que cela se heurte à quelque chose dans la conscience de la classe ouvrière.

L'AFFIRMATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE COMME CLASSE

Il y a un deuxième résultat immédiatement saisissable des événements de novembre-décembre, c'est l'affirmation de la classe ouvrière comme classe. Ce n'est pas rien, camarades. La Sécurité sociale, ce n'est pas une revendication. La Sécurité sociale, c'est une propriété collective de la classe ouvrière. Qu'elle

s'affirme comme classe à travers l'exigence du maintien de la Sécurité sociale n'est pas une question secondaire.

Troisième résultat de novembre-décembre : tout le dispositif de l'impérialisme est déstabilisé et, avec lui, Maastricht, la Ve République, à un degré dont je crois parfois que nous avons le tort de le sous-estimer. Que signifie la déclaration de Séguin sur le thème : il faut revoir la politique européenne, etc. ? Cela signifie une chose simple : au moment où se démantèlent toutes les institutions de Maastricht, il y a un danger de déstabilisation générale de la domination de la bourgeoisie en France et en Europe. Il faut donc reconstituer un nouveau cadre et, de ce point de vue, la déclaration de Séguin pour dire : *"Je suis candidat pour aider à le reconstituer"*, en sachant que ce ne sera pas Maastricht, mais autre chose qui, malgré tout, préservera l'essentiel du point de vue de la monnaie unique, rejoint la déclaration de Robert Hue sur l'instrument monétaire européen, parce qu'il faut reconstituer des digues par rapport à un dispositif qui tend à se démanteler.

Bien sûr, nous l'avons écrit, l'impérialisme américain, jusqu'à un certain point, n'est pas hostile à une remise en cause du cadre de Maastricht. Dans le même cadre où, jusqu'à un certain point, il n'est pas hostile à la remise en cause de l'OMC et du FMI et de beaucoup de choses, dans la mesure où il considère que toutes ces institutions, si elles sont utiles, ont l'inconvénient de figer les rapports entre les différents impérialismes et il préfère avoir plus de souplesse. Vous vous rappelez ce qu'en substance déclarait l'an dernier un sous-secrétaire d'Etat américain : "Pour nous, l'OMC est un moyen, ce n'est pas un objectif. Tant que ce moyen coïncide avec les intérêts américains, on est pour, quand ce n'est plus le cas, nous sommes pour prendre d'autres moyens pour parvenir aux fins qui nous intéressent."

Cela est vrai, mais jusqu'à un certain point, camarades. Et "jusqu'à un certain point", cela signifie que, au-delà d'un certain stade, la déstabilisation générale des institutions de l'impérialisme pose un problème, y compris à l'impérialisme le plus puissant. Ils ont 20 000 GI's en Bosnie pour faire la police ; au fur et à mesure, il y a une prise en charge directe, mais jusqu'à quel point ?

LA FRANCE, L'ALLEMAGNE, LA GRANDE-BRETAGNE, L'ITALIE

Sous une autre forme, d'ailleurs, la manière dont PCF, PS, LCR constituent à toute vitesse un cadre de forums et de possible union de la gauche vise à répondre à cette situation. C'est un résultat direct de novembre et décembre, mais qui n'est pas limité à la France. Regardez l'Allemagne, la Grande-Bretagne, y compris l'Italie aujourd'hui. Toutes les bourgeoisies, tous les gouvernements sont confrontés à la question : s'il se passe chez nous ce qui s'est passé en France, tout saute. D'où la pression accélérée pour obtenir l'accord du DGB pour le pacte social en Allemagne, d'où la décision des patrons britanniques de se prononcer pour une relance par l'augmentation des salaires, d'où l'Italie où toute une série de décisions sont gelées. Tout cela va plutôt à l'encontre des critères de Maastricht. C'est une déstabilisation générale.

Et cette déstabilisation trouve son origine dans un mouvement politique de la classe ouvrière française s'affirmant comme classe, mouvement politique qui a pris cette forme atypique que nous avons décrite, ne se concentrant pas dans la grève lorsque les conditions du front unique dans la grève n'étaient pas réalisées, contournant les obstacles pour se concentrer dans les manifestations qui, initialement convoquées comme des "temps forts" de division, étaient saisies à l'inverse comme des éléments de rassemblement pour imposer le front unique, c'est-à-dire l'unité d'action des organisations. Mais, camarades, là où il y a une question politique qu'il nous faut discuter, c'est que ce sont là les résultats politiques de novembre et décembre. Il n'empêche que c'était une première phase ; il n'empêche que la classe ouvrière est confrontée aujourd'hui à une offensive qui ne désarme pas, visant à la désosser par tous les bouts.

CONTRAT DE TRAVAIL OU "CONTRAT D'ACTIVITÉ" ?

On a parlé, dans *Informations ouvrières,* du plan banlieues, de la loi sur l'apprentissage et de cette tentative terrifiante de substituer le "contrat d'activité" au contrat de travail, avec tout ce que cela veut dire comme négation du droit au travail, à l'activité sociale organisée de production et des rapports sociaux qui en découlent.

On a expliqué tout cela, dans *Informations ouvrières.* Mais prenez même la question du plan Juppé. C'est vrai que, lorsque vous lisez *L'Humanité* ou l'organe du SNUIPP ou celui de la FSU, sans parler d'autres, le plan Juppé, c'est tout juste s'il n'est pas retiré. En tout cas, il est quasiment atténué.

Camarades, le plan Juppé, c'est très concret. La fiscalisation de la Sécurité sociale est soumise au vote de l'Assemblée nationale dans huit jours.

D'accord, il y a tout le petit jeu : contrôler les dépenses, les recettes, mais, comme l'a expliqué *Les Echos,* très clairement, une fois qu'est acquis le principe de contrôler les recettes, comme par ailleurs il y a une loi, avant le 1er juillet, qui vise à transférer les cotisations sociales sur la CSG, le résultat concret, c'est une prise de contrôle totale, non pas du Parlement (parce que, sous la Ve République, ce serait bien la première fois que le Parlement contrôle quelque chose), mais une prise de contrôle totale par l'Etat, donc la fiscalisation de la Sécurité sociale, donc sa réduction à la portion congrue, donc la privatisation. Et cela, camarades, c'est maintenant.

LE PLAN JUPPÉ, C'EST MAINTENANT

• Le RDS, c'est maintenant, c'est 250 milliards de faux déficit destinés à prélever non seulement 250 milliards dans la poche des salariés, mais, en plus, 190 milliards versés sur les marchés financiers par le biais de la spéculation. C'est maintenant.

• L'indemnité journalière de maternité versée aux femmes est maintenant calculée, depuis le 1er janvier 1996, sur la base du salaire net et non plus du salaire brut. Différence : 4 700 F pour une salariée au plafond de la Sécurité sociale. 4 700 F en moins, c'est maintenant. Décret du 30 décembre 1995, publié le 31 décembre 1995 au *Journal officiel*, applicable au 1er juillet 1996.

• Les allocations familiales soumises à l'impôt. Tout le monde a dit : c'est remis en cause. Ce n'est pas remis en cause. Le sommet sur la famille, intégrant les organisations syndicales, s'ouvre dans quelques semaines et il a comme première question à l'ordre du jour l'imposition des allocations familiales.

• Le rationnement des soins et le carnet médical sont en place et une note de service interne à la Sécurité sociale dit que, à partir du 1er janvier 1996, le remboursement des soins sera subordonné à la présentation du carnet médical. A partir du 1er janvier 1996 !

• La cotisation maladie a augmenté de 1,2 %, au 1er janvier 1996, pour les retraités, les chômeurs touchant plus que le SMIC, et à nouveau de 1,2 % au 1er janvier 1997 ; c'est appliqué. Les chômeurs, les retraités paient, depuis le 1er janvier 1996, 1,2 % de cotisation en plus : ce sont des nantis...

• L'ordonnance visant au bouleversement de fond en comble des hôpitaux avec les 60 000 suppressions de lits à la clef, les 130 000 suppressions d'emplois, dont Jouanet avait parlé, elle est publiée ces jours-ci.

IL EST POSSIBLE DE LES FAIRE RECULER...

Dans cette situation, quel objectif politique nous assignons-nous ?

Que faut-il pour que cette capacité de la classe ouvrière puisse se traduire concrètement sur le terrain même où elle est appelée à s'exprimer : sur le terrain de la lutte des classes ?

Dans un congrès régional, j'ai relevé la formulation suivante qui me paraît éminemment discutable.

Le camarade qui a rédigé cette note écrit :

> *"Les délégués estiment qu'il est possible de faire reculer le gouvernement, etc., si les conditions politiques sont réunies pour réaliser l'unité des syndicats sur des revendications précises."*

Qu'est-ce que ça veut dire, *"si les conditions politiques sont réunies"* ? C'est trop ou pas assez.

Si les conditions politiques sont que Blondel et Viannet soient d'accord, on peut attendre longtemps. Si les conditions politiques sont que les travailleurs cherchent à réaliser l'unité d'action, elles sont réunies dès maintenant. Ce n'est pas ça le problème. Il est possible de les faire reculer (et c'est là que la discussion se concentre pour nous) si la classe ouvrière, par le mouvement politique par lequel elle cherche à réaliser le front unique, c'est-à-dire d'abord et avant tout l'unité d'action des syndicats ouvriers sur la base de ses revendications, dispose du point d'appui ferme, homogène et centralisé de la section française de la IVe Internationale combattant, comme un tout centralisé et homogène sur la base du programme, sur la ligne de construction d'un parti ouvrier indépendant.

... SI LA CLASSE OUVRIÈRE DISPOSE DU POINT D'APPUI DE LA IVe INTERNATIONALE

C'est ça la discussion, camarades, que nous devons mener entre nous. Quel objectif politique pouvons-nous nous assigner ? Il est évident qu'il y a une course de vitesse, même si elle est engagée sur un long terme. Entre la décomposition engagée par l'impérialisme et le mouvement par lequel la classe ouvrière cherche à rassembler ses forces, il y a une course de vitesse. En dernière analyse, nous le savons, tout se résume à socialisme ou barbarie. C'est-à-dire que tout se résume à la capacité de la IVe Internationale. Mais si on se contentait de dire cela, si on se contentait de donner un coup de chapeau formel et général à la place de la IVe Internationale, cela ne réglerait pas le problème. Rien ne permet de dire avec certitude qu'avant le déclenchement des plus grands événements, il y aura dans ce pays un parti de masse marxiste disposant d'une influence décisive dans la classe ouvrière et la conduisant avec certitude au succès de la révolution prolétarienne.

Mais tout indique, en revanche, que la section française de la IVe Internationale, telle qu'elle existe, avec ses forces et ses faiblesses, est en situation d'aider les masses à forger les instruments de son combat victorieux. Et toute la discussion que nous devons mener ici, c'est comment nous répondons à cette exigence. Il faut tout à la fois distinguer et relier. Distinguer chacune à sa place les institutions ouvrières dans lesquelles nous exerçons des responsabilités. Combattre toute confusion entre le CCI et le Parti des travailleurs, entre le Parti des travailleurs et le syndicat, entre le CCI et le syndicat, et beaucoup d'autres choses, car ces confusions font obstacle au mouvement de la classe ouvrière. Et, en même temps, il faut, de notre point de vue, relier politiquement chacune de nos déterminations politiques, ne pas les isoler les unes des autres, ne pas les réduire à leur caractère le plus immédiatement saisissable dans sa forme syndicale ou revendicative. Pratiquement, qu'est-ce que cela implique ?

LES COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION DES SYNDICATS...

Prenons la question de l'intervention politique dans la lutte des classes. Nous avons, en novembre et décembre, aidé au surgissement de la lutte des classes, surgissement de la lutte des classes qui a eu, on l'a dit, des formes différentes. Il y a eu grève générale chez les cheminots, dans les centres de tri, plus généralement à la Poste. Il y a eu des grèves partiellement généralisées dans certains secteurs de la fonction publique, l'enseignement, l'équipement ; ailleurs, les choses étaient beau-

coup plus inégales. Pour aider au surgissement de la lutte des classes, nous avons aidé la classe à prendre appui sur les positions prises par les organisations. Mais le centre de la question s'est concentré et reste concentré dans la période à venir dans cette question des comités d'unité d'action des syndicats sur lesquels nous avons réalisé un certain nombre de choses, mais sans doute pas jusqu'où il aurait fallu aller, pas jusqu'au bout. Il faut y réfléchir par rapport à l'avenir.

Quel est l'enjeu de la question des comités d'unité d'action des camarades ? Bien sûr, les masses, dans leur lutte de classe, se saisissent des organisations ouvrières, et l'élément marquant de novembre et décembre, c'est que la classe ouvrière s'est saisie, en quelque sorte s'est réapproprié ses organisations de classe pour son combat de classe. Cela, c'est vrai. En même temps, nous savons que la classe ouvrière, dans sa lutte de classe, a été, et le sera encore d'avantage demain, confrontée aux obstacles dressés par les appareils.

... POUR CONSTITUER L'APPAREIL POLITIQUE DE LA LUTTE

Dans ces conditions, les comités d'unité d'action des syndicats, pour reprendre une formule utilisée par Trotsky dans une autre période, sont la réponse à l'exigence de constituer l'appareil politique de la lutte, dont le contenu est d'aider la classe ouvrière à surmonter la résistance des appareils.

Sommes-nous d'accord sur cette définition ? Si nous en sommes d'accord, cela donne à cette question un relief particulier, une importance particulière, pas simplement par rapport au passé, mais par rapport à l'avenir. Dans la phase qui vient, camarades, ne pas aider à bâtir, sous une forme adaptée, de tels comités d'unité d'action des syndicats, voudrait dire que nous ne comprenons pas la nécessité d'aider les masses à se libérer de la tutelle des appareils. Cela reviendrait à confondre le front unique, qui, au premier chef, inclut l'unité d'action des organisations, avec la subordination à l'unité d'action au sommet, laquelle peut recouper le front unique, mais peut recouper le contraire également.

Cela pose le problème du regroupement politique et du combat politique, parce que ce combat pour le front unique est un combat politique. Cela pose donc la question de la place spécifique du Parti des travailleurs. Le Parti des travailleurs n'est pas le cercle mensuel des sympathisants du CCI. Un militant du Parti des travailleurs n'est pas un trotskyste qui s'ignore. Quelle est la place spécifique du Parti des travailleurs ? Il faut le discuter entre nous. Un camarade, dans une assemblée, récemment, a lâché :

> *"Franchement, moi, cette histoire d'Assemblée constituante dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu, j'ai toujours été dubitatif."*

LA PLACE SPÉCIFIQUE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Eh bien, discutons, camarades. Il est sûr que, sur cette ligne, il est difficile de construire un parti ouvrier indépendant. Je ne reproche pas au camarade de ne pas le comprendre, mais il faut en discuter. Quelle est la place spécifique du parti ouvrier indépendant ? Si on ne pose pas les problèmes de la démocratie et de la liquidation des institutions de la Ve République, quelle réponse apporte-t-on à la situation actuelle ? Moi, j'entends beaucoup de camarades utiliser une formule qui me paraît approximative, selon laquelle le PS et le PCF se seraient très peu fait remarquer en novembre et décembre. Très peu fait remarquer dans les appels à l'action de classe, oui ! Mais enfin, regardez les débats à l'Assemblée nationale, regardez le soutien constant aux institutions, ils ont joué leur rôle, ils jouent leur rôle.

Et si les dirigeants officiels des partis institutionnels de la classe ouvrière n'étaient pas là pour apporter ce soutien constant aux institutions, débat après débat à l'Assemblée nationale, s'ils n'étaient là pour présider l'Assemblée nationale le 19 décembre, s'ils n'étaient pas là pour légitimer en permanence ces

institutions, le gouvernement Chirac-Juppé aurait eu beaucoup plus de mal à faire passer ses plans. Sans doute, n'y serait-il pas parvenu.

NE PAS CONTOURNER LA QUESTION POLITIQUE DES INSTITUTIONS

Ce n'est pas n'importe quel problème. Et on ne peut pas répondre à cette question en contournant la question politique des institutions. Comment y répondre ? Dictature du prolétariat ? Gouvernement PS-PC ? Il faut être concret. Si on ne pose pas aujourd'hui la question de la démocratie, on ne peut pas poser politiquement la question de la lutte contre le corporatisme. La lutte contre l'unicité syndicale est un combat politique, puisqu'elle vise à s'opposer à un type de société où les syndicats intégrés à l'État ouvrent la voie au pire des totalitarismes. Cela veut dire que nous combattons politiquement pour la démocratie. Non pas comme une espèce de retour, par ailleurs improbable, à la IVe République. Nous combattons pour la démocratie dans la forme où la classe ouvrière, et, à travers elle, le peuple entier, peut se porter souverain, c'est-à-dire l'Assemblée constituante.

Oui, le parti ouvrier indépendant fondé politiquement sur le combat pour la démocratie, pour la laïcité de l'école et de l'Etat, pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, a sa place. D'ailleurs, on l'a vu en novembre-décembre. Des milliers et des milliers ont établi avec nous des relations politiques qui ne sont pas encore organisées comme elles le devraient. Mais ils ont établi ces relations politiques avec un parti qui s'appelle le Parti des travailleurs, un Parti des travailleurs dans lequel la plupart savent qu'il y a des trotskystes, mais ils n'ont pas établi un rapport direct avec le trotskysme et la IVe Internationale.

Il y a place pour ce parti si on en comprend précisément la place, et si on comprend que ce parti, ce n'est pas le CCI. Si on considère que le processus de recomposition de la classe ouvrière sur le terrain politique de l'indépendance de classe est un processus nécessairement complexe et différencié, nous avons comme trotskystes pleinement notre place. Mais ce processus ne peut pas être résumé à la place des trotskystes, il ne peut pas être réduit à la place des trotskystes. Ne pas comprendre cela serait renoncer à la tâche historique de la IVe Internationale qui est, précisément, d'aider la classe ouvrière à surmonter la crise de direction.

En ce sens, ne pas comprendre que, construisant le Parti des travailleurs, nous le construisons avec tous ses courants, que ce n'est pas faire le travail d'autres courants que de répondre à telle ou telle question, mais construire le Parti des travailleurs dans sa spécificité, ne pas le comprendre, c'est — aussi paradoxal que cela puisse paraître — tourner le dos à ce qui fait notre spécificité comme trotskystes : la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Discutons de ces questions.

LA PLACE DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

Discutons de la place des organisations syndicales. Cela a été une bataille, camarades, en novembre-décembre, dans la région parisienne, et je crois dans beaucoup de régions de province aussi, pour rappeler que le b.a.-ba pour un responsable syndical est de réunir ses syndiqués. Le syndicat a sa place, y compris et surtout dans les périodes de lutte de classe. Il a constamment sa place. Les syndiqués ont leur place dans le syndicat, leurs prérogatives. On ne peut pas combattre pour la mobilisation des masses, on ne peut pas combattre pour l'aide au mouvement par lequel des millions de travailleurs imposent leur volonté, si on ne commence pas par le premier pas, aussi modeste puisse-t-il sembler, qui consiste à ce que les syndiqués soient réunis dans le cadre du syndicat, à ce que la démocratie syndicale soit respectée et que les organisations de la classe jouent le rôle d'organisations de la classe. Ou alors, c'est qu'on considère que la mobilisation de la classe, c'est une espèce de formule de rhétorique, mais

qu'en réalité, tout se résume au jeu des appareils. Bien sûr, personne ne pense ça, mais cette orientation pratique prend ce contenu.

Cela pose aussi la question de notre combat contre la recomposition et la destruction des organisations. Il est évident qu'une majorité des cadres de la CGT, y compris de ceux qui étaient délégués au congrès, étaient contre la modification de l'article 1 des statuts. Il est évident que, pour des tas de raisons, ça s'est exprimé dans un vote où il est apparu, grosso modo, qu'un tiers était contre. Mais ne vous y trompez pas, camarades. Ce tiers (même si c'était plus ou moins, c'est secondaire), cette fraction importante de militants dans la CGT, souvent membres du PC d'ailleurs, cherchent la voie de la résistance, ce qui recoupe toute une série de questions. Ils étaient contre la modification de l'article 1, contre une politique d'alliance avec la CFDT. Ils recoupent souvent ceux qui ont vu d'un bon œil l'unité d'action systématique avec FO sur le terrain du combat pour le retrait.

Mais toute cette couche de militants, camarades, elle n'existe pas comme une catégorie politique durablement distincte. Beaucoup de ces militants, ces cadres qui cherchent la voie de la résistance, seront absorbés, ou contraints à capituler, ou à renoncer, à moins qu'ils trouvent le point d'appui politique organisé, des relations organisées avec ceux qui combattent pour l'indépendance des organisations, en l'occurrence avec les militants de la IVe Internationale, dans le combat commun pour le parti ouvrier indépendant, ou du combat commun pour le *Manifeste des 500*, et l'utilisation, l'abonnement au *Bulletin du Manifeste*. C'est cela aussi notre responsabilité camarades.

Vous savez, en Italie, des militants, des cadres syndicaux qui cherchaient la voie de la résistance, il y en a eu et il y en a encore un grand nombre. Mais ils cherchent la voie de la résistance isolés, sans perspective politique, isolés géographiquement, disloqués, atomisés, sans point d'appui organisé : ils sont dans ces conditions condamnés à une impasse (...).

CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES OU SYNDICATS AUTONOMES : QUEL EST L'ENJEU ?

Prenons deux questions particulièrement importantes au lendemain des événements de novembre-décembre. La FSU : c'est compliqué, ce qui se passe au niveau des enseignants ! Vous avez eu, indiscutablement, une énorme poussée des enseignants et nous avons joué un rôle important dedans. Cette poussée des enseignants a eu un résultat paradoxal. Les enseignants ont cherché à faire la jonction avec la classe ouvrière, donc à surmonter l'obstacle politique de l'autonomie, ce qui est extrêmement important. Pour surmonter cet obstacle, avec quoi ont-ils été conduits à chercher la jonction ? Avec les initiatives des confédérations FO et CGT. Mais, en même temps, ils ont poussé au premier rang ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme leurs organisations, notamment la FSU, laquelle, pour conserver son contrôle sur la masse des enseignants, a été poussée, jusqu'à un certain point, à faire des choses qui sont, par ailleurs contraires à sa vocation de fédération autonome d'enseignants. Cela crée une situation contradictoire.

Aujourd'hui il est évident que la question du syndicalisme autonome et du syndicalisme confédéré va devenir un enjeu majeur. Pas seulement chez les enseignants. C'est un enjeu majeur pour tout le monde. Dans FO, dans la CGT, certains voudraient distinguer les fonctionnaires de l'ensemble des syndicats confédérés. Vous avez vu ce qui se passe dans la CFDT, la tentative de mettre en place un SUD-Rail. Vous avez vu comment le "groupe des dix" se transforme en "groupe des dix-huit".

Dans ce processus, camarades, qu'est-ce qui est visé ? Il faut casser les confédérations comme telles. L'enjeu du congrès confédéral de FO, au-delà de la tactique immédiate, l'enjeu stratégique qui recoupe l'enjeu stratégique sous une autre forme du congrès de la CGT qui vient de se passer, c'est de remettre en cause le caractère de confédération ouvrière. Pourquoi ? Parce que, qui dit confédération ouvrière dit classe ouvrière constituée

comme classe. Qui dit fédération autonome dit revendications catégorielles. Qui dit revendications catégorielles dit beaucoup plus grande facilité à l'intégration et au syndicat vertical. Qui dit confédération dit affrontement classe contre classe. Et donc, obligatoirement, la leçon tirée de novembre et décembre par le gouvernement de la Ve République, par les appareils et par tout le monde, c'est qu'il faut concentrer le tir sur le démantèlement des confédérations. Il y a ceux qui le disent ouvertement, et il y a ceux dont ce n'est pas la position, mais qui, s'ils s'engagent sur la voie de "on ne peut pas faire autrement que de fiscaliser la Sécurité sociale", vont eux-mêmes ouvrir la voie à ce démantèlement des confédérations.

COMBATTRE POLITIQUEMENT

Mais, camarades, il y a une manière de contrer cela. C'est de combattre politiquement pour la défense du syndicalisme ouvrier confédéré.

On sait bien que l'un des instruments majeurs de démantèlement des confédérations, c'est la direction de la FSU. Comment combattre la direction de la FSU ? Politiquement. De quelle manière ? En allant porter le n° 1 du *Manifeste* à des centaines et des centaines de responsables du SNUIPP et de la FSU que nous connaissons, en leur portant *Informations ouvrières,* en engageant la discussion politique avec eux. Et à partir de là, nous ne sommes pas un facteur passif, nous entrons directement dans les contradictions sur le terrain politique qui est le nôtre, et nous aidons à réordonner l'ensemble.

C'est vrai pour le *Bulletin du Manifeste*, c'est vrai pour nos tâches en direction de la jeunesse, c'est vrai sur le terrain spécifique de la laïcité, des suites du 9 décembre et de la mise en place des CLIL, ou encore de la démocratie communale et des associations. Alors quelle discussion doit être menée entre nous ? La discussion est simple : il faut savoir comment avancer pleinement sur cette orientation en assimilant ce qu'est notre place. Donc la place du bolchevisme.

Parce que, camarades, je ne vais pas dire ici, ce serait une banalité, qu'il n'y a pas de contradictions entre construire le CCI, construire le Parti des travailleurs, construire les organisations syndicales où nous sommes, les associations de défense de la démocratie communale, le *Manifeste*, le CLIL, etc. Il faut dire les choses plus nettement. Quelle méthode politique devons-nous mettre en œuvre ? Beaucoup de camarades ont dit, pour le meeting parisien, c'est bien, c'est positif, il y avait des questions, on les a recensées, on y a répondu. C'est bien, mais, si on le relève entre nous, c'est que (disons les choses clairement), ce n'est pas le pain quotidien dans notre activité à tous. Cela souligne certaines carences dans la manière dont nous abordons les questions politiques.

Ce n'est pas seulement vrai pour le dialogue avec les camarades autour de nous. C'est vrai dans le parti. Il y a des problèmes politiques dans le parti et c'est normal. Il faut les aborder. Si on veut réellement rétablir la méthode objectif-résultat dans toute sa signification politique, il faut répondre à une question simple : à quoi correspond un objectif ? Quand des camarades écrivent dans un des rapports :

> *"J'avais pris un certain objectif pour la manifestation du CLIL, on m'a dit non, il faut prendre un objectif beaucoup plus important, je n'étais pas convaincu. Finalement, le résultat que j'ai eu correspondait à l'objectif qu'initialement j'avais proposé, ce qui n'est pas mauvais par rapport à la situation chez nous, mais, du coup, je me demande à quoi sert la méthode objectif-résultat, s'il faut se fixer constamment des objectifs qu'on ne maîtrise pas, que ce ne soit pas des résultats, et qu'on n'en tire pas les leçons."*

C'est un vrai problème. Le camarade qui pose cette question n'est pas le seul dans ce cas. Parce que ça veut dire qu'on a défini un objectif sans dégager ensemble les moyens de sa réalisation. Et, pourtant, les moyens politiques existaient certainement. Est-ce qu'il n'y a pas un rapport entre cela et la difficulté à répondre avec précision aux responsabilités qui sont les nôtres dans la lutte des classes ?

SITUATION NOUVELLE, TÂCHES NOUVELLES

Alors, camarades, je terminerai en disant ceci. Il est évident qu'on va vers des chocs. C'est pour cela que tout ce qui s'est passé en novembre-décembre nous est indispensable pour éclairer la situation nouvelle, pour éclairer les tâches nouvelles. Pas pour se décerner des bons ou des mauvais points. Aussi bien le bilan politique que le bilan d'organisation que nous allons tirer, c'est projeter vers cela, vers ce qui vient. Dans les chocs qui sont devant nous, la ligne de fracture se dessine très nettement. On a dit : les traminots de Marseille, dans l'unité d'action des syndicats, ont imposé le retour au statut. On a dégagé une leçon : donc, est à l'ordre du jour le retour au statut. Pas seulement pour les traminots, mais également pour les postiers, les fonctionnaires. Donc est à l'ordre du jour le retour aux conventions collectives, à la laïcité de l'école et de l'Etat, etc.

Il y a cela, et puis de l'autre côté, à l'ordre du jour, vous avez, le 11 février, la manifestation nationale, la tentative de reconstituer le cadre du corporatisme et de l'unicité. Nous voilà confrontés en quelque sorte aux deux branches de l'alternative. Ou bien le front unique et le combat pour le retour au statut. Ou bien la marche vers le corporatisme, l'intégration et, finalement, le syndicalisme d'accompagnement.

Quelles leçons tirons-nous de novembre et décembre pour affronter cette situation ? Le tract édité par le comité de liaison du *Manifeste des 500* apporte une réponse. Faut-il ou non affirmer publiquement la position du *Manifeste des 500* ? Faut-il, sous une forme adaptée, indiquer ce qui est la base de l'unité : les revendications précises par rapport au plan Juppé et la défense de la Sécurité sociale, c'est-à-dire faut-il aider au front unique en dégageant la base que sont les revendications communes à tous les salariés ? Faut-il affronter, sur la base d'une politique indépendante, ou faut-il contourner ? Cela fait partie de la discussion. Mais il ne s'agit pas d'un tract en soi, mais d'un tract inséré à une politique d'ensemble, et, de ce point de vue, c'est à partir de là qu'il est possible de discuter sur comment nous disposer.

J'ai dit tout à l'heure, en dernière analyse, tout renvoie à la question de la IVe Internationale, de sa place et de son rôle historique. Mais, sans attendre cette dernière analyse, cela a une conséquence concrète. Peut-on d'ici au congrès du Parti des travailleurs, modifier qualitativement la place du parti ouvrier indépendant, du point de vue non seulement du nombre de ses adhérents — être au-dessus de l'an dernier —, mais aussi du point de vue du fonctionnement de ses sections, du point de vue de la démocratie ouvrière, de la place du journal ? Peut-on d'ici au congrès du Parti des travailleurs asseoir le *Manifeste des 500* dans des relations organisées avec des milliers et des milliers de militants, en particulier de la CGT, de FO et de la FSU, avec qui des relations ont été établies mais qu'il faut maintenant stabiliser et organiser ?

Peut-on, dans la jeunesse, faire un pas vers le fait de passer de groupes *Paroles de Jeunes* à une véritable fédération ou une Fédération des groupes *Paroles de Jeunes* qui soit un véritable point d'appui des syndicats indépendants démocratiques, comme cela a été formulé ?

Peut-on dans la lutte des classes aller plus loin que nous ne l'avons fait dans la dernière période, c'est-à-dire aider réellement les travailleurs à constituer les organes de front unique qu'ils peuvent maîtriser à travers les comités d'unité d'action ? Peut-on, dans les échéances qui s'ouvrent dans les organisations syndicales, constituer le point d'appui de la résistance ouverte sur la ligne du front unique, mais ne s'adaptant pas, permettant de constituer le pôle indépendant qui est la condition de la préservation de l'organisation syndicale ?

C'est dans la réponse à ces questions que nous pourrons vérifier jusqu'où va l'accord, l'homogénéité politique entre nous tous, sur la question de l'actualité de la révolution prolétarienne, de la capacité de la classe ouvrière à la réaliser, de notre capacité comme IVe Internationale de rendre cette issue possible.

Compte rendu de la discussion de la conférence nationale du CCI

(extraits)

• Camarades, il est évident que, dans le combat au compte de la bourgeoisie pour le morcellement des organisations syndicales, la FSU, la fraction stalinienne, aidée par la LCR en particulier, est appelée à jouer un rôle important pour fédérer tous ceux qui, dans le mouvement syndical, tentent de l'atomiser. Dans le mouvement de la classe de novembre et décembre, notre combat politique pour l'aider à surmonter les obstacles qui se dressaient devant elle pour l'empêcher de réaliser son unité, nous l'avons mené entre autres dans les établissements scolaires avec des milliers d'enseignants, dont certains étaient adhérents, sinon responsables de la FSU. Avec l'immense masse des enseignants, ces adhérents de la FSU ont partiellement submergé leur propre direction, ils ont refusé d'être isolés en abandonnant le mot d'ordre de retrait du plan Juppé, qui unifiait la classe, au profit de l'ouverture de négociations séparées, comme le proposait la direction stalinienne de la FSU avec la CFDT sur le Code des pensions, le statut des fonctionnaires, opposé au mot d'ordre de retrait du plan Juppé.

Ne pas refermer la parenthèse sur cette question précise signifie entre autres accorder un soin particulier à la campagne d'abonnements au bulletin du "Mouvement politique du Manifeste des 500" et à la vente du livre aux militants de la FSU en particulier. C'est impulser au sein de la FSU une ligne de front unique pour les vrais revendications, qui prendra sous une forme ou sous une autre l'exigence de rompre l'accord permanent de la direction de la FSU et de la CFDT par l'intermédiaire ou pas du SGEN. Plus généralement, il faut préciser que nos initiative politiques concernant l'enseignement sont restées limitées, parcellaires, parce que insuffisamment reliées au combat général de la classe ouvrière, en particulier en ne reliant pas la question de la destruction de l'école à la destruction du travail. Nous allons prendre l'initiative d'une campagne politique pour le retrait de la loi sur l'apprentissage.

• Le 26 décembre, Bernard Tibaut, le jeune dirigeant CGT de la fédération des cheminots, écrit dans le journal des cheminots CGT : *"Un contrat de plan à réécrire, c'est à nous tous de prendre la plume avec les usagers, les élus, la population. Les Assises du rail vont nous y aider."* C'est-à-dire que des dizaines de milliers de cheminots ont fait grève pour le retrait du contrat de plan, et Bernard Thibaud, le 26 décembre, offre ses services à la direction pour dire : eh bien, si vous voulez réécrire le contrat de plan, la CGT est prête à vous y aider, d'ailleurs on a tout ce qu'il faut, on a préparé ça dans les Assises du rail l'année dernière. Et la direction, bien évidemment, ne se fait pas attendre. Qu'est-ce qu'elle fait ? Dans les comités d'entreprise qui vont se réunir bientôt, le mien par exemple : premier point à l'ordre du jour, ce sont *"les modalités de la concertation régionale à mettre en œuvre pour préparer le plan d'entreprise et le contrat plan"*. Concertation : on sait ce que ça veut dire, on a disséqué le mot concertation.

LA VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT AU VATICAN N'EST PAS ANECDOTIQUE

• Le rapporteur a indiqué que deux des traits majeurs de la période que nous

venons de vivre, c'est d'abord l'affirmation de la classe ouvrière et de la lutte des classes comme un élément central et, deuxièmement, les éléments de dislocation du dispositif international de l'impérialisme. Sur le dispositif de l'impérialisme, je crois qu'il nous permet de comprendre que ce que nous avons été capables de réaliser au mois de décembre, en pleine grève, disons générale dans certains aspects, généralisée dans d'autres aspects, à savoir la manifestation nationale du 9 décembre, ne peut pas être considéré comme ou un épiphénomène ou une tâche subalterne. Un des éléments majeurs de la politique de l'impérialisme aujourd'hui est de liquider le Code du travail, de liquider les cadres juridiques institutionnels, de liquider tout ce qui a constitué la classe comme classe et, y compris, de tendre à liquider dans ce dispositif ce qui à une autre étape a constitué les nations comme nations.

On aurait tort de considérer comme anecdotique ou datant d'un autre âge la visite du chef de l'Etat au Vatican. C'est la première visite d'Etat au Vatican depuis 1959, c'est-à-dire depuis l'instauration de la Ve République par le biais du coup d'Etat de De Gaulle. On aurait tort de considérer comme anecdoctique la visite du pape dans ce pays en septembre prochain sur la base d'un voyage triptyque. Je mets de côté Sainte-Anne-d'Auray, mais la signification des deux autres déplacements, c'est le combat aujourd'hui pour liquider la République, pour liquider la séparation au nom des critères de convergence de Maastricht, en s'appuyant sur une force sociale qui, même si elle est déstabilisée, reste une force sociale séculaire dans le combat pour l'ordre capitaliste et l'ordre mondial pourrissant, à savoir l'Eglise catholique apostolique et romaine. Mais la deuxième étape du voyage a aussi une signification, puisqu'il s'agit du 1 600e anniversaire de la canonisation de saint Martin, qui, pour ceux qui n'ont pas fréquenté le catéchisme, ne savent peut-être pas que c'est l'homme qui, à un moment donné, a déchiré son manteau.

Or en ce moment même, dans les rues de notre pays, vous avez une fondation caritative, camarades — ce n'est pas l'ARC, c'est la fondation Raoul Follereau —, qui mène une campagne avec un mot d'ordre : déclenchons l'épidémie de la charité. Or nous savons tous, camarades, que, contre les organisations ouvrières, contre les institutions ouvrières, contre les conquêtes ouvrières, contre ce qui constitue la société y compris même sur le terrain de l'exploitation de l'homme par l'homme, il faudrait aujourd'hui revenir à la charité, revenir à l'assistance, revenir à la mendicité. La campagne de réunions publiques laïques pour le printemps, dans les cantons, dans les arrondissements, la campagne de meetings dans les départements centralisant cette activité est un élément important qui permet de relier politiquement, par rapport à ce que disait la FSU, la FEN, aux Libres Penseurs, aux élus locaux, aux syndicalistes, parce que c'est un élément constituant de la classe en classe dans ce pays.

• Dans notre congrès régional, quelques camarades ont regretté la brièveté de la préparation du 39e Congrès. J'étais moi-même assez réservé. Un congrès est le moment des inventaires. Nous avons jeté en 1983 les bases de ce qui allait devenir le Parti des travailleurs. Et nous disons aujourd'hui que le CCI et le Parti des travailleurs sont régis par des rapports d'autonomie réciproque. Si le caractère de cette autonomie réciproque est accepté dans les mots, dans les faits, la réalité est beaucoup plus floue. Il y a souvent une confusion des genres. Notre section a l'allure d'un assemblage de cercles concentriques, avec au centre des adhérents qui participent à beaucoup de réunions et, à la périphérie, des adhérents qui en ont infiniment moins. De ces remarques, il se dégage une évidence : à un certain stade de développement, la conception de la construction du Parti des travailleurs par cercles concentriques autour du CCI est un obstacle pour le CCI, qui a du mal à se renforcer, obstacle ensuite pour le Parti des travailleurs, dans la mesure où des militants favorables à un parti indépendant pourraient s'en trouver écartés par les modalités que nous imprimons à sa construction.

C'est donc à une résolution graduelle de ces problèmes que nous sommes appelés. Il faut poser en tant quel telle la question du renforcement du CCI. Depuis

deux ans, *La Vérité* est un remarquable acquis politique. Mais c'est un acquis insuffisant d'organisation, car c'est une revue sous-utilisée. L'an passé, nous avions organisé un cycle de petites conférences, souvent rattachées au contenu de *La Vérité,* avec des succès divers. Avec l'appoint des élections municipales, nous avons gagné deux jeunes au CCI. Je pense qu'il faut aller plus loin, qu'il faut disputer les jeunes aux pseudo-trotskystes en particulier. J'ai vu, lors une manifestation dans ma ville, le groupe de la JCR rassemblant autour du journal *Rouge* un certain nombre de jeunes. Il faut leur disputer les jeunes. Les pablistes non seulement couvrent la Constitution de la Ve République, mais, en plus, ils ont choisi d'en vivre : deux millions, rien que cela, c'est ce que va leur donner l'Etat en 1996. De quoi assurer l'argent de poche. Voilà un "trotskisme" de bonne compagnie, une facette inédite des dérives corporatistes.

COMMENT METTRE EN ŒUVRE L'ORIENTATION QUE NOUS VOTONS ?

• Le hasard des inscriptions fait que j'interviens après le camarade qui vient de s'exprimer et il se trouve que je ne partage pas ce que vient de dire notre camarade, en particulier sur la préparation du congrès. Une leçon que je tire des événements de décembre, c'est que la classe ouvrière est maîtresse de son mouvement et que nous faisons partie objectivement de ce mouvement. Cela doit nous amener à réfléchir sur les relations que le parti entretient avec les masses. C'est vrai que la différence entre l'Italie et la France, pour résumer, c'est nous à travers le combat engagé pour la rupture avec la CFDT. Ce qui peut aider aujourd'hui la classe ouvrière, c'est une organisation bâtie sur le fait de combattre pour la destruction les institutions de la Ve République et pour en finir avec la propriété privée des moyens de production.

• Il y a une incertitude à tous les niveaux dans l'application d'une orientation que nous votons tous, et sincèrement, mais où il y a un hiatus entre l'orientation, le dévouement des camarades et ce qu'il faut faire. Que faire ? C'est Lénine qui l'a écrit. Il faut répondre à cette question et faire un pas en avant aujourd'hui dans ces réponses sera un élément important.

• Je voudrais revenir sur le pas en avant et les hésitations qui subsistent du point de vue de notre orientation dans la jeunesse. Je ne reviendrai pas sur le rôle qu'on a joué dans le mouvement de novembre 1995, sur le fait que nous avons apporté, c'est indiscutable, un point d'appui pour la définition des revendications précises. Maintenant, il y a eu aussi une autre avancée majeure, dans la région parisienne : la réunion du 19 janvier, qui a été un succès du fait que c'était une réunion publique en dehors du local, pour la première fois. Et, d'autre part, du fait que nous avons abordé d'un point de vue d'ensemble l'offensive générale du gouvernement et du FMI contre la jeunesse. Maintenant, il nous faut répondre pratiquement et politiquement à ces jeunes qui sont venus, assez nombreux, et qui nous ont posé des questions précises, et aux jeunes qui nous ont soutenus et qui n'ont pas pu venir à cette réunion.

Les hésitations dont il faut qu'on discute sont les suivantes : dans mon groupe *Paroles de Jeunes*, on a discuté de cette réunion. On m'a fait le reproche suivant : lors de la réunion-débat, j'avais amené quelqu'un qui n'était pas membre de la fédération et vous n'avez pas présenté la fédération. Je pense que ce n'est pas positif. Une autre remarque aussi : il y avait deux fois plus de jeunes au meeting qu'à la réunion-débat. Je pense que ces deux problèmes révèlent une hésitation à imposer la fédération comme une organisation de jeunesse indépendante et qu'il y a une hésitation à se déployer au-delà des groupes politiques qui interviennent déjà dans la lutte des classes, j'entends les groupes politiques *Paroles de Jeunes* constitués, qui sont intervenus dans le mouvement.

Maintenant, je pense que la conférence nationale du CCI dans son ensemble doit donc répondre à plusieurs questions. Je précise "dans son ensemble". Pour ceux qui n'auraient pas compris, cela veut dire : pas uniquement les délégués jeunes. Les questions sont les suivantes : un quatre-

pages politique va sortir bientôt, qui reprend tous les arguments politiques et qui s'adresse à Juppé. Quelle campagne sur ce quatre-pages politique qui va bientôt sortir ? Est-ce que c'est 100, 200, 300 signatures, ou est-ce que c'est une campagne de plusieurs milliers de signatures, sur plusieurs mois, qui fournisse un point d'appui pour la constitution de différents groupes *Paroles de Jeunes* ? Combien de réunions de jeunes en banlieue pour se saisir de cette initiative et en proposer d'autres ? Combien de diffusions sur les lycées professionnels, les lycées dans lesquels nous avons des camarades comme points d'appui pour constituer des groupes lycéens ? Combien de GER locaux lycéens vont être mis en place, y compris comme points d'appui pour la constitution de vrais groupes sur les lycées ?

Les étudiants, dans ce dernier mouvement, ont gagné d'avoir défini leurs revendications. Pouvons-nous apporter, comme militants de la IVe Internationale, un point d'appui pour la constitution de comités pour un vrai syndicat indépendant ? Je crois que c'est important.

Une initiative a été prise dans une université. Cinquante étudiants ont pris position pour la constitution d'un vrai syndicat démocratique et indépendant. Il s'agit de constituer un syndicat, de le doter d'instances, avec une assemblée générale des syndiqués qui se tient tous les mois, etc. C'est de cela qu'il s'agit et de cela qu'il faut qu'on discute aujourd'hui.

SYNDICALISME AUTONOME CONTRE LES CONFÉDÉRATIONS OUVRIERES

• Je voudrais insister, dans le cadre du rapport qui a été présenté, à l'occasion de la sortie du bulletin n° 1 du *Manifeste,* sur ce que je crois être les grandes possibilités de discussions que nous avons avec les militants de la CGT et bien au-delà du cadre ancien des relations tissées à la date d'aujourd'hui. Et je crois que ces possibilités ont été démultipliées par le mouvement de novembre-décembre et le congrès confédéral de la CGT.

Des milliers et des milliers de militants, pendant des décennies et des décennies, se sont avalé tout au nom de la "patrie du socialisme". Aujourd'hui, l'alignement des sommets de l'appareil sur Washington et le FMI crée une situation où il n'y a plus de boussole, mais un désarroi, et c'est cela qui s'est pleinement exprimé lors du congrès de la CGT.

Nous avons occupé une place, en concentrant nos interventions — outre la bataille pour la généralisation de la grève pour le retrait — sur l'article 1 des statuts, parce qu'il tenait à la nature même de l'indépendance de classe, la nature même de la CGT. Les 830 amendements déposés par des syndicats d'un peu partout sur l'orientation sont très significatifs. Dans une confusion, dans une incohérence apparente dans bien des cas, il y a un nombre considérable de syndicats qui déposent des amendements anticapitalistes, en particulier toute une série d'amendements contre Maastricht. C'est d'autant plus important à apprécier quand on voit le contenu du forum que Robert Hue vient de tenir à Marseille et la manière dont, parallèlement à Séguin , il se présente comme sauveur des institutions en décomposition. Plus une somme d'autres amendements sur le Code du travail, sur les conventions collectives, qui sont tout à fait significatifs.

Il y a, en particulier, deux questions politiques parmi d'autres, qui sont au centre de la crise. Il y a tout d'abord la question du syndicalisme autonome. Viannet propulse la FSU. Bien évidemment, c'est un élément contre la FERP-CGT et c'est ressenti comme tel dans cette fédération. Mais ce n'est pas un problème enseignant, parce que, derrière la question du syndicalisme autonome, il y a la prétention à représenter, en lieu et place des confédérations ouvrières, les enseignants. C'est la même orientation qui amène à propulser les associations de chômeurs comme AC et autres, pour prétendre représenter, à la place des confédérations ouvrières, les chômeurs. Et quand on pousse cette logique jusqu'au bout, il n'y a plus de confédérations ouvrières, il n'y a plus de classe ouvrière. Et c'est cela la logique de la modification des statuts !

A juste titre, dans le congrès, le choix a été fait de concentrer sur l'article 1 des statuts. Mais il y a une question qui va devenir centrale : c'est la demande d'adhésion à la CES, où va se retrouver poser la concentration de toutes les contradictions.

A ce propos, j'avais été frappé du fait que, dans le congrès de la CGT, dans la soirée internationale qu'ils ont faite, il y avait comme orateurs : Cuba, Afrique du Sud et DOM-TOM. Il y a une réflexion que nous devons mener quant au fait que le "Mouvement politique du Manifeste" est relié à l'Entente internationale des travailleurs appuyée sur 94 pays. C'est une force, et je me rends compte que, dans l'activité, on a tendance à sous-estimer cela, parce que, précisément, le cadre de l'Entente, c'est le cadre d'un regroupement sur le terrain de l'indépendance de classe dans la lutte mondiale contre les privatisations. Je dirai que c'est l'expression au plan international de toute la résistance qui s'est manifestée sur l'article 1 des statuts. Nous avons là la possibilité d'ouvrir une discussion avec des milliers de militants, avec lesquels pour l'instant nous n'avions pas encore le contact. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, dans le *Bulletin du Manifeste*, il y aura délibérément une rubrique permanente reliée à l'Entente internationale des travailleurs.

• Je pense qu'on est suffisamment revenu dans le rapport notamment sur le fait que la classe ouvrière a marqué sa place de classe dans le mouvement qui vient de se passer et que les conséquences de ce fait ne font que commencer. Je ne reviendrai pas là-dessus. Maintenant, il ne faut pas oublier qu'il y a deux classes. Il n'y a pas que la classe ouvrière, il y a aussi la classe bourgeoise. Et on ne peut pas faire abstraction de la manière dont cette dernière est actuellement en crise. La crise politique de la bourgeoisie, du gouvernement, est un élément de fait (et c'est tant mieux) objectif, auquel nous devons porter toute notre attention. Cette crise, celle de l'UDF par exemple, qui se marque par la candidature de Madelin, la manière également dont Séguin essaie de se placer comme Premier ministre, le fait que Calvet se prononce contre la monnaie unique, dans une campagne qui se développe nettement plus que dans les derniers mois.

On a vu, par exemple, hier, la Banque de France prendre ouvertement position contre la politique économique du gouvernement Juppé. Le gouvernement Juppé est en crise et, en même temps, parce qu'il est en crise, il frappe violemment la classe ouvrière. Il faut bien comprendre que ce gouvernement est faible, très faible, donc qu'il n'a aucune marge de manœuvre. Il est faible, donc il est "raide" : il est incapable de cette souplesse qui est nécessaire à la bourgeoisie. Je crois qu'on doit réfléchir à cette situation, notamment en n'oubliant pas qu'il y aura peut-être des élections et qu'il ne faudra pas les rater.

Je voudrais juste finir sur un point. Dans le rapport, on a insisté sur le fait que le front unique, ce n'est pas exactement la même chose que l'unité des syndicats. Parce que l'unité des syndicats, cela peut être l'unité des appareils. On est pour l'unité, d'accord : cela ne veut pas dire qu'on doit s'aligner sur l'unité des appareils et donc le front unique n'est pas exactement pareil à l'unité des syndicats.

À CONDITION QUE NOUS FASSIONS CE QUE NOUS AVONS À FAIRE

• Le camarade rapporteur a analysé le contenu de la politique du capitalisme aujourd'hui, politique que nous qualifions de réaction sur toute la ligne, politique qui aboutit à détruire la principale force productive, la classe ouvrière. Dans cette offensive du capital, plus que jamais la bourgeoisie doit reprendre en particulier le leitmotiv des patrons, qui déclaraient en 1892, au moment du vote de la loi interdisant le travail de nuit des femmes : *"Laissez-moi exploiter la femme et l'enfant, sinon je suis ruiné."* Mais cela dans une situation tout autre, qui est celle de l'impérialisme sénile, où la bourgeoisie est aux abois.

La précarité, l'exclusion, la déréglementation totale deviennent le lot quotidien d'un nombre toujours plus grand de femmes et de jeunes. Ce sont ces deux

femmes, agents hospitaliers de la Croix-Rouge, qui, avec quatre autres agents, se voient tout retirer du jour au lendemain, la direction ayant fait sous-traiter leur service : déclassement, plus de convention collective, plus de droits, plus rien, taillables et corvéables merci. Au même moment, l'une d'elles perd sa fille adolescente : la drogue. On pense avec horreur et rage au "pacte pour la ville" de Juppé, aux zones franches. Cette autre mère de famille, travailleuse précaire dans une association s'occupant de personnes âgées, vient de perdre son travail, son mari est au chômage. Comment s'en sortir ? Difficile avec six enfants. Ces mères ne sont pas des cas spécifiques qu'on trouve dans la presse, ce sont des adhérentes du Parti des travailleurs de ma section.

C'est à partir de là qu'il faut aujourd'hui aborder la question de la construction du Parti des travailleurs dans la phase nouvelle qui s'ouvre, ce qui pose des problèmes difficiles à résoudre parce que, pour la première fois, ils se posent en ces termes. Quels sont ces problèmes ? Que nous dit une travailleuse ? *"Je ne reprends pas ma carte, je suis démoralisée. A partir du 1er mars, le patron pourra nous faire faire n'importe quoi, travailler six jours sur sept. Bien sûr, on pourra toujours résister, mais ce n'est pas ce qu'on voulait. Nous ne voulions pas être déclassés, on voulait garder notre statut."*

Nous savons qu'il y aura démoralisation du fait de la brutalité des coups contre la classe ouvrière, mais il y a aussi sa capacité de résistance, sa volonté qui s'est exprimée dans le mouvement de novembre-décembre pour le retrait du plan Juppé, qui s'exprime aussi dans ce que disait l'un de mes élèves à la fin d'un cours, fin décembre : *"Mon père a fait grève pour moi, ils ont tous fait grève pour nous, les jeunes, pour qu'on ne devienne pas des délinquants, qu'on ne devienne pas des drogués."* C'est aussi cela le contenu politique du mouvement de novembre-décembre, où la classe ouvrière s'est dressée en bloc pour défendre les jeunes générations, et c'est là-dessus que nous alignons notre politique. Mais nous savons que cette volonté, ce mouvement objectif, ne suffit pas, il faut l'élément conscient, nous l'avons dit, la construction du parti et, là-dedans, notre responsabilité est grande.

Cette salariée qui ne voulait pas reprendre sa carte, sa démoralisation venait de la situation objective, mais venait aussi d'autre chose. Elle avait pris sa carte au Parti des travailleurs dans la bagarre pour défendre son statut. Et puis, pendant des mois, on n'est pas allé la revoir, on l'a laissée seule, sans *Informations ouvrières*, sans rien. Comme le disait un camarade : la classe ouvrière ne peut vaincre qu'organisée. Et un camarade qui m'a précédée a dit : *"La différence entre la France et l'Italie, c'est nous."* Je préciserai : *"A condition que nous fassions ce que nous avons à faire."*

On a revu cette camarade la semaine dernière. Que lui avons-nous dit ? On s'est appuyé sur le mouvement de résistance de novembre-décembre dernier, les plans de la bourgeoisie pour les travailleuses, pour les travailleurs, pour les jeunes, le projet sur l'apprentissage. C'est quoi le Parti des travailleurs ? C'est le parti de ceux qui veulent s'organiser pour résister. Le parti de ceux qui n'acceptent pas qu'on sacrifie leurs enfants, de ceux qui refusent de se laisser transformer en gueux, parce que le FMI l'exige. Elle a rempli sa carte 1996 et une des quatre filles qu'elle avait amenées avec elles à notre rendez-vous a adhéré au Parti des travailleurs. Si on veut les garder, si on veut leur donner leur place dans le PT, il faut le faire fonctionner comme un parti d'adhérents : on ne peut pas placer des cartes, laisser tomber les gens pendant plusieurs mois et retourner les voir après.

C'est ainsi qu'on pourra construire un authentique parti ouvrier indépendant ; c'est comme cela que, comme trotskystes, comme le disait le camarade rapporteur, nous nous hisserons à la hauteur de nos tâches historiques dans la construction du Parti des travailleurs, pour l'Internationale ouvrière et pour rendre possible l'issue de la révolution prolétarienne.

• Une formule a été donnée par le rapporteur, qui me semble forte : *"Un adhérent du Parti des travailleurs n'est un pas un trotskyste qui s'ignore."* Parce que, si on va jusqu'au bout de cette formule, on

pourrait dire qu'on ne considère pas qu'un trotskyste, qui, à un moment donné, ne se réunit pas dans les unités de base ou a un retard de cotisation, on ne doit pas le considérer comme un adhérent du Parti des travailleurs qui s'ignorait, un futur sympathisant du trotskysme ; et donc, la question qui nous est posée, c'est l'organisation du dialogue politique avec l'ensemble des militants.

On banalise nos formules. On a organisé des meetings et on a proposé des questions-réponses. Mais, "questions-réponses", c'est l'exercice de la démocratie ouvrière : cela signifie pour nous la formulation de propositions politiques qui se dégagent de cette discussion et qui nous permettent d'agir ensemble.

Dans le congrès régional, un camarade a donné cette formule, qui me semble significative. Il disait : *"Si l'on prend l'état des effectifs du courant et l'état des adhérents du Parti des travailleurs dans mon département, on a un rapport d'un sur trois : c'est-à-dire que nous restons confinés au rapport du collecteur-diffuseur et nous nous interdisons de développer le Parti des travailleurs si ce développement n'est pas proportionnel au développement du courant ; c'est-à-dire qu'on interdit aux adhérents du Parti des travailleurs de prendre en charge l'existence du Parti des travailleurs."*

De ce point de vue-là, quand je suis arrivé dans la cellule, on m'a dit au départ : voilà l'effectif du parti sur le papier, mais tu vas être confronté à des problèmes parce que, entre cet effectif et la réalité, il y a un pas, tous les camarades ne se réunissent pas régulièrement, etc.

Et puis, parce que nous avons mis en œuvre cette méthode — c'est l'acquis collectif de notre courant dans la grève, la discussion quotidienne, les réunions quotidiennes avec les militants, qui se sont traduites dans les unités de base —, non seulement plus de militants participent à la cellule, mais, en même temps, on a pu reconstituer une section du parti des travailleurs dans le bureau de laquelle le trésorier, le responsable d'*Informations ouvrières* sont deux nouveaux adhérents.

Je pense donc qu'il y a un rapport étroit entre le fait qu'on a réussi sur ce plan et qu'on a réussi à avoir le niveau des cartes 1995 à la date de l'ouverture de ce congrès.

ON CONSTRUIT UN PARTI À PARTIR D'UNE PERSPECTIVE POLITIQUE

• Je souscris au rapport en général et, en particulier, à un passage du rapport qui dit que nous avons tendance parfois à sous-estimer (sous prétexte qu'on ne les a pas vus souvent dans ce mouvement officiellement) les partis politiques comme le PCF et le PS. Mais leur discrétion, sous un aspect, a compensé leur activité forcenée sous un autre.

Pour les marxistes que nous sommes, la question de l'Etat est une question majeure, c'est la question cardinale. Nos efforts doivent concourir à aider la classe à se doter d'instruments pour pouvoir combattre cet Etat et, en l'occurrence, cela signifie se doter d'instruments comme les comités d'unité d'action des syndicats, qui sont des instruments politiques sous une certaine forme, et combattre également, sous une autre forme, sans qu'il y ait la moindre contradiction, pour l'Assemblée constituante souveraine.

Si l'on examine le prétendu "plan banlieues", qui est un plan contre tous les droits des citoyens, contre les droits ouvriers, il n'est possible de le mettre en œuvre que parce que le Parti communiste français et sa direction, le Parti socialiste le mettent en oeuvre. Le maire de Saint-Denis, refondateur s'il en fut, le maire de Vaulx-en-Velin, refondateur s'il en fut, étaient membres de la commission qui a préparé le plan, et le maire de Saint-Denis est même allé le soutenir, par exemple, à Marseille, quand Juppé l'a présenté.

Les camarades ont évoqué la place de certaines associations et le rôle du PCF là-dedans. Il n'y a pas que la semaine du mois de février. Il y a d'ores et déjà une initiative préparée par les sommets confédéraux de la CGT au mois de mars avec Agir contre le chômage, avec l'association

des chômeurs, etc. Quel en est le but ? Le but immédiat, c'est notamment de faire reconnaître dans les ASSEDIC, les UNEDIC, le rôle des organisations dites "spécifiques" de chômeurs. Cela recoupe ce que disait un camarade concernant le caritatif. Ce sont les mêmes problèmes, ce sont des entreprises de destruction.

Je crois que vous avez peut-être vu que M. Chirac est allé se promener pendant deux jours dans les Deux-Sèvres. Il en a conclu : *"Il y a une chose qui m'a beaucoup surpris, c'est que je me suis aperçu qu'il y avait des maîtres auxiliaires au chômage et qu'il y avait beaucoup de professeurs qui avaient des heures supplémentaires."*

C'est comme la politique de la ville : cela ne peut être mis en place non pas simplement avec le soutien, mais avec l'élaboration des appareils politiques. Et si nous sous-estimons le rôle des partis dits traditionnels, PCF et PS, à partir de ce moment-là, la place du Parti des travailleurs se trouve réduite à un commentaire de ce que font les syndicats et je crois que ce n'est pas notre rôle.

Nous avons fait cinq adhésions dans notre section dans la dernière période. C'est modeste, c'est un début. Sur ces cinq adhésions, quatre ont été faites avec, bien entendu, une intervention sérieuse dans la lutte de classe. Nous avons participé à une bataille au cours de laquelle s'est constitué un comité d'unité d'action des syndicats dans un endroit, mais cela n'a pas suffi : il y a d'autres endroits où nous avons fait la même chose et où il n'y a pas eu d'adhésion. Qu'est-ce qui a permis ces adhésions ? L'utilisation de notre journal. Le fait que, à un moment donné, dans un éditorial, la question était soulevée : *"Que feraient de véritables députés ?"* Or on construit un parti à partir d'une perspective politique.

• Il y a eu un tournant avec les événements de novembre-décembre. La classe, le mouvement de la classe a surgi sur le terrain de la lutte de classe : dans quelles conditions ? Dans toute la période qui allait des années 1970 au début des années 1980, nous avons dit : les élections encadrent la lutte de classe et, ensuite, nous avons inversé la formule pour dire, à partir des années 1982-1983 : c'est au contraire la lutte de classe qui a commencé à encadrer les élections.

Je crois que, dans une période qui s'est terminée il y a deux ou trois ans, sur la base d'un point d'appui que nous avions permis de constituer, la classe a ouvert une brèche dans le dispositif corporatiste, dans le dispositif qui visait à mettre en place le corporatisme et a pu ainsi affirmer son mouvement directement face aux institutions, la question du Plan Juppé.

Nous n'avons plus le même type d'obstacle aujourd'hui du point de vue de la classe qu'il y a dix ans. Aujourd'hui, le seul recours du point de vue des appareils, c'est le corporatisme, c'est-à-dire la destruction des organisations de la classe ouvrière par leur intégration aux institutions. On l'a bien vu dans l'affaire du plan Juppé, à savoir que tous ceux qui se situaient dans le cadre de la défense du plan Juppé n'avaient d'autre choix que celui de s'intégrer.

Et on voit aujourd'hui que la seule ressource qu'ils ont à leur disposition, c'est encore cela. Avec la mise en place de "Vigi-Sécu" entre la CFDT, la Mutuelle française et l'UNSA-FEN entre autres, c'est un véritable conseil visant à tenir le gouvernement à l'œil pour une bonne application du plan Juppé.

Quand nous disions *"Retrait du plan Juppé !"*, nous ouvrions la voie au mouvement de la classe directement contre les institutions. Or la question qui se trouve posée, à mon sens, c'est la suivante : est-ce qu'on peut poser le problème de la défense des syndicats indépendants, de l'indépendance de classe en général, sans poser le problème de l'indépendance par rapport aux institutions de la Ve République, par rapport à Maastricht ? Nous avons là une responsabilité. Nous pouvons parfaitement établir le lien. Le plan Juppé, c'est la Ve République, c'est Maastricht. La réforme de l'apprentissage, c'est la Ve République, c'est Maastricht. La réforme hospitalière, les SROSS, c'est la Ve République, c'est Maastricht. Et on pourrait ainsi égrener l'ensemble des plans et contre-réformes qui sont appli-

qués et mis en œuvre aujourd'hui contre la classe ouvrière.

Je crois que nous avons la possibilité d'ordonner, de mettre en rapport l'ensemble de ces éléments pour mettre en évidence ce qu'est l'Assemblée constituante. C'est la seule possibilité aujourd'hui d'établir la démocratie, de permettre que la classe préserve l'indépendance de ses organisations et reconquière ce qu'elle a perdu dans la période précédente.

• Dans cette conférence, je voudrais rendre compte de ce qui, selon moi, constitue un acquis de la discussion de mon congrès régional. Un camarade expliquait que le PCF, en 1934-1935, ne représentait guère plus qu'un groupuscule et qu'il s'était développé très rapidement en 1936.

Le lendemain du congrès régional, j'avais rendez-vous avec un vieux militant du Parti communiste français, qui a toujours sa carte. Et, sous une certaine forme, je lui racontai qu'on m'avait rappelé ces éléments et je lui demandai s'il confirmait, étant au PCF à cette époque. Il me dit : en 1936, il y a d'abord eu la réunification syndicale, il y a eu la grève générale et, ensuite, le parti s'est construit. Et, me disait-il, attention, surtout dans les usines. Je crois qu'il faut garder ces éléments en mémoire. Il n'y a rien de mécanique dans la construction du parti et il y a des éléments qui ressemblent dans la situation actuelle à ceux qui existaient en 1935.

UNE OFFENSIVE INTERNATIONALE

• Nous tirons comme enseignements de la première phase de novembre-décembre la nécessité d'opérer un réarmement politique et théorique de notre section française. De ce point de vue, il y a une question qui me semble décisive, c'est d'apprendre ou réapprendre à définir toute notre tactique, nos mots d'ordre, nos interventions, les tâches aussi minimes soient-elles, à partir d'une appréciation politique qui parte des processus en cours à l'échelle internationale. C'est bien sûr une évidence, mais nous savons que, dans l'activité politique quotidienne du parti, ce n'est pas si simple. Je voudrais prendre deux exemples.

Le rapporteur a fait référence à la discussion de juin sur la place et la marge de manœuvre ou non de la bourgeoisie française. Mais qu'est-ce qui a permis que la section française ne soit pas prise au dépourvu et qu'elle ait été en situation d'agir de manière ordonnée dans le mouvement de novembre et décembre ?

D'abord, c'est le fait que nous soyons partis, pour analyser ce qui se préparait, non pas des supputations, de tel ou tel événement journalistique, mais des rapports fondamentaux entre Europe et Amérique, de la place du FMI, des exigences de la situation. Depuis janvier de l'année dernière, nous n'avons eu de cesse, dans *Informations ouvrières*, d'expliquer que l'offensive tant de fois ajournée contre le salaire différé ne pouvait plus être retardée du point de vue des intérêts de la spéculation et du capital international.

Qu'est-ce qui fait qu'ils peuvent prendre des mesures aussi brutales, alors même qu'il vient d'y avoir deux millions de travailleurs dans la rue ? C'est cette appréciation des processus en cours à l'échelle internationale. Je ne crois pas qu'on puisse comprendre l'offensive de Mairé indépendamment de l'offensive internationale pour détruire les organisations de classe comme un besoin pour détruire la classe, pour détruire le travail. Aujourd'hui, si l'on considère ce que fait Mairé d'un point de vue "français", c'est incompréhensible. Ce n'est compréhensible que parce qu'il y a eu le "sommet social" de Copenhague et qu'il faut détruire les organisations confédérées, qu'il faut détruire le mouvement ouvrier.

Il est proposé de tenir une conférence de la section française à la veille de la conférence mondiale des sections, qui se tiendra en octobre de cette année. Nous avons huit mois pour la préparer, pour opérer ce réarmement du parti à partir des matériaux que nous avons entre les mainsc mais surtout à partir de notre capacité de direction à organiser la discussion

de ces matériaux. Pour nous, cette conférence sera également l'occasion d'apporter la contribution et l'élaboration de la section française à la conférence mondiale des sections.

Je crois que, sur la question de l'argent, il faut faire attention à ne pas la traiter à la légère. La question de l'argent, aujourd'hui, est une ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier mondial. Suivant l'attitude qu'on a par rapport à cette question, c'est l'ONGisation, la subordination du mouvement ouvrier au FMI et à la Banque mondiale, comme viennent de le demander les syndicats contrôlés par le PC au Brésil, qui demandent à être financés officiellement par la Banque mondiale ; ou bien l'indépendance du mouvement ouvrier, la capacité de se doter de ses propres moyens de construction, de sa propre indépendance politique, pour pouvoir assumer les tâches de la classe ouvrière indépendante afin de renverser le vieil ordre bourgeois.

• En novembre-décembre, dans la première phase que nous avons vécue, des millions de travailleurs cherchaient l'unité d'action des syndicats, cherchaient à se saisir des organisations pour infliger une défaite à la politique du FMI, de Maastricht, des institutions de la Ve République. Notre intervention a consisté à fournir des points d'appui aux masses pour réaliser par elles-mêmes leur unité en forgeant l'axe de l'indépendance de classe. L'exercice de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire l'aide à son expression organisée, s'est faite dans les réunions journalières des militants. Ces réunions-là ont été un élément majeur de notre action et nous pouvons nous appuyer à fond sur leur signification politique.

Un camarade disait qu'il fallait véritablement rétablir le centralisme démocratique, appliqué à l'unité de base du CCI, à savoir liberté de discussion pour accepter la discipline dans l'action. Mais la réelle liberté dans la discussion nécessite que, lorsqu'on prend un objectif, on a dégagé par la discussion politique les moyens de faire qu'ils deviennent un résultat : nous avons réalisé 45 nouvelles adhésions au Parti des travailleurs depuis la reprise des cartes 1996.

• Des camarades y ont fait référence, le rapporteur en a parlé : en juin, se tiendra l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ce qui est à l'ordre du jour dans cette assemblée annuelle, c'est l'intégration de l'OIT dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OIT, jusqu'à présent, avait pour charge d'enregistrer les normes ouvrières. Son intégration dans l'OMC, c'est-à-dire dans les institutions internationales de l'impérialisme, cela signifie que l'OIT, le Bureau international du travail doivent être transformés en organes chargés d'enregistrer la déréglementation, la destructuration de la classe ouvrière. C'est une politique qui, à l'échelle internationale et dans chaque pays, vise à disloquer, à détruire, à intégrer les organisations syndicales, à leur faire prendre en charge toute la politique de privatisation-liquidation du FMI et de la Banque mondiale.

On mesure là la portée, la signification du mouvement de la lutte de classe en France, qui s'est dressée avec ses organisations contre la politique de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de Maastricht, d'autant plus que tous les gouvernements, les impérialismes, les institutions mesuraient parfaitement la signification de ce mouvement. Le mouvement des travailleurs français n'est pas terminé, il est une brèche, une première étape d'un mouvement international et d'un mouvement en Europe, en relation avec la résistance des travailleurs dans les autres pays.

Il y a eu le sommet de Copenhague, avec des dizaines de milliers d'ONG qui étaient partie prenante, financées par la Banque mondiale. Il y a eu le sommet de Pékin, avec 10 000 ONG présentes, 25 000 personnes, tous frais payés, etc.

Nous organisons, nous, une conférence mondiale qui n'est payée par personne, ni par la Banque mondiale ni par le FMI. C'est une conférence qui est payée par les travailleurs, qui, dans tous les pays du monde, vont lever les sommes nécessaires. Au moment où l'on voit comment la politique des ONG est utilisée comme un élément de destruction du mouvement ouvrier, c'est là une base de différencia-

tion, de délimitation. D'autant plus, camarades, qu'en ce qui nous concerne, le Parti des travailleurs a refusé d'utiliser pour son activité politique le financement de l'Etat bourgeois délivré par la Ve République et que c'est donc un argument supplémentaire pour lever les sommes nécessaires à la IIIe Conférence mondiale ouverte.

APPRÉCIER LE COURANT D'ADHÉSIONS AU PARTI DES TRAVAILLEURS QUE NOUS AVONS CONNU

• Comme tout le monde était extrêmement content de la manière dont nous avions préparé le meeting du 19 janvier, comme tout le monde a trouvé que la méthode de questions-réponses correspondait à quelque chose, comme tout le monde était enthousiaste au lendemain de ce meeting, nous avons discuté en cellule de ce qu'ont dit les 27 qui y étaient. Or impossible de savoir quelles discussions avaient eu lieu, de cerner la discussion politique, et ce, au lendemain du meeting.

Il y avait dans son ensemble le comité de grève du collège qui avait fait trois semaines de grève avant le mouvement de novembre-décembre. Les camarades étaient venus pour qu'on leur apporte un certain nombre de réponses politiques et nous étions incapables d'avoir une discussion avec eux, d'avoir identifié les problèmes politiques qui sortaient du meeting, qui nous permettaient de les gagner au Parti des travailleurs. Sous cet angle-là, je tire comme première leçon que la cellule ne jouait pas son rôle. En s'encombrant de toute une série de choses, de la gestion à la place du bureau du Parti des travailleurs, elle disparaissait comme cellule de la IVe Internationale essayant de discuter les problèmes politiques qui nous sont posés. Et c'est là qu'a surgi la question, le principal responsable disant : *"Sur la question de la Constituante, c'était intéressant, parce que, moi, j'avoue franchement que sur le plan politique, la démocratie dont le peuple définira la forme et le contenu, cela fait des années que je n'en vois pas la matérialisation politique."*

Je crois que, sous une certaine forme, le fait que cette discussion n'ait pas été menée plus tôt a un rapport avec le fait que le combat pour la démocratie, la révolution permanente, telle qu'elle s'exprime aujourd'hui, étaient absents de l'armement politique de la cellule. Il aurait fallu intégrer ce qui venait de se passer pour amener tout militant trotskyste à ne pas considérer qu'il est seul à pouvoir faire le travail lorsque la classe ouvrière vient de montrer sa capacité politique fondamentale dans ces mois de novembre-décembre et que des centaines de milliers de militants se sont portés sur le devant, que nous avons eu des milliers de participants au meeting de la région parisienne et que, pourtant, on continue à rester coincés dans des rapports politiques.

• Il faut apprécier le courant d'adhésions au PT que nous avons connu dans la dernière période, mais aussi le rapprochement d'anciens camarades qui, parfois, nous avaient quitté depuis plus de dix ans, et qui, dans la nouvelle situation, ont rejoint ou sont en passe de rejoindre à nouveau notre courant. Il nous faut porter une attention tout à fait particulière au courant d'adhésions de militants syndicaux. Dans le département, nous avons recensé près de 400 noms de militants avec qui nous sommes en relation et, à partir de là, nous avons effectivement entre les mains des éléments et des matériaux qu'il nous faut prendre en compte avec toute l'attention nécessaire que sont le *Manifeste des 500*, le livre, le journal, etc.

• Il faut que l'on réponde à la question : le plan Juppé est-il retiré ou pas ? Qu'est-ce qu'il en reste ? Il reste tout. Médias, radios vous expliquent : il n'y a plus rien. Si on ne répond pas à cette question, qui est d'ailleurs une nasse dans laquelle tous les appareils essaient d'enfermer la classe ouvrière et les organisations, on ne permet pas à notre classe d'avancer. La question est la suivante : est-il possible de constituer un mouvement politique à la Sécu, est-il possible de constituer un mouvement politique dans l'enseignement, pour aider la classe ouvrière à prendre ses affaires en main ?

Dans ma profession, par exemple, les fédérations ont été reçues par le ministère

le 23 par rapport à la fusion des caisses qui est liée au plan Juppé. *"Le personnel ne sera pas touché, etc."*, ont-ils dit Les fédérations ont demandé des garanties écrites. Le gouvernement dit : *"Si le blocage est très fort, le gouvernement cédera. Le gouvernement ne veut pas aller à la hussarde contre le personnel compte tenu du rapport de force."* Le rapport de force, c'est novembre-décembre. C'est le point de vue de la bourgeoisie. Cela étant dit, ça ne régle pas les problèmes. Le seul problème, c'est la lutte des classes et comment on aide à la lutte des classes.

• Est-ce que, quand on utilise la formule *"le CCI construit à égalité avec les autres courants, tendances du mouvement ouvrier, le Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant"*, cette formule n'est qu'une formule ? Ou est-ce qu'elle répond à un contenu politique : celui de la construction d'un parti ouvrier indépendant ?

Il faut revenir à ce qui a présidé à la constitution, à la fondation du Parti des travailleurs, organisé sur la base de l'existence de courants, et qui recoupe les tendances et les courants traditionnels du mouvement ouvrier. On a vu le rôle des courants, et ce n'est pas seulement vrai en France, mais à l'échelle internationale, avec la place qu'a occupée le courant socialiste dans les relations qui ont été nouées avec un regroupement social-démcorate en Suède, cet été.

Moi, je suis pour faire connaître largement l'appel à la rencontre nationale du courant socialiste qui a été lancé pour le 10 février prochain, parce que ça contribue à la construction du Parti des travailleurs. Des listes ont été établies, des relations nouvelles nouées dans l'intervention politique dans le mouvement de novembre-décembre. Et, dans ces relations nouvelles, il y a des militants qui ont été au PS, qui n'y sont plus, des militants qui ont été au PC, des militants de la CGT. Je crois, en particulier par rapport à cette rencontre du 10 février, qu'il faut travailler sur cette base.

• Les camarades jeunes de la région parisienne ont décidé d'impulser dans la Fédération des groupes *Paroles de Jeunes* la réflexion sur la question de la construction d'une organisation syndicale étudiante indépendante et nationale. Dans le mouvement étudiant de novembre, qui a été un mouvement très massif, ce qui a permis en partie que s'expriment les revendications, ce qui a permis de lever les obstacles politiques dressés par les appareils, ce qui a permis les délégations démocratiques dans les conseils d'administration d'universités et au préfet, ce sont les discussions et l'organisation politique des jeunes dans les groupes *Paroles de Jeunes*.

• Le rapporteur disait tout à l'heure qu'il fallait qu'on réfléchisse aux moyens à mettre en œuvre pour faire en sorte que les réunions du Parti des travailleurs soient autre chose que des réunions qui soient conçues comme des cercles de sympathisants de la IVe Internationale. Je pense que cette question est extrêmement importante et qu'elle est lourde de conséquences pour les semaines et les mois qui viennent.

Je tire un bilan, qui me paraît très important, du mouvement de novembre-décembre : c'est que, peut-être, pour la première fois, de manière centralisée, le Parti des travailleurs a eu une politique organisée pour intervenir dans la grève. Fallait-il ou ne fallait-il pas réunir quotidiennement les adhérents du Parti des travailleurs pour discuter ensemble de ce que nous faisions dans les assemblées générales, de l'appréciation que nous portions des événements et, par conséquent, de ce que nous devions faire ?

On a répondu positivement à cette question, mais ce n'était pas évident pour tout le monde. Je crois que ça éclaire de manière précise un des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans les assemblées générales et dans la vie en générale du Parti des travailleurs. Est-ce que les assemblées générales doivent être des lieux où les camarades viennent une fois par mois écouter un discours et avoir une discussion formelle ? Ce qui est trop souvent le cas. Ou est-ce que, effectivement, on doit se poser la question de préparer minutieusement les assemblées générales pour dégager ensemble des décisions pratiques d'action dans la lutte des classes, dans la vie communale, etc. Et je pense que c'est un élément décisif.

Cela appelle une conclusion : est-ce que nous ne pourrions pas, pour préparer les assemblées générales de sections du Parti des travailleurs, pérériser ce qu'on a fait par exemple dans la préparation du meeting dans le département — qui a été le meeting le plus important que nous ayons tenu depuis dix ans ? C'est-à-dire, dans les lettres de convocation, s'adresser aux adhérents du parti, leur demander quelles sont les questions qui sont posées dans l'activité ? Les recenser, y répondre précisément. Je pense que ça, ça pose le problème, tout simplement, de réfléchir comment on va agir ensemble avec tous ces camarades et de faire en sorte que le Parti des travailleurs ait ses instances et fonctionne.

J'ai été contacté par un syndicaliste de la ville dans laquelle je milite, qu'on avait joint dans la bataille pour la démocratie communale et qui m'a dit : *"Voilà, il faudrait qu'on se réunisse. Moi, je suis agent communal, je suis responsable FO, il faudrait qu'on se réunisse avec les instits, il faudrait qu'on se coordonne."* J'ai dit oui. Il me dit : *"J'amènerai d'autres gars."* On s'est retrouvé où il y avait des responsables CGT, FO et moi-même, des communaux, des hospitaliers, etc. Et là, on s'est posé le problème : qu'est-ce qu'on va faire ? Et ce qui s'est passé — et c'est là que j'ai compris le mot "action" dans les comités d'unité d'action —, c'est qu'on a commencé à poser le problème de la manière pratique dont on allait essayer de briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils, la mise en place des brigades pour aller dans telle ou telle entreprise, la généralisation de la grève non de manière abstraite, mais de manière extrêmement pratique.

LEUR OBJECTIF, C'EST LA DESTRUCTION MASSIVE DU TRAVAIL SALARIÉ

• Dans la région, un des aspects qui marque une progression, c'est la manière dont le livre *La Sécu, elle est à nous !* a été commandé. C'est à partir des objectifs pris par les camarades et discutés par rapport à l'utilisation du livre et à ce que nous cherchons dans ces nouvelles relations que l'objectif de 150 a été bâti.

• Qu'est-ce que le rapport Boissonnat ? Ce n'est pas un rapport sur l'école, ce n'est pas un rapport sur les jeunes, ce n'est pas un rapport sur l'exclusion, ce n'est pas un rapport sur la ville ou sur les nouvelles conditions de la ville, c'est un rapport sur le travail dans vingt ans. Et Boissonnat, ce n'est pas n'importe qui, c'est un des membres du directoire de la Banque de France. L'objectif qui est celui du capital aujourd'hui, à son stade sénile, c'est la destruction massive du travail, bien sûr pas jusqu'au bout, parce qu'il a besoin d'un noyau pour pouvoir maintenir le reste, mais en tout cas la destruction massive du travail salarié pour libérer ce qui est nécessaire aujourd'hui à la spéculation. Et c'est à partir de là que tout le reste est commandé. A partir de là, tout le reste suit. On doit entrer dans une situation où les ouvriers sont des personnes qu'on prend et qu'on jette : c'est la notion du travailleur jetable. Vous le prenez, vous le mettez à la production trois mois, puis vous le jetez, vous le mettez au chômage, ensuite vous le mettez dans de la fausse formation et puis dans des associations. Il intègre dedans le rôle des associations pour pouvoir manier cette masse-là, qu'on veut rendre taillable et corvéable à merci pour les besoins du capital

• Je voudrais insister sur une question qui me semble fondamentale, qui est celle du front unique. Parce que, si on dit qu'il n'y a pas de marge de manœuvre de la bourgeoisie française et qu'il y a en même temps une radicalisation fantastique des masses dans leur capacité même à prendre en main leur propre destinée face à l'Etat, cela signifie que vont s'accentuer, ont déjà commencé à s'accentuer — et cela va s'aiguiser — toutes les contradictions, non seulement à l'intérieur de l'appareil d'Etat, mais également dans l'ensemble de la classe ouvrière et des organisations. Ce qui doit s'exprimer, c'est notre propre capacité à aider les masses à résoudre les contradictions auxquelles elles sont confrontées ou vont l'être, dans une situation où cela va prendre un tour de plus en plus aigu et de plus en plus direct. Sur ce plan, si on examine d'ailleurs la discus-

sion qui se mène dans le PC sur la question de l'Europe, sur la monnaie unique, sur l'ensemble des questions, on s'aperçoit qu'il est strictement impossible pour notre courant de nous orienter convenablement et sérieusement sur la construction du Parti des travailleurs — et les difficultés que nous avons dans la construction du Parti des travailleurs et de ses sections ont un rapport direct avec ces questions politiques — si nous ne prenons pas directement en charge, sous toutes les formes et sur tous les plans, une politique audacieuse de front unique.

Il y a un aspect que nous devons saisir à bras le corps dans ce congrès, c'est l'importance que revêt la question du *Manifeste* en direction de tous ces militants CGT, FSU, SNES, SNUIPP, etc., parce que, précisément, en prenant l'offensive politique sur le terrain du combat, de l'indépendance de classe, qui se concentre non pas seulement sur la question du retrait du plan Juppé, mais de la défense du salaire différé contre toute l'offensive de la bourgeoisie dans ce domaine, contre les conquêtes de la classe ouvrière, on arrive à nouer ces liens et ces contacts politiques. Si on n'est pas sur cette orientation de front unique, mais sur une politique de dénonciation, la seule réponse qu'on fournira, c'est un appareil syndical contre les autres, et non pas une politique indépendante de rupture avec la bourgeoisie sur la ligne du front unique, qui a été le point focal de toutes les discussions qui se menaient tous les soirs pendant la grève, qui se concentraient sur le front unique comme question politique centrale de construction d'un parti ouvrier indépendant.

• Le bureau fédéral s'est constitué comme un bureau avec des cadres syndicaux, des cadres ouvriers, de manière autonome du CCI. Mais il nous faut maintenant aller beaucoup plus loin. Par exemple dans la bataille laïque, des militants se sont dégagés, qui préparent avec nous la rencontre nationale du courant socialiste, et dont certains ne sont pas membres du Parti des travailleurs. Nous avons également établi une liste de 693 travailleurs, militants CGT, FO, FSU, qui, dans la bataille, ont combattu avec nous sur l'orientation des comités d'unité d'action des syndicats, sur le caractère politique du mouvement.

Or une discussion s'est menée : le congrès fédéral, est-ce que ça va être la même chose que le congrès du CCI ? Je pense que la discussion du congrès fédéral doit répondre à une question : quatre nouveaux adhérents arrivent dans un bureau de section, il n'y a que des cadres ; ils se sentent complètement expulsés, ils n'arrivent pas à discuter. Réorganiser le Parti des travailleurs, et avoir au Ve Congrès plus de cartes qu'en 1995, implique que nous intégrions à l'activité du Parti des travailleurs, selon leurs possibilités, tous ces nouveaux adhérents. Un congrès fédéral où nous pourrons inviter, par exemple, des militants qui ne sont pas encore membres du Parti des travailleurs, mais qui préparent la rencontre du courant socialiste, et ceux qui font des contributions pour le *Bulletin du Manifeste*, ceux qui combattent avec nous.

• Les groupes *Paroles de Jeunes* ont vraiment commencé à occuper une place dans la lutte de classe, et, rapidement, je voudrais revenir sur l'intervention qu'on a eue à dans ma ville, en particulier en juillet dernier, dans les files d'inscription. Je crois qu'on a montré qu'il était possible de les faire reculer, possible de faire reculer l'administration, car tout le monde a été inscrit dans la filière de son choix. Nous avons ouvert une brèche dans cette politique de sélection, et c'était pour nous la première fois. Nous avons pu aider aussi en novembre-décembre à établir les revendications précises, et le fait d'avoir participé à la manifestation du 9 décembre nous a permis de renforcer ce que nous avions construit.

Il s'agit de matérialiser cela en termes de construction d'une organisation de jeunesse de masse, c'est-à-dire être capables de s'adresser à l'ensemble de la jeunesse. Il s'agit de passer des groupes à l'organisation nationale effective, comme on l'a indiqué, par la réunion des instances, mais aussi par une initiative nationale. Et je crois que le quatre-pages que nous avons édité va nous permettre de faire cela, en particulier de nous adresser aux jeunes travailleurs ; le reproche qui nous est souvent fait (et encore hier soir dans la com-

mission des résolutions), c'est que *Paroles de Jeune*, ce sont surtout des étudiants et des lycéens, mais très peu de jeunes travailleurs. Or comment peut-on construire une organisation de jeunesse de masse sans organiser les milliers de jeunes pour qui la précarité est déjà une cruelle réalité ?

Mais, pour nous adresser à l'ensemble de la jeunesse, nous avons besoin de l'ensemble du parti, de l'ensemble du CCI, mais aussi du Parti des travailleurs, c'est pour cela qu'il faut discuter du quatre-pages dans toutes les instances, et savoir comment on va l'utiliser. C'est possible, puisque, par exemple, dans une ville de banlieue de notre région, une réunion est prévue mercredi prochain avec de jeunes lycéens ; aucun groupe n'existe encore là-bas et l'objectif est d'en constituer un. Ces jeunes nous ont été présentés, à l'issue d'une manifestation en décembre dernier pour la Sécurité sociale, par leurs professeurs, qui sont des militants du CCI et du Parti des travailleurs. Est-il possible de généraliser cela ?

Par ailleurs, dans le cadre de la préparation du congrès, on a mis en place une commission formation qui n'existait pas auparavant, avec des camarades jeunes pour la tenue de GER, mais aussi de cercles d'études marxistes à l'université même.

• J'ai entendu plusieurs interventions faire le lien unique entre les listes de relations établies après novembre-décembre et l'adhésion au *Manifeste*. Même si cette adhésion est fondamentale pour l'aide au combat pour l'indépendance syndicale, cette relation ne doit pas être uniquement dans ce sens-là. Certains, pour peu qu'on le leur propose, peuvent adhérer au Parti des travailleurs, d'autres n'acheter qu'*Informations ouvrières*.

Sur mon secteur, nous avons établi une liste de 100 noms, ce qui est très important, 100 noms établis par 20 trotskystes. Tous n'adhéreront pas au Parti des travailleurs, mais il faut le leur proposer, mais tous ont lu *Informations ouvrières* une ou plusieurs fois en décembre. Cette liste n'est pas un fichier supplémentaire à empiler sur ceux des dix dernières années, mais elle correspond à cette fraction de cadres de la classe ouvrière avec laquelle nous construirons, dans les semaines et les mois qui viennent, le Parti des travailleurs. Le suivi de tous ces militants nous ramène à la méthode objectifs-résultats et son application.

Lorsqu'on dit que "la classe ouvrière a la capacité", il ne s'agit pas de la capacité des trotskystes à jouer le rôle de toute la classe ouvrière. L'émancipation des travailleurs ne sera pas l'œuvre de la fraction communiste ; le rôle de celle-ci est d'aider pratiquement à la mobilisation, d'être une aide pratique à l'organisation des centaines de milliers, dans le cadre des comités d'unité d'action, des comités de grève. Sur ce plan, nous devons radicalement modifier notre façon de militer. Le meeting parisien a été un succès politique. Il s'agit d'orienter maintenant le parti vers la réalisation de centaines de petits meetings, dans les entreprises, dans les localités, dans les appartements, autour du livre et avec des cartes du Parti des travailleurs sur la table.

UN MOUVEMENT POLITIQUE ET PAS UN MOUVEMENT PROFESSIONNEL

• Un camarade nous a posé la question de l'équilibre des paiements *d'Informations ouvrières*, nous avons répondu que, dans un délai de quinze jours, en réalisant vingt abonnements, nous réglerions cette question. Main-tenant, pourquoi manque-t-il vingt abonnements ? Le mouvement de novembre-décembre (on a vendu beaucoup d'*Informations ouvrières* dans les établissements), on l'a dit, est un mouvement politique gigantesque, la classe ouvière a réalisé son front de classe, son indépendance, a restitué la place de ses syndicats, imposé l'unité sur la base du retrait du plan Juppé ; c'est le premier affrontement contre le gouvernement, contre Maastricht, contre le Fonds monétaire international, contre la Banque mondiale. C'est un mouvement politique puissant, dans lequel la IVe Internationale a joué son rôle. C'est un mouvement politique, et pas un mouvement professionnel.

Mais, dans les sections du Parti des travailleurs, beaucoup de ceux qui n'ont pas été intégrés dans la bataille sur les établissements ont été marginalisés. Toute une série de personnes qui avaient été abonnées dans la période précédente, par exemple dans la bataille sur la laïcité ou la démocratie communale, n'ont pas été revues, et nous avons perdu ces abonnements. En fin de compte, alors que nous disons que c'est un mouvement politique et pas un mouvement professionnel, c'est nous-mêmes qui, dans les sections, en marginalisant tous ceux qui n'étaient apparemment pas intégrés dans la bataille, avons brisé l'unité politique.

• Je pense que, dans la série de meetings en cours, il y a des leçons importantes à tirer, y compris pour le CCI. J'ai constaté dans ma ville, comme le disait le camarade, une affluence beaucoup plus grande qu'on n'a peut-être jamais connue dans nos meetings, mais un autre élément aussi est important : les militants et les travailleurs ne sont pas venus seulement pour avoir des explications, ils sont venus pour, à travers ces explications, discuter sur la manière de s'organiser. Ce que j'ai constaté, c'est qu'à l'issue du meeting, on n'allait pas seulement faire le tour de ceux qui n'étaient pas au Parti des travailleurs pour qu'ils adhèrent, mais les militants qui étaient là venaient pour cela, qu'ils soient signataires du *Manifeste*, qu'ils aient été impliqués dans le combat pour la démocratie communale ou qu'ils soient déjà adhérents du Parti des travailleurs. Et je crois que c'est une modification. Il y a eu en conséquence des adhésions à *Paroles de Jeunes*, au Parti des travailleurs. On doit pouvoir en tirer des déductions, justement, de modification du fonctionnement et de l'élaboration du CCI. Parce que le dialogue engagé avec les travailleurs à travers les meetings oblige aussi à modifier le type de dialogue qu'il y a entre les militants du CCI, entre la direction et les militants, et entre les militants eux-mêmes.

• Dans le quatre-pages que la Fédération des groupes *Paroles de Jeunes* est en train de sortir, il y a un jeune qui explique bien ce qu'est la destruction physique de la jeunesse. Il dit : *"On parle toujours de la drogue, des émeutes. On cherche des moyens de régler les problèmes. Mais les jeunes qui travaillent, vous croyez qu'ils s'amusent à dealer ou à brûler des voitures ?"* Je pense que c'est ça, la destruction physique, c'est le fait qu'aujourd'hui, dans certains endroits, en France, il est beaucoup plus facile de trouver de la drogue que de trouver un appartement.

• Je voudrais intervenir sur un aspect particulier de la mise en place des différents plans du gouvernement, et en particulier le "plan de relance pour la ville" et les conséquences que ça a pour notre intervention, notamment dans le cadre de la défense de la démocratie communale.

C'est vrai en particulier en ce qui concerne la proposition de 200 communes dans lesquelles de nouveaux rythmes scolaires seraient appliqués. Il est tout à fait significatif que les services des rectorats et les recteurs en général aient appris par la presse l'existence même de ces projets, commune par commune. C'est-à-dire que, de la même façon que le plan Juppé a été écrit en essayant de tout court-circuiter, la négociation a été faite directement entre les services de la Jeunesse et des Sports et les maires, en court-circuitant tout le ministère de l'Education nationale, à tous ses niveaux. Ce sont les maires qui décident des rythmes scolaires, et ce son les maires qui décident des programmes dans les écoles.

C'est encore plus vrai en ce qui concerne la mise en place des zones franches. Je ne vais pas développer trop longuement sur les zones franches, *Informations ouvrières* publie tout un article dessus. J'ai ici les extraits d'un livre publié par un dénommé Claude Heurteux, le P-DG de la société Auguste Tuard (bâtiment), qui avait été chargé par Madelin de mettre en place les zones franches en 1987, que Madelin avait créées,et que Rocard a développées plus tard. Dans ce livre, il explique que ces zones franches peuvent être résumées comme des zones "3 D" : déréglementation, défiscalisation, débureaucratisation. Je ne vais pas tout lire, mais sur "déréglementation", il explique : *"Il existe beaucoup de contraintes qui s'appliquent dans des domaines aussi divers que l'économie, le social, l'urbanisme, l'environnement. Ces contraintes*

doivent être allégées pour certaines, elles doivent disparaître pour d'autres." Et il conclut, après avoir affirmé la filiation de ces zones franches avec les zones économiques spéciales de Chine, que, pour pouvoir les mettre en place, *"il faut surmonter l'égoïsme de certaines collectivités territoriales"*, qu'il appelle les *"nouveaux partageux"*. C'est précisément ce que le gouvernement met en place, avec son plan de relance pour la ville.

LA BATAILLE SUR L'AIDE À LA RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT LAÏQUE

• Nous avons, dans cette dernière période, joué tout notre rôle, utilisant toutes les contradictions pour aider à la reconstruction du mouvement laïque, dans la préparation de la manif du 9 décembre à l'appel du CLIL. Le succès de la manifestation a démontré deux choses : la place qu'occupe la question laïque dans notre pays, et aussi la place que nous avons prise dans cette bataille. Nous avons regroupé largement des militants laïques d'organisations traditionnelles. Et nous avons eu la confirmation indiscutable que nous n'étions pas isolés sur cette question et dans ce combat.

Dans la région, et les résultats sont sans doute semblables dans les autres régions, plus de 1 700 signatures sur l'appel, dont un conseiller général PS, douze maires, dont des villes moyennes, treize conseillers municipaux, des responsables FSU, d'anciens responsables de la FEN, des dizaines de militants syndicaux, le financement des quatre cars pour 23 000 francs : tout cela indique les liens qui ont été accumulés dans cette bataille.

C'est également un point d'appui plus général pour le mouvement ouvrier. Il nous faut comprendre qu'il y a un lien entre l'aide à la reconstruction du mouvement laïque et l'aide dans la lutte de classe. Je ne prendrai qu'un exemple : dans le combat contre les fermetures de classes actuellement, il y a eu une manifestation, dans une ville, de 250 instituteurs à l'appel de tous les syndicats ; et il y avait aussi quatre maires, dont l'un est signataire de l'appel du CLIL. Il était au centre du regroupement des maires de son canton dans cette manifestation. Je pense que c'est extrêmement important, et qu'il nous faut continuer dans cette voie, sans abandonner toutes les déterminations de ce combat.

• Pour trouver des moyens afin de réaliser des objectifs, encore faudrait-il mettre à l'ordre du jour des secrétariats, et cela régulièrement, les problèmes que nous voulons voir débattre. Pour régler la question du contrat global, nous avons une trésorière dans le secrétariat départemental ; mais si c'est l'affaire de la trésorière, ça ne peut pas passer. Elle a donc réalisé une fiche régulièrement mise à jour, avec les noms de l'ensemble des adhérents, avec les cotisations, les contrats, les résultats de la vente de *La Vérité* en regard. Et nous avons une discussion collective, qui fait que chaque membre du secrétariat devient comptable, non seulement de l'unité de base qu'il dirige ou à laquelle il participe, mais de l'ensemble des unités de base quant à la réalisation de cet objectif.

De la même façon, nous avons mis à l'ordre du jour la constitution d'un groupe *Paroles de Jeunes* (au mois d'août), que nous avons suivi pas à pas, avec difficulté, et nous aboutissons maintenant au fait que trois camarades ont rejoint la IVe Internationale, qu'il y a un groupe *Paroles de Jeunes* qui fonctionne, avec cinq cartes. Mais nous avons décidé, au vu des résultats du meeting, des jeunes qui viennent d'adhérer, de mettre à l'ordre du jour d'un prochain secrétariat vingt minutes sur le groupe *Paroles de Jeunes* et le travail dans la jeunesse, avec un rapport préalable d'un camarade nous précisant exactement les fils et les liens dont nous disposons.

De la même façon, nous nous sommes rendu compte que nous avions un petit problème dans le secteur hospitalier. Nous avons mené la discussion avec un camarade et nous avons décidé, au même secrétariat, de mettre cette question à l'ordre du jour, à partir d'un rapport précisant quels étaient nos liens, les différents syndicats, les différents hôpitaux que nous connais-

sons, de façon à ce que chaque membre du secrétariat, disposant de ces éléments, puisse collectivement prendre en charge la façon dont nous allons intervenir.

On parle de tournant. Je pense que le tournant en question est aussi une façon de se disposer différemment en tant que direction départementale, pour permettre aux adhérents de prendre en charge et de réaliser l'ensemble des objectifs et des campagnes.

• Les plans qui s'appliquent contre la jeunesse peuvent être appliqués d'autant plus facilement qu'il existe des instances créées précisément pour les appliquer, en tout cas dans les universités : les conseils d'administration, dans lesquels les UNEF jouent leur rôle. On a eu une discussion là-dessus : ce n'est pas un "non-rôle", le fait que les UNEF ne joueraient pas leur rôle syndical, au contraire ; elles jouent très bien leur rôle de rouage de l'État au sein des conseils d'administration. Cette discussion, nous la tenons dans les facs avec nos camarades de cours, par plusieurs biais, et notamment le journal *Paroles de Jeunes*.

Je voudrais aussi parler de la page *Paroles de Jeunes* dans *Informations ouvrières*. Ce n'est pas une page gadget, dans laquelle on verrait chaque semaine les jeunes dans *Informations ouvrières*, une page pour se reposer pendant la lecture... C'est réellement une page importante, qui montre comment le Parti des travailleurs prend en compte la nécessité d'une organisation de jeunesse.

Il y a le journal, la page *Paroles de Jeunes*, mais il y a aussi un bulletin, le bulletin du comité pour un réel syndicat étudiant démocratique et indépendant, dans lequel il y a différentes contributions. C'est un élément de discussion important, que vous allez pouvoir vous procurer.

Sur ma faculté, par exemple, comment poser politiquement le problème ? Je sais qu'on a eu beaucoup de contacts, lors d'une bataille qu'on a menée au début de l'année : en anglais nous n'avons pas de TD, nous sommes 400 à suivre le cours en amphi. Aujourd'hui, cette revendication demeure, malgré le mouvement qu'il y a eu, et on s'est posé la question : comment faire pour la satisfaire ? Ça pose encore la question de ce syndicat indépendant. Je pense que cette discussion peut être menée dans toutes les facultés où nous sommes présents.

• Le rapporteur parlait hier de la course de vitesse entre la décomposition impérialiste et la recomposition du mouvement ouvrier. Et c'est vrai que, dans le tour que prendra cette course, comptera la façon dont nous allons construire le Parti des travailleurs, et donc le rôle du CCI. Dans ce cadre, la place d'*Informations ouvrières* me semble primordiale. Je voudrais expliquer comment nous avons équilibré *Informations ouvrières*, non pas depuis la grève, mais depuis septembre 1995, ce qui nous a fait dire que des événements se préparaient.

Depuis septembre, par une volonté consciente, nous avons décidé de rompre avec le déficit d'*Informations ouvrières*. Nationalement, mais au plan départemental, on avait pendant les vacances emprunté 1 000 francs au Parti des travailleurs pour payer le déficit d'*Informations ouvrières*. On a donc décidé, premièrement, de rembourser intégralement l'argent qu'on avait emprunté, ce qu'on a réussi à faire en quatre numéros ; et, ensuite, de maintenir l'équilibre, ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui. Je pense que c'est le fait de la direction, qu'on a réussi à engager davantage de camarades dans la vente d'*Informations ouvrières*, surtout depuis la grève. Une question nous était posée depuis des années : *"Comment peut-on intégrer les camarades au CCI, ceux qui ont du mal à venir aux réunions ?"* Aujourd'hui, ils sont de nouveau vraiment intégrés à l'organisation, en sentant vraiment le parti comme un besoin.

Je pense que la meilleure préparation au 39e Congrès, c'est bien cette bataille qu'on a menée depuis un an, car il faut voir ce qui a changé, ce qu'on a fait depuis un an. Je crois que c'est la meilleure préparation au congrès, parce que les bulletins, bien sûr, c'est nécessaire, mais ce qui est surtout nécessaire, c'est de vérifier constamment dans la pratique la jus-

tesse de ce que nous disons en théorie. Les camarades ont gagné de la confiance dans le parti. En novembre-décembre, avec ce que nous avons fait au niveau national, une camarade qui est depuis cinq ans au CCI me disait, lors du recrutement d'une autre camarade : *"Je viens de comprendre ce que je faisais au parti* (et pourtant, elle vend *Informations ouvrières*, c'est une très bonne militante), *ça fait des années que j'y suis, et je viens vraiment de comprendre ce que j'y faisais."* Je crois qu'elle n'est pas la seule, il ne faut pas sourire. Il y a des camarades qui sont de très bons camarades, mais qui n'ont pas forcément compris leur rôle en tant que militants du parti. On a recruté quatre personnes au Parti des travailleurs, mais personne encore à la IVe Internationale.

LES JEUNES ONT BESOIN D'UNE ORGANISATION SPÉCIFIQUE

• Nous disons que nous voulons une organisation de jeunesse nationale, qui mène des campagnes nationales et qui ait une intervention dans tous les domaines. Nous disons aussi que l'activité jeune doit être menée par l'ensemble du parti. Actuellement, nous avons une faiblesse, c'est que nous n'avons pas, ou peu, de groupes en lycée professionnel, pas ou peu de groupes qui regroupent des jeunes travailleurs, etc. Et souvent, on entend dans les différentes réunions des enseignants ou d'autres camarades qui nous disent : *"On ne peut pas aller voir nos élèves, c'est difficile, on a des relations enseignantes avec eux"*, etc. Dans le lycée professionnel où je travaille comme surveillante, il y a un groupe depuis un an et demi, qui regroupe maintenant huit jeunes, qui a une vente d'environ vingt journaux pas mois, qui a un secrétaire de groupe, un responsable du journal, un trésorier. Je pense que ce n'est pas difficile d'aller voir des jeunes pour leur expliquer politiquement ce qu'est l'apprentissage, parce que l'apprentissage ils le vivent tous les jours.

Aujourd'hui, ce groupe va servir de point d'appui pour une initiative politique contre le pôle de la mode, qui concentre sur Paris, pratiquement, la question de l'apprentissage, puisqu'il signifie la fermeture de lycées professionnels, la destruction des diplômes nationaux (le diplôme sera régional), l'alternance forcée, etc. On aura un point d'appui pour mener une campagne, pas seulement avec le groupe du lycée professionnel, mais avec l'ensemble des groupes.

• S'il est une question à laquelle le congrès doit répondre, c'est celle de nos tâches politiques en liaison avec nos interprétations. S'il est un problème qu'il nous faut régler au commencement de la violente phase de la lutte de classe qui nous attend, c'est celui de l'homogénéité politique. Cette question est majeure, car elle signifie et rend compte de toutes nos activités, parce qu'elle définit nos actions, nos interventions, dans des cadres précis ; parce qu'elle appelle aussi l'élargissement de nos contacts, le renforcement de nos rangs, comme on a pu le faire avec les cycles de GER.

En même temps, elle doit être l'expression constante de nos points constitutifs et de nos objectifs en tant que section française de la IVe Internationale. C'est dans ce cadre précis, et non de façon locale ou indépendante, que doit s'inscrire la jeunesse dans l'élaboration politique globale du CCI, pour faire fonctionner la pyramide et en élargir la base, ainsi que dans l'affirmation de ses structures indépendantes propres, réponses à l'attente des jeunes de se saisir d'une organisation spécifique pour se battre jusqu'au bout.

A la question de l'enjeu de notre congrès, il nous faut répondre par des mesures précises d'organisation, la nécessité de l'élaboration collective démocratique de nos axes politiques, et chercher les voies de l'homogénéisation politique, afin que, dans toutes les villes où nous sommes, on puisse compter nos forces actives et avancer ensemble vers l'émancipation de la jeunesse, vers la révolution prolétarienne. C'est la demande de notre unité de base, mais c'est aussi l'exigence de notre combat.

• Je crois que le camarade a raison en expliquant que la constitution des courants, et en particulier du courant socialis-

te, est un élément de construction du Parti des travailleurs, et surtout du fait que le Parti des travailleurs puisse, en toute indépendance, élaborer sa politique.

Le corporatisme, aujourd'hui, est le prix à payer pour le maintien, la durée des institutions de la Ve République. Si nous ne partons pas de ce tout, et que nous éclatons dans les différents aspects de notre politique, sans un plan de recrutement dans le cadre du CCI, sans la bataille objectifs-résultats en ce qui concerne les trotskystes, par rapport au collectage des timbres et aux adhérents du Parti des travailleurs, nous laissons les nouveaux adhérents repartir dans un secteur particulier, ayant un aspect disloqué de la politique.

J'ai vu un adhérent du Parti des travailleurs qui ne veut pas reprendre sa carte, et il dit : *"Je n'ai vraiment aucune divergence avec le Parti des travailleurs, je suis d'accord sur les institutions, je suis d'accord avec tout. Mais j'ai un désavantage par rapport à toi ; toi, tu es trotskyste, et toutes les semaines tu discutes l'ensemble de la politique. Alors que moi, quand je vais à l'assemblée de section, je participe de ce que vous avez décidé. Tu me diras que si j'ai des idées, vous êtes prêts à les prendre en compte."* Je crois qu'il révélait le problème que nous avons à régler.

• La victoire des traminots de Marseille a ébranlé le dispositif de Maastricht, puisque non seulement le statut est reconquis, mais que, par là même, est condamné le syndicalisme d'accompagnement qui était le leitmotiv dans le mouvement ouvrier de ceux qui disaient : il faut, pour lutter contre Maastricht, accompagner les mesures pour éviter que cela aille encore plus mal. De ce point de vue-là, c'est une condamnation. Mais il y a des contre-feux. Il y a un lien entre ce que la CFDT a mis en place avec Vigi-Sécu, avec la proposition que fait la FSU soutenue par la CGT de la semaine d'action du mois de février : ce lien-là, c'est la recomposition de l'unicité contre l'unité d'action qui avait cassé ce compromis historique qui est toujours en l'état.

Le mouvement de la classe se dirige vers les organisations traditionnelles, au sens des confédérations qui ont pratiqué le front unique, mais pour autant il ne se dirige pas, fort heureusement, vers le PS et le PCF, comme ce fut le cas à partir de 1968, ce qui avait permis le "coup d'Epinay". En même temps, cela pose le problème de la place nécessaire du parti politique, donc notre problème à nous, celui de la construction du parti ouvrier, autrement on ferait porter aux syndicats un rôle qu'ils ne pourraient pas tenir.

CE N'EST PAS UNE GRÈVE DE LEADERS

• J'ai tenu trois réunions publiques dans les dix derniers jours. Dans ces trois réunions publiques, il y a les mêmes caractéristiques qui sont les suivantes, et qui sont l'expression de ce que nous avons fait pendant les grèves : premièrement, il y a un nombre important de militants qui ne sont pas membres du Parti des travailleurs. Ce sont des travailleurs avec lesquels nous avons combattu : ce sont des délégués syndicaux, des membres des bureaux syndicaux, des travailleurs qui ont déclenché la grève. La deuxième caractéristique, c'est que ces travailleurs-là ont été amenés par un petit nombre de militants du Parti des travailleurs ou du CCI. Cela nous pose un problème comme direction. Nous avons une difficulté à faire que seulement un petit nombre de militants arrivent à résoudre cette question entre ce qu'on pense et ce qu'on fait concrètement. La troisième caractéristique, c'est qu'il y a eu un nombre incalculable de questions qui ont été posées et qui ont été débattues dans ces réunions publiques. En particulier une, qui est revenue systématiquement : est-ce que novembre-décembre 1995 est une victoire, est-ce que c'est une défaite ? Est-ce qu'on a gagné, est-ce qu'on a perdu ? Qu'est-ce qui a été gagné exactement ?

Dans le livre qui est sorti, il y a un certain nombre d'éléments de réponse à cette question. Je voudrais l'éclairer sous un seul aspect. Au meeting, il y avait un militant qui venait pour la première fois. Voilà ce qu'il a dit : *"Premièrement, je tire le bilan suivant : ce n'est pas une grève de*

leaders, c'est une grève d'augmentation de prise de conscience des travailleurs. Il y a deux choses que je retire de la grève : la première, c'est l'unité sans faille de FO et de la CGT sur ce que l'on voulait et, la deuxième, je fais une grève pour obtenir ce que je veux, je n'arrête pas." Ce gars-là avait eu une discussion trois jours auparavant avec le camarade qui l'a amené au meeting. Le camarade lui a posé la question suivante : que s'est-il passé exactement ? Il a répondu ceci : on attendait l'occasion depuis deux ans. Quand on a vu tous ces manifestants, on s'est dit : c'est le moment, et on y est allé sur notre affaire de statut (je ne reviens pas sur l'importance du statut...). C'est la réponse à : est-ce une victoire, est-ce une défaite ?

• Il a, bien sûr, beaucoup été question de Marseille à cause de la grève des traminots et de sa conclusion. Je voudrais dire un mot sur Marseille à propos de quelque chose moins honorable. Ce n'est pas un hasard si la première entreprise de ce type a été faite à Marseille, précisément après la grève des traminots : je pense au forum. Tous ces gens qui participaient à ce forum sont bien sûr du passé, mais n'oublions pas que la grande révolution espagnole qui fut étranglée par le front populaire, ce front populaire dont Trotsky disait qu'il était fait avec l'ombre de la bourgeoisie, mais que cette ombre était forte de la réalité, de la substance et des rapports fondés sur la propriété privée des moyens de production, de la place de la bourgeoisie restant comme classe dominante. De ce point de vue, ce qui s'est passé à Marseille n'est pas qu'un théâtre d'ombres, mais fait partie de la contre-offensive nécessaire pour la bourgeoisie contre le mouvement qui s'est développé en novembre-décembre et dont la suite s'annonce.

Je voudrais conclure à propos de la conférence mondiale, dont dix mois nous séparent seulement, conférence dont il a été dit qu'elle serait aussi la première conférence des sections de la IVe Internationale après sa reproclamation. Il a été question de ce que serait l'apport de la section française de la IVe Internationale dans la préparation de cette conférence et divers éléments ont déjà été avancés. J'en ajouterai un autre : c'est aussi en relation avec le développement de la lutte des classes qu'il faut comprendre l'acharnement contre nous sous tous les plans, y compris la falsification de notre propre histoire. Et, en ce sens, l'une des contributions à la préparation de la conférence mondiale, de la part de la section française, sera la préparation d'un deuxième tome de ce qui s'appelait *Quelques enseignements de notre histoire*, reprenant les choses là où elles avaient été laissées en 1969-1970 jusqu'à notre rôle présent dans la construction du parti ouvrier indépendant nécessaire à la classe ouvrière de ce pays.

IL FAUT APPRENDRE À DÉMÊLER LE VRAI DU FAUX

• Premièrement, il y a un état de fait. Il y a l'Union des anarcho-syndicalistes, qui n'est évidemment pas en tant que telle adhérente au Parti des travailleurs. Bien entendu, l'Union des anarcho-syndicalistes est d'accord sur les quatre points de la charte. Il y a des militants anarcho-syndicalistes qui ont constitué un courant dans le Parti des travailleurs. Cela ne date pas d'aujourd'hui. A la réunion qu'organise le courant socialiste, il est évident qu'il y aura des gens qui ne sont pas membres du Parti des travailleurs, ils pourront même peut-être être membres du PS ; la seule question, c'est qu'évidemment, s'ils nous disent *"Vive Jospin"*, *"Vive la politique qui est menée depuis 1982"*, il y aura incompatibilité. Or moi je voudrais attirer l'attention sur ceci : c'est qu'il y a, camarades, une effroyable crise du mouvement ouvrier mondial.

Depuis que s'est constitué le prolétariat comme classe, se sont constituées des organisations de classe. La classe ouvrière, parce qu'elle était disciplinée par la production capitaliste, s'est constituée en classe et, en même temps, parce que la production capitaliste avait besoin de son développement, le prolétariat qui s'est constitué en France à partir de 1789 était un prolétariat dont la bourgeoisie prenait le pouvoir et avait à sa disposition le marché mondial. Aujourd'hui, la crise, c'est, en définitive, que le marché mondial est incapable de pouvoir englober les forces

productives, mais les détruit et détruit la principale, à savoir le prolétariat.

A partir de là, si la révolution prolétarienne a sa justification, ce que nous pensons tous, c'est-à-dire, en fait, si la République universelle des conseils est la seule façon de sauver l'humanité de la barbarie, il est évident que, sur ce terrain-là, on n'aborde pas la solution de ces problèmes comme on pouvait les aborder en 1917 et je dirai même jusqu'à la chute de l'ex-Union soviétique. Camarades, ce ne sont pas des schémas et, sur ce terrain-là, ce que nous avons élaboré depuis 1948 — en relation avec beaucoup de choses sur lesquelles je n'ai pas l'intention de revenir —, cette compréhension que nous nous sommes donnée avec la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire prend en compte quelque chose qui a trouvé maintenant — hélas — son plein épanouissement : une classe ouvrière, c'est-à-dire en fait une humanité, à qui on conteste le droit de survivre.

Le Parti des travailleurs tient compte de ça, comme l'Entente internationale des travailleurs tient compte de cette situation. Bien entendu, nous n'abordons pas le problème de manière ultimatiste. Notre programme a été vérifié intégralement par le développement de la lutte de classes internationale et nationale. Cela dit, le prolétariat ne peut pas aujourd'hui s'en saisir comme ça, du jour au lendemain. Alors, nous disons à toutes les couches qui cherchent leur voie et à qui il faut apprendre à démêler le vrai du faux : sur les quatre points de la charte, nous sommes prêts à discuter. Socialisme ou barbarie. La barbarie est là, elle avance, elle existe déjà en France et dans le monde : il y a un an, on dénombrait 800 millions d'individus au-dessous du seuil de pauvreté. Un an après, ils sont 1,4 milliard. Cela va vite.

La manière dont a procédé le courant anarcho-syndicaliste me semble quelque chose que peut avancer le courant socialiste. D'ailleurs, à la réunion du courant socialiste, ils ne seront pas membres du Parti des travailleurs. Les camarades du courant socialiste mettront bien entendu en avant les quatre points de la charte et, sur ce terrain-là, c'est la délimitation. Il se trouve que l'Union anarcho-syndicaliste, qui a un autre programme que le nôtre d'ailleurs, est d'accord sur les quatre points de la charte.

Le salut du secrétariat international de la IVe Internationale

Camarades, comme vient de le souligner un camarade, dix mois seulement nous séparent de la IIIe Conférence mondiale ouverte, qui sera en même temps l'occasion de la tenue de la première conférence mondiale des sections de la IVe Internationale reproclamée. Les problèmes qui sont discutés ici dans ce congrès, parce qu'ils participent pleinement de la préparation de cette échéance, vont nourrir la discussion dans l'Internationale et ses sections, dans la mesure où ils mettent au centre la recherche des moyens politiques à mettre en œuvre pour que, sur la ligne du front unique, nous puissions assumer pleinement notre responsabilité telle que nous l'avions définie lors du congrès de reproclamation de la IVe Internationale : celle d'aider la classe ouvrière, dans tous les pays et à l'échelle internationale, à faire face à l'offensive généralisée de l'impérialisme, qui vise à la détruire en tant que classe. Les difficultés existent, mais celles que vous êtes en train de discuter depuis hier, celles qui sont débattues ici, sont exactement les mêmes qui sont discutées dans la direction de l'Internationale, dans toutes les sections, et pour lesquelles sont, justement, recherchés les moyens d'y faire face pour les dépasser. Cela dans le but d'aider les militants dans chaque pays à intervenir comme force consciente dans le processus de recomposition en cours qui cherche à faire barrage à la marche vers la barbarie.

Dans tous les continents, dans tous les pays, grands et petits, qu'ils soient impérialistes ou dominés par l'impérialisme, les enjeux sont les mêmes : c'est la destruction, par l'impérialisme, de la classe ouvrière. Notre réponse est donc aussi la même : défense des organisations et institutions de la classe ouvrière, reconstitution et renforcement de la représentation politique indépendante de la classe. Ainsi, dans ce cadre-là, comme vous avez pu le lire dans le dernier numéro de *La Vérité*, que plusieurs camarades ont cité, au cœur même de la bête, comme aiment à le dire les militants ouvriers américains, c'est-à-dire aux Etats-Unis, alors que l'impérialisme américain, avec l'envoi de 20 000 soldats en Bosnie, s'affirme avec la plus grande brutalité comme dirigeant la marche vers la barbarie, nos camarades américains réunis dans leur troisième conférence étaient en train de discuter des moyens à mettre en œuvre pour aider la classe ouvrière américaine à s'organiser en toute indépendance. Par conséquent, pour construire notre section, c'est le même souci qui s'exprime ici, qui a amené nos camarades américains à discuter, à mettre au centre même de leur congrès la convocation du congrès du Labor Party, à se déclarer partie prenante de sa préparation, à être ses meilleurs constructeurs.

Quelle en est la signification pour nous ? L'initiative de la convocation de ce congrès revient à une aile de l'appareil syndical américain, qui voudrait, probablement, en faire un moyen de pression. Mais il s'agit avant tout de doter la classe ouvrière américaine de ce qui était déjà défini par Trotsky en 1938 comme étant *"l'urgence de l'heure"*, l'exigence de l'heure, à savoir un parti ouvrier indépendant. Il avait alors précisé que si le parti est assez large pour nous accepter, cela serait stupide de ne pas y entrer. Il faut absolument un parti. C'est pour nous l'unique voie dans cette situation. Dire

que nous allons briser l'opportunisme en brisant un pas progressiste qui peut engendrer l'opportunisme est une politique tout à faire réactionnaire, et le sectarisme est tout à fait réactionnaire parce qu'il s'oppose à la nécessaire action du prolétariat.

Donc, les décisions de la conférence des camarades américains de soutenir ce pas progressiste que constitue la convocation du congrès du Labor Party ont renoué avec le fil de la continuité, celle de l'Internationale et de sa politique aux Etats-Unis, comme dans tous les pays, dans des conditions autrement plus difficiles que celles de 1938, celles de l'époque de l'impérialisme sénile, de la marche vers la barbarie.

C'est cela notre politique internationale : en toutes circonstances, partir des intérêts de la classe et, pour cela, passer des accords, bien évidemment sans nous identifier à ceux avec qui nous passons des accords, parce que, en toutes circonstances, nous préservons et nous développons notre politique indépendante. Ce sont exactement les mêmes questions qui sous-tendent ici la discussion du congrès autour du bilan du mouvement de grève de la classe ouvrière en France en novembre et décembre, et de la place que nous y avons occupée. Ces mêmes questions, celles du front unique, du rôle et de la responsabilité de la IVe Internationale et de ses sections, des problèmes qui en découlent, ont été débattues lors du dernier conseil général de décembre, qui a donné le coup d'envoi à la préparation de la première conférence mondiale des sections de la IVe Internationale reproclamée.

Ce conseil général, comme vous le savez, s'est tenu en plein mouvement de grève. Tous les jours, à 18 heures, nous interrompions notre séance pour assister au point qui se déroulait ici. Quoi de plus instructif, pour des dirigeants venus de tous les continents, que d'être directement confrontés sur le terrain même de la lutte de classe aux problèmes du front unique, de la place des syndicats, du rôle du parti, touchant du doigt notre place et aussi nos faiblesses ? Cela a, indéniablement, pesé positivement sur les travaux du conseil général, d'autant plus qu'à l'ordre du jour de notre discussion se trouvait posée la question de l'Assemblée constituante au Brésil, en Algérie et en France. Il s'agissait, en définitive, de discuter comment, pratiquement, nos sections brésilienne et algérienne devaient formuler, bien sûr sous des formes appropriées, tenant compte de la réalité de chaque pays, la question de l'Assemblée constituante, non pas comme un mot d'ordre abstrait, mais comme moyen de défendre aujourd'hui la nation menacée directement de dislocation par le plan d'ajustement structurel et, pour le cas de l'Algérie, par la guerre comme moyen de faire passer les privatisations.

Etait-ce différent pour la France ? Absolument pas. Le camarade rapporteur a suffisamment expliqué cette question hier : comment les institutions de la Ve République et les partis institutionnels (le PS et le PCF) organisent par la régionalisation, par la politique européenne, par la politique du FMI concentrée et matérialisée dans le plan Juppé, la dislocation de la nation ici aussi.

Mais revenons à notre responsabilité en tant que IVe Internationale. Nous avons donné, dans le mouvement en France, un contenu à travers le mot d'ordre de *"Retrait du plan Juppé !"*, que nous avions été les premiers à formuler (*"La Sécu, elle est à nous"*, etc.). Certes, ce n'était qu'une première manche, comme l'a si bien expliqué aussi le camarade rapporteur. Les attaques sont plus que jamais présentes, l'offensive est là. Mais, d'ores et déjà, nous avons quelques indications qui nous démontrent que c'était vraiment au compte de la classe ouvrière mondiale que les travailleurs français s'étaient mobilisés pour la défense de leurs acquis, de leurs institutions comme la Sécurité sociale.

Je cite deux cas, et ce n'est pas un hasard.

Au Brésil, cette semaine, la réforme de la Sécurité sociale était à l'ordre du jour. La CUT, qui est liée au PT (et je ne vais pas m'étendre sur la nature du PT, nous en avons assez discuté, aussi bien dans *La Vérité* que dans tous nos documents), a donc dans un premier temps signé pour la réforme de la Sécurité sociale. Le contenu ne diffère pas de celui de la "réforme" du plan Juppé. Mais, le lendemain ou le sur-

lendemain, elle a commencé à osciller et à annoncer qu'elle allait retirer sa signature, qu'elle ne signait plus. Bien évidemment, ce n'est pas un hasard. Bien sûr, il y a des ailes dans la bureaucratie syndicale, dans la CUT, qui tentent de résister, mais il y a aussi et surtout notre intervention consciente comme militants de la IVe Internationale agissant dans le PT et dans la CUT. Naturellement, ce n'est pas encore fini. Nous ne crions pas victoire, pas plus que nous ne l'avons fait en France en novembre et décembre : pas d'illusions, pas d'amertume.

En Algérie, dans un pays autrement plus laminé par la guerre et par le plan d'ajustement structurel, à partir du mouvement en France, début décembre, on a commencé à parler du trou de la Sécurité sociale exactement dans les mêmes termes qu'en France. Une aile de l'appareil stalinien dans le syndicat a commencé à répondre en disant : non, il n'y a pas de trou, c'est l'Etat qui n'a pas payé ses créances. La dernière initiative prise dans ce sens revient à la fédération des retraités de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui vient de sortir une déclaration exigeant de l'Etat qu'il paye ses dettes envers la Sécurité sociale, pour qu'ils puissent avoir une augmentation des retraites et que les travailleurs algériens puissent bénéficier d'une meilleure protection sociale. C'est-à-dire qu'ils ont pris l'initiative de passer à l'offensive à partir des enseignements du mouvement en France. Pourtant, ni les retraités ni cette aile de la bureaucratie liée au stalinisme ne se retrouvent dans le PT. Au même moment, qu'est-ce que nous enregistrons ? Alors qu'après les élections présidentielles en Algérie soutenues par le secrétaire général de l'UGTA, c'est la mise en œuvre directe des privatisations, et donc l'intégration totale de l'UGTA qui est à l'ordre du jour pour détruire la classe ouvrière en tant que telle en Algérie, et donc détruire la nation algérienne, voilà qu'un mouvement qui part de dirigeants syndicaux à un haut niveau pour l'indépendance de l'UGTA commence à se structurer et à s'organiser.

Cela m'amène à poser la question de l'Entente. Dans l'Entente, les courants qui viennent ne sont pas des sympathisants de la IVe Internationale, ce sont des pans entiers de la classe ouvrière internationale qui se regroupent, qui posent avec nous et avec notre aide la nécessité, l'urgente nécessité, de l'indépendance de la classe ouvrière, de son organisation, de sa direction. Et c'est dans ce cadre que nous organisons les activités internationales, d'où le calendrier qui a été défini jusqu'à la conférence mondiale ouverte et, plus particulièrement, la réunion internationale en juin prochain des militants syndicalistes à l'occasion de la réunion annuelle de l'OIT. Mais il faut se poser une question : pourquoi donc ces pans de la classe ouvrière, pourquoi ces responsables qui, sans rompre avec leurs origines, font des pas en avant, ce faisant, viennent vers nous ? D'abord parce que nous formulons les aspirations de la classe ouvrière avec précision partout où nous sommes, parce que nous sommes les meilleurs défenseurs des institutions et des organisations de la classe ouvrière.

C'est le cas de l'Algérie. Dans les pires conditions de la guerre, des liquidations physiques des militants qui osent s'opposer au plan d'ajustement structurel ; dans un pays qui concentre toutes les contradictions entre les impérialismes à l'échelle internationale et qui démontre la volonté de l'impérialisme américain de s'accaparer toutes les ressources naturelles partout dans le monde, et, pour cela, de chasser ses partenaires (les autres impérialismes et, dans le cas de l'Algérie, de chasser les intérêts français) des puits de gaz et de pétrole, dans des conditions inhumaines, le Parti des travailleurs a maintenu non seulement le parti en tant que tel, la réunion de ses instances, mais aussi ses activités telles que définies pour la préparation de la IIIe Conférence mondiale ouverte. C'est-à-dire qu'ont été maintenues la préparation du tribunal, la réunion de Genève des syndicalistes en juin prochain, la préparation d'une délégation pour la conférence africaine, d'une délégation pour la conférence mondiale ouverte, et cela sur la ligne de la défense de l'UGTA et de son indépendance, de l'unité de la classe ouvrière, contre les privatisations, en défense de la nation. Mais le Parti des travailleurs, pour cela, a maintenu, a veillé, comme un défi qu'il a relevé, à la publication régulière de *Tribune*

ouvrière. C'est le seul instrument dont il peut disposer pour exprimer sa politique indépendante et regrouper des travailleurs et des responsables.

Enfin, camarades, dans ce congrès, a été soulevée plusieurs fois une question qui, à notre avis, est fondamentale : celle de la place de *La Vérité*, comme organe de la IVe Internationale. Les camarades ont soulevé les difficultés qu'ils rencontrent dans sa diffusion. Ce sont des difficultés réelles, elles sont même beaucoup plus graves dans bien des pays comparé à la situation française, dans des pays où 500 000 travailleurs n'ont pas eu de salaire pour une période variant entre 2 et 20 mois, c'est-à-dire sans même aucun moyen de subsistance, et qui, malgré tout, continuent à se battre, continuent à refuser les licenciements, à se rendre sur leur lieu de travail ; dans tous les pays africains, au Bangladesh et partout ailleurs, c'est comme cela. Pourtant, ils ont tous besoin, les sections ont partout besoin de *La Vérité*, de la diffuser, d'en discuter avec tous ces militants qui se dégagent dans la voie de la recomposition sur un axe indépendant. C'est une réalité, cela fait partie de nos difficultés, des obstacles à surmonter, et nous devons persévérer dans la recherche des moyens, parce que de la discussion autour de notre expression indépendante dépend la préparation aussi et le renforcement du cadre de l'Entente.

Cependant, nous devons quand même enregistrer, depuis la conférence de reproclamation de la IVe Internationale, la publication régulière de *La Vérité* comme étant un acquis, produit direct des efforts qui sont fournis en permanence par la direction de l'Internationale. D'autres efforts, bien sûr, doivent être poursuivis pour affirmer sa politique indépendante, comme courant œuvrant, sur un pied d'égalité avec les autres courants, dans le cadre de l'Entente, à regrouper de plus en plus de pans de la classe ouvrière à l'échelle internationale. C'est là une question fondamentale, et c'est *La Vérité* qui sera aussi pour nous l'instrument de préparation de la conférence mondiale des sections de la IVe Internationale reproclamée en abordant des questions fondamentales auxquelles sont confrontées les sections de la IVe Internationale, comme la politique de front unique, la question nationale, la question de l'Assemblée constituante, le rôle des syndicats à l'étape de l'impérialisme sénile et tant d'autres questions qui méritent aujourd'hui une élaboration, une actualisation et une clarification pour armer nos militants afin qu'ils puissent intervenir et discuter avec les autres courants.

Enfin, pour nous, la conférence mondiale des sections, qui est l'échéance principale pour l'année qui vient et dont vous avez discuté, sera l'occasion de faire le bilan des pas réalisés, d'apprécier aussi nos insuffisances et nos faiblesses, parce qu'il y en aura certainement, et, sur la base de la méthode qui a toujours été la nôtre, que nous essayons toujours d'appliquer, à chaque fois en l'améliorant, la méthode objectifs-résultats, de confronter toujours nos idées, notre théorie, avec la pratique, avec les événements, pour vérifier s'ils les confirment. En effet, grise est la théorie, vert l'arbre de la vie, et, comme je suis ici, camarades, pour vous présenter les saluts de l'Internationale, plein succès à vos travaux, je dirai plutôt à nos travaux.

Réponse du rapporteur

Camarades, au nom de la conférence nationale du CCI, je voudrais remercier l'ensemble des camarades du secrétariat international pour leur salut. Chacun a compris qu'il ne s'agit pas d'un salut protocolaire, mais que la question qui a été abordée nous ramène directement au cœur de la discussion que nous avons depuis hier après-midi. Quand nous avons posé la question : la classe ouvrière a-t-elle la capacité de combattre sur la voie de la révolution prolétarienne, avons-nous, IVe Internationale, la capacité de l'aider à s'ouvrir cette voie, cette question n'est pas une question française. C'est une question qui est posée à tous les camarades dans chacun des pays.

Toute l'opération de manipulation internationale, et qui est particulièrement sensible en France, vise à masquer, à brouiller les cartes sur ce qui se passe en Algérie. Faire ce que font les camarades algériens : sortir leur journal, réunir les instances, combattre pour l'indépendance des organisations syndicales, combattre pour le front unique n'est possible que si l'on est orienté sur le fait que la révolution prolétarienne, l'expropriation du capital, est la seule voie pour le rétablissement de la souveraineté nationale, est la seule voie pour que le peuple algérien puisse prendre son sort entre ses mains.

Mais ce qui est vrai pour les camarades algériens est vrai pour tous les camarades de l'Internationale. Nous récusons, nous, militants trotskystes, la division du monde en secteurs du globe où les travailleurs auraient des intérêts différents. Cela ne nous amène pas à considérer que la situation est égale dans tous les pays. Nous savons, section de la IVe Internationale dans un pays capitaliste sur le déclin, mais qui reste une puissance impérialiste parmi les plus importantes du globe, que nous combattons dans des conditions qui se dégradent quotidiennement, mais qui, aujourd'hui encore, ne sont pas comparables à celles dans lesquelles combattent les camarades dans de nombreuses sections.

LE PROLÉTARIAT CONSTITUE UNE CLASSE SOCIALE UNIQUE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Dire cela, ce n'est pas introduire une quelconque notion morale, mais c'est saisir les problèmes dans leur réalité. D'ailleurs, camarades, nous le savons bien, parce que, dans les réunions que nous tenons du Parti des travailleurs, dans toutes les réunions, il y a des camarades qui posent la question, et c'est normal : à l'heure de la mondialisation, à l'heure du caractère global de la politique des capitalistes, peut-on espérer que les travailleurs emportent la victoire dans un pays ? La question nous est posée dans le cadre du Parti des travailleurs, ce qui est normal. Sa pleine réponse, on ne peut la donner que sur le terrain du programme du trotskysme, c'est-à-dire celui de l'unité mondiale de la lutte de classe, de la révolution prolétarienne, celui de la révolution permanente, celui du combat incessant qui a été celui du trotskysme contre la théorie fallacieuse du socialisme dans un seul pays, avec toutes les conséquences que cela a eues.

Camarades, cela veut dire que, lorsqu'on pose la question ici : renforcer la IVe Internationale, recruter au trotskysme, ouvrir des GER, le point de départ, c'est déjà rapporter ces éléments aux camarades. Ne pas les rapporter comme des faits anecdotiques, mais débattre politiquement. L'unité mondiale de la lutte de classe ne se fera que dans la construction du parti mondial de la révolution socialiste, avec ses difficultés, avec ses faiblesses,

avec le fait que nous rencontrons au plan international les mêmes difficultés à tirer toutes les conséquences de la reproclamation de la IVe Internationale que nous rencontrons des difficultés en France à tirer toutes les conséquences de la place que nous occupons. Mais aussi avec l'affirmation que le prolétariat constitue une classe sociale unique à l'échelle mondiale, que la lutte de classe est un phénomène international, et c'est, de ce point de vue, le combat qui est mené en Algérie, le combat mené aux Etats-Unis, le combat mené par nos camarades du Bangladesh.

Camarades, il faut avoir vu, dans ce pays qui est un des plus pauvres du monde — où les manifestations rassemblent des ouvriers surexploités, manifestant pieds nus avec des gourdins, fusillés par la police —, il faut avoir assisté à une réunion de la direction de la section de la IVe Internationale au Bangladesh, il faut avoir participé à la discussion avec ces camarades, tous dirigeants syndicaux, tous responsables de secteurs dont une partie des cadres syndicaux sont en prison quand ils n'ont pas été assassinés, tous partie prenante d'un combat syndical dont la principale revendication est le respect par le gouvernement de l'accord signé par le gouvernement sur le salaire minimum mensuel de 23 dollars par mois (115 francs) pour les ouvriers du textile et du jute, accord violé quotidiennement par les patrons du jute et du textile aux ordres du FMI. Et il faut voir comment ces camarades, dans ces conditions, sont réunis en bureau politique de la section de la IVe Internationale et débattent de l'édition du journal, de la possibilité de participer au processus électoral, de la mise en œuvre d'une politique de front unique avec d'autres courants, avec, et c'est inévitable, des difficultés politiques, des confusions, mais débattant comme section trotskyste. Et il faut participer à cette discussion pour comprendre la responsabilité qui est la nôtre comme IVe Internationale.

Et il faut comprendre que cette place que nous occupons est le point de départ de toute discussion sur le renforcement de la IVe Internationale. On veut ouvrir des GER ? Eh bien, commencez par raconter ce que vous entendez ici. J'ai une proposition concrète : puisqu'on dit qu'on va préparer une nouvelle conférence nationale, puisqu'elle s'inscrit dans la conférence mondiale des sections, je proposerai que, sous une forme adaptée, non seulement les rapports, mais les interventions de la conférence nationale du CCI soient publiés, et que cela serve de base à l'ouverture des GER dont nous parlons, c'est-à-dire comme un courant intégré au Parti des travailleurs, ne s'opposant pas à sa construction, mais avec l'ensemble des éléments dont nous débattons ici.

C'est une question essentielle. J'ai entendu des camarades dire : on n'a pas pris le temps de discuter de *La Vérité*. C'est dommage, parce que discuter de *La Vérité*, c'est discuter de la France. On a eu une discussion sur ce qui s'est passé au congrès des camarades américains, cela nous a ramenés directement aux problèmes de la construction du parti ouvrier indépendant en France. Un élément pour l'illustrer : j'ai utilisé hier, dans le rapport, la formule : *"le combat pour le front unique, ce n'est pas l'adaptation"*. Nos camarades américains ont été très concrètement confrontés à ce problème dans les derniers mois. Combattre pour le front unique, c'était comprendre que, quand un secteur de l'appareil syndical fait un pas concret sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, sous la forme de la rupture avec le Parti démocrate, nous sommes inconditionnellement pour ce pas en avant : donc, front unique avec Mazzochi pour la constitution d'un Labor Party. Front unique, donc front unique inconditionnel, et cela nous ramène à des débats que nous avons ici. Inconditionnel, c'est-à-dire qu'on ne va pas demander à Mazzochi d'adopter le programme du trotskysme, ou même un vague programme "socialiste" comme condition d'un parti ouvrier indépendant.

En même temps, nous gardons notre totale liberté, l'indépendance de notre organisation, son journal pour développer toute sa politique. Front unique inconditionnel, ne veut pas dire adaptation. Et quand la direction de Labor Party Advocates propose des règles pour l'élection du prochain congrès et que, dans ces règles, il y a l'idée selon laquelle auront droit de vote plein et entier dans le congrès non seulement les syndicats qui

sont politiquement partie prenante de la construction du Labor Party, mais aussi une nouvelle catégorie de syndicats, qui auraient comme particularité de ne pas être engagés politiquement dans Labor Party Advocates, mais d'avoir versé 25 000 dollars pour le financement du congrès — ce qui n'est pas un cas de figure abstrait, puisque la fédération des mineurs et son dirigeant, Trumha, nouveau vice-président de l'AFL-CIO, ont versé 25 000 dollars (elle d'ailleurs partie prenante du lobby du Parti démocrate aux Etats-Unis) —, quand cette proposition est faite, le front unique, ce n'est pas l'adaptation. On peut accepter beaucoup de choses qui ne nous plaisent pas, mais qui ne mettent pas en cause la nature du front unique ; mais le front unique, c'est l'indépendance de classe.

Un parti ouvrier qui serait parti ouvrier avec dedans des représentants officiels des secteurs liés à la représentation politique de la bourgeoisie, ce ne serait pas un parti ouvrier. Donc, on a décidé de combattre. Mais de combattre sur le terrain du front unique. Pas en dénonçant toutes les propositions, mais en concentrant la discussion là-dessus, en soumettant à un chapitre de Labor Party Advocates une résolution qui disait : il faut changer les règles, parce que le parti, c'est le parti, et ne doivent en être partie prenante que les syndicats qui adhèrent politiquement au projet de constituer un Labor Party.

A notre surprise — mais cela a un rapport avec la situation politique —, à plus de 70 %, ce chapitre de Labor Party Advocates a repris cette position et a mandaté son secrétaire général, qui est le trésorier adjoint de toute l'AFL-CIO de la région — qui n'est ni trotskyste, ni "trotskysant", il s'en faut de beaucoup — à la direction du Labor Party Advocates pour prendre cette position. Et comme elle était rejointe par des militants syndicaux de toutes tendances qui étaient un peu sur cette orientation, notre motion a été adoptée.

Les règles ont été changées. Le congrès constitutif du Labor Party, qui se tiendra à Cleveland, ne reconnaîtra et n'accordera de mandat qu'aux organisations qui sont politiquement engagées dans la constitution d'un Labor Party.

Ici comme ailleurs, camarades, cela ne garantit rien pour l'avenir, il y aura d'autres échéances et d'autres offensives pour dénaturer ce pas fait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, mais nous sommes en plein dans la discussion sur ce que nous faisons en France. Sommes-nous capables d'expliquer cela ? Sommes-nous capables de le raconter ? Sommes-nous capables d'en dégager ce qui fait l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation, la place de la IVe Internationale et, je ne dis pas, sur cette base, gagner à l'arrachée, à la sauvette, des affiliations à la IVe Internationale, mais fonder l'ouverture de GER et, sur cette base, gagner à la IVe Internationale ? Il me semble que oui, à condition que nous partions de l'Internationale et c'est toute l'importance du message qui a été adressé.

LES ORGANISATIONS PARASITAIRES QUI SE RÉCLAMENT DU TROTSKYSME ONT UN RÔLE À JOUER

Camarades, la place du trotskysme, je viens de l'évoquer. Avant de revenir à certains problèmes politiques, je voudrais dire qu'il y a un danger, je l'ai vu dans plusieurs discussions, de type hégémonique, à considérer comme quantité négligeable les organisations parasitaires qui se revendiquent du trotskysme (Lutte ouvrière, la LCR et beaucoup d'autres). Ces organisations ont un rôle à jouer, elles ont leur place. Lutte ouvrière a sa place, c'est l'opposition "radicale" officielle qui sert de creuset pour essayer de faire en France ce que les COBAS ont fait en Italie : détourner le mouvement de la classe ouvrière sur le terrain de la division et des coordinations antisyndicales.

La LCR joue un autre rôle. Elle joue, à l'intérieur, le rôle que le PC fait jouer à Lutte ouvrière à l'extérieur, donc elle est dans le front commun. On sait que les liens de la LCR avec le trotskysme sont assez virtuels (pour employer un mot à la mode), mais quand on connaît l'individu qui s'appelle Piquet, qui a déclaré la semaine dernière à la tribune de Marseille : c'est un moment historique, pour la pre-

mière fois un trotskyste prend la parole au nom du trotskysme (il a cité trois fois le mot "trotskyste") à côté de la direction du PC... Pour qui connaît le dénommé Piquet, à mon avis, c'est la première fois de sa vie qu'il utilise le mot "trotskyste". Cela a une fonction : cette fonction, c'est de faire accroire à toute une couche de militants du PC de bonne foi que cette "union" n'est pas la même qu'avant — ce n'est pas l'union de la gauche, la preuve, elle intègre toute une série de camarades qui font du travail, par exemple ceux qu'on appelle les troskystes et, dans la confusion générale où tout le monde est trotskyste, ceux-ci ont leur place, comme tout le monde, dans cette vaste union diverse et ouverte à tous les courants. Cela a une fonction complémentaire.

On pourrait faire un jeu de devinettes : qui a écrit que la grève de novembre-décembre ne concernait pas la Sécurité sociale, mais exclusivement la fonction publique ? Qui a écrit que cette grève a été exclusivement organisée *"par les responsables syndicaux, les appareils syndicaux, pour préserver leur position de gestion dans la Sécurité sociale"* ? C'est LO, c'est vrai, mais c'est la même chose que *Minute*, *Le Nouvel Observateur* et *National Hebdo*... Dans *Lutte ouvrière*, on trouve un article de quatre pages sur les bureaucraties syndicales qui sont capables de mener des luttes dures lorsqu'elles le jugent nécessaire... Et, à l'inverse, cet article explique que cela a été dur avec les travailleurs parce que, d'un côté, vous avez des bureaucraties syndicales qui sont capables de déployer une énergie folle pour défendre leurs positions sociales et, de l'autre, c'est le pendant, la classe ouvrière — c'est écrit noir sur blanc — était terriblement démoralisée et n'a pas bien suivi les consignes des bureaucrates parce qu'elle ne voulait pas se battre. Cela occupe une fonction : c'est un appareil de corps francs qu'on sélectionne sur cette ligne, infiniment plus efficace que toute une série de bonshommes liés au PC...

Pourquoi je pose ce problème ? Il ne s'agit pas, en soi, de Lutte ouvrière ou de la LCR, ou de Berg, Just, etc., qui sortent des revues luxueuses — mais, dans la société capitaliste, on n'a rien sans rien. L'appareil du PC vient d'offrir à la LCR des centaines de signatures d'élus s'ajoutant aux signatures d'élus des Verts : 890 signatures d'élus ; plus, pour une organisation dont le journal est vendu officiellement à moins de 2 000 exemplaires par semaine, 14 500 souscripteurs avec papiers d'identité fournis signant qu'ils donnaient de l'argent à la LCR. Tout cela pour toucher deux millions de francs lourds de l'Etat. On n'a rien sans rien. La seule raison de cet investissement financier pour la LCR, de la mise en avant de Lutte ouvrière, de la revue luxueuse de l'escroc Berg et de toute une série de gens, la seule raison, camarades, c'est nous. Il faut en discuter, l'expliquer. Si on considère cela comme secondaire, c'est une manière de ne pas prendre la véritable mesure de ce que nous sommes, et donc, de nos responsabilités. Responsabilités essentielles. Lorsque nous discutons de la place du trotskysme, de notre place dans les événements de novembre-décembre, de notre place dans la situation qui vient, il faut partir de cela.

Il a été dit dans la discussion : partir du mouvement de novembre-décembre ; c'est vrai, mais je suis d'accord avec ce que dit un camarade : la réponse au mouvement de novembre-décembre, c'est l'organisation. L'organisation au sens plein du terme, l'organisation du CCI combattant dans le cadre de la construction du parti ouvrier indépendant et s'organisant pour réaliser les tâches politiques d'intervention dans la lutte de classe. Je crois qu'il faut concentrer la discussion entre nous sur le fait de savoir si cette conclusion est juste ou pas. Parce que sinon... Un camarade a utilisé une formule qu'on a tous utilisée à un moment ou un autre, mais je crois qu'il faudrait la bannir désormais de notre vocabulaire : le produit de novembre-décembre, est-il dit, c'est que nous avons un immense boulevard devant nous. C'est gênant, parce que cela fait des années qu'on a un grand boulevard devant nous. Je ne doute pas qu'il s'élargisse, mais le fait que le boulevard s'élargisse ne dit pas si on a commencé à occuper le terrain ou pas et, à vrai dire, j'ai le sentiment qu'on l'occupe assez peu proportionnellement à ce qu'on se fixe d'année en année. Donc, discutons plutôt de cela : comment modifie-t-on notre manière de diriger et d'organiser le courant IVe Internationale

dans le Parti des travailleurs pour occuper politiquement les positions qu'il nous revient d'occuper et que, pour l'instant, nous n'occupons qu'imparfaitement et que partiellement ? Précisément, il faut discuter de cela. Avant d'en venir à des questions d'organisation, disons que ces modifications peuvent être brutales, rapides, productives si on s'oriente effectivement sur novembre-décembre. Je donnerai un contre-exemple.

Dans un congrès régional, un camarade fait plusieurs interventions, dont celle-ci : *"Les mouvements de grève sont pour moi la traduction en France de la chute du Mur de Berlin. On devrait pouvoir progresser quand la classe va de l'avant. Il est important de comprendre la place de chacun, la place de chaque instance, la confusion des genres est un obstacle à la construction. Discuter du front unique et de l'élaboration des revendications précises."* Quand je lis cela, je me dis : voilà un camarade qui réfléchit avec sa tête, qui a un certain nombre de propositions et je me renseigne pour savoir qui est ce camarade. Ce camarade est responsable d'une toute petite unité de base, animant une toute petite section du Parti des travailleurs, qui stagne depuis des années comme seule section dans un département.

Novembre-décembre, c'est un tournant ? A la place du responsable régional, j'aurais eu une discussion particulière de deux heures avec le camarade pour traduire avec lui ce qu'il vient de dire dans un plan de modification radicale de la situation dans son département. Je crois qu'on peut le faire, tout de suite. Car voilà un camarade qui, de toute évidence, est sorti de novembre-décembre avec une autre perspective politique, un autre horizon : aidons-le à l'organiser ; et ce camarade, qui fait vivre honorablement mais de manière un peu stagnante depuis des années sa petite section du Parti des travailleurs dans le département, aidons-le à renforcer sa section ; aidons-le à renforcer le CCI et donnons-lui les moyens de le faire, puisqu'il indique une disposition politique de conquête. Je constate que le congrès régional a eu la bonne idée de noter toutes ces interventions — donc, cela permet d'en discuter — mais, de ce que j'ai lu, n'a pas tiré cette conclusion. C'est cela qu'il faut modifier chez nous. Les camarades qui font des réflexions de ce type, il y en a partout, dans toutes les réunions. Qu'est-ce qu'on en tire, pour tourner ?

C'est notre responsabilité comme direction. Qu'est-ce qu'on dégage chaque fois de ce type d'indications pour aller de l'avant ? On ne peut pas se contenter de dire qu'il y a un boulevard, car, concrètement, le camarade indique : on peut tourner, on peut basculer. Des camarades ont cette réflexion politique, c'est ce qui domine, à des degrés divers, dans toute nos réunions. Il faut donc répondre de manière appropriée.

En ce sens, si on veut organiser, si on veut tourner, il faut caractériser clairement la situation dans laquelle nous entrons. Camarades, une lutte à mort est engagée, dans laquelle les appareils sont en train de se disposer pour faire refluer le mouvement de la classe et, y compris, faire passer ce qui n'a pas pu passer en novembre et décembre. A des degrés divers, chacun ayant sa place : certains, telle la CFDT, avec le plan Vigi-Sécu, mais d'autres aussi, dans la CGT et la FSU, occupant une place centrale relayée, sous des formes appropriées, par les "recompositeurs" au sein de la CGT-FO. La réflexion qui a été rapportée par un camarade de l'offre de service d'un responsable de la FSU disant à Chirac : il y a des maîtres auxiliaires au chômage, des heures supplémentaires en trop, utilisez les heures supplémentaires pour payer les maîtres auxiliaires et vous ferez des économies, ce n'est même plus le syndicalisme d'accompagnement, c'est le corporatisme, le syndicat-police du travail. Ce n'est pas une indication anecdotique.

Lisez toutes les déclarations de la FSU, c'est présent à des degrés divers. Sur ce terrain, il y a effectivement une volonté de reconstituer une unicité syndicale dans les plus brefs délais, cela va très vite. Nous retardons dans notre appréciation. En Haute-Normandie, j'apprends par une dépêche de l'AFP, et il faut en discuter entre nous, que tous les syndicats enseignants, hormis FO, c'est-à-dire le SNES, le SNEP, le SNETAA, le SGEN, le SEFEN, l'UNSEN-CGT et la FAN, appellent à un rassemblement sur la ligne de

"dénonciation de la pratique des heures supplémentaires". Le thème du rassemblement est *"nous dénonçons la pratique des heures supplémentaires, qui amènent les enseignants à effectuer quelque 25 000 heures de plus par an, soit l'équivalent de 800 postes d'enseignants"*. Donc, c'est directement tourné contre les enseignants qui pratiquent les heures supplémentaires.

CONSTRUIRE UN PLAN D'ENSEMBLE POUR COMBATTRE L'UNICITÉ SYNDICALE

Alors, camarades, si c'est cela la situation, comment combattre politiquement ? Je suis d'accord avec ce que dit un camarade lorsqu'il explique — à propos de la Sécurité sociale, mais c'est valable plus généralement — qu'*"il faut établir les listes de liaisons politiques, mais cela ne suffit pas. Le problème est celui des comités d'unité d'action des syndicats."* Discutons concrètement d'un cas de figure. Je sais que la commission d'hier soir a fait un projet de résolution. Si la résolution est telle qu'elle est, elle n'est pas fausse, mais, à mon avis, elle est insuffisante. Quel est le problème ? La position du SNUIPP et de la FSU sur la question du plan Juppé est parfaitement claire. Ils disent très clairement : il faut fiscaliser, il faut rétablir le rôle du Parlement, il faut la taxation des revenus financiers, transformer le calcul des cotisations patronales pour y intégrer le calcul hors main-d'œuvre, donner au Parlement un rôle complémentaire pour impulser une politique de santé publique, etc. C'est intégralement l'accompagnement du plan Juppé.

Alors, qu'est-ce qu'on décide ? Il est dit dans le projet de résolution : il faut regrouper politiquement, établir la base... C'est parfaitement juste. Mais il y a un problème. On a ici un projet de tract du *Manifeste* qui répond sur ce qu'il en est du plan Juppé aujourd'hui. On est donc capable de définir très précisément ce que sont les bases du front unique. Ce que sont les bases du front unique concernant la Sécurité sociale, et c'est très précis dans ce tract, ce que sont les bases du front unique concernant les revendications spécifiques des enseignants, les camarades sont parfaitement capables de le dire : la dotation horaire globale, les dossiers précis concernant les horaires d'enseignement, les classes, la réforme Bayrou... Le problème qui, à mon avis, devrait se dégager de ce congrès, c'est le fait qu'il y a une bataille politique qui se mène : nous sommes le 28 janvier, le 11 février c'est dans quinze jours. Quelle carte peut-on établir d'établissements scolaires, de localités, où nous allons dans les trois jours, à partir de notre intervention politique, contribuer à jeter les bases de l'unité d'action des organisations syndicales, sur la base des revendications des enseignants ? Cela, non pas en dénonçant le 11, mais prenant en contrepoint le contenu du 11 et en disant : pour nous, voila la plate-forme d'unité, voilà ce sur quoi on ne bougera pas, ce sur quoi on s'est mobilisé et on a manifesté par millions en novembre et décembre, voilà ce sur quoi on reconstitue le cadre immédiatement et partout où c'est possible : comité d'unité d'action des syndicats. On ne peut pas ne pas aller jusque-là.

A partir de là, se trouvent posés les problèmes politiques dans tous les domaines. Y compris à la SNCF. Le camarade a posé un vrai problème hier : la direction de la CGT s'engage à rédiger elle-même le contrat de plan, qui est le même que celui qui a été rejeté. Qu'est-ce qu'on fait ? Il faut répondre à la question. Il me semble que les signataires du *Manifeste* à la SNCF, militants CGT et Force ouvrière, pourraient, sans engager le fer dans une polémique stérile avec la direction de la CGT, formuler de manière précise, comme cela a été fait dans le tract du *Manifeste*, où on en est du contrat de plan, en reliant cela à la question de la Sécurité sociale. Ainsi, pourrait commencer à se reconstituer le cadre de position commune et, quand c'est possible, de comités d'unité d'action des syndicats, qui disent très clairement : non seulement on est pour le rejet intégral du contrat de plan qui n'est que gelé, mais on est contre tout nouveau contrat de plan qui dit cela et, en particulier, le contenu des mesures. Sinon, on dit tous que novembre-décembre ne doit pas disparaître, mais on va le transformer en souvenir. Cela n'a de sens qu'en relation avec nos tâches.

De la même manière, un camarade a fait une intervention tout à fait intéressante sur ce qui s'est passé dans sa ville. Cette intervention pose une question : que fait-on maintenant ? Cette couche de militants et de cadres syndicaux avec lesquels on a constitué ce comité, tous ceux-là à qui on va porter le *Manifeste* maintenant et le tract du *Manifeste*, qu'est-ce qu'on leur propose ? Je dis qu'on doit leur proposer, à l'échelle de la ville — même si, d'emblée, on n'arrive pas au comité d'unité d'action des syndicats —, un appel politique de militants qui, à titre individuel, comme signataires du *Manifeste* ou se reconnaissant dans ces aspects, décident de prendre position, de s'adresser à la population, c'est-à-dire d'intervenir comme un point d'appui pour le front unique. Dans un deuxième temps, on se fixe l'objectif de constituer le comité d'unité d'action des syndicats de la ville avec l'ensemble des éléments. Juste ? Faux ? Il faut en discuter. Ce qui est vrai dans ce cas est vrai à des degrés divers dans toute une série de localités. Est-ce cette orientation qu'on met en œuvre ou pas ?

LA CONSTRUCTION DU PARTI EST L'ŒUVRE DE TOUS SES COURANTS

Je suis à fond pour les meetings, les réunions autour du livre, je pense qu'il faut en faire des centaines et des milliers, je voudrais juste qu'on se mette d'accord sur ce qu'on cherche. Ce ne sont ni des séances de signatures, de dédicaces, ni des discussions académiques. Pour moi, dans une discussion autour du livre, il y a un aspect qui relève de la propagande politique, c'est-à-dire que cela nous permet d'expliquer ce qu'est le Parti des travailleurs et cela débouche sur : qu'est-ce qu'on peut faire ? Trois travailleurs réunis dans une entreprise autour du livre, cela pose la question de l'adhésion au Parti des travailleurs, de l'abonnement à *Informations ouvrières*, et cela pose la question de ce qu'on peut faire dans l'entreprise ou la localité : comment est-ce qu'on se constitue en groupe politique, comment on agit, comment on s'exprime ? Sinon, on va transformer cela en idéologie. Cela serait la pire des erreurs. Avec ce livre, on ne pose aucune condition aux travailleurs quand ils l'achètent, on ne dicte pas l'état d'esprit dans lequel ils doivent le lire, mais, quand on convoque des réunions pour en discuter, c'est avec un objectif politique. Cela aussi, il faut le préciser entre nous.

Dans ce cadre-là, la discussion qui a lieu sur le Parti des travailleurs et ses courants me semble très importante. Je crois, d'ailleurs, qu'il y a des choses qui ont été dites ici qui permettent d'avancer dans cette discussion. Je partage ce qu'ont dit des camarades sur cette question au sens où, si l'on considère par exemple la première rencontre du courant socialiste du 10 février, cela pose un problème plus général à deux niveaux. D'abord, sur les courants eux-mêmes. Je suis d'accord avec cette conception qui consiste à dire qu'il va y avoir une première rencontre, dont le cadre est celui du courant socialiste, dans laquelle certains vont rejoindre le courant socialiste du Parti des travailleurs, et d'autres, sans doute, à ce stade, vont établir des relations, sans être directement membres du Parti des travailleurs. Je pense que c'est juste. C'est juste de le faire perdurer sous des formes que vous jugerez appropriées le 10 février. Si cela est juste, cela pose donc une question plus générale pour nous tous. Outre que l'on répond à la question : est-ce que, comme militants du CCI, on doit considérer la préparation de cette rencontre de militants socialistes comme intégrée aux tâches de construction du parti ? La réponse est claire : c'est oui. Mais cela soulève d'autres problèmes : par exemple, cela pose la question d'un courant qui, pour l'instant, n'a pas un caractère aussi affirmé : le courant communiste. Un camarade a évoqué la question, il faudra poursuivre la discussion. Dans la construction du parti ouvrier indépendant, on aurait vraiment intérêt, collectivement, à ce que cette rencontre ou ce type de rencontre puisse s'organiser.

Robert Hue, à deux jours d'intervalle, se prononce pour les deux unions, c'est-à-dire l'union monétaire européenne et l'union de la gauche. Je me mets à la place de toute une couche de militants du PCF, principalement de la CGT, et j'imagine que cela doit leur faire drôle. Une

partie d'entre eux, nous les touchons par le biais du *Bulletin du Manifeste*, mais une partie seulement et jusqu'à un certain point. En tant que tel, ce positionnement du PC est une question qui est posée.

Une camarade a soulevé une question tout à fait pertinente, que je ne m'étais pas posée jusque-là mais que j'ai notée soigneusement pour y répondre : quel type de congrès fédéral du Parti des travailleurs voulons-nous ? Est-ce une réplique du congrès du CCI ? Question importante. Au plan national, on a posé un certain type de préparation du congrès du Parti des travailleurs ; au plan des fédérations, qui va être associé aux congrès fédéraux ? Par exemple, tous ces militants socialistes, qu'ils aillent ou non à la la rencontre du 10, ces militants du *Manifeste* qui ne sont pas adhérents au Parti des travailleurs et qui, en même temps, établissent un certain type de rapports avec nous ; ces élus, qui, dans le cadre de la démocratie communale, on fait un pas avec nous ; ces militants laïques, qui ont travaillé à la préparation de la manifestation du 9 décembre... Que cherche-t-on et comment ? Si on se pose le problème au dernier moment dans un congrès fédéral du Parti des travailleurs, cela ne peut être qu'un congrès CCIsé. Si on se le pose tout de suite, on a le temps de faire autre chose des congrès fédéraux dans le contenu, dans la forme, dans la participation.

De même la discussion sur la Constituante. J'ai vu la contribution du camarade. Je pense qu'elle pose des questions tout à fait valables, mais qu'elle ne va pas assez loin dans un certain nombre de domaines. Mais nous savons que la discussion va se poursuivre dans le cadre de la préparation du congrès du Parti des travailleurs, qui a mis ce point à l'ordre du jour

De ce point de vue, d'ailleurs, il y a eu en commission, sur la question spécifique de la laïcité, une discussion importante, que vous retrouverez traduite dans la résolution. D'abord, c'est une évidence que la défense de la laïcité, de l'école et de l'Etat, prend un relief d'autant plus important aujourd'hui, pour au moins deux raisons. D'une part, la crise mortelle des institutions de la Ve République fait que l'Eglise a un rôle à jouer décisif dans le soutien et la survie des institutions : le voyage de Chirac au Vatican exprime cela. D'autre part, il est clair que l'offensive corporatiste (hier, un camarade a fait une remarque dans la commission, qui est parfaitement juste : l'Eglise ne peut être réduite à un instrument du capital, bien qu'elle s'en fasse l'instrument) trouve dans l'Eglise, dans son personnel politique, dans son arsenal idéologique, des instruments indispensables à toute l'offensive sur le "partage du travail et des revenus", sur l'intégration des organisations, sur le corporatisme, etc. C'est l'aspect crucial, au plan politique, de la question.

L'ORIENTATION DANS LA JEUNESSE EST UN CONCENTRÉ DE L'ENSEMBLE DES QUESTIONS D'ORIENTATION

Il est important que la discussion sur l'intervention dans la jeunesse n'ait pas eu un caractère formel dans ce congrès. La résolution non plus, puisque, hier, on a eu une longue discussion à la commission sur ce point. Je partage ce qu'a dit un camarade, mais je voudrais préciser une chose : si vous y réfléchissez bien, la discussion sur l'orientation dans la jeunesse n'est qu'un concentré de l'ensemble des questions d'orientation auxquelles nous sommes confrontés dans tout le parti. Il y a d'ailleurs très peu de différences...

Deuxièmement, nous sommes confrontés à un problème politique : comment ne pas cloisonner entre eux les différents aspects de notre intervention en direction de la jeunesse ? Comment ne pas syndicaliser, comment ne pas faire des étudiants une chose en soi, des lycéens une chose en soi, des jeunes travailleurs une chose en soi, comment donc unifier politiquement notre travail en direction de la jeunesse ? De ce point de vue, l'angle d'attaque du quatre-pages me semble nouveau, mais dans un bon sens. Partant du "plan banlieues" et reliant cette question à l'apprentissage, il montre tous les aspects de l'offensive d'ensemble contre la jeunesse.

Troisièmement : comment faire que ce travail ne soit pas l'affaire de spécialistes ?

C'est un problème qui n'est pas uniquement posé dans la jeunesse. Pendant des années, on a dit : le problème du travail jeune, c'est qu'il faut que les unités du parti s'en occupent, ce qui avait un caractère un peu lassant. Maintenant, à cette conférence nationale, on peut dire, et c'est un progrès : il y a une commission jeune qui impulse grosso modo les choses. La preuve est faite que, partout où les unités du parti s'en sont occupé, il y a eu des résultats. On peut faire une liste qui n'est pas négligeable d'endroits où on s'en occupe. Le problème, c'est que cette liste est quand même limitée et que, pour l'instant, ce n'est pas une politique globale de direction.

Quatrièmement : le travail jeune ne peut pas être dirigé si, dans son élaboration, il n'est pas saisi comme une question certes spécifique, mais en même temps reliée à toutes les autres. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et une certaine satisfaction l'intervention d'un camarade hier, parce que la constitution d'une fraction trotskyste dans l'enseignement supérieur, dont le premier acte de naissance a été la bataille politique sur la rupture nécessaire avec les conseils de gestion, cela me paraît un événement à marquer d'une pierre blanche, tant pour notre travail dans ce secteur que pour la constitution des fractions et pour le travail jeune.

L'orientation politique que nous avons dans la jeunesse a aussi un rapport avec les questions d'ensemble. On dit, dans la résolution générale sur le cadre de travail et la méthode, que tout se concentre dans la politique par laquelle les appareils veulent amener la classe à reculer et à plier devant l'offensive corporatiste et du FMI et du gouvernement dans la jeunesse. C'est une formulation qu'il a fallu préciser. J'attire votre attention sur cette question, parce qu'elle est à mes yeux décisive : avant de discuter sur : faut-il un syndicat étudiant ou pas, il y a une question politique qui, elle, ne peut être contournée : notre carte de visite dans la jeunesse, et particulièrement chez les étudiants, c'est que l'état de décomposition avancée à l'Université a, comme point de départ, vingt-cinq ans de loi Faure, prolongée par Savary, etc., vingt-cinq ans de conseils de gestion d'université et, concernant les étudiants, l'autodestruction de l'UNEF et sa transformation en rouage de l'Etat. Si nous n'expliquons pas cela politiquement, aucun étudiant ne peut comprendre ce qui se passe. Nous avons commencé à l'expliquer, nous l'avons traduit dans des délégations aux conseils d'université, *Paroles de Jeunes* s'en est fait l'écho, et c'est décisif. C'est une question d'orientation politique majeure.

Ne pas comprendre cela clairement à l'Université, cela reviendrait par exemple au même que si, dans le mouvement de novembre-décembre, on avait fait des motions dans les entreprises ou dans des assemblées générales contournant la question de la CFDT et de Notat. C'est le même problème politique. Ou cela consisterait, dans l'enseignement, en une orientation qui ne chercherait pas le corps à corps politique visant à exposer, à mettre en lumière ce qu'est le cours de la FSU et du SNUIPP. C'est en cela que réside le caractère unifié de nos problèmes politiques, en même temps qu'il faut réfléchir à ce débat sur la jeunesse pour les surmonter pour l'ensemble du parti.

Une camarade a soulevé un point qui a été discuté hier à la commission et qui est d'une extrême importance : il ne suffit pas de dire qu'on peut faire un pas en avant sur "comité pour un vrai syndicat étudiant démocratique indépendant" si l'on ne dit pas précisément qu'il s'agit d'un syndicat, et non d'un mouvement de type syndical comme cela a été écrit. Non, ce dont les étudiants ont besoin pour porter leurs revendications, c'est d'un syndicat. Un syndicat dont l'indépendance est marquée d'abord et avant tout par son indépendance vis-à-vis des conseils d'université et par le fait qu'il ne dépend que des revendications élaborées par ses mandants. Maintenant, jusqu'où peut-on aller dans ce combat ? La résolution qui est proposée me semble, à juste titre, mesurée. Elle dit : c'est une orientation politique d'ensemble, on a commencé à la matérialiser sur certains points, il est peut-être possible de la matérialiser dans d'autres. En tout état de cause, comme orientation politique, elle est portée par les groupes *Paroles de Jeunes*. Cela me paraît juste, comme il me paraît juste de dire que la condition de cela, c'est le fonctionnement

de la fraction trotskyste et la constitution d'une organisation de jeunes.

Si l'on veut accomplir nos tâches politiques, on doit être à même de combiner deux tâches : combattre toute tendance à "sectoriser" les différents aspects de notre politique, les relier politiquement, c'est-à-dire à la fois distinguer, différencier l'élaboration politique et, en même temps, l'unifier politiquement. La camarade a raison d'évoquer l'anecdote marseillaise des camarades qui n'avaient pas fait le rapport entre le retour au statut et la question de l'instauration des zones franches. C'est une tendance à "sectoriser" les choses, c'est un problème récurrent. Pourquoi est-ce important ? Parce que c'est la condition pour constituer des directions du CCI. Prenons cette question spécifique des fractions et des commissions ouvrières, qui est soulevée dans la résolution : les fractions, c'est indispensable pour centraliser l'élaboration politique dans un secteur déterminé, pour centraliser l'intervention politique dans la lutte de classe, pour différencier.

Et, en même temps, la pire chose serait de croire que l'intervention politique d'un camarade de la Sécurité sociale à Aix-en-Provence, d'un postier de Dunkerque ou d'un enseignant à Créteil dépend de son lien direct, vertical, constant, avec la pyramide de sa fraction professionnelle. C'est faux. La question des commissions ouvrières départementales du CCI, c'est le problème de la capacité de la direction nationale à différencier cette élaboration dans la constitution de fractions et à l'unifier dans son élaboration et dans son impulsion politique. Un camarade posait le problème des postiers, d'une fraction nationale des postiers : il a raison, on va en discuter, on va faire le bilan, comme pour d'autres fractions. Maintenant, même quand cette question sera réglée, l'intervention politique des trotskystes travaillant dans les PTT doit être impulsée par la direction nationale, les responsables régionaux et les unités départementales du CCI, sinon on invente une addition de partis professionnels et verticaux qui s'opposent à la centralisation politique. Donc, c'est un exercice dialectique : diversifier, rassembler ; spécifier, unifier. On ne peut donc unifier que sur le terrain politique. Cela, camarades, est vrai pour l'élaboration de la direction, c'est vrai pour les fractions, et puis c'est vrai pour toute l'activité du parti.

INCARNER DES OBJECTIFS DANS DES RÉSULTATS

Un camarade a posé la question d'*Informations ouvrières,* et il a raison. Il y a une certaine aberration, une certaine contradiction, à ce que, compte tenu de tout ce qu'on dit sur novembre-décembre et ce tournant, on en soit encore à préciser, pour un certain nombre de régions et de départements, quand le contrat d'équilibre avec *Informations ouvrières* sera-t-il honoré. Il y a à cela une base politique : c'est que, si *Informations ouvrières* est le point de départ de toute notre activité politique, c'est parce qu'il unifie l'ensemble des choses politiquement. Si on le prend sous cet angle, il n'y a pas de problème sur le contrat de commande et, s'il y en a un, c'est qu'on prend les choses de manière paraprofessionnelle, de manière parasyndicale, qui disloque notre intervention au lieu de la rassembler.

Si on veut qu'un objectif soit un résultat, il faut s'en donner tous les moyens politiques et d'organisation. Dans cela, il y a déjà l'évaluation des moyens politiques permettant de mobiliser tous les camarades mobilisables pour l'accomplissement de cette tâche. Et le seul fait de ne pas le faire et de le contourner, c'est déjà avoir comme position politique que l'objectif est infondé. C'est une question fondamentale. Je voudrais donner une indication : on a sorti le livre, on l'a sorti vite. On l'a fait en dix-sept jours et, quand on fait un livre en dix-sept jours, cela pose toute une série de problèmes de rédaction que vous pouvez imaginer. Cela soulève aussi un énorme problème de logistique. De plus, non seulement nous avons sorti le livre, mais nous avons voulu nous appuyer sur toutes les réunions du soir qu'il y avait eues ici. Nous avions donc une montagne de cassettes à faire décrypter, et ensuite, comme le livre était dicté au magnétophone, il fallait faire décrypter les bandes, corriger... Les camarades peu-

vent imaginer qu'une rédaction qui commence le 23 décembre avec l'objectif que le livre soit chez l'imprimeur le 10 janvier, cela faisait court.

On a eu une discussion politique, en particulier, sur la manière dont on mobilise l'appareil pour cela, parce qu'il y avait virtuellement des centaines d'heures de frappe. A la fin, on s'est mis d'accord sur la chose suivante : on ne commence pas par chercher les camarades pour le travail qu'il faut, on fait l'inverse : on constitue une armée de bénévoles. On a pris tous les calepins et on a mobilisé tous les camarades du parti de la région parisienne qui étaient susceptibles de donner un coup de main pour décrypter des bandes, pour venir taper... Au début, il y avait un certain scepticisme, mais le résultat est celui-ci : en fin de parcours, nous étions dans une situation où nous n'avions pas assez de travail à fournir aux camarades. On recevait tous les jours des coups de fil de camarades bénévoles nous disant : j'ai fini ce que vous m'avez demandé de faire, est-ce que vous n'auriez pas autre chose à me donner ? On a été obligé de dire : non, excusez-nous, tout a déjà été traité... Les camarades de l'appareil technique, ici, attendaient le rédacteur parce qu'ils traitaient au fur et à mesure, plus vite qu'il n'était possible de rédiger. On s'est donc trouvé dans le rapport inverse pour ce qui pouvait sembler, du strict point de vue de nos critères habituels, une tâche quasiment impossible à régler : il y avait trop de bras par rapport aux tâches à réaliser. Mais cela, camarades, c'est la force d'un parti, c'est la force de ce que Marx nous a expliqué : la supériorité de la coopération dans le système capitaliste par rapport à l'économie précapitaliste.

Appliquée aux règles d'un parti, c'est une manière correcte de résoudre, en l'occurrence, le problème auquel nous étions confrontés avec le livre. C'est la seule manière de résoudre le problème que pose une camarade sur les cartes qui manquent : il y en a pour lesquelles on sait pourquoi et d'autres pour lesquelles on ne sait pas. C'est le seul problème pour la préparation des assemblées de section : je ne vois pas pourquoi elles seraient préparées par le CCI et pas par le bureau de section. C'est le seul problème pour la reprise des cartes, dont je ne vois pas pourquoi des adhérents du Parti des travailleurs qui ne sont pas nécessairement trotskystes ne pourraient pas, avec leurs propres arguments, aller les chercher. C'est le seul problème pour la vente du journal. C'est aussi le seul problème dans l'intervention politique dans la lutte de classe. Il y a un rapport entre le moment où on fixe un objectif — en l'occurrence, pour nous, l'objectif, c'était le livre chez l'imprimeur le 10 janvier — et les moyens que l'on se donne. Là, on a appliqué cette règle. Peut-être, paradoxalement, le caractère exceptionnel de l'opération conduisait-il à adopter cette règle plus facilement, mais je ne vois pas pourquoi, dans des situations moins exceptionnelles, on ne serait pas capable de l'appliquer comme une règle politique.

Camarades, si l'on réfléchit à toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, beaucoup d'entre elles ressortissent de cette question : la non-qualification des moyens d'organisation, de mobilisation des militants, en rapport avec les tâches politiques, exprime une incertitude sur l'objectif politique lui-même. En retour, si la discussion que nous avons ici permet de clarifier et d'homogénéiser l'encadrement du CCI sur l'objectif, il doit en découler, du point de vue des méthodes politiques d'organisation et de direction, une modification équivalente qui permet à ces objectifs de s'incarner dans les résultats.

Conclusion de la conférence nationale

AVOIR UN MANDAT ET RENDRE COMPTE

Indiscutablement, la forme qu'a revêtue la discussion dans notre conférence nationale porte l'empreinte des développements de la situation politique et de la lutte de classe dans les derniers mois. On a eu une conférence nationale dont la préparation, un peu comme le mouvement de la classe, a été atypique au regard de nos propres normes, puisque nous avons commencé par un bulletin intérieur au mois de juin ; que ce bulletin intérieur avait déjà un caractère un peu particulier, puisqu'il reproduisait le compte rendu du rapport et de la discussion de la direction nationale. Ensuite, on a eu des notes dans *La Vérité*, on a eu le surgissement de millions de travailleurs, la discussion entre nous sur ce surgissement, et puis on a eu des *Lettres de La Vérité* et, finalement, on est arrivé à cette conférence nationale.

Si on tire le bilan de cette discussion, ces formes atypiques de préparation n'ont d'aucune manière nui au caractère relativement concentré de la discussion politique que nous avons eue depuis hier. Je ne veux pas ériger ce que je viens de rappeler comme de nouvelles normes incontournables dans les discussions politiques, mais cela veut dire quelque chose. Cela veut dire que les formes de la discussion dans la section française sont nécessairement appelées à subir la marque des développements et des modifications dans la situation politique. Quelles seront les formes et les conditions de préparation du 40e Congrès de la section française de la IVe Internationale ?

Je crois, pour ma part, que cette conférence nationale a marqué un pas en avant et, comme pour tout pas en avant, il nous revient de le matérialiser dans l'activité concrète du parti, dans l'intervention concrète dans la lutte de classe, à tous les niveaux et à tous les échelons de responsabilités qui sont les nôtres.

Nous savons que nous avons à faire face à une situation où les conditions d'existence et de vie pour les plus larges masses vont être rendues difficiles. Un camarade jeune utilisait cette formule hier : *"Nous sommes arrivé à un stade de la décomposition de l'impérialisme où il est plus facile à un jeune de se procurer une arme ou de la drogue qu'un travail ou un logement"*, et c'est vrai. Et quelles que soient les conditions ou les milieux dans lesquels chacun d'entre nous intervient, nous savons que ces coups qui sont portés aux masses, en particulier à la jeune génération, constituent le cadre dans lequel nous sommes amenés à combattre. Un cadre à la fois plus difficile, mais qui, en même temps, accroît le caractère plus insupportable de la situation de millions d'hommes et de femmes. C'est précisément ce caractère insupportable qui est à la base de la résistance des masses, de leur volonté de combat. C'est ce caractère insupportable le fil conducteur qui va des événements de novembre et décembre derniers aux événements à venir, et qui constitue le socle du combat pour la révolution prolétarienne.

Alors, si c'est un pas en avant, et ce doit l'être, tout se concentre maintenant dans notre capacité à le réaliser comme direction. Un mot à ce sujet : il y a eu beaucoup d'événements majeurs dans les dernières semaines et les derniers mois. Dans ces événements, il y a eu ceux de novembre et décembre. Il y a ce qui c'est passé chez les traminots, toute une série d'autres développements, et puis il y a eu

un événement qui, aux yeux des marxistes que nous sommes, est un événement banal : la mort d'un homme ayant exercé quelques responsabilités à la tête de l'Etat pendant quatorze ans. Si l'on réfléchit aux raisons pour lesquelles cet enterrement a été l'occasion d'un tel déferlement de superlatifs, de rassemblements, d'union sacrée, il y a bien sûr à cela des raisons politiques immédiates, je ne les développerai pas. Mais, au-delà de ces raisons politiques immédiates, il y a aussi quelque chose de profond qui s'exprime, qui est la conception bourgeoise de la politique, de l'histoire et de l'humanité. Cette conception bourgeoise est nécessairement à l'affût de sauveurs suprêmes, d'hommes providentiels, qui sont censés concentrer on ne sait pas trop quoi, mais enfin, concentrer, sinon les espoirs de l'humanité, du moins les espoirs de la classe dominante et répondre à son angoisse, à savoir : garder les rênes de la situation bien entre les mains.

Je dis cela parce que nous avons été révulsés par ce déferlement, amusés aussi, parce qu'il y avait de quoi rire. Il faut en tirer une leçon. Les marxistes que nous sommes ont une conception de l'action politique, de l'action collective et de l'action de classe qui est aux antipodes de cette conception bourgeoise. L'individu a sa responsabilité, c'est ce que nous appelons chez nous un mandat. Chacun d'entre nous est amené, dans la IVe Internationale, dans le Parti des travailleurs, dans les organisations syndicales, à solliciter des mandats, à chercher à les remplir avec toutes ses capacités, toutes ses qualités. Chacun de nous est amené à rendre compte du mandat et, en même temps, la capacité d'une direction à accomplir le mandat collectif qui lui est confié ne se réduit pas à l'addition des capacités individuelles qui la composent.

Une direction, c'est un corps collectif, c'est une capacité à coopérer au sens plein du terme, c'est une capacité à agir comme un organisme collectif. C'est sans doute sur ce point que nous rencontrons encore maintenant trop de difficultés, qui sont le produit, d'ailleurs, de la pression de la société bourgeoise décomposée sur nous. C'est sans doute sur ce point qu'il y a, à tous les niveaux, le plus d'efforts et de progrès à faire. Je crois qu'on en a fait beaucoup, mais il y en a encore beaucoup à faire. Et si l'on veut que ce pas en avant, qui s'est exprimé dans le caractère sérieux de nos discussions, débarrassées de toutes scories, de tout type d'arrière-pensées sur des questions politiques qui sont sérieuses, si on veut que cela trouve tous ses prolongements, il faut veiller, en particulier, à ce que cette direction nationale travaille comme un corps collectif. Cela afin que, appuyée sur la libre discussion, elle puisse accomplir son mandat, qu'elle puisse conduire l'organisation de la IVe Interna-tionale et de sa section française à des succès politiques qui ne sont pas des succès politiques pour elle-même, mais des succès politiques au compte de l'indépendance de classe de la classe ouvrière.

C'est cette leçon que je voudrais dégager de ce 39e Congrès, cette conférence nationale du CCI, et dont je souhaite que, à l'ouverture du 40e Congrès, nous pourrons mesurer que ce combat a été accompli, sinon à 100 % — parce qu'il est rare que les mandats soient accomplis à 100 % —, mais que, pour l'essentiel, il ait été accompli.

Voilà ce que je voulais dire en conclusion de ces travaux. Je propose — bien que ce chant ne nous appartienne pas comme section de la IVe Internationale, qu'il est propriété de l'ensemble du mouvement ouvrier et de ses composantes, donc aussi, à ce titre et à égalité, propriété de la section française de la IVe Internationale — que nous concluions nos travaux par *L'Internationale*.

Nouvelles de l'Entente internationale

CANADA

Démocratie & Socialisme

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

London, Ontario : grève générale de 24 h contre les mesures Harris

La photo ci-contre montre Robert White, président du Congrès du Travail du Canada, ordonnant aux travailleurs rassemblés à London, Ontario. Voir page 5.

SOMMAIRE :

Annulation de la réforme Azworthy 3
Ripostes aux coupures ! 4
Congrès du NPD 6
A propos de Misère de la philosophie 7
IIIe Conférence Mondiale Ouverte de l'EIT 8

Prix: 50 cents ou plus en soutien

ISSN 1188-1747

Editorial

Depuis que la période référendaire s'est achevée, il ne se passe pas de jour sans que la presse n'annonce de nouvelles mesures d'austérité décidées par le gouvernement d'Ontario: licenciements d'hôpitaux, coupures dans le budget de l'Education, dans la protection sociale, suppression des cours de licenciés destinés aux chômeurs, etc. Le plan de réduction du déficit budgétaire (les coupures) était préparé depuis des mois, mais il avait été différé jusqu'au lendemain du référendum.

Après la nomination de Pauline Marois comme ministre des Finances, Jacques Parizeau a déclaré:

«Les coupures budgétaires vont être d'une intensité telle que l'on aura besoin d'une main extrêmement ferme au Talent. Les objectifs de dépense devront être observés avec fidélité».

Cette politique de régression sociale est en tous points identique à celle du gouvernement Chrétien et des gouvernements des autres provinces, mais aussi à celle que les gouvernements, un peu partout dans le monde, mènent, avec des variantes nationales, contre les acquis des travailleurs, en vue de réduire le coût du travail et d'accroître les profits spéculatifs.

Cette politique, c'est celle des banquiers, des patrons, c'est la politique dictée par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Journal du comité pour un parti des travailleurs (Entente internationale des Travailleurs) n° 32

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES décembre 1995

***Démocratie et Socialisme*, journal du comité pour un Parti des travailleurs (Entente internationale des travailleurs), n° 32, décembre 1995 :**

"Lindon (Ontario) : en riposte aux mesures du gouvernement Harris, la grève de 24 heures paralyse les principales usines"

« La première riposte aux mesures du gouvernement conservateur de "Mike the knife" *(Mike le couteau)* Harris organisée par les syndicats a paralysé la production des usines implantées à Lindon et coûté des millions en perte de production, selon le *Globe and Mail*. Ford, Cami, General Motors, Kellogs, Ault et Labatt ont dû fermer leurs portes.

L'enjeu de la bataille est d'abord la lutte contre les coupures budgétaires de 5,5 milliards en 1996-1997. Le gouvernement veut aussi congédier 13 000 des 89 000 fonctionnaires. Les coupures touchent les municipalités, les universités, les collèges, les commissions scolaires et les hôpitaux.

Les premières coupures annoncées en juillet touchaient surtout l'aide sociale. Dans les assemblées ouvrières, dans les usines, nombreux étaient ceux qui disaient avoir des chômeurs ou des assistés sociaux parmi leurs proches, et cela a joué dans la décision de rejoindre la grève.

L'autre enjeu est aussi important : le gouvernement Harris, avec l'adoption de la loi *"visant à rétablir l'équilibre et la stabilité dans les relations du travail"*, a abrogé la loi anti-*scab (anti-jaunes)* de 1992 du gouvernement Bob Rae, et va plus loin en renforçant les contrôles sur l'activité syndicale et en facilitant la privatisation de certains services publics, en autorisant le secteur privé à ne pas respecter les conventions collectives en vigueur. La loi sur la syndicalisation en milieu agricole (qui touche surtout les usines agroalimentaires) a été aussi abrogée.

Anil Verma, professeur en relations industrielles à l'université de Toronto, explique :

"Nos études ont également démontré que les entreprises américaines ont grandement profité de l'absence de droits successoraux pour se débarrasser des syndicats, en vendant ou en relocalisant les entreprises.

Le gouvernement ontarien donne un mauvais exemple au secteur privé, qui réclamera rapidement les avantages consentis aux services publics et voudra s'aligner sur la pratique américaine.

C'est l'aspect explosif de la nouvelle loi."

Les mesures du gouvernement Harris ont eu pour premier effet de rapprocher les travailleurs qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, les syndiqués et ceux qui ne le sont pas. »

ÉTATS-UNIS

THE ORGANIZER

FRENCH WORKERS SHOW THE WAY FORWARD!

SPECIAL SECTION INSIDE: FOUR-PAGE REPORT ON FRANCE

IN THIS ISSUE:

- Reports on the Newspaper Strike in Detroit
- Caterpillar Strike, and
- Staley Strike

The Organizer, mensuel pour un parti ouvrier, pour une Internationale ouvrière, vol. 6, n° 1, janvier 1996.

Extrait de :

"En avant vers le congrès de convention du Labor Party des 6-9 juin"

« Le congrès du regroupement Labor Party Advocates (LPA, Partisans du parti ouvrier) se tiendra du 6 au 9 juin à Cleveland (...).

Les règles de ce congrès ont été envoyées aux membres de LPA dans une lettre du 8 décembre du responsable national de LPA, Mazzochi (...).

La règle qui proposait qu'à la conférence les syndicats versant 25 000 dollars sans nécessairement soutenir LPA aient 50 délégués au congrès a été retirée.

Le règlement final précise que les délégués avec droit de vote doivent venir des sections du LPA ou des syndicats et des organisations qui *soutiennent* (...).

Une autre règle proposée, qui a été modifiée, est celle qui reléguait les organisations ouvrières non syndicales à un statut de deuxième rang en leur donnant un simple statut d'observateur (...).

La règle définitive précise que les représentants d'organisations ouvrières, de femmes, de travailleurs de couleur et d'autres groupes ouvriers, dont ceux qui font face à une discrimination spéciale et qui soutiennent LPA, ont un droit de vote.

Ces modifications marquent un changement important pour LPA (...). »

BRÉSIL

O TRABALHO

PREVIDÊNCIA: QUEM QUER SE ENGANAR?

Outras notas

Trabalho infantil
VOLKSWAGEN EXPLORA CRIANÇAS
pág. 7

Nossa posição

***Bulletin O Trabalho,* n° 387 (7 février) :**

Extraits de l'éditorial :

"Notre position"

« Les faits politiques *(voir notre dossier sur la Sécurité sociale)* posent aujourd'hui une question incontournable : les revendications populaires peuvent-elles être satisfaites par ce Congrès ? (...)

Mais, désormais, ce Congrès de brigands et la prérogative des mesures provisoires ne suffisent plus. FHC a besoin de transformer les syndicats en courroies de transmission des exigences du "marché". Quant au rôle joué aujourd'hui par la direction de la CUT, l'éditorial du journal *L'Estadão* conclut que *"nous devons être prêts à voir apparaître sur la scène politique des positions corporatistes, dans le sens où les chambres sectorielles sont corporatistes"* (6 février 1996). »

Extrait de l'article sur la Sécurité sociale :

"Ce qui est en jeu"

« La direction nationale de la CUT a approuvé à la majorité le contenu de l'accord sur la Sécurité sociale défendu par Vicentinho et le gouvernement.

On a beaucoup parlé de cet accord dans les dernières semaines. Le fait est qu'au Brésil, comme dans d'autres pays, les gouvernements cherchent à associer les syndicats à l'application de leurs plans dictés par le FMI. En témoignent les récents exemples de la France et de l'Allemagne, commentés dans cette page.

Détruire des droits conquis depuis des décennies — comme c'est le cas pour la retraite calculée sur les années de travail — n'est pas une tâche aisée. Elle exige, comme ils disent, "de l'astuce". Il leur faut tromper et fourvoyer les travailleurs sur ce qui est en discussion. C'est ainsi qu'ils espèrent voir approuver leurs plans de régression. Malheureusement, des directions syndicales viennent à leur secours.

Pour contribuer à clarifier les questions qui sont en jeu, le *Bulletin O Trabalho* publie un tableau reproduisant les positions défendues par le gouvernement FHC et par la direction de la CUT, suivi d'un commentaire. Nous voulons ainsi fournir les arguments au combat pour que la CUT change de position. »

Encadré :

"Campagne de motions dans la CUT"

« Au cours des derniers jours, des syndicats et instances de la CUT ont commencé à prendre position pour le rejet du protocole d'accord, sur la base de la négociation et pour la convocation d'une réunion plénière d'urgence.

Dans la convention de la CUT des travailleurs municipaux de São Paulo, la motion a été adoptée par 56 voix contre 47, revenant ainsi sur la position antérieure de la commission exécutive du syndicat. Six autres syndicats de São Paulo — postes, Radialistas, infirmiers, architectes, Sinpro-Osasco et Afepesp — ont fait de même.

A la veille de la réunion de la direction nationale de la CUT, on comptait déjà les adhésions de directions ou d'assemblées de quinze syndicats — SINDIUTE, SINDSEF et SINTUFC du Ceara, SINDSEF du Minas Gerais, médecins et ingénieurs en Alagoas, de SINERGIA et des travailleurs de la Sécurité sociale de Brasilia —, outre l'important plénum national des fonctionnaires et les plénums syndicaux convoqués par les CUT de Alagoas, du Ceara et de Rio Grande do Sul (qui a demandé que la CUT dénonce l'accord). »

Extrait de l'article

"La coordination prépare la campagne.

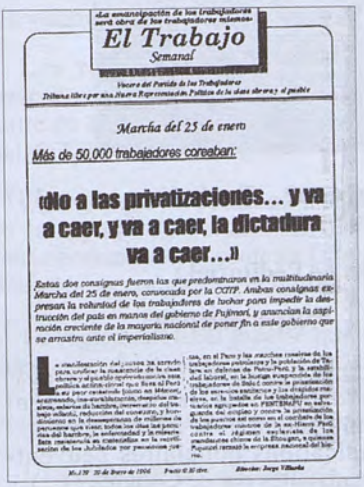
Pour la Constituante, rendez-vous à Belo Horizonte"

« La réunion nationale va organiser un mouvement national pour la Constituante souveraine (...).

La vague d'attaques qui menace de mener à la dislocation de la nation doit trouver une réponse globale — c'est ce que réclament des réunions comme la rencontre régionale du Ceara, qui appelle à une Rencontre nationale démocratique et populaire —, c'est-à-dire à une action centralisée qui en finisse avec ce gouvernement et ce Congrès, et qui établisse le respect de la souveraineté populaire. Aujourd'hui, c'est à travers un mouvement pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine qu'on peut arracher l'application d'un programme de satisfaction des revendications populaires (emploi, terre, santé et éducation) sur la base du non-paiement de la dette extérieure et de la confiscation des profits spéculatifs. C'est-à-dire en rompant avec "l'ajustement" dicté par le FMI. Et, pendant ce temps, les députés du PT et d'autres élus sur mandat populaire continuent à y jouer un triste rôle légitimateur (...).

Maintenant, la Coordination est en train de reprendre la campagne en faisant circuler un projet de *"manifeste pour ouvrir la discussion"* en vue de créer un mouvement pour la Constituante. Une fois lancée cette étape d'adhésions initiales apportant des ajouts et des suggestions, la coordination appelle à une réunion nationale pour le 23 mars prochain à Belo Horizonte. Sont principalement attendus les représentants de plusieurs forums et rencontres démocratiques et populaires qui ont eu lieu dans les derniers mois. »

PÉROU



«La emancipación de los trabajadores será obra de los trabajadores mismos»

El Trabajo

Semanal

Vocero del Partido de los Trabajadores

Tribuna libre por una Nueva Representación Política de la clase obrera y el pueblo

Marcha del 25 de enero

Más de 50.000 trabajadores coreaban:

«No a las privatizaciones... y va a caer, y va a caer, la dictadura va a caer...»

Estas dos consignas fueron las que predominaron en la multitudinaria Marcha del 25 de enero, convocada por la CGTP. Ambas consignas expresan la voluntad de los trabajadores de luchar para impedir la destrucción del país en manos del gobierno de Fujimori, y anuncian la aspiración creciente de la mayoría nacional de poner fin a este gobierno que se arrastra ante el imperialismo.

Extrait de *El Trabajo*, hebdomadaire du Parti des travailleurs, n° 139, 30 janvier 1996 :

Extrait de l'article

"Le tournant de la situation a eu lieu. Constatons les évidences"

« La mobilisation de plus de 50 000 travailleurs dans la marche du 25 janvier à Lima, et d'autant de dizaines de milliers en province, est un tournant dans les événements qui marquent la modification de la situation politique nationale.

Ce changement réside en ce qu'il a ouvert la voie pour l'intervention massive de la classe ouvrière et du peuple pour la défense des revendications foulées aux

pieds sur l'ordre exprès du FMI. Désormais, c'est l'action des travailleurs qui dominera de plus en plus la situation politique. La classe ouvrière a vérifié, par son expérience, qu'on peut répondre de façon unifiée aux attaques de Fujimori-FMI. Pour sa part, le gouvernement a pris note du changement et agira comme l'ont toujours fait les dictatures avant de se décomposer et de tomber : il accentuera la répression. Voilà pourquoi personne ne doit s'étonner si Fujimori et sa clique militaro-policière relancent les "actions terroristes" fabriquées dans les bureaux des services de sécurité, montant ainsi des provocations pour frapper le prolétariat et la population. C'est là la technique favorite de la clique bonapartiste qui commence à pourrir.

Le tournant de la situation politique ne survient pas comme "un coup de tonnerre dans un ciel serein". Il a des précédents, il s'est préparé dans la lutte des classes. Le jalon le plus important en a été la grève coordonnée et la mobilisation du 25 octobre convoquée par le Comité d'unité syndicale, journée à laquelle se sont jointes les luttes du Sutep, de Fenutsa, de Fentase, des travailleurs municipaux, des mineurs et d'autres secteurs. Le dénominateur commun de ces combats : non aux privatisations, non aux licenciements ! »

MEXIQUE

El Trabajo

LA LEY DE "REFORMA" DEL SEGURO SOCIAL, DICTADA POR ZEDILLO, RETROCESO DE DECADAS

DESTRUCCION DE LA SOLIDARIDAD OBRERA

SUBSIDIOS A LAS EMPRESAS PRIVADAS

ENTREGA DE LOS FONDOS A LAS COMPAÑIAS ASEGURADORAS

***El Trabajo*, pour un parti ouvrier, pour une Internationale des travailleurs, n° 61, janvier 1996 :**

Extrait de l'article

"La loi de réforme de la Sécurité sociale dictée par Zedillo représente un recul sur des décennies"

« Le gouvernement de E. Zedillo est au pouvoir depuis un an. Pour les travailleurs mexicains et pour la nation dans son ensemble, le bilan de cette année est effroyable.

En décembre dernier, le "congrès du PRI" a adopté la loi de contre-réforme de Sécurité sociale. En décembre et en janvier, la flambée des impôts et des prix a asphyxié la grande majorité du pays.

Cette politique est le résultat direct du traité de libre commerce et des mesures imposées par le gouvernement nord-américain pour sauver les spéculateurs de la banqueroute. Les chambres des députés et des sénateurs, chambres qui ne servent qu'à enregistrer les décrets émis par le président, ont rapidement approuvé la loi par laquelle le régime prétend démanteler l'Institut mexicain de Sécurité sociale (IMSS).

Les amendements introduits par les députés sur initiative présidentielle n'ont rien changé de l'essentiel : destruction du principe de solidarité entre générations et entre salariés, réversion des cotisations aux patrons pour qu'ils établissent un service privé. En outre, des subventions sont accordées aux entreprises, étant donné que l'Etat augmente significativement sa participation dans le paiement des assurances maladie et retraite, en même temps qu'il réduit la cotisation versée par les patrons.

La contre-réforme de l'IMSS, qui prépare à son tour celle de l'ISSSTE et des autres institutions de santé, est un coup sévère porté aux droits des travailleurs. »

ESPAGNE

Tribuna libre

Debate Social

Semanario obrero independiente

Elecciones anticipadas, crisis prolongada

Coalición Republicana se presenta a las elecciones con el lema "República, para que el pueblo decida"

La mayoría trabajadora necesita puntos de apoyo independientes del régimen y de la UE para defender sus intereses regidos por las patronales salvajes

Coalición Republicana presenta sus candidaturas

En cuarenta provincias de España, Coalición Republicana ha presentado sus candidaturas al Congreso y/o al Senado para defender las aspiraciones de la mayoría social que aspira a realizar el cambio político y social, para satisfacer sus aspiraciones

***Debate Social*, hebdomadaire ouvrier indépendant, n° 157, 31 janvier 1996 :**

Extrait de l'éditorial

"Les autonomies désarticulent les travailleurs, cassent les syndicats et divisent les peuples"

« (...) La tentative d'impliquer les syndicats dans les plans de destruction économique et de régression sociale est préparée par les corps des autonomies, ainsi que le fait de les rendre dépendants, aussi bien sur le terrain politique que financier. Il n'est pas étonnant, dans cette situation, que soit préparée la signature d'un pacte social contre les grèves au niveau de l'Espagne, telles que la grève des médecins et de la Renfe (chemins de fer) ou les grèves générales elles-mêmes. Il s'agit maintenant d'imposer la médiation obligatoire préalable, ce qui revient à porter atteinte au droit de grève. Pour cela, il est proposé de créer un service interconfédéral de médiation et d'arbitrage, nommé par le ministère du Travail et constitué dans le cadre des autonomies. Ce pacte mettrait en question l'unité des travailleurs, leur droit à constituer des syndicats unis dans toute l'Espagne, ainsi que leur droit à la grève. Il affecterait également toutes les entreprises couvrant un domaine supérieur à celui de chaque communauté autonome, et tous les cas de mobilité géographique, de modifications des conditions de travail et les licenciements collectifs.

L'Etat monarchique et sa structure en autonomies vise à s'imposer contre l'unité des travailleurs d'Espagne en détruisant leurs syndicats sous le prétexte des autonomies, en déréglementant les conditions de vie et de travail. Tout un arsenal de guerre. »

PORTUGAL

Tribuna Livre

da luta de classes

editorial

OS TRABALHADORES FRANCESES MOSTRARAM A CAPACIDADE

DE AGIR NO SEU CAMPO DE CLASSE

DE AGIR UNIDOS COM OS SINDICATOS

ELES ASSUMIRAM-SE COMO CLASSE SOCIAL

O GOVERNO JOSPIN E OS SEUS APOIANTES

***Tribuna Livre*, organe du Mouvement pour l'unité des travailleurs, n° 42, janvier 1996 :**

Extrait de l'éditorial

"Les travailleurs français ont montré la capacité à agir sur leur terrain de classe, à agir unis avec les syndicats"

« (...) Il y a la peur que les événements qui ont commencé en France puissent se répéter ici et dans d'autres pays.

C'est la peur d'une classe faillie, parce que son expérience comme la nôtre montrent que seule la classe ouvrière organisée et unie peut assurer le maintien des conquêtes de la civilisation, de la démocratie et de la paix.

Les travailleurs français ont montré à tous les militants et dirigeants du mouvement ouvrier qu'il faut qu'ils rompent avec la "concertation" pour assurer la force des organisations qu'ils dirigent, pour être un point d'appui pour la classe qu'elles représentent.

Ici comme là-bas

Au Portugal, le gouvernement de Guterres a déjà annoncé qu'il compte modifier la loi fondamentale de la Sécurité sociale, en la divisant en trois "piliers": la "redistribution d'Etat", "l'épargne" (fonds de pension) et les assurances individuelles. Bien que l'organisation de la Sécurité sociale au Portugal ne soit pas exactement la même qu'en France, le contenu de ces mesures est le même que celui qui est à la base du "plan Juppé".

Comme en France, le gouvernement de Guterres se propose de tenir des "forums" et des "tables de concertation sociale" avec des représentants du patronat et des organisations des travailleurs.

La participation des directions syndicales à ces "forums" et "tables de concertation" irait-elle modifier le contenu de ces plans de "réforme" de la Sécurité sociale ? Ou bien vise-t-elle uniquement à compromettre les dirigeants syndicaux pour faire "avaler la pilule" aux travailleurs ? »

ITALIE

Extraits de *La Truffa* (L'Arnaque), bulletin sur la mise en cause des retraites en Italie, édité par les militants de l'Entente internationale des travailleurs, qui publient le journal *Reflessioni* :

« La réforme des retraites est sans aucun doute est un des chapitres les plus noirs de l'histoire du mouvement ouvrier. Dans le jeu parlementaire, on a eu la nette sensation qu'il n'existait aucune dissension, y compris concernant Rifondazione Comunista, qui porte la responsabilité devant des millions de travailleurs et retraités de ne pas avoir expliqué clairement le contenu destructeur de cette réforme. Le chœur des voix, partant du PDS, qui voulait à tout prix cette réforme et qui était prêt à la faire adopter y compris par un "vote de confiance" (*"Le vote de confiance est un fait douloureux et cependant quasiment inévitable. Il défend la réforme approuvée par la large majorité des travailleurs"*, Luigi Berlinguer) jusqu'à la masse des amendements déposés par Rifondazione Comunista (...). Le rôle de Forza Italia fut aussi tristement intéressant. Cette force politique introduisit la formule de sauvegarde, par laquelle si le poids total des retraites dépasse les prévisions du gouvernement, il sera procédé à une augmentation des contributions et à une diminution des prestations. Cette proposition a été acceptée alors qu'une extension du système par répartition à tous les travailleurs a été rejetée (...).

D'autres amendements ont été totalement approuvés (...), comme par exemple la mise en parité des compagnies d'assurances comme gestionnaires de la prévoyance complémentaire.

Cofferati, responsable de la CGIL, écrivit : *"Il est nécessaire d'économiser, mais les économies doivent être le résultat d'un projet de réforme qui doit être défini avec les partenaires sociaux."*

(...) Les ouvriers de Fiat, de Pirelli, et des autres usines se réunirent en assemblée générale. Sept mille métallurgistes défilèrent dans les rues de Turin aux cris de *"Grève générale !"* (...) Mesurant la profondeur de la radicalisation ouvrière, les dirigeants syndicaux appelèrent alors à une grève générale le 14 octobre 1994. (...) Mais les dirigeants avaient fixé le cadre, leur cadre (...).

La classe ouvrière s'appropria cette grève comme sa propre grève et elle se mobilisa en masse : de Palerme à Turin, 80 à 100 % de grévistes. Trois millions de travailleurs, de citoyens, de jeunes, de retraités, manifestèrent dans les grande villes pour la défense des retraites. C'était la riposte de la classe ouvrière. Les travailleurs savaient qu'une chose était nécessaire : l'unité sur la base de leurs revendications (...), tandis que les dirigeants réalisaient l'unité syndicale sur un autre terrain avec le gouvernement Berlusconi, au service de l'Union européenne, s'alignant sur les lois des marchés financiers et de la spéculation.

Tout cela avait été rendu possible parce que les travailleurs italiens, trompés par la politique syndicale, ne purent pas contrôler leur mouvement et leur unité. Ce qui s'exprimait dans les assemblées générales unanimes dans toute l'Italie, le non à la contre-réforme, n'a pas pu devenir expression indépendante (...). A cette étape, les travailleurs ne réussirent pas à construire les comités de grève pour imposer à leurs organisations l'unité sur leurs revendications concrètes et précises.

Des coordinations en tous genres, derrière lesquelles il y avait les COBAS (prétendus comités de base), se sont formées. Dans les faits, ces coordinations n'ont servi qu'à couvrir à gauche les appareils syndicaux (...). En ne se battant pas pour les délégués en assemblée, pour leur centralisation, ils ont laissé les mains libres aux dirigeants syndicaux (...). Rifondazione Comunista n'a fait que représenter une couverture à gauche et une soupape de sécurité.

Face à la grève (...), les sommets syndicaux ont avancé la politique dite du "fédéralisme". Qu'est-ce que cela veut dire ? Il y a une seule classe ouvrière en Italie. Le fédéralisme, soutenant la division de l'Italie en régions, représente la dislocation de l'unité organique de la classe ouvrière constituée à travers le cadre juridique de ses droits et de ses garanties collectives dans le cadre national

Au lendemain de la grève générale, treize députés du Nord, tous partis confondus, depuis Forza Italia jusqu'à Rifondazione Comunista, se prononçaient pour une *"réforme du contenu fédéraliste"* (...).

Que crée la nouvelle loi sur les retraites ? Chaque travailleur devra "construire" sa retraite, mettre de côté une partie de son propre salaire (...). Avant tout, cette nouvelle loi détruit l'unité des travailleurs et l'unité du pays (...).

Ne faut-il pas l'unité des conquêtes du Nord au Sud, l'existence des syndicats, la solidarité, les conventions nationales, pour empêcher la division de l'Italie ? Les dirigeants syndicaux se rendent-ils compte qu'ils ont soutenu une loi qui, "atomisant" l'individu, ouvre la voie à l'exploitation la plus sauvage, à la division du pays, à l'opposition entre régions, entre secteurs, entre les travailleurs eux-mêmes ?

Se rendent-ils compte que continuer à soutenir la flexibilité, le fédéralisme, les contrats et accords différents de région en région, cela veut dire ouvrir la voie à la dislocation du pays, qui est l'antichambre des haines raciales ? »

BELGIQUE

***La Tribune des travailleurs*, mensuel du comité de l'Alliance européenne des travailleurs en Belgique, n° 39, janvier 1996 :**

Extrait de l'article

"Le gouvernement Dehaene contraint de modifier son calendrier"

« Les différents gouvernements avaient, l'année passée, décidé d'un calendrier précis. Avant la fin de l'automne, supprimer massivement des emplois dans les services publics. En décembre, mettre en route une attaque contre la Sécu à appliquer en 1996. Enfin, avant fin 1996, mettre en place une nouvelle loi de contrôle des salaires (...).

La grève spontanée des cheminots

Mais, dès le matin du lundi 18 décembre, la grève éclate spontanément chez les cheminots. Partie de Flandre, en quelques heures elle se généralise à Bruxelles et à la Wallonie. La direction des syndicats de cheminots rencontre le ministre et appelle à la reprise. Le mardi 19, la grève reste malgré tout générale en Wallonie. Le même jour, les syndicats de la Sabena (compagnie d'aviation) décrètent leur troisième jour de "grève surprise" de 24 heures pour obtenir le rétablissement des conventions collectives dénoncées par la direction dans le but d'obliger les syndicats à avaliser le plan de restructuration. Dans la journée, le ministre des Transports est obligé de préciser publiquement que le gouvernement renonce à faire adopter le plan SNCB *(chemins de fer belges)* pour le 22 décembre et qu'il garantit que rien ne sera définitif avant le 15 janvier. Il propose une nouvelle négociation avec les syndicats. Le Premier ministre est amené à déclarer que, pour la "réforme" de la Sécu, il a toute l'année 1996 devant lui. Il est donc obligé de remettre en cause son calendrier.

Manifestation du 20 décembre avec la Sabena

Le mercredi 20 décembre, les derniers cheminots en grève reprennent le travail. A Liège, l'assemblée est très houleuse et une partie des cheminots veut continuer. Le même jour, une manifestation intersectorielle a lieu à l'aéroport de Bruxelles en solidarité avec les travailleurs de la Sabena. Près de 4 000 travailleurs, y compris des délégations de métallos, manifestent dans l'unité de tous les syndicats. Lorsque les manifestants envahissent les installations de l'aéroport et les postes d'envol, des affrontements ont lieu avec la gendarmerie.

Le démarrage de la grève spontanée des cheminots, avec le spectre d'une situation à la française, a obligé le gouvernement fédéral à reculer. A nouveau, dès janvier, tous les éléments de l'explosion sociale qu'il redoute tant — et qu'il aurait voulu résorber avant de commencer l'année 1996 — vont se concentrer.

Par leurs grèves, les cheminots ont obligé le gouvernement à promettre qu'il ne prendrait pas de mesures avant la mi-janvier 1996. Cela a obligé le gouvernement Dehaene à reporter à plus tard son attaque contre la Sécurité sociale. Ainsi, en défendant les services publics, les cheminots ont aidé à défendre la Sécurité sociale !

S'unir

Que veut le gouvernement ? Il le dit clairement : il veut nous diviser pour d'abord casser l'emploi dans les services publics et ensuite casser la Sécurité sociale. Comment gagner ? En s'unissant tous ensemble, travailleurs du service public, travailleurs du privé, allocataires sociaux et jeunes, on peut faire reculer le gouvernement sur les services publics et créer ainsi le rapport de force pour défendre la Sécurité sociale. »

SUISSE

Journal

L'Union syndicale suisse rejette la révision de la loi sur le travail

IL FAUT LA MOBILISATION DANS L'UNITE

Restaurer une tradition ouvrière et démocratique

***Journal*, bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, n° 117, février 1996 :**

Extrait de l'article

"Seule l'unité autour des revendications peut mettre un frein au désastre social"

« La discussion du budget 1996 au Parlement vaudois vient de prendre fin.

La coalition gouvernementale a décidé d'aggraver de façon inouïe les conditions d'existence de milliers de travailleurs, de jeunes et de personnes âgées en réduisant de façon drastique les normes de l'aide sociale et en introduisant un revenu minimum de réinsertion (RMR), qui réduit de 40 % l'aide cantonale aux chômeurs. Mais le Conseil d'Etat n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Après Orchidée I et II, le Conseil d'Etat vient de décider la mise en œuvre de mesures complémentaires d'économie pour un montant de 260 millions de francs d'ici à l'an 2000. Celles-ci s'ajouteront à Orchidée II, dont le montant est de 230 millions et qui signifie la suppression de plus de 2 000 postes de travail.

Pour atteindre ces objectifs, le Conseil d'Etat compte sur la réforme du statut de la fonction publique, notamment de l'échelle des salaires, et sur la remise en cause des augmentations statutaires et de l'indexation. D'autre part, le gouvernement veut accélérer la réforme hospitalière et la réforme de l'école vaudoise dans le sens d'un transfert vers le secteur privé des tâches de l'éducation et de la santé (...).

Seul le soutien sans faille des conseillers d'Etat socialistes permet la mise en œuvre de cette politique. Les vociférations des députés dits de gauche lors du débat, relayées par la presse à grands coups d'encarts publicitaires, ne peuvent cacher la réalité rapportée par *24 heures,* le 23 janvier 1996 : *"Un accord informel a été conclu au niveau gouvernemental. La gauche a dit oui à Orchidée II en échange de la bonne marche de la réforme fiscale qui doit rapporter 150 millions de francs par année à l'Etat."*

Ainsi, tout s'éclaire. »

ALGÉRIE

Tribune Ouvrière

ORGANE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE

EDITORIAL

***Tribune ouvrière*, organe du Parti des travailleurs, n° 61, janvier 1996 :**

Extrait de l'éditorial :

"Et que prévoit Zéroual pour 1996 ?"

« Pendant que la guerre redouble d'ampleur, financée par les recettes de la nation, la plus grande œuvre de pillage de

nos richesses, de bradage de la souveraineté nationale est en cours.

Novembriste et nationaliste, L. Zéroual, qui a offert nos champs gaziers et pétroliers à Exxon, British Petroleum, Arco et autres compagnies étrangères, plus particulièrement américaines, qui, tels des rapaces, détournent nos ressources des besoins de la nation ?

Avec le rééchelonnement de la dette, la dévaluation permanente du dinar et les nouveaux crédits, dès 1997, l'Algérie sera confrontée à 40 milliards de dollars d'endettement.

Après avoir provoqué la même situation au Mexique, les banques américaines ont décidé, suite à l'effondrement du peso, de confisquer tout simplement les recettes pétrolières pour le remboursement de la dette. C'est le sort que réserve le FMI pour l'Algérie. C'est à cela que veut nous mener Zéroual.

Pour la poursuite de ses "réformes", Zéroual a permuté Ouhiaya et Sifi, distribué, en guise de récompense, quelques portefeuilles au PRA et au Hamas, tout en maintenant les principaux privatiseurs, comme Benachenchou, à leurs postes. »

ROUMANIE

***Tribuna sociala*, bulletin de l'Association pour l'émancipation des travailleurs, n° 11, février 1996 :**

Sous le titre "La classe ouvrière résiste", l'éditorial du bulletin rend compte de la tenue en Roumanie du comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale, qui s'est tenu les 16 et 17 décembre 1995. Un article revient sur le nouveau plan de privatisation engagé par le gouvernement Iliescu. Sous le titre "Le miracle chinois", un article analyse l'exploitation des travailleurs chinois livrés aux capitalistes étrangers dans les zones franches.

Dans un autre article, sont analysées les tentatives de réforme des chemins de fer en Roumanie et, sous le titre « La Banque

Tribuna Socială

CLASA MUNCITOARE REZISTĂ!

mondiale veut "ajuster" la Bosnie », le bulletin démonte le plan de la Banque mondiale pour faire payer la dette à la Bosnie.

TOGO

NYAWO

TRIBUNE LIBRE POUR LA DEMOCRATIE

Les travailleurs français ont montré la voie :

Grève Générale en France : Bilan

Elargissons le front commun contre la révision du Code du Travail !

David BRUCE

Editorial

AU TOGO COMME EN FRANCE

***Nyawo, tribune libre pour la démocratie*, n° 41, février 1996. Extrait de l'éditorial :**

"Elargissons le front commun contre la révision du Code du travail"

"La Banque mondiale ose dicter des conditions inacceptables alors que les éléments du budget en cours de discussion

nous indiquent que, après avoir payé 19 140 000 milliards de francs CFA au titre de la dette extérieure pour l'année 1995, ce sont 19 910 000 milliards que l'Etat togolais devrait à nouveau payer pour le même poste budgétaire pour le compte de l'année 1996 (...). Dans cette situation, la seule exigence qui corresponde à la démocratie n'est-elle pas que soient confisqués les milliards programmés pour le paiement du service d'une dette extérieure qui n'est pas la nôtre, pour qu'ils soient affectés au relèvement général des salaires et pensions, pour rattraper la formidable perte du pouvoir d'achat des salaires et revenus."

La IIIe Conférence mondiale ouverte se prépare

16 et 17 décembre 1995, Predeal (Roumanie) : réunion du comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale ouverte

Appel du comité préparatoire de Roumanie

« Les 16 et 17 décembre 1995, en Roumanie, nous avons tenu la réunion du comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale ouverte. Venus de quatre continents, nous étions des délégués d'Afrique du Sud, du Bangladesh, du Mexique, des Etats-Unis, d'Allemagne, de Roumanie, de France, de Slovaquie, de Russie, de Lituanie, de Yougoslavie et de Grèce (la délégation hongroise n'a pu venir pour des raisons techniques).

Nous nous sommes réunis dans une partie de l'Europe où, depuis quatre ans, alimentée par les grandes puissances, une guerre se déroule et ravage l'ex-Yougoslavie.

Nous nous sommes réunis au lendemain de la signature à Paris des accords de "paix" sous la présidence de Clinton, au moment même où les "grandes puissances" — les Etats-Unis et l'Union européenne — se réunissaient à Madrid pour décider du sort et de l'avenir des peuples.

Militants et responsables ouvriers venus de quatre continents, nous affirmons que c'est aux peuples et aux travailleurs de décider de leur sort et de leur avenir.

C'est pourquoi nous faisons nôtre l'appel lancé par des militants et responsables ouvriers de Hongrie, appel qui dit :

« Nous, militants ouvriers de Hongrie, nous nous adressons aux travailleurs de la région balkano-danubienne : notre pays, notre région sont en danger.

Au nom de la "liberté" acquise après quarante ans du régime que nous avons subi, on veut remettre en cause nos droits : le droit au travail, à la santé, à l'instruction.

C'est le gouvernement "communiste" de Kadar qui a adhéré au Fonds monétaire international (FMI), commencé la politique de privatisations et d'austérité poursuivie par le gouvernement "conservateur" d'Antall après 1989. Et nous voyons l'actuel gouvernement "socialiste" du Parti socialiste hongrois (héritier rénové du parti de Kadar) amplifier cette politique.

Le résultat, c'est que, depuis quinze ans, notre pays rembourse la dette auprès

du FMI régulièrement. Et, en 1993, celle-ci a été augmentée de 2, 5 milliards de dollars, ce qui porte le total de la dette à 21 milliards de dollars pour un pays de 10 millions et demi d'habitants !

Faudrait-il accepter la destruction de notre pays pour payer la dette ? Car, face au remboursement de la dette à l'égard du FMI, les gouvernements successifs ont privatisé les banques, la presse (tous les journaux hongrois sont allemands, français ou anglais) et les grandes entreprises rentables. Ils ont organisé le transfert massif des biens de la nation dans les mains de propriétaires étrangers. Nous avons perdu complètement Tungsram, Lehel, Ganz et bien d'autres. Il s'agit d'une destruction consciente de l'économie hongroise sous le camouflage de "changements structurels de l'économie". Cela s'est traduit, par exemple, dans la région industrielle de Borsod, par la liquidation de la sidérurgie. En 1993, l'Etat s'est retiré de la direction de la caisse d'assurance maladie et de retraites, au nom de la rentabilité, et a donc poussé à la privatisation. La privatisation est un véritable pillage. Voici ce qu'il en est dans l'industrie pharmaceutique : les matières premières de médicaments utilisés en Hongrie sont à 98 % fabriquées dans le pays, mais elles sont exportées puis réintroduites, sous forme de médicaments, comme produits étrangers et, à ce titre, les grands trusts internationaux bénéficient de subventions de l'Etat hongrois !

Le résultat, c'est un chômage massif qui se développe : entre 1989 et 1994, l'emploi a baissé de 28 %. Mais, tandis que la population s'appauvrit, l'inflation montera à 30 % à la fin 1995, et le ministre des Finances a annoncé le 1er juin une série de remises en cause des prestations sociales comme le congé maternité ou la réduction des allocations familiales. Cette situation provoque la résistance des travailleurs hongrois. S'il y a eu des manifestations massives d'étudiants, c'est parce que le gouvernement avait décidé de remettre en cause la gratuité de l'inscription.

Voilà le résultat des privatisations du gouvernement "socialiste", qui conduit à la misère, au chaos, à la barbarie. Le gouvernement vient d'annoncer la privatisation de cinquante industries, parmi lesquelles l'ensemble du système énergétique (les mines, l'électricité, le gaz, le pétrole) et les télécommunications. En détruisant l'économie, c'est la nation que l'on détruit.

Et l'on ose nous parler de droit des peuples !

De quel droit s'agit-il, quand on voit le gouvernement "socialiste", sur injonction du FMI, nous annoncer la privatisation de l'énergie, du téléphone, des systèmes de télécommunication, avec à la clé son lot de licenciements, de misère et de destruction ? Si nos usines, nos banques, notre énergie, nos systèmes de télécommunications, notre presse sont soit liquidés, soit bradés au capital international, peut-on encore parler de souveraineté de la Hongrie et de droit des peuples ?

Le droit du peuple hongrois, c'est le droit de refuser ces injonctions du FMI, de refuser la liquidation du pays par la privatisation.

Au nom des "normes européennes", l'Union européenne a exigé de notre gouvernement qu'il applique les quotas laitiers et donne 10 000 forints par abattage de vache. Le résultat en a été le doublement du prix du lait, puis, quelques mois après, il a fallu importer du lait d'Italie, membre de l'Union européenne. Voilà le sort que nous réserve notre statut d'associé potentiel à l'Union européenne. Et nous ne sommes encore qu'à "la porte de l'Europe".

Les dirigeants de l'Union européenne prétendent maintenant parler au nom du peuple hongrois en se préoccupant du sort des minorités hongroises dans les pays voisins. Larmes de crocodile de la part de ceux qui sont les destructeurs de la nation. Détruire l'économie, c'est détruire la nation, c'est détruire les travailleurs et les peuples, et donc détruire aussi les minorités nationales !

Il s'agit là d'une politique internationale, ce qui se passe chez nous se passe ailleurs. Les mêmes plans de privatisation et de destruction du FMI cherchent à s'appliquer en Slovaquie, en Roumanie, en Ukraine et dans toute l'Europe

Depuis trop longtemps, notre pays et notre région ont été soumis au jeu des grandes puissances décidant pour nous, découpant nos pays, redessinant les frontières et taillant dans la chair des nations. Nous refusons la yougoslavisation et la cantonisation de la région.

Ce sont les grandes puissances qui ont pillé la Yougoslavie, l'ont disloquée, et qui aujourd'hui alimentent le jeu sinistre des mafias-nomenklaturas au nom de la paix et du droit des peuples. Avec leurs plans de "paix", qui visent à dépecer la Bosnie en cantons soumis à ces mêmes mafias-nomenklaturas, les grandes puissances organisent l'échange de territoires, de populations. Il y a ainsi 4,5 millions de personnes déplacées, soit le quart de la population ! Elles organisent la purification ethnique, provoquent et voudraient provoquer de nouvelles guerres et de nouveaux massacres.

Nous refusons le droit à ces privatiseurs-liquidateurs, que ce soit les nomenklaturistes pro-FMI au pouvoir en Hongrie, que ce soit l'Union européenne, que ce soit les capitalistes américains comme Soros, de parler au nom du peuple hongrois, alors que ce sont ceux-là mêmes qui liquident le peuple, la nation et le pays hongrois.

Nous, travailleurs hongrois, nous affirmons à nos voisins de Roumanie, de Slovaquie, d'Ukraine et de Yougoslavie : ne nous laissons pas imposer les divisions ethniques !

Nous savons qu'il n'y a pas d'issue dans les revendications de remise en cause des frontières telles qu'elles sont établies aujourd'hui. Nous affirmons que notre avenir, l'avenir de tous les peuples de notre région, ne passe en aucun cas par la "cantonisation" des Etats de la région, par l'échange de populations, par la guerre. Depuis des siècles, les peuples de notre région sont imbriqués sur de mêmes territoires et vivent en paix quand les grandes puissances ne provoquent pas de conflits.

Nous affirmons que les membres des minorités nationales hongroises qui vivent dans les pays frontaliers en Slovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie et en Ukraine sont des citoyens de ces Etats. Ils sont des travailleurs, sur un même terrain que les autres travailleurs de ces pays. Les travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, d'Ukraine et de Yougoslavie n'ont pas d'intérêts distincts, mais ils ont des droits.

Nous disons que les minorités ont des droits : le droit au travail, le droit à la langue, le droit à l'école et le droit à la culture. Et c'est à la classe ouvrière qu'il revient d'assurer ces droits remis en cause par les plans de privatisation-liquidation des nomenklaturistes et des grandes puissances, qui veulent, pour ce faire, diviser les peuples.

Nous ne voulons pas la guerre, mais du travail. La place d'un travailleur n'est pas au front, mais à l'usine. C'est pourquoi nous combattons les privatisations-liquidations qui nous chassent de l'usine et nous conduisent au front.

Aux travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, de Yougoslavie et d'Ukraine, nous affirmons que la fraternité des travailleurs fondée sur la lutte commune contre la privatisation-liquidation est à la base de la fraternité des peuples de notre région.

C'est pourquoi nous répondons favorablement à l'appel du responsable syndical mineur de Roumanie, Temelescu, qui, dans son appel à la tenue du comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale ouverte, affirme :

• La paix dans les Balkans signifie un coup d'arrêt à la politique des plans d'ajustement structurel et de privatisation du FMI, qui ont généré les causes du conflit sanglant, menant au chaos.

• La paix dans les Balkans signifie le retrait des troupes de l'ONU, de l'OTAN et de la FAR, qui, loin d'être des facteurs de paix depuis plus de trois ans, sont un facteur actif de la poursuite des hostilités.

• La paix dans les Balkans signifie la lutte contre les gouvernements qui soutiennent les initiatives "diplomatiques" et "humanitaires" poursuivant la guerre.

• La paix dans les Balkans signifie la défense des travailleurs dans l'unité, quelle que soit leur nationalité ou leur religion.

• La paix dans les Balkans signifie le droit des peuples des Balkans à décider de leur sort, à l'abri des institutions internationales, de leur gouvernement, des gouvernements étrangers, tous intéressés à la perpétuation des conflits opposant plus encore les travailleurs entre eux. »

Les militants ouvriers et responsables syndicaux Asztalos Laszlo, Kis Julia, Kiss Julianna, Kosztin Laszlo, Szegedi Janos, Ark Bela appellent à contresigner cet appel.

Les interventions de nos délégations, venues des quatre coins du monde, ont démontré que ce qu'affirment les camarades hongrois dans leur appel, à savoir qu'il s'agit d'une politique internationale s'appliquant dans tous les pays et sur tous les continents, est une réalité. Nous sommes tous confrontés à une même politique de privatisation-liquidation, de remise en cause des droits ouvriers et des droits des peuples, menée au nom des plans d'ajustement structurel du FMI.

• C'est le délégué du Bangladesh qui a montré comment le travail des enfants signifiait le chômage pour 60 % de la population active du Bangladesh. Il a souligné que cette question ne concernait pas simplement les pays de l'Asie du Sud-Est, mais l'ensemble du monde, car, derrière cette question du travail des enfants, se profile la déréglementation généralisée remettant en cause les droits et garanties des travailleurs : du fait des privatisations, la destruction des bases de l'économie gagne du terrain dans tous les pays.

• C'est ce délégué d'Afrique du Sud qui a démontré comment les plans d'ajustement structurel ont conduit le continent africain à la misère la plus extrême, et comment cette politique qui entraîne la destruction du cadre même des nations conduit aux conflits, aux guerres, aux massacres et au chaos comme en Somalie, au Rwanda et dans bien d'autres pays. Il y a eu ainsi plus de morts en Afrique ces quinze dernières années que durant toute la Deuxième Guerre mondiale en Europe.

• C'est la délégation des Etats-Unis qui a souligné comment, dans le pays le plus riche du monde, des millions de femmes et d'hommes sont jetés dans la plus extrême misère ; comment l'ensemble des systèmes de santé, de protection sociale et les services publics sont détruits ; et comment, dans de telles conditions, la résistance des travailleurs américains s'exprime dans le fait que de larges couches de militants syndicalistes cherchent aujourd'hui à construire un Labor Party.

• Ce sont différents délégués d'Europe qui ont souligné à leur tour comment, dans tous les pays, la remise en cause de la protection sociale, des systèmes de santé, des droits et des garanties des travailleurs était le produit des exigences de la politique de Maastricht au compte des grandes institutions internationales.

• C'est ce délégué de Grèce, président de l'Union nationale des retraités, qui a indiqué comment ces exigences signifiaient la liquidation des régimes de retraite et de protection sociale en Grèce, et comment, pour ce faire, on voulait associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de ces réformes.

• C'est le délégué de France qui a souligné le fait que les travailleurs, dans son pays, étaient précisément en grève contre la politique de destruction de la Sécurité sociale du gouvernement Juppé, qui entend détruire la caisse nationale de la Sécurité sociale au profit de caisses régionales et locales. Ce n'est là rien d'autre que la préparation de sa privatisation et de sa liquidation, ainsi que la remise en cause des prérogatives des organisations syndicales.

• Ce sont ces délégués d'ex-Union soviétique venus de Lituanie et de Russie qui ont ensemble affirmé, face aux plans internationaux du FMI et de la Banque mondiale, face aux développements en Tchétchénie et en Yougoslavie : seuls les travailleurs organisés à l'échelle internationale peuvent s'opposer à cette barbarie. Les organisations ouvrières doivent comprendre, ont-ils indiqué, qu'elles ont un ennemi commun. C'est seulement en luttant ensemble qu'elles pourront s'opposer à ces plans destructeurs du capital.

Délégués venus de quatre continents, nous affirmons ensemble aux travailleurs du monde entier :

L'unité des ouvriers est notre seul garant.

Ne nous laissons pas diviser.

Nous l'avons constaté, l'existence d'organisations ouvrières indépendantes est le levier décisif pour la lutte contre les plans de privatisation-liquidation qui conduisent à la guerre et aux conflits. C'est là le levier pour la défense des conquêtes sociales et des droits ouvriers, le levier pour la défense des bases mêmes

de la civilisation humaine, menacée par la politique du FMI, de la Banque mondiale et des grandes puissances.

Nous affirmons notre détermination à mener ensemble, dans chacun de nos pays comme à l'échelle internationale, le combat pour la défense des revendications des travailleurs contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre les plans de liquidation-privatisation, pour la défense des organisations ouvrières indépendantes.

Pour cela, il est indispensable de construire ensemble à l'échelle mondiale une force organisée qui mène cette bataille. C'est pourquoi, ensemble, nous appelons tous les travailleurs, les militants, les responsables ouvriers, à préparer et soutenir la IIIe Conférence mondiale ouverte préparée à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, pour une Internationale ouvrière, à Paris, les 22, 23, 24 octobre 1996. »

Signataires :

Lybon MABASA, AZAPO, Afrique du Sud ; Cornelia MATZKE, ex-député de Saxe, syndicat ÖTV, Allemagne ; Tafazzul HUSSAIN, président de la Fédération des travailleurs du Bangladesh (JSF), Bangladesh ; Dimitris ASTERIOU, comité contre le travail des enfants, Alliance ouvrière, Grèce ; Christos DAVIOS, président du syndicat des travailleurs du ciment, Grèce ; Nikos FLESSAS, coordinateur du comité des syndicats de retraités, président du syndicat des postes, Grèce ; Aristidis HAGISAVIDIS, président de la Fédération des travailleurs industriels (ORES), Grèce ; Christos NIKOLOUTSOPOULOS, avocat, Alliance des travailleurs, Grèce ; Niki PALASKA, avocat, comité contre le travail des enfants, Grèce ; Miltos PAPAIOAKIM, Fédération des médecins hospitaliers, Grèce ; Christos ROUBANIS, syndicaliste enseignant, Alliance ouvrière, Grèce ; Giannis SOUVALIOTIS Giannis, vice-président du syndicat des travailleurs de la bière Amstel, Pietra, Grèce ; Bernard CHEVREAU, syndicaliste, France ; Lucien GAUTHIER, Parti des travailleurs, France ; Luis VAZQUEZ, syndicaliste, université de Mexico, Comité d'organisation du Tribunal international contre le travail des enfants, Mexique ; Evaldas BALCIUNAS, syndicaliste enseignant, Lituanie ; Niculai ANICUALESI, président de la FSM-JILT, Roumanie ; Cornel Nicolae BALABAN, président du syndicat RAACT de Craiova, Roumanie ; Stefan CALIN, vice-président des Fédérations syndicales de Rovinari, Roumanie ; Constantin CIORTAN, vice-président de la Fédération des syndicats miniers de Rovinari, Roumanie ; Nicolae DULUGEAXU VACER, Salvamin, mines de Motru, président SMS Plostina, Roumanie ; Corneliu GARJOABA, vice-président UFSMO, Roumanie ; Vassile GEAMANU, président du syndicat FSM JILT, Roumanie ; Dan GHEORGHE, premier vice-président de la Fédération syndicale "Craimodex", Craiova, Roumanie ; Marian GHEORGHIU, Association pour l'émancipation des travailleurs, Roumanie ; Matei IONESCU, président du syndicat EMS Horasti, Salvamin Motru, Roumanie ; Daniela PATULEANU, AEM, SINA LACTA - SRIK SAJ, Craiova, Roumanie ; Nicolae PREDESCU, président de Solvamin Motru, Roumanie ; Viorel TELEMESCU, responsable syndical des mines, président du CRAIOS, Roumanie ; Marian TUDOR, conseiller municipal, vice-président de l'Association pour l'émancipation des travailleurs, Roumanie ; Ion VARESCU, président de syndicat, Roumanie ; Dimitru VASUVESCU, Salvamin Motru, responsable syndical, Roumanie ; Daniel ZANOAGA, Association pour l'émancipation des travailleurs, Roumanie ; Alexandre JIDENKOV, membre du conseil de "Solidarnost", Kaliningrad, Russie ; Alan BENJAMIN, rédacteur en chef de *The Organizer*, San Francisco, Etats-Unis ; Pavlusko IMSIROVIC, syndicaliste d'"Indépendence", Yougoslavie.

Relevé de décisions

Le comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale ouverte a décidé :

• La publication de cet appel à la préparation de la IIIe Conférence mondiale ouverte, qui se tiendra les 22, 23 et 24 octobre 1996 à Paris.

• Le soutien et la préparation de la session du Tribunal international contre le travail enfant, qui se tiendra à Mexico les 22, 23 et 24 mars 1996.

• De soutenir et de faire contresigner l'appel international de soutien aux militants syndicalistes de Chine.

• De soutenir et de faire signer l'appel en défense des militants indiens.

• De soutenir et de faire signer l'appel en défense des militants syndicalistes emprisonnés de Sutaur, au Mexique.

• De soutenir la décision prise par les militants africains de l'Entente de convoquer une conférence africaine de l'Entente internationale des travailleurs, en avril 1996.

• De soutenir la décision prise par les militants de la région balkano-danubienne de lancer un appel commun, à faire contresigner dans tous les pays de la région, préparant une rencontre balkano-danubienne au printemps 1996, dans l'objectif d'organiser des délégations au FMI, à l'ONU et à l'OTAN, pour exiger le retrait des troupes étrangères, l'arrêt de l'ingérence dans les affaires des peuples balkano-danubiens.

Entente internationale des travailleurs, c/o Parti des travailleurs, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.

Appel de militants des Balkans

« Nous, militants du mouvement ouvrier des pays balkaniques et danubiens, qui avons participé, avec des délégués d'organisations syndicales, de courants politiques et de partis venant de quatre continents et de douze pays à la conférence qui a eu lieu à Predeal, en Roumanie, les 16 et 17 décembre 1995, nous dénonçons :

La guerre en ex-Yougoslavie, qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de travailleurs de toutes "ethnies", est le résultat des plans des grandes puissances impérialistes pour contrôler la région dans l'objectif de faire avancer leurs propres intérêts.

L'accord de Dayton n'est pas un accord de paix. Il s'appuie sur le principe de "l'homogénéité ethnique" des territoires et sur les résultats des "nettoyages ethniques" menés de tous les côtés contre tous les peuples et toutes les ethnies. Il s'appuie sur l'occupation militaire des Etats-Unis et de l'OTAN et il jette les bases pour de nouveaux conflits et de nouveaux massacres.

Derrière les interventions impérialistes qui ont provoqué et qui perpétuent la guerre, se trouve la politique du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des gouvernements qui appliquent cette politique, qui a pour objectif la privatisation-liquidation des entreprises et des services publics, les attaques contre le niveau de vie et contre les droits et les conquêtes sociales des travailleurs. Cette politique a pour conséquence la destruction du tissu productif des pays, le gonflement énorme du chômage, la pauvreté et la misère sociale.

C'est cette politique qui conduit à la dislocation des cadres nationaux étatiques existants. Il s'agit d'une politique qui a conduit en ex-Yougoslavie à la division des travailleurs à travers la cantonisation et l'occupation militaire de l'OTAN.

Nous déclarons qu'il n'y a pas d'issue pour les travailleurs et les peuples des Balkans et des pays danubiens à la remise en cause des frontières telles qu'elles sont établies aujourd'hui. L'avenir de nos peuples ne passe pas par la "cantonisation" des Etats de la région, par l'échange de populations, par la guerre. Depuis des siècles, les peuples de nos régions sont imbriqués sur de mêmes territoires et vivent en paix quand les grandes puissances ne provoquent pas de conflits.

Face à cette réalité, l'organisation et l'unité des travailleurs de tous ces pays sont la seule garantie efficace pour la riposte contre les plans des Etats-Unis et de tous les centres impérialistes. Elles sont la seule garantie pour renverser les

plans du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, qui visent à la privatisation de la richesse sociale. L'unité des travailleurs, indépendamment de leur ethnie et de leur religion, pour défendre leurs intérêts et leurs revendications, est la base de l'unité de nos peuples.

Nous affirmons que les travailleurs de tous les Etats de la région ont en commun la défense de leurs intérêts de travailleurs contre les plans de privatisations-liquidation. Ils sont unis. l'existence d'organisations syndicales indépendantes est le levier pour combattre ces plans de privatisation-liquidation qui entraînent la guerre et le chaos. Dans les syndicats, il n'y a pas d'ethnies, il n'y a que des travailleurs.

Il y a le danger que l'occupation militaire de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie, la cantonisation et les nettoyages ethniques s'étendent à tous les Balkans et aux pays danubiens.

Nous appelons les travailleurs et leurs organisations des pays balkaniques et danubiens à une conférence ouvrière, qui aura lieu en Grèce, pour souder l'unité de nos peuples et pour préparer la IIIe Conférence mondiale ouverte des organisations ouvrières, des tendances et des partis, qui aura lieu à Paris, en octobre 1996.

Les peuples luttent pour la paix.

Les peuples luttent pour la liberté et la démocratie.

La paix signifie la lutte pour le retrait de toutes les troupes étrangères de l'ex-Yougoslavie.

La paix signifie la lutte contre l'occupation militaire de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie, occupation qui est une menace pour toute la région.

La présence du FMI et de la Banque mondiale, de l'Union européenne avec leurs plans de liquidation, de privatisation, est un facteur de destruction de notre région. Elle est source des conflits.

La présence de l'OTAN dans la région est la source des guerres ; elle garantit la domination de l'impérialisme américain et la perpétuation de l'exploitation et de la répression de nos peuples.

Dehors toutes les armées étrangères ! Dehors les troupes de l'OTAN !

Les Balkans appartiennent aux peuples ! Assez des ingérences du FMI et de la Banque mondiale !

Que les peuples des Balkans décident eux-mêmes de leur sort ! »

Pour l'unité internationale des travailleurs contre la misère et les guerres

Appel à la IVe Conférence africaine de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Déclaration d'Abidjan

« Réunis à Abidjan (Côte-d'Ivoire), le 13 août 1995, à l'initiative du comité provisoire ivoirien de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :

• Constatant la gravité des menaces qui pèsent sur les conquêtes sociales et politiques des peuples de tous les continents.

• Constatant la situation du continent africain, où des centaines de milliers d'enfants, de femmes, d'hommes sont menacés de mort par la famine, les maladies et les guerres, à tel point qu'on évoque aujourd'hui le spectre d'"une Afrique sans Africains".

• Constatant le lien étroit qui existe entre cette situation et le début des années 1980, où le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont pris le contrôle de nos économies, avec la complicité des gouvernements africains par le biais desdits *"programmes d'ajustement structurel"*.

Nous, signataires de la présente déclaration, responsables syndicaux et militants des organisations de travailleurs de la sous-région ouest-africaine, refusons de considérer les solutions de ces deux institutions comme étant la voie à la résolution des problèmes auxquels sont confrontés les peuples africains.

En effet, ayant pris le contrôle de nos pays au nom du *"rétablissement des grands équilibres"*, elles ne sont tout d'abord que des usuriers d'une économie ramenée au stade du pillage.

La réalité en quelques chiffres :

> *"Alors que le montant des prêts octroyés aux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine s'élèvent à 400 milliards de dollars, ceux-ci en ont déjà remboursé 700 et doivent encore 1 660 milliards, soit un remboursement égal à six fois le montant du prêt initial* (source : *Jeune Afrique*, n° 1792). *Restrictions budgétaires, remise en cause des services publics essentiels, appropriation directe des richesses naturelles ne sont que le prolongement de ce pillage."*

Outre les souffrances, la remise en cause du droit à la vie et à la survie de nos populations, ces exigences conduisent à l'étape actuelle à un véritable effondrement de nos nations. Des régions entières n'ont plus aucun lien positif avec les Etats, incapables d'assurer les services de base.

Ce qui ouvre la voie à des régionalismes et aux guerres, comme on le constate d'ores et déjà dans vingt-six pays d'Afrique, mais aussi dans d'autres régions et continents du monde. Guerres séparatistes dont profitent des pirates de la finance internationale pour prendre le contrôle direct de nos ressources, sans apporter un centime de contribution aux finances nationales, comme cela est déjà le cas avec les productions pétrolière et minière sur le continent.

S'ajoutant au pillage des budgets, les privatisations ne sont pas seulement un transfert de propriété ou de gestion. Avec les privatisations, c'est partout un processus de destruction qui commence. Les couvertures nationales de services comme l'eau, l'électricité, le transport, disparaissent au profit des seules activités rentables. Les entreprises privatisées n'assurent plus ni la maintenance et la réparation des machines, ni le développement de l'économie nationale, ni la Sécurité sociale, dans le but de faire des économies au seul bénéfice des profits immédiats. L'offensive destructrice des privatisations est concentrée dans les mesures qui les accompagnent :

• Dévaluations en cascade, qui sont d'abord et avant tout une réduction de la valeur de la force de travail, à un tel point que c'est l'existence même des travailleurs qui est menacée. En effet, un nombre croissant de travailleurs sont confrontés au choix impossible entre manger ou se transporter sur le lieu de travail.

• Liquidation des Codes du travail, qui n'est qu'un moyen d'expulser sans frais les travailleurs de la production.

• Organisation systématique des "années blanches" dans l'enseignement, mettant gravement en cause la réalité même d'un travail qualifié.

• Attaques répétées contre les libertés démocratiques.

C'est cela qui nous amène à dire que considérer les plans du FMI et de la Banque mondiale comme *"incontournables"*, c'est considérer que les effondrements, la dislocation des Etats, les guerres sont inévitables. Nous refusons cela !

Nous refusons aussi de considérer que les intérêts des travailleurs et des peuples puissent être compatibles avec une participation quelconque à l'application de ces plans, sous prétexte de les *"accompagner socialement"*. Nous refusons également de faire de nos organisations un prolongement de l'activité du FMI et de la Banque mondiale sous prétexte de *"tripartisme"*.

Une telle position recoupe celle d'un mouvement : celui des peuples, celui des travailleurs, un peu partout sur le continent et dans le monde. Elle doit trouver son prolongement dans une activité permanente pour développer un cadre continental et international commun. C'est-à-dire un cadre à l'échelle des défis auxquels nous sommes confrontés, cadre de regroupement pluriel pour la défense des intérêts des travailleurs.

La IIIe Conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs, qui aura lieu en 1996, de par la possibilité qu'elle ouvre de rassembler les travailleurs dans le refus des plans du FMI et de la Banque mondiale, constitue un moment privilégié dont la préparation est une exigence majeure pour nous.

Sur le plan continental, nous pensons que le 1er mai 1996 devrait être l'occasion d'une grande initiative marquant aux yeux des peuples et des travailleurs l'émergence d'une force unie dans le refus de subir la misère et les guerres. Ce 1er mai devrait être également marqué dans chaque pays par l'adoption d'un manifeste commun.

C'est en nous attelant à une telle tâche que nous proposons la tenue à Abidjan de la IVe Conférence africaine de l'Entente avant cette date du 1er mai 1996. »

Fait à Abidjan, le 13 août 1995

Premiers signataires :

Alioune SOW, secrétaire général UDTS (Sénégal) ; **Tollé SAGNON**, secrétaire général CGTB (Burkina-Faso) ; **Tétévi GBIKPI-BENISSAN**, secrétaire général UNSIT (Togo) ; **Miguel CRISTOBAL**, bureau international de l'Entente internationale des travailleurs (France) ; **Marcel ETTE**, secrétaire général FESACI (Côte-d'Ivoire) ; **François YAO K.**, secrétaire général SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Kessié R. KOUDOU**, secrétaire général SYNARES (Côte-d'Ivoire) ; **Kigbafori SORO**, secrétaire général FESCI (Côte-d'Ivoire) ; **Zobila KONE**, bureau SAPCI (Côte-d'Ivoire) ; **Sénan Flan ZRAN**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Taguy Etienne BIEZOU**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Céline DELLOH**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Léon KANGAH**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ;

Yaka Désiré DODO, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Jean-Luc ACHI**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Koutoua KADIO**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **K. Victor KOUAME**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Lassana DOSSO**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Dattey YAO**, SYNASEG (Côte-d'Ivoire) ; **Yves TRAORE** , Entente (Côte-d'Ivoire) ; **Djobo Jérôme DJIDJE**, Entente (Côte-d'Ivoire) ; **Goué Bernard DEA**, Entente (Côte-d'Ivoire) ; **Elisabeth ETRABE**, FESACI (Côte-d'Ivoire) ; **Voltaire NDRI**, SYNESCI (Côte-d'Ivoire) ; **K. Kra KOUAME**, SYNESCI (Côte-d'Ivoire) ; **Jean AMEA**, SYNESCI (Côte-d'Ivoire) ; **M. OUATTARA**, SYNESCI (Côte-d'Ivoire) ; **Thomas KOUASSI**, SYNARES (Côte-d'Ivoire) ; **Noel GBEKEDI**, FESCI (Côte-d'Ivoire) ; **Angenor GBALLOU**, FESCI (Côte-d'Ivoire).

Nouvelles de la IVe Internationale

Trois extraits de rapports

BANGLADESH

La situation politique au Bangladesh est non seulement tendue, mais explosive. Le parti au pouvoir veut tenir les élections à la date qu'il a fixée et qui interdit une préparation démocratique, cela à n'importe quel prix. Les principaux partis d'opposition sont tout aussi déterminés à ce qu'elles n'aient pas lieu. La Constitution actuelle exige qu'elles se tiennent le 21 février, sinon il y aura un vide du pouvoir. La crise a été accentuée par l'attitude arrogante du Premier ministre. Près d'une douzaine de personnes ont été tuées dans des affrontements sporadiques au cours des dernières semaines. Les forces armées ont pris le parti de la clique au pouvoir. Sous le prétexte de la confiscation d'armes illégalement détenues, plusieurs milliers de gens et de militants de l'opposition ont été arrêtés et jetés en prison. Deux personnes sont mortes sous la torture entre les mains de l'armée. Le 5 février, trois villages ont été saccagés par l'armée près de Dacca. Il y a eu un affrontement entre l'armée et les villageois. Une brigade de sept soldats de l'armée avait pénétré dans le village pour arrêter un suspect, mais, du fait d'un malentendu, les militaires qui étaient habillés en civil ont été battus par les villageois. La nuit même, l'armée attaquait le village avec un bataillon et le saccageait. Les 400 adultes ont tous fui le village. Une montée de la violence et de la résistance est à prévoir pour les semaines à venir.

Les causes de la situation actuelle sont en fait constitutionnelles : lors des élections il y a deux ans, le parti au pouvoir a fait élire son candidat par la fraude massive et l'intimidation. De ce fait, les partis de l'opposition ont perdu toute confiance dans l'honnêteté de ce gouvernement et ont exigé que les prochaines élections soient organisées par un gouvernement d'intérim.

Le parti actuellement au pouvoir a été fondé par l'ancien dictateur, Ziaur Rahaman, avec l'aide et le soutien de la bureaucratie civile et militaire. Par conséquent, les bureaucrates jouissaient de toutes sortes d'avantages sous ce gouvernement. Les intérêts des peuples et les intérêts du pays ont toujours été le cadet de leurs soucis.

Mais lorsque la crise constitutionnelle actuelle a débuté, le peuple du Bangladesh a clairement vu le lien entre la clique au pouvoir et l'impérialisme. Les médiateurs se sont succédé : d'abord, le secrétaire général du Commonwealth, Emeka Anuato, puis l'ex-gouverneur général d'Australie, sir Stephan Ninian. Ils ont tous essayé de convaincre l'opposition d'accepter les termes du parti au pouvoir. Lorsque ces efforts ont échoué, les ambassadeurs des Etats-Unis, d'Australie et de toutes les nations de l'Union européenne ont commencé à faire la navette entre le gouvernement et l'opposition. L'année dernière, deux hauts responsables du département d'Etat américain à Washington se sont rendus au Bangladesh. Pour finir, aujourd'hui, comme tout a échoué, le département d'Etat à Washington soutient ouvertement le gouvernement actuel et sa proposition de farce électorale.

Les motifs de ce soutien international au parti actuellement au pouvoir sont à présent très clairs pour tout le monde. Entre autres raisons :

1. Ce gouvernement est totalement soumis aux plans du FMI et de la Banque mondiale.

2. Ce gouvernement est prêt à privatiser et fermer près de la moitié des industries du pays.

3. Ce gouvernement est prêt à couper toute subvention à l'agriculture.

4. Ce gouvernement est prêt à fermer la Compagnie agricole du Bangladesh, ce qui mettrait 70 000 personnes au chômage.

5. Ce gouvernement est prêt à céder la vente et la distribution des fertilisants locaux à une compagnie américaine.

6. Le gouvernement actuel est prêt à appliquer totalement le plan d'ajustement structurel et à tuer des dizaines de travailleurs et paysans.

7. Ce gouvernement accepte toutes les aides conditionnelles (!), même si c'est au détriment du pays. Il a signé un accord pour la destruction de l'industrie du jute.

8. Ce gouvernement a ouvert notre marché aux produits étrangers dans le cadre d'une politique de marché libre.

9. Ce gouvernement a autorisé les investissements étrangers à la Bourse en leur permettant de récupérer leurs bénéfices sans conditions.

10. Ce gouvernement obéit aux ordres du président des Etats-Unis. Il a envoyé des troupes en Somalie, en Haïti, en Bosnie, en Angola, au Cambodge, etc., pour les faire participer aux invasions organisées par l'impérialisme américain.

11. Ce gouvernement préfère les intérêts capitalistes aux intérêts du peuple.

12. Ce gouvernement a privatisé les industries et étatisé la corruption et le terrorisme.

13. Ce gouvernement s'attaque à l'indépendance des syndicats.

14 . Ce gouvernement ne récupère pas les 4 milliards de dollars remis au patronat. Cette somme avait été prêtée par le trésor public.

15. Ce gouvernement se moque de l'opinion du peuple et préfère s'appuyer sur les forces militaires et la bureaucratie.

Même si les trois principaux partis d'opposition soutiennent également le prétendu nouvel ordre mondial et la mondialisation, le parti au pouvoir est le plus directement soumis aux institutions internationales. Le peuple a largement commencé à comprendre les effets de la mondialisation, des plans d'ajustement structurel, le marché libre, et sont sceptiques sur le rôle que joueront ces trois partis.

Notre organisation essaie de consolider sa position dans cette situation. C'est une belle occasion de montrer et dire au peuple que cette Constitution n'est pas bonne pour le pays, et que, par conséquent, il faut une nouvelle Constitution et donc une assemblée constituante élue. Nous avons diffusé des tracts pour expliquer que les racines de la crise se trouvent dans la Constitution. Un grand nombre de travailleurs ont d'ores et déjà commencé à appréhender la réalité.

BURUNDI

Dans le cours de la crise que traverse la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, etc.), l'impérialisme et ses institutions vont tenter de sauvegarder l'ordre artificiel établi à la conférence de Berlin (le découpage de l'Afrique de manière artificielle en 1885) en approfondissant le processus de séparation des peuples de la région, par le dépeçage "ethnique" instaurant *"un partage territorial sur la base de l'ethnicité"*; un système de "Hutus Lands" et de "Tutsis Lands". L'expérience de l'ex-Yougoslavie le montre : la partition ethnique des peuples est le fait du capital financier, qui cherche à entretenir et à approfondir la guerre pour faciliter le pillage des richesses des peuples écrasés sous le poids d'une dette extérieure qui a été engloutie par les gouvernements et représentants de l'impérialisme (...).

La survie de la région appelle l'exécution de mesures urgentes pour la sauvegar-

de des peuples des Grands Lacs, parmi lesquelles : l'arrêt immédiat du processus des privatisations, la renationalisation sans indemnisation des entreprises privatisées, la réhabilitation des secteurs sociaux, l'annulation de la dette extérieure, l'augmentation générale des salaires, le démantèlement des milices, la mise en œuvre d'un vaste programme de travaux publics pour enrayer le chômage et assurer la reconstruction, le rejet de tout projet d'intervention militaire étrangère dans la région, fût-elle "humanitaire", la rupture des frontières artificielles issues de la colonisation, la rupture avec les plans du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Union européenne.

PÉROU

En évaluant les développements de la lutte des classes depuis le coup d'Etat d'avril 1992, et les résultats des élections générales d'avril 1995, nous pouvons, aujourd'hui, caractériser ainsi la situation : le gouvernement de Fujimori, s'appuyant sur la capitulation des partis de la démocratie bourgeoise et la complicité de la "gauche" reconvertie dans la défense ouverte de la propriété privée, a porté des coups sévères au prolétariat et aux opprimés, matérialisés, principalement, dans les licenciements massifs découlant des privatisations et fermetures d'entreprises. C'est là un fait incontestable, mais insuffisant pour en tirer des conclusions politiques.

Récapitulons : l'objectif du coup d'Etat d'avril 1992 était d'écraser le prolétariat et les masses en utilisant les méthodes de la guerre civile, en stabilisant ainsi l'Etat bourgeois. Cet objectif capital n'a pas été atteint. L'impérialisme et son agence, la dictature fujimoriste, ont échoué dans leur tentative d'infliger une défaire globale aux masses en brisant leur résistance et en détruisant leurs organisations.

Durant les dix-huit derniers mois, à plusieurs reprises, on a vu se dresser en lutte les travailleurs de Petroperu, de Siderperu, CentroMin Peru, Pescaperu, Enaperu, de l'enseignement, de la santé, les municipaux, les travailleurs du sucre, les travailleurs ambulants opprimés par la SUNAT, les étudiants contre l'intervention-"réorganisation" des universités publiques, et des populations entières comme celles de Lambayeque et Piura. Telle est la réponse aux plans de privatisation et d'ajustement structurel.

Ce courant de résistance partielle et dispersée du mouvement ouvrier et populaire prend une expression nationale avec le non majoritaire au référendum d'octobre 1993, et s'est manifesté à nouveau aux élections générales du 9 avril 1995. Ainsi, au référendum, 83 % de la population n'ont pas voté pour la proposition officielle de Constitution réactionnaire (47 % de votes non, 30 % d'abstentions, 6 % de nuls) ; aux élections du 9 avril, des millions de citoyens n'ont pas voté, ont voté nul ou blanc. A ce sujet, dans la déclaration du comité central publiée dans le n° 131 de *El Trabajo*, nous avons démontré que,

> *« malgré la nature antidémocratique des élections, malgré aussi la fraude éhontée perpétrée par la clique au gouvernement pour édulcorer la volonté populaire et malgré le vide que lui ont laissé les candidats "d'opposition", Fujimori n'a réussi à obtenir que 38,6 % des voix. En effet, sur un total de 12 417 946 inscrits au fichier du jury national des élections, Fujimori a obtenu 4 796 953 voix (38,6 %) et sa liste parlementaire 2 280 018 voix (18,4 %).*
>
> *En revanche, 3 477 025 électeurs (28 % des inscrits) n'ont pas voté.*
>
> *De même, 830 204 citoyens ont voté blanc, 778 076 autres ont voté nul, et 7 736 bulletins ont été invalidés.*
>
> *En conclusion, 5 085 305 citoyens inscrits n'ont pas apporté leur soutien électoral à Fujimori et à sa clique militaro-policière, cela sans compter, évidemment, près de 2 millions de voix que se sont réparties les autres candidats à la présidence. »*

Parce que nous ne nous guidons ni sur les chiffres trompeurs du jury national des élections ni sur les déformations des sondages manipulés, nous affirmons que la réalité est la suivante : le gouvernement

de Fujimori et son assemblée fantoche sont minoritaires.

Le gouvernement a pour seule base sociale la hiérarchie militaire du pays et pour principal soutien politique l'ambassade des Etats-Unis à Lima. Sa nature de régime bonapartiste policier-militaire, qui nécessite de coloniser toutes les institutions de l'Etat bourgeois, entraîne celles-ci les unes après les autres dans une grave crise, à commencer par le Parlement fantoche, ainsi que le pouvoir judiciaire pourri et jusqu'à ce qu'on appelle le Bureau des processus électoraux, manipulé par les services de sûreté du régime fujimoriste. En ce qui concerne les forces armées, principale institution sur laquelle s'appuie la dictature, celles-ci se trouvent lézardées et rongées par le trafic de la drogue.

1905 : la révolution russe ouvre ce siècle

Par Olivier DORIANE

"Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917 (...). Le prolétariat est arrivé au pouvoir en 1917 grâce à l'expérience acquise par ses aînés en 1905, les jeunes ouvriers ont besoin de posséder cette expérience, ils ont besoin de connaître l'histoire de 1905."

(Léon Trotsky, dans la préface de son livre consacré à la révolution russe de 1905) (1).

La révolution russe de 1905 coïncide avec d'autres développements politiques et sociaux en Europe.

En France, c'est la constitution de la CGT, l'unification des partis ouvriers et la loi de séparation des Eglises et de l'Etat ; en Allemagne, on assiste à un mouvement à gauche au sein du SPD, autour de Rosa Luxemburg et de Karl Kautsky ; les luttes ouvrières se développent en Turquie.

Cependant, la vague révolutionnaire qui ébranle la Russie en 1905 est sans conteste l'événement qui ouvre le XXe siècle — *"ère des guerres et des révolutions"*, pour reprendre l'expression par laquelle Lénine définit l'époque de l'impérialisme.

C'est d'ailleurs l'entrée en force sur la scène mondiale d'un impérialisme tard venu — le dernier à pouvoir se constituer, alors que le partage du monde entre grandes puissances va s'achever —, l'impérialisme japonais, qui est un des facteurs de 1905. Son expansion conduisit à une guerre avec la Russie en 1904. Le sacrifice de centaines de milliers de soldats d'une armée avant tout paysanne, les défaites révélant l'incompétence et la corruption de la bureaucratie tsariste nourrirent le mouvement qui allait s'affirmer en janvier 1905.

Avant d'aborder les événements eux-mêmes, il semble nécessaire de revenir sur la situation dans l'immense empire tsariste, à la veille de ceux-ci.

Si l'on compare la Russie (car c'est ainsi qu'on appelle alors cet ensemble qui s'étend de la Pologne à l'Asie) aux autres grandes puissances d'Europe, on ne peut qu'être frappé par son retard. Ce n'est qu'en 1861 que le servage a été aboli, la situation restant terrible pour la paysannerie. Dans leur grande masse, les paysans "libres" sont soit installés sur des lopins de terre insuffisants pour assurer leur subsistance et celle de leur famille, soit sans terre. En fait, ils restent à la merci des grands propriétaires fonciers. Dans tous les cas, le poids des dettes est écrasant pour la paysannerie. Elle forme une masse disparate (socialement différenciée) et dispersée. L'empire tsariste trouve sa base sociale chez les grands propriétaires ter-

(1) Léon Trotsky, *1905*, Editions de Minuit. Un ouvrage hélas ! épuisé.

riens. Bourgeoisie et petite bourgeoisie doivent se contenter, dans le cadre de ce système absolutiste, d'institutions "consultatives".

La classe ouvrière, elle, se trouve groupée dans des centres industriels, produits de la pénétration de capitaux étrangers.

UNE COHABITATION PARTICULIÈRE ENTRE CAPITALISME ET FÉODALISME

En effet, le capitalisme, qui s'est développé en Europe au cours du siècle précédent, a trouvé sur son chemin une Russie retardée du point de vue de son développement historique. Ce fait engendrera une formation sociale où se combinent les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitalistes et les rapports sociaux issus de la barbarie féodale et préféodale. Cette situation particulière va ainsi créer une relation originale entre les classes.

> *"Notre grosse industrie n'est pas sortie naturellement de l'artisanat. L'histoire économique de nos villes ignore absolument la période des corporations. L'industrie capitaliste est née, chez nous, sous la pression immédiate du capital européen. Elle s'est emparée d'un sol vierge, vraiment primitif, et elle n'a pas eu à surmonter la résistance d'une culture corporative. Le capital étranger s'est introduit dans notre pays par la voie des emprunts d'Etat, par les tuyaux, si l'on peut dire, de l'initiative privée. Il a groupé autour de lui l'armée du prolétariat industriel, sans permettre aux petits métiers de se créer et de se développer. Le résultat, chez nous, c'est qu'au moment de la révolution bourgeoise, la principale force des villes s'est trouvée dans un prolétariat industriel d'un type social très élevé. C'est un fait irréfutable et qui doit servir de base à toutes nos déductions de tactique révolutionnaire"* (Trotsky, *1905*, page 359).

Une étude concrète des relations entre les classes, indispensable pour définir une politique qui permette d'intervenir dans une situation réelle et non abstraite, n'est possible qu'en intégrant dans l'analyse une réalité incontournable : le marché mondial.

Trotsky poursuit :

> *"Lorsqu'il n'y eut plus en Europe que des rapports de type capitaliste, lorsque la finance eut créé une nouvelle économie, lorsque l'absolutisme, dans sa lutte pour l'existence, fut devenu l'allié du capitalisme européen, la situation changea du tout au tout.*
>
> *(...) En devenant l'instrument de la capitalisation en Russie, le tsarisme s'affermissait avant tout lui-même.*
>
> *(...) Plus l'Etat est centralisé et indépendant des classes privilégiées, plus vite il se transforme en organisation absolue, élevée au-dessus de la société. Plus les forces militaires et financières d'une organisation de ce genre sont grandes, plus elle peut prolonger avec succès sa lutte pour l'existence.*
>
> *(...) Cependant, la puissance administrative, militaire et financière de l'absolutisme, qui lui donnait la possibilité de durer en dépit de l'évolution sociale, bien loin d'empêcher toute révolution comme le pensait le libéralisme, faisait au contraire de la révolution l'unique issue admissible, et cette révolution devait avoir un caractère d'autant plus radical que cette puissance creusait davantage le fossé entre le pouvoir et les masses populaires entraînées dans le nouveau mouvement économique"* (*1905*, pages 22 et 23).

Ainsi, la Russie de 1905 offre un tableau bien particulier : le retard pris dans l'accomplissement des tâches de la révolution démocratique bourgeoise (la question de la terre non résolue, l'absence de libertés politiques et d'un Etat de droit) se combine avec l'existence d'un prolétariat jeune et concentré.

9 JANVIER : DERRIÈRE LA SUPPLIQUE DES SUJETS GRONDE LA RÉVOLTE OUVRIÈRE

La première étincelle a lieu dans l'usine de Poutilov, à Pétersbourg, où une grève commence le 3 janvier.

Le 7 janvier, les grévistes sont dans la ville au nombre de 140 000. Au point de départ, il s'agit d'un mouvement "économique", qui part d'un motif occasionnel. Puis, ce mouvement s'étend. Il entraîne des ouvriers par dizaines de milliers et, en conséquence, se transforme en un événement politique. Le pouvoir s'inquiète. Il prend des dispositions. Apparaît alors à la tête du mouvement une *"société des ouvriers des fabriques et des usines"*, qui est en fait une organisation d'origine policière, dirigée par un provocateur, le pope Gapone.

Le 9 janvier, une manifestation est organisée en direction du palais du tsar, pour porter une pétition aux termes célèbres :

> *"Souverain, nous les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au-dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance. Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments (...). Voilà, souverain, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire et tu rendras la rue si puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos cœurs, dans les cœurs de nos enfants et petits-enfants à tout jamais."*

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette déclaration aux accents solennels est empreinte de grande illusion. Et pourtant, derrière la supplique des sujets à leur tsar bien-aimé, gronde la révolte des ouvriers : la pétition énumère toutes les persécutions, toutes les vexations dont est victime le peuple. Elle décrit par le menu l'exploitation dans les usines, les conditions de travail. Elle demande l'amnistie les libertés publiques, la séparation des Eglises et de l'Etat, la journée de 8 heures, un salaire minimum et l'obtention progressive de la terre pour le peuple.

C'est cela, la signification réelle des événements. Le véritable acteur qui commence à entrer en lice, ce n'est pas le pope Gapone, placé par la police à la tête du mouvement pour tenter de le canaliser, de le contrôler, mais le prolétariat, qui commence à formuler ses propres exigences.

Le 9 janvier s'est présenté sous un aspect que nul n'avait prévu. Mais, comme il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire, et comme il arrivera encore, la classe ouvrière s'est saisie d'une journée pour réaliser son propre mouvement de classe indépendamment, pour ne pas dire contradictoirement, des initiateurs de celle-ci.

La manifestation ouvrière dirigée par le provocateur Gapone va se heurter à la réalité de l'appareil d'Etat oppresseur. L'armée tire sur la foule pacifique, c'est un massacre. Des centaines de morts, des milliers de blessés. Le sang qui coule ce jour-là dresse l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie — réelle, et non celle idéalisée dans la pétition — comme de mortels ennemis. La révolution russe commence.

D'un bout à l'autre du pays, un flot de grèves secoue l'une après l'autre toutes les régions du pays. Elle s'étend à 122 villes et localités, aux mines du Donetz et à dix compagnies de chemin de fer. Le mouvement entraîne un million d'ouvriers. Sans plan déterminé, fréquemment même sans formuler aucune exigence, s'interrompant et recommençant, guidée par le seul instinct de solidarité, la grève règne dans le pays pendant environ deux mois.

UNE GRÈVE PARMI D'AUTRES

Le feu couve ensuite jusqu'à l'automne suivant. Survient une grève, une parmi des centaines d'autres.

> *"Le 19 septembre, les compositeurs de l'imprimerie Sytine, à Moscou, se mettent*

en grève. Ils exigent une diminution des heures de travail et une augmentation du salaire aux pièces basé sur mille caractères, y compris les signes de ponctuation : et c'est cet événement mineur, ni plus ni moins, qui a pour résultat d'ouvrir la grève politique générale de toute la Russie ; on commençait par des signes de ponctuation et l'on devait, en fin de compte, jeter à bas l'absolutisme."

Une exigence ouvrière parmi des milliers. C'est celle-là. Cela aurait pu être une autre. Toujours est-il qu'elle sert de point de départ. Quand les conditions sont réunies, quand un mouvement mûrit, un ouvrier qui pose son sac, un cri lancé, un mot d'ordre qui jaillit, une grève qui commence, et s'ouvre une période nouvelle. Combien de fois cela s'est-il produit dans l'histoire ? Bien difficile à dire. Mais il est une certitude : la presse bourgeoise à la recherche des "agitateurs", responsables des "grèves qui paralysent le pays", ne pourra jamais saisir cela.

Il s'agit du processus vivant de la révolution, mettant en mouvement des millions d'hommes.

« (...) Dans la soirée du 24, cinquante imprimeries sont déjà en grève. Le 25 septembre, dans une réunion autorisée par le gradonatchainik (préfet de police), on élabore un programme de revendications.

(...) Mais le mouvement, qui a commencé pour une question de ponctuation, gagne déjà les autres branches de l'industrie. Les boulangers de Moscou lâchent le pétrin et s'entêtent dans leur résistance...

(...) Le 2 octobre, les compositeurs des imprimeries de Pétersbourg décident de prouver leur solidarité avec les camarades de Moscou par une grève de trois jours. On télégraphie de Moscou que "la grève continue" dans les usines. Il n'y a pas de désordres dans les rues : le meilleur allié de la police est, en cette occasion, la pluie torrentielle.

(...) Les chemins de fer, qui devaient jouer un rôle si considérable, donnent alors un premier avertissement.

(...) Cependant, le 3 octobre, le téléphone annonce de Moscou que la grève dans les fabriques et les usines diminue peu à peu. Sur la ligne de Moscou-Brest, où les ateliers ont cessé le travail, on note un mouvement en faveur de la reprise.

(...) En réalité, la grève allait se déployer dans toute son ampleur. Elle résolut d'accomplir son œuvre dans le plus court délai et elle s'attaqua en premier aux chemins de fer.

(...) Le 7 octobre fut une journée décisive : les locomotives sur les lignes de Moscou s'éteignaient les unes après les autres.

(...) Le 8 octobre, au congrès des cheminots de Pétersbourg, on résolut de s'occuper immédiatement de l'organisation d'un syndicat panrusse des chemins de fer, dont la création avait été décidée au congrès d'avril à Moscou ; et cela, pour présenter ensuite un ultimatum au gouvernement et soutenir les revendications par une grève de tous les réseaux. On ne parlait donc de grève que pour un avenir indéterminé.

Le 9 octobre s'arrêtèrent les convois de Moscou-Kiev-Voronej, de Moscou-Brest et d'autres directions. La grève domine la situation et, se sentant sur un terrain sûr, elle abroge toutes les décisions qui ont été prises jusque-là par esprit de modération, ou bien pour attendre, ou bien pour entraver le mouvement.

Le 9 décembre également, dans une séance extraordinaire du congrès des délégués cheminots à Pétersbourg, on formule et on expédie immédiatement par télégraphe sur toutes les lignes les mots d'ordre de la grève des chemins de fer : la journée de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie, l'Assemblée constituante.

La grève s'étend maintenant à tout le pays et le domine. Elle se défait de toutes ses hésitations. A mesure que le nombre de grévistes augmente, leur assurance devient plus grande. Au-dessus des revendications professionnelles, s'élèvent des revendications révolutionnaires de classe. En se détachant des cadres corporatifs et locaux, la grève commence à sentir qu'elle est elle-même la révolution, et cela lui donne une audace inouïe.

(...) La grève ne se borne plus aux chemins de fer. Elle tend à devenir générale. »

LE POUVOIR RECULE DEVANT LA GRÈVE

Devant le développement de la grève, le pouvoir s'affole. Les affrontements sporadiques se multiplient avec les forces de l'armée qui se déploient dans les villes. Toutefois, ce n'est pas encore une véritable insurrection. Chacun des deux camps rassemble ses forces, les passe en revue.

> *« Cependant, l'absolutisme céda. La terrible surexcitation qui se fit sentir dans tout le pays, l'effarement que trahissaient les rapports venus de la province et dont la profusion était écrasante par elle-même, l'incertitude absolue au sujet du lendemain, tout cela produisit une incroyable panique dans les rangs du gouvernement. Il ne pouvait compter d'une façon absolument certaine sur l'armée : des soldats se montraient dans les meetings ; des officiers prenaient la parole pour affirmer que le tiers de l'armée était "avec le peuple". La grève des chemins de fer créait d'ailleurs des obstacles insurmontables pour la répression militaire. Et, enfin, il fallait songer à la Bourse européenne. Celle-ci avait compris qu'en face d'elle, c'était bien la révolution, et elle déclarait qu'elle ne voulait pas la tolérer davantage. Elle exigeait l'ordre et des garanties constitutionnelles.*
>
> *Ayant ainsi perdu la tête, à bout de souffle, l'absolutisme accorda des concessions. »*

Le 17 octobre, le tsar publie le *Manifeste de la Constitution*. Celui-ci annonce un certain nombre de mesures démocratiques et promet l'élection d'une Douma.

Ce premier recul de l'aristocratie russe est donc emporté par la classe ouvrière. La grève d'octobre fait ainsi la démonstration de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution bourgeoise. Ce qui fait céder le pouvoir, c'est la grève, c'est-à-dire la méthode de lutte qui fait la force spécifique du prolétariat.

En même temps est démontrée l'hégémonie de la ville sur la campagne.

> *"Le recul de la réaction devant la grève des villes, malgré le silence des campagnes, est la meilleure preuve que l'on puisse donner de la dictature exercée par la cité",*

explique Trotsky.

Une nouvelle étape s'ouvre. La grève générale a mis les deux classes face à face. Et pose avec force la question : qui va être maître de la maison ? Elle n'y répond pas. Certes, la grève paralyse l'énergie du gouvernement, elle désorganise l'activité de l'appareil d'Etat, elle paralyse la vie économique (ou se la subordonne pour ses propres besoins), mais, dès que la grève cesse, le pouvoir — aussi affaibli ait-il été dans la période précédente — va s'efforcer de reconstruire tous les leviers brisés, de rebâtir la machine gouvernementale.

> *"Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat. Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle-même, insuffisante pour le mener à bien"* (*1905*, page 97).

"SOVIET" : UN MOT DEVENU UNIVERSEL

Et, dans *"les conditions nécessaires créées par la grève générale"*, il y a, début octobre, la formation du "soviet" (conseil ou comité) des députés ouvriers de Pétersbourg. Le mot de "soviet" est depuis devenu universel. Certes, les crimes de la bureaucratie du Kremlin l'ont entaché, et, pour beaucoup, il se confond avec le nom d'un régime qui a opprimé les peuples pendant des décennies. Il importe d'autant plus de mesurer ce que sont les soviets, comment ils se sont constitués.

Léon Trotsky explique :

"Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel, enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures."

La nécessité de "répondre à un besoin pratique" ne signifie pas que la chose soit aisée.

"(...) Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie, d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires, de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation.

Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux entreprises et aux usines. Il y avait un délégué par groupe de cinq cents ouvriers. Les petites entreprises industrielles s'unissaient pour former des groupes d'électeurs. Les jeunes syndicats reçurent également le droit de représentation.

Il faut dire, cependant, que ces normes n'étaient pas observées très rigoureusement : certains délégués ne représentaient que cent ou deux cents ouvriers, ou même moins" (*1905*, pages 99 et 100).

On voit que le soviet, représentant de toutes les masses en lutte, vise à unifier toutes les composantes de la classe ouvrière dans un processus vivant, simple et complexe à la fois.

Il serait erroné de considérer que ce développement s'opère simplement. Les "normes" ne sont pas toujours respectées. La confusion règne parfois entre les différentes formes de représentation de la classe ouvrière. Celle-ci a besoin de se doter d'un instrument pour diriger sa lutte. Elle le construit dans le feu de l'action. Et la réalité vivante ne rentre guère dans des schémas préétablis. C'est un mouvement qui se cherche.

"LE SOVIET EST NÉ DE LA GRÈVE GÉNÉRALE"

Une discussion s'engage. Elle traverse toutes les fractions de la social-démocratie. Dans un texte écrit "à chaud" sur "Nos tâches et le soviet des députés ouvriers", Lénine explique :

"La question du rôle et de la portée du soviet des députés ouvriers s'inscrit maintenant à l'ordre du jour de la social-démocratie de Pétersbourg et de l'ensemble du prolétariat de la capitale.

(...) Il semble que le soviet aurait tort de se joindre sans réserve à un parti quelconque. Cette opinion ne manquera pas probablement d'étonner le lecteur" (Lénine, *Œuvres*, tome 10, pages 11 et 12).

Pourquoi ? Tout simplement parce que Lénine mène, depuis des années, une lutte acharnée pour construire un parti, pour en préciser les contours, pour le délimiter.

Il n'a eu de cesse de souligner le rôle déterminant du parti, de sa construction dans le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Dans une situation où une recherche est en cours, une partie des dirigeants bolcheviques, à Pétersbourg, oppose le parti au soviet qui vient d'émerger.

L'argumentation de Lénine est donc d'abord une polémique au sein du courant bolchevique.

« Le soviet des députés ouvriers est né de la grève générale, à l'occasion de la grève, au nom des objectifs de la grève. Qui a conduit et fait aboutir la grève ? Tout le prolétariat, au sein duquel il exis-

te aussi, heureusement en minorité, des non-social-démocrates.

Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient tout le prolétariat, tous les ouvriers, et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police.

Il me semble qu'en qualité d'organisation professionnelle, le soviet des députés ouvriers doit tendre à s'incorporer les députés de tous les ouvriers, employés, gens de service, salariés agricoles, etc., de tous ceux qui veulent et peuvent lutter ensemble pour améliorer la vie du peuple laborieux, de tous ceux qui sont doués d'une honnêteté politique élémentaire.

(...) Mais cette moitié du problème, celle qui concerne la lutte économique, est relativement simple et ne suscite guère de désaccords particuliers. Il n'en va pas de même pour l'autre moitié, relative à la direction politique, à la lutte politique.

Au risque d'étonner encore davantage les lecteurs, je dois dire tout de suite que, sous ce rapport également, il me paraît inutile d'exiger du soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je pense que, pour diriger la lutte politique, le soviet comme le parti sont tous deux absolument nécessaires à l'heure actuelle.

Je me trompe peut-être, mais sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements "par écrit" seulement, il me semble que sous le rapport politique le soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Je pense que le soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie, ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente) il doit créer un gouvernement révolutionnaire provisoire » (Lénine, *Œuvres*, tome 10, pages 12, 13 et 15).

"ICI, LA LIBERTÉ. LÀ-BAS, L'EXPLOITATION"

Et, à partir d'une appréciation de la situation du soviet, Lénine fait des propositions pour l'étape suivante de la lutte :

"A mon sens, le soviet des députés ouvriers, comme centre révolutionnaire de direction politique, n'est pas une organisation trop large, mais au contraire trop étroite. Le soviet doit se proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire, ou bien en constituer un, en attirant absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais, d'abord, par les matelots et les soldats, qui partout tendent déjà à la liberté ; en second lieu, par les paysans révolutionnaires ; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires (...). L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde.

(...) Citoyens — conviendrait-il de dire dans cette déclaration de guerre, dans ce manifeste du gouvernement révolutionnaire — citoyens, choisissez ! Là-bas, c'est la vieille Russie, toutes les forces obscures de l'exploitation, de l'oppression, du dénigrement de l'homme. Ici, c'est l'union des citoyens libres, égaux en droits dans toutes les affaires publiques. Là-bas, c'est la coalition des exploiteurs, des riches, des policiers. Ici, c'est l'union de tous les travailleurs, de toutes les forces vives du peuple, de tous les intellectuels honnêtes. Là-bas, ce sont les Cent-Noirs ; ici, les ouvriers organisés, en lutte pour la liberté, pour l'instruction, pour le socialisme.

Citoyens, choisissez ! Voici notre programme depuis longtemps mis en avant par le peuple tout entier. Voici nos buts, au nom desquels nous déclarons la guerre au gouvernement des Cent-Noirs. Nous n'imposons au peuple aucune innovation imaginée par nous, nous prenons seulement l'initiative pour réaliser pratiquement ce sans quoi il est impossible, de l'aveu général et unanime, de continuer à vivre en Russie. Nous ne nous isolons pas du peuple révolutionnaire, nous

soumettons à son jugement chacun de nos pas, chacune de nos décisions ; nous nous appuyons entièrement et sans réserve sur la libre initiative émanant des masses laborieuses elles-mêmes" (Lénine, *Œuvres*, tome 10, pages 17, 18 et 19).

Il souligne d'ailleurs que le programme du gouvernement *"a été entièrement formulé par la vie"* : abrogation de toutes les lois qui restreignent la liberté de parole, de conscience, de réunion, de la presse, d'association, de grève, abolition de toutes les institutions qui limitent cette liberté, Assemblée constituante vraiment nationale, s'appuyant sur le peuple libre et armé, et qui ait tout le pouvoir et toute la force pour instituer un nouveau régime en Russie ; liberté réelle et totale aux nationalités opprimées par le monstre tsariste ; consécration de la journée de 8 heures, dont les ouvriers "s'emparent" déjà, ainsi que d'autres mesures pressantes tendant à maîtriser l'exploitation capitaliste ; remise de toute la terre aux paysans, soutien de toutes les mesures révolutionnaires de la paysannerie pour la confiscation de toute la terre.

Telles sont les exigences portées par la classe ouvrière en mouvement. Dès lors, la promulgation par le tsar du *Manifeste de la Constitution* n'aboutit pas au résultat escompté par le régime. Le mouvement des masses ne s'apaise pas. Au contraire, de jour en jour, il manifeste une force plus grande, une indépendance plus absolue, un caractère plus net de révolution sociale.

"NOUS N'OUBLIONS PAS UN INSTANT LES BESOINS DE NOTRE CLASSE"

Une mutinerie militaire éclate les 26 et 27 octobre à Cronstadt. Elle est réprimée le 28. Le même jour, le gouvernement décrète l'état de siège dans toute la Pologne (alors sous domination russe).

La classe ouvrière réagit immédiatement. Les meetings se multiplient dans les usines de Pétersbourg. Le 1er novembre, le soviet appelle à la grève politique générale en solidarité avec les marins de Cronstadt et le peuple de Pologne.

Car, au cours du mois d'octobre, les travailleurs ont pris conscience de leur force. Ils vont chercher à la faire valoir pour leur propres intérêts.

« Déjà, pendant la grande grève, les délégués avaient déclaré plus d'une fois qu'à la reprise du travail les masses ne consentiraient pour rien au monde à peiner dans les anciennes conditions. Le 26 octobre, les délégués d'un des quartiers de Pétersbourg décident, indépendamment du soviet, de réaliser dans leurs usines la journée de huit heures par la voie révolutionnaire. Le 27, la proposition des délégués est adoptée à l'unanimité au cours de plusieurs réunions ouvrières.

Le 29 octobre, le soviet émet une décision de la plus haute importance : il invite toutes les entreprises et usines à établir de leur propre chef la journée de huit heures. Ce décret est adopté presque sans débats, comme si la décision s'imposait d'elle-même.

Et cela suffit aux ouvriers. "La proposition du soviet a été accueillie par nos ouvriers avec des transports d'enthousiasme, *écrit mon ami Nemtsov, délégué d'une usine métallurgique.* En octobre, nous avons lutté au nom des exigences du pays tout entier, maintenant nous mettons en avant des revendications exclusivement prolétariennes, qui montreront nettement à nos patrons bourgeois que nous n'oublions pas un instant les besoins de notre classe" » (*1905*, pages 161 et 162).

Bien entendu, la presse capitaliste s'empresse d'affirmer que la campagne du soviet pour la journée de huit heures va ruiner l'industrie nationale (déjà !). Confronté au lock-out organisé par les industriels de Pétersbourg, le mouvement échouera. Des voix s'élèvent alors pour affirmer que le soviet a manqué de "réalisme", qu'il aurait fallu freiner les ouvriers.

Léon Trotsky réplique :

« Nous pensons que le soviet se conduisit comme il pouvait et devait se conduire. En réalité, il n'avait pas le choix. Si, pour des raisons de politique "réaliste", il avait crié aux masses : "Reculez !", elles ne l'auraient pas écou-

té. Le conflit aurait éclaté, mais personne n'aurait dirigé les combattants. Les grèves se seraient produites, mais la liaison entre elles aurait manqué. Dans ces conditions, la défaite aurait causé une démoralisation profonde. Le soviet comprit sa tâche autrement. Ses dirigeants ne comptaient pas du tout sur un succès pratique, immédiat, absolu ; mais, pour eux, les puissantes forces élémentaires qui entraient en mouvement s'imposaient comme un fait essentiel, et ils résolurent de transformer ce mouvement en une manifestation grandiose, inouïe jusque-là dans le monde socialiste, en faveur de la journée de huit heures. Les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire même parmi les groupes ouvriers les moins engagés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenue une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée aux exigences essentielles de la démocratie politique. »

LE CHOC SE PRÉPARE

Si les événements décisifs se déroulaient dans les villes, les campagnes commencent à s'agiter bruyamment à partir du printemps 1905. Le 6 novembre, s'ouvre à Moscou le congrès de l'Union paysanne, rassemblant 187 délégués. La résolution adoptée explique :

"Pour mettre fin aux malheurs du peuple, causés par le manque de terres, disait la résolution, il n'y a qu'un seul moyen, c'est que toutes les terres deviennent la propriété commune du peuple entier, et qu'elles ne soient utilisées que par ceux qui travaillent la terre eux-mêmes, en famille ou en association.

L'Union paysanne s'entendra avec ses frères ouvriers, avec les syndicats des villes, des fabriques, des usines, des chemins de fer et autres entreprises, ainsi qu'avec les organisations qui défendent les intérêts des travailleurs... Dans le cas où les revendications du peuple ne seraient pas satisfaites, l'Union paysanne devra recourir à la grève générale de la terre (!), c'est-à-dire qu'elle refusera à tous les propriétaires de domaines sans exception ses forces ouvrières et, par le fait même, les contraindra à suspendre leur exploitation. Pour l'organisation de la grève générale, l'Union s'entendra avec la classe ouvrière."

La circulaire ministérielle donnant des instructions pour la répression mérite d'être citée textuellement comme illustration de la violence des classes gouvernementales :

"Il faut exterminer par la force armée les émeutiers et, dans le cas de résistance, brûler leurs habitations. Dans la minute présente, il est nécessaire d'en finir une fois pour toutes avec les factions. Les arrestations, actuellement, n'atteignent pas leur but ; il est impossible de traduire devant les tribunaux des centaines et des milliers d'hommes. Le seul point indispensable en ce moment est que les troupes se pénètrent bien des indications que je viens de donner. P. Dournovo." (*1905*, page 176).

Il est clair que le choc se prépare. La révolution commence à accomplir son œuvre au sein même de l'armée. A Sébastopol, les régiments de la flotte se mutinent, les soldats de plusieurs casernes se joignent au mouvement. La répression sera sauvage, sanglante.

Dans chaque camp, les forces se mettent en place, et la frêle bourgeoisie russe choisit le sien : celui de l'autocratie, du régime tsariste. En effet, au moment de la mutinerie de Sébastopol, l'Opposition libérale est réunie dans un congrès des zemstvos (2). Les déclarations se succèdent :

"Il est temps de s'arrêter, nous apportons de nos propres mains des fagots au bûcher qui nous brûlera tous !"

"Nous ne sommes plus en présence de la révolution, nous avons affaire à l'anarchie."

Et l'Opposition libérale se félicite de l'écrasement du soulèvement de

(2) Assemblées locales élues.

Sébastopol. Elle commence à manifester, de manière de plus en plus ouverte, son hostilité au soviet.

LE SOVIET PUBLIE SON "MANIFESTE"

La lutte décisive approche. Le soviet, dans une conférence avec les représentants des partis révolutionnaires, adopte le *Manifeste financier* (rendu public le 2 décembre), dans lequel est posée ouvertement la question du pouvoir. Comme on le verra dans les extraits suivants :

> *"Le gouvernement est au bord de la faillite. Il a fait du pays un monceau de ruines, il l'a jonché de cadavres. Epuisés, affamés, les paysans ne sont plus en mesure de payer les impôts. Le gouvernement s'est servi de l'argent du peuple pour ouvrir des crédits aux propriétaires. Maintenant, il ne sait que faire des propriétés, qui lui servent de gages. Les fabriques et les usines ne fonctionnent plus. Le travail manque. C'est partout le marasme.*
>
> *(...) Seule l'Assemblée constituante peut mettre fin à ce saccage des finances, après avoir renversé l'autocratie. L'Assemblée soumettra à une enquête rigoureuse les finances de l'Etat et établira un budget détaillé, clair, exact et vérifié des recettes et des dépenses publiques.*
>
> *La crainte d'un contrôle populaire qui révélerait au monde entier son incapacité financière force le gouvernement à remettre sans cesse la convocation des représentants populaires.*
>
> *Cherchant à défendre son régime de malversations, le gouvernement force le peuple à mener contre lui une lutte à mort. Dans cette guerre, des centaines et des milliers de citoyens périssent ou se ruinent ; la production, le commerce et les voies de communication sont détruits de fond en comble.*
>
> *Il n'y a qu'une issue : il faut renverser le gouvernement, il faut lui ôter ses dernières forces. Il faut tarir la dernière source d'où il tire son existence : les recettes financières. C'est nécessaire non seulement pour l'émancipation politique et économique du pays, mais, en particulier, pour la mise en ordre de l'économie financière de l'Etat.*
>
> *C'est pourquoi nous décidons de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre le peuple" (1905,* pages 201, 202 et 203).

Trotsky, présentant ce document historique, précise :

> *"Bien entendu, ce manifeste ne pouvait par lui-même renverser le tsarisme, ni ses finances. (...). Le* Manifeste financier *du soviet ne pouvait servir que d'introduction aux soulèvements de décembre. Soutenu par la grève et par les combats qui furent livrés sur les barricades, il trouva un puissant écho dans tout le pays" (1905,* page 203).

Le 3 décembre, la séance du soviet de Pétersbourg est interrompue par les soldats, qui arrêtent ses dirigeants.

Le 4 décembre, le soviet de Moscou donne son adhésion au *Manifeste financier.* L'insurrection commence. Elle durera du 9 au 17 décembre avant d'être écrasée.

Lors du procès des dirigeants du soviet de Pétersbourg, la principale accusation portée contre les responsables du soviet sera d'avoir préparé cette insurrection.

Léon Trotsky, qui présidait le soviet, présenta sa "défense" au tribunal en ces termes :

> *"L'insurrection des masses, messieurs les juges, ne se fait pas, elle s'accomplit. Elle est le résultat de circonstances sociales et non la réalisation d'un plan. On ne peut pas la susciter, on peut seulement la prévoir. En vertu des causes qui dépendent aussi peu de nous que du gouvernement impérial, un conflit ouvert devenait inéluctable. Chaque jour, il se rapprochait. Nous y préparer signifiait pour nous faire tout le nécessaire pour limiter autant que possible le nombre des victimes de l'inévitable collision.*
>
> *(...) Nous y préparer, cela signifiait d'abord, pour nous : éclairer la conscience populaire, expliquer au peuple que le conflit était inévitable, que*

tout ce qu'on nous accordait nous serait bientôt enlevé, que seule la force pouvait protéger le droit, que nous avions besoin d'une puissante organisation des forces révolutionnaires, qu'il fallait opposer nos poitrines à l'ennemi, qu'il fallait être prêts à s'engager dans la lutte jusqu'au bout, qu'il n'y avait pas d'autre chemin. Voilà ce que nous considérions, essentiellement, comme une préparation au soulèvement" (*1905*, pages 284 et 285).

Fin décembre, la vague de réaction s'engage. La révolution marque le pas, mais, pour la première fois, le prolétariat a pris en charge son propre drapeau, il a agi pour ses propres revendications.

Le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg aura connu cinquante jours d'activité.

"LE SOVIET, PREMIER POUVOIR DÉMOCRATIQUE"

Tirant la leçon de la révolution russe, Trotsky explique :

"Le premier acte de la révolution, ce fut l'affrontement dans la rue entre le prolétariat et la monarchie ; la première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen d'action qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique ; enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Le soviet, c'est le premier pouvoir démocratique dans l'histoire de la nouvelle Russie. Le soviet, c'est le pouvoir organisé de la masse même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux chambres, sans bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés.

(...) La force du soviet était celle du prolétariat dans l'économie capitaliste. Sa tâche ne consistait pas à se transformer en une parodie de Parlement, ni à organiser une représentation proportionnelle des intérêts des différents groupes sociaux ; sa tâche était de donner de l'unité à la lutte révolutionnaire du prolétariat" (*1905*, pages 225 à 229).

Le soviet est donc l'organisation des masses en lutte. Là où s'exprime la démocratie ouvrière, où s'organise le front unique. Dans le même temps, renouant avec le combat de la Commune de Paris de 1871 et le prolongeant, le soviet de 1905 apparaît comme un organe du pouvoir. L'organe qui voit la classe se dresser face à un autre pouvoir.

En octobre 1917, douze ans plus tard, les soviets seront la forme d'organisation par laquelle la classe ouvrière prendra le pouvoir. Ainsi, l'apparition des soviets, leur organisation, reste le fait capital de l'histoire de la révolution de 1905, son héritage ineffaçable et universel.

Concluons sur ce point en citant un texte de Trotsky :

"Le soviet par lui-même ne recèle aucune force miraculeuse. Il n'est que la représentation de la classe du prolétariat, avec tous les côtés forts et tous les côtés faibles de ce dernier. Mais c'est précisément par cela et uniquement par cela que le soviet crée une possibilité organisationnelle pour les ouvriers des différentes tendances politiques, d'un niveau de développement différent, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir" (*Et maintenant ?*, 1932).

Avec cette affirmation de la place centrale de la classe ouvrière dans ce prologue de la révolution russe, bien d'autres questions sont soulevées.

L'OBJET DE LA DISCUSSION : LE RAPPORT ENTRE LES TÂCHES DÉMOCRATIQUES BOURGEOISES ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

Dans un article intitulé "Trois conceptions de la révolution russe", Léon Trotsky souligne en 1939 :

« La révolution de 1905 ne fut pas seulement la "répétition générale" de 1917, mais se trouva être aussi le laboratoire où s'élaborèrent tous les groupements

fondamentaux de la pensée politique russe et où se formèrent et se dessinèrent toutes les tendances et nuances à l'intérieur du marxisme russe » (Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 21, page 342).

Le mouvement ouvrier va, en effet, se poser la question des rapports réciproques entre révolution bourgeoise et révolution sociale. Ou, pour être plus précis, entre la révolution socialiste et les tâches démocratiques bourgeoises non encore réalisées.

C'est d'ailleurs entre janvier 1905 et l'automne de la même année que Léon Trotsky va, en s'appuyant sur les travaux réalisés auparavant par Parvus, élaborer ce qui sera ensuite connu sous le nom de théorie dite de la "révolution permanente".

Quelles sont les différentes positions en présence au sein de la social-démocratie russe ?

Sur le plan de l'organisation, elle est organisée autour de deux tendances : les bolcheviks, regroupés autour de Lénine, et les mencheviks, autour de Martov et de Plekhanov. Trotsky a une position conciliatrice entre les deux tendances, pensant que leur réunification est possible, alors que les divergences apparues sur le plan de l'organisation du parti vont, au fil des années, révéler leur contenu politique.

Toutes les tendances de la social-démocratie partagent le constat que les tâches démocratiques bourgeoises ne sont pas réalisées en Russie, et que, en conséquence, la révolution qui vient aura à régler cette question.

Mais les conclusions qui se dégagent de ce constat ne sont pas identiques selon les tendances.

Pour le courant menchevique, le fait de caractériser sociologiquement la révolution comme bourgeoise l'amène à considérer qu'il ne faut pas harceler prématurément la bourgeoisie avec la perspective du socialisme, ce qui la "rejetterait" dans le camp de la réaction. Le contenu de la révolution russe est ainsi limité d'avance aux réformes compatibles avec les intérêts et les vues de la bourgeoisie libérale.

"C'est précisément à ce point que commençait le désaccord fondamental entre les deux fractions. Le bolchevisme se refusait résolument à reconnaître que la bourgeoisie russe fût capable de mener à bien sa propre révolution"

explique Trotsky, en présentant la position de Lénine :

« Il mettait en avant la question agraire comme le problème central de la révolution démocratique en Russie. (...) Malgré le caractère manifestement bourgeois de la révolution agraire, la bourgeoisie russe reste, pourtant, hostile à l'expropriation de la grande propriété foncière, et c'est précisément pourquoi elle s'efforce d'arriver à un compromis avec la monarchie, sur la base d'une Constitution du type prussien.

A l'idée de Plekhanov d'une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie libérale, Lénine opposait l'idée d'une alliance du prolétariat avec la paysannerie. Il proclamait que la tâche de la collaboration révolutionnaire de ces deux classes était d'établir une "dictature démocratique" comme le seul moyen de purger radicalement la Russie du bric-à-brac féodal, de créer une couche de petits cultivateurs libres et d'ouvrir la voie au développement du capitalisme, non pas à la manière prussienne, mais américaine. La victoire de la révolution, écrivait-il, ne peut être accomplie que par la dictature, parce que la réalisation des réformes qui sont immédiatement et absolument nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoquera une résistance désespérée chez les propriétaires fonciers, les grands bourgeois et le tsarisme.

(...) La conception de Lénine représentait un immense pas en avant, en tant qu'elle partait, non pas de réformes constitutionnelles, mais du soulèvement paysan, considéré comme la tâche centrale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réelle de forces sociales qui pût conduire ce soulèvement à bonne fin.

Le point faible de la conception de Lénine était, pourtant, la notion, contradictoire en soi, de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" » (Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 21, page 360).

LE PRINCIPAL ARTISAN DE CETTE RÉVOLUTION BOURGEOISE EST LE PROLÉTARIAT

Dans cette recherche théorique et politique par laquelle les courants révolutionnaires s'efforçaient, au début de ce siècle, de se doter d'un guide pour l'action, Trotsky ajoute un élément sur la base d'une analyse de la place spécifique du prolétariat et de l'incapacité de la paysannerie à agir comme un tout unifié. Dans le texte déjà cité sur les "Trois conceptions de la révolution russe", il estime :

> *« Dans cette révolution "bourgeoise" sans bourgeoisie révolutionnaire, le prolétariat, par la logique même des événements, est conduit à prendre l'hégémonisme sur la classe paysanne et à lutter pour la conquête du pouvoir souverain. »*

Trotsky précise :

> *« (...) Le noyau de la population d'une ville contemporaine, au moins d'une ville qui a une importance économico-politique, c'est une classe qui se distingue nettement, celle du travail salarié. C'est précisément cette classe, au fond encore inconnue dans la grande Révolution française, qui est destinée à jouer dans la nôtre un rôle décisif... Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé.*
>
> *(...) On peut limiter le cadre de tous les problèmes de la révolution avec l'affirmation que notre révolution est bourgeoise par ses buts objectifs et, donc, par ses résultats inévitables ; on peut ainsi fermer les yeux sur le fait que le principal artisan de cette révolution bourgeoise, c'est le prolétariat, que toute la marche de la révolution pousse au pouvoir...*
>
> *(...) Entrés dans le gouvernement non pas comme des otages impuissants, mais comme une force dirigeante, les représentants du prolétariat effacent par là même la limite entre programme minimum et maximum, c'est-à-dire mettent le collectivisme à l'ordre du jour. A quel point le prolétariat sera-t-il arrêté dans cette direction ? Cela dépend du rapport des forces, mais nullement des intentions primitives des parti du prolétariat...*
>
> *(...) Il est une chose que l'on peut dire avec certitude : sans le soutien étatique direct du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne peut se maintenir au pouvoir et faire de sa domination temporaire une longue dictature socialiste... »*

A partir de cette analyse, s'affirme une position :

> *"La perspective de la révolution permanente peut se résumer ainsi : la victoire complète de la révolution démocratique en Russie n'est concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La dictature du prolétariat, qui mettra infailliblement à l'ordre du jour, non seulement les tâches démocratiques, mais aussi les tâches socialistes, donnera en même temps une forte impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident préservera la Russie de la restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener l'édification socialiste jusqu'au bout.*
>
> *Les désaccords touchaient la perspective générale de la révolution et la stratégie qui en découlait. La perspective du menchevisme était radicalement fausse : elle n'indiquait nullement au prolétariat la bonne voie. La perspective du bolchevisme n'était pas complète : elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais elle caractérisait incorrectement ses étapes. Si le défaut de la perspective du bolchevisme ne se manifesta pas en 1905, c'est uniquement parce que la révolution elle-même ne continua pas à se développer. Par contre, au début de 1917, Lénine dut, en conflit direct avec les vieux cadres du parti, changer sa perspective "* (Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 21, pages 360 et 361).

A quoi il faut ajouter que Lénine put le faire précisément parce qu'un parti avait été construit, que les cadres existaient. Dès lors, sur une ligne d'indépendance de classe, l'élaboration théorique, inachevée ou partiellement erronée, pouvait être corrigée, complétée, en la soumettant à l'épreuve des faits et par la libre discussion.

"LE PROLÉTARIAT A PRIS SOUS SA PROTECTION L'HONNEUR DU PASSÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE LA BOURGEOISIE"

C'est encore à l'épreuve des faits qu'il nous faut apprécier si la théorie de la révolution permanente est d'actualité ou non. Au début de ce siècle, quand les révolutionnaires élaboraient sur la question touchant au rapport entre le mouvement révolutionnaire et les tâches démocratiques bourgeoises, ils faisaient valoir que la bourgeoisie avait abandonné son propre héritage révolutionnaire.

Dans un texte célèbre, Trotsky explique :

> *"La bourgeoisie a honteusement trahi toutes les traditions de sa jeunesse historique, et ses mercenaires actuels déshonorent les tombeaux de ses ancêtres et narguent les cendres de leurs idéaux. Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie.*
>
> *Le prolétariat, si radicalement qu'il puisse avoir rompu dans sa pratique avec les traditions révolutionnaires de la bourgeoisie, les préserve néanmoins comme un héritage sacré de grandes passions, d'héroïsme et d'initiative, et son cœur bat à l'unisson des paroles et des actes de la Convention jacobine" (1905,* page 412).

Comme cela sonne juste aujourd'hui ! A l'époque de l'impérialisme, *"sa jeunesse historique"* n'est même plus un souvenir pour la bourgeoisie.

La pression du capital spéculatif sur le processus de production se traduit par une lutte à mort pour pouvoir arracher toujours davantage de plus-value par l'augmentation du taux d'exploitation. Tout doit être remis en cause. Toutes les conquêtes sociales, tous les acquis de civilisation arrachés par la lutte des classes devraient être sacrifiés pour satisfaire aux exigences des marchés spéculatifs.

Dans ces conditions, l'impérialisme tend à faire du découpage des pays en fonction des zones "utiles" et "inutiles" une ligne générale. Et cela entraîne une tendance à la destruction des formes mêmes de l'Etat national tel qu'hérité de la révolution démocratique bourgeoise. En défendant ses propres intérêts, les conventions collectives, ses statuts, la classe ouvrière défend par là même la nation contre la dislocation. En combattant pour la défense de la Sécurité sociale, pour la défense de la laïcité, pour la séparation des Eglises et de l'Etat, la classe ouvrière en France, par exemple, combat contre la dislocation de la République "une et indivisible" que l'Union européenne veut imposer sous la forme de l'Europe des régions au compte des besoins du Fonds monétaire international.

Se trouve ainsi confirmé ce qui s'est manifesté alors que l'impérialisme se constituait. Il revient à la classe ouvrière de prendre en charge la défense des conquêtes démocratiques bourgeoises que l'impérialisme sénile ne peut plus tolérer.

Elle ne peut le faire qu'en développant sa propre action de classe, en affirmant son indépendance de classe et en faisant valoir l'exigence de ses droits. Tâches démocratiques et révolution sociale sont ainsi plus intimement liées que jamais.

Olivier Doriane

Mise au point

Par François de MASSOT

Pierre Broué vient de publier, dans les *Cahiers Léon Trotsky*, un long texte intitulé : "Raoul, militant trotskyste". S'agissant d'un militant, précisément, on aurait pu s'attendre à une sélection de textes, puisque, selon la présentation, le but est de *"redonner la parole à Raoul"*. Il s'agit en réalité de tout autre chose.

Pierre Broué, dans sa présentation, assure qu'il n'était

> *"ni dans mes intentions, ni dans celles de l'Institut Léon Trotsky de saisir cette occasion pour écrire une histoire interne du mouvement trotskyste en France, qui aurait pu englober non seulement la guerre, mais la scission internationale et l'histoire du PCI-OCI. (...) Il ne faut surtout pas avoir l'air de vouloir régler les comptes avec les armes tombées des mains d'un mort."*

C'est pourtant de cela qu'il s'agit. Utilisant à sa guise des citations de Raoul tirées de documents accessibles à tous (articles dans des bulletins intérieurs, rapports), citations le plus souvent soigneusement isolées de leur contexte historique, mais aussi des lettres privées, des enregistrements, voire des conversations rapportées, Pierre Broué règle ses comptes.

Et, comme souvent, l'hommage à un disparu sert de prétexte pour parler de soi. Il en est ainsi de la notion d'*"homme nouveau"* (1), qui sonne curieusement à des oreilles de militants trotskystes. Pierre Broué dit dans sa conclusion que Raoul *"était aussi, à bien des égards, un type nouveau d'homme"*. Je crois pouvoir dire que jamais Raoul ne m'a paru se considérer le moins du monde comme un *"homme nouveau"*. Si d'aucuns estiment appartenir à cette catégorie, c'est leur affaire...

Parmi les avantages qu'il y a à être résolument athée et matérialiste, il y a celui de savoir que les morts ignorent ce qu'il advient de leur mémoire et que, contrairement à ce que dit le vers de Baudelaire, *"les morts, les pauvres morts, ont d'immenses souffrances"*, ils ne souffrent pas de la manière dont ils sont utilisés. Car — et c'est le sens de cette mise au point — ce qui est présenté comme un hommage à Raoul est utilisé pour donner une certaine vision de ce que fut et de ce qu'est le combat pour construire un parti ouvrier, qui ne peut qu'en éloigner ceux qui la prendraient pour argent comptant.

Dire cela n'est pas écarter ce que Raoul a dit ou écrit et dont il était responsable, mais il n'est pas besoin d'être particulièrement versé dans la connaissance de l'art cinématographique pour savoir ce que permet le montage.

Deux exemples permettent d'emblée de comprendre la méthode de Broué. Il signale que, après une interruption de son activité politique, Raoul, ayant réintégré la section française, se voit d'abord objecter,

---

(1) *"Homme nouveau"* est une formule sortie du vocabulaire de Staline. Nous n'accuserons pas pour autant Pierre Broué d'être stalinien.

lorsqu'il veut publier un texte de discussion, qu'il est stagiaire, puis la direction accepte. Fait historique, qu'on peut vérifier en se reportant au bulletin intérieur du Parti communiste internationaliste de septembre 1953, qui comporte, sous la signature "Georges" (pseudonyme alors employé par Raoul), le texte intitulé "Armer le parti". Broué porte son jugement :

> *"Il semble que là, la direction eut le bon réflexe de fermer les yeux."*

On ne peut qu'en déduire que, d'habitude, l'entité mystérieuse baptisée "direction" étouffait la discussion sous des prétextes formels...

Il y a plus grave. Vers la conclusion, Pierre Broué explique (p. 179) la solitude de Raoul, alors que

> *"ses vieux camarades/adversaires... avaient disparu, écartés de la direction (...). Daniel Renard, brisé, Gérard Bloch, rétrogradé, humilié, fidèle* perinde ac cadaver, *étaient morts, Stéphane Just, lui, a survécu, exclu."*

Le procédé est ici indigne. Passons sur la référence à Stéphane Just, dont la rupture avec la IVe Internationale ne faisait que traduire ses désaccords politiques profonds, qui le conduiront d'ailleurs à décréter que la IVe Internationale est morte. Signalons également une des omissions caractéristiques de la méthode Broué. C'est précisément un rapport présenté par Pierre Broué qui établit le caractère provocateur de la campagne calomniatrice de Just contre des camarades du parti. Faudrait-il en conclure que Pierre Broué a obéi, lui aussi, *"perinde ac cadaver"*, à la direction jusqu'en mars 1984, c'est-à-dire, si je ne me trompe, jusqu'à l'âge de 59 ans ?

Mais de quel droit Broué écrit-il que Daniel Renard était *"brisé"*, suggérant — sans oser le dire — que c'est son parti qui le brisa ?

De quel droit ose-t-il insulter la mémoire de Gérard Bloch, militant exceptionnel et qui ne plia jamais devant l'argument d'autorité, en prétendant qu'il *"obéissait comme un cadavre"*. Il y a un sens politique à l'insulte, c'est de sous-entendre que Gérard Bloch obéissait comme un jésuite aux injonctions de son ordre et que l'organisation trotskyste n'était donc qu'un "ordre" du type de celui des jésuites.

Hélas, ni Renard ni Bloch ne sont vivants, qui sauraient remettre Broué à sa place. D'ailleurs, ce dernier n'a le "courage" d'avancer de telles infamies que parce qu'il s'agit de militants disparus !

Revenons à ce qui est censé être le sujet de ce numéro "spécial" Raoul. Après la partie sur la guerre, un chapitre est consacré au travail d'organisation des Vietnamiens en France. Il aurait été simple, si l'objet avait été avant tout de "redonner la parole à Raoul", de publier à ce sujet dans son intégralité l'article paru dans la revue *IVe Internationale,* en janvier 1947, sous le nom de Raoul Dassac.

Puis, après une incursion dans la vie privée de Raoul dans laquelle nous ne le suivrons pas, Broué en vient au retour de Raoul à l'activité politique, à l'occasion de la participation de la IVe Internationale à la défense de la révolution yougoslave, alors que Staline dénonce le régime de Tito comme *"fasciste"*. Cette campagne se marque notamment par l'envoi de délégations syndicales et de brigades de jeunes en Yougoslavie — brigades qui travaillaient quelque temps sur des chantiers. Conformément au principe de ne pas manquer une seule phrase, interjection ou soupir qui mette en cause Pierre Lambert, acharnement qui atteint parfois au comique, il est cité une lettre du 15 avril 1992, qui précise :

> *"A noter pour ta gouverne que les membres du SI et du BP du PCI allèrent en Yougoslavie en train, puis hôtel, puis, etc. Lequenne, Renard et Just allèrent en brigade, comme le* vulgum pecus *de la base. Pablo, Lambert, Bleibtreu et* tutti quanti *ne se salirent jamais les mains avec pelles et pioches."*

On appréciera le procédé : dans une lettre, Raoul procède à cette distinction entre les différents membres de la IVe Internationale qui sont allés, mandatés pour des tâches précises, en Yougoslavie à l'époque. Comme un vautour sur sa proie, Broué se précipite sur ce passage, le

met en exergue, afin, chacun le comprend, non pas d'éclairer le passé, mais de justifier sa propre trajectoire politique. Passons. Pour moi qui *"me salissait les mains"* à l'époque, mais sans qu'elles deviennent calleuses, car notre contribution *"à l'édification du socialisme"* en Yougoslavie demeura légère (cela vaut pour nous tous, y compris Raoul), même à dix-huit ans je comprenais la nécessité d'une division du travail politique.

Nul d'entre nous ne s'étonnait que certains (comme, en effet, Pierre Lambert ; pour ce qui est de Bleibtreu et de Pablo, je n'en sais rien) se trouvent en Yougoslavie dans le cadre de commissions d'enquête syndicales, invités par les syndicats yougoslaves.

Mais il y a plus sérieux. Broué se réfère à nouveau à une correspondance de 1992 qui

> *"cite Lambert évoquant les illusions de la direction de l'Internationale, son idée, par exemple, de faire basculer le comité central yougoslave et de le conduire à se prononcer pour la IVe Internationale".*

Raoul répond :

"Exagération de Lambert, mais exagération ***seulement.*** *Le rêve de faire basculer le comité central yougoslave fut* ***réel.***"

Mais il est cité une autre interview de Raoul, en 1969, où celui-ci explique :

> *"Le lèche-cultage vis-à-vis de Belgrade, le besoin, le désir, l'envie, le rêve que Belgrade redevienne notre Moscou, même un peu déformé, enfin cette espèce de Mecque, quelque chose enfin sur quoi on puisse appuyer la IVe Internationale, qui soit autre chose que la classe ouvrière mondiale, mais quelque chose qui ait un appareil, qui ait des bouquins, qui ait un État qui ait des militaires, qui ait du fric, etc., c'est ressorti à cette période d'une manière colossale. Si vous ajoutez ça au tournant brusque du point de vue théorique, c'est-à-dire l'absence de rigueur, l'imprudence dans l'analyse, il est évident que la voie était ouverte à toute une série de révélations."*

On voit que, en 1969, Raoul partageait pleinement le point de vue de Lambert sur *"les illusions de la direction de la IVe Internationale"*, point de vue dont il considère en 1992 qu'il constitue une *"exagération"*. On pourrait de même dire que Raoul en donne une version *"exagérée"*. Que Raoul ait varié dans son interprétation, cela était son affaire. Mais, au-delà du cas particulier, cela souligne qu'on ne peut écrire une histoire ni même retracer le cheminement d'une pensée à coup de fragments de déclarations faites devant le micro d'un magnétophone et de passages de lettres. Broué, par métier, devrait le savoir mieux que quiconque.

Puisqu'il s'agit, quoi qu'on en dise, d'éléments qui ne peuvent qu'apparaître comme constituant "notre histoire", l'histoire de la section française de la IVe Internationale, rapportons-nous (comme cela sera fait à plusieurs reprises) à la brochure *Quelques enseignements de notre histoire,* publiée en 1970 et qui se place du point de vue des positions du courant qui a constitué l'OCI, puis le PCI, et qui est aujourd'hui le courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs. Cette brochure a l'avantage de s'appuyer sur des textes précis, publics, vérifiables, et sur les faits. Cette brochure, utilisée en permanence par les militants de la IVe Internationale en France, et qui demeure un élément de la formation politique des militants, a été, en 1970, approuvée par l'ensemble des responsables, par le comité central unanime. Ni Raoul, ni Broué, d'ailleurs, n'ont jamais contesté les faits ni les documents auxquels elle se référait. C'est pourquoi nous jugeons utile de la citer :

> *« Le fait que le PC yougoslave ait rompu avec Staline parce qu'il refusait de subordonner les intérêts de la Yougoslavie ouvrière et paysanne aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin est d'une importance extrême. Mais le cadre de la rupture ne pose pas* ipso facto *le cadre de la révolution mondiale comme la solution de problèmes soulevés par la marche en avant du socialisme dans tous les pays, y compris pour la Yougoslavie. Tito et le PC yougoslave, de 1948 à 1950, avanceront très loin dans la critique du stalinisme, ils refuseront néanmoins de quitter le terrain du* "socialisme dans un seul pays". *Et ce qui fonde le "parti révolutionnaire" est précisément la critique de la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays,*

élaborée après la mort de Lénine, en rupture avec tout l'enseignement du marxisme et des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. C'est ainsi que le PC yougoslave, qui a brisé ses liens avec Staline, n'est plus un parti stalinien. Il n'est pas un parti révolutionnaire, il est devenu un parti centriste, dont l'évolution commence à peine en 1948. La pensée formaliste de Frank (dirigeant de la section française qui s'alignera sur Pablo) *aura ses conséquences. Frank est amené à écrire en septembre 1949 que le Parti communiste yougoslave* "est en train de reconstruire le trotskysme d'une façon fragmentaire et sans vue d'ensemble, mais sur des questions de plus en plus importantes". *Toute l'essence de l'objectivisme pabliste est ici formulée. Si un PC fondé, structuré dans les cadres du stalinisme, peut, comme le dira une résolution adoptée au printemps 1950 par le CEI,* "retrouver le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale", *alors il n'est plus nécessaire de reconstruire dans chaque pays des partis de la IVe Internationale. Les PC staliniens peuvent être redressés de l'intérieur, retrouver sous l'impact des situations objectives la fonction d'instruments de la révolution prolétarienne. Si donc on continue à proclamer la nécessité de la IVe Internationale et de la construction de sections nationales, celles-ci ne sont plus que groupes de pression sans avenir et qui, si telle était leur fonction, mériteraient à juste titre le mépris et la haine des ouvriers. »*

C'est à nouveau en se référant au "texte" de 1992 que Broué cite Raoul à propos de la scission provoquée par l'offensive révisionniste de Pablo :

> *"Idem quand Lambert s'abstint, prit acte, etc. ; ça peut avoir de l'intérêt pour ton truc, mais n'en a vraiment aucun politiquement. Politiquement, a) Lambert n'a pas réagi immédiatement à ce que signifiait la simple préface de* Où allons-nous ? *b) il a réagi quand il a compris que la liquidation de* L'Unité syndicale *lui tirerait le tapis sous les pieds."*

Décidément, la méthode à laquelle recourt Broué n'a qu'un très lointain rapport avec le sérieux de l'investigation historique qu'on est en droit d'attendre d'un historien sérieux et fiable, du type du Broué que nous connûmes naguère avant qu'il ne devienne l'ex-Broué qui s'offre en spectacle aujourd'hui. Car enfin, Raoul lui-même écrit que la question posée n'a *"politiquement aucun intérêt"*. S'il s'agit de parler de Raoul, la chose ne mériterait même pas d'être citée. Mais comme il s'agit pour Broué de régler des comptes avec son passé et, en l'occurrence, d'apporter sa petite pierre à l'édifice de la lutte "antilambertiste", alors tout est bon. Ainsi, Lambert aurait hésité en 1952 ? Haro sur le baudet !

Soit dit en passant, le camarade Lambert lui-même a, à de nombreuses reprises, expliqué comment, dans les conditions du développement de la crise de la section française en 1950-1952, il a, dans un premier temps, hésité. Et alors ? Il aurait réagi — c'est-à-dire pris toute la mesure de l'offensive destructrice de Pablo — au moment où le caractère liquidateur du pablisme s'est exprimé pratiquement dans la tentative de détruire *L'Unité syndicale*, publication autour de laquelle se regroupaient — indépendamment de leur appartenance politique à des organisations ou des courants différents — des militants syndicalistes attachés à l'indépendance syndicale et à l'unité d'action pour la défense des revendications ouvrières (2). Si tel est le cas, tout travailleur considérera ce "détail" comme plutôt à l'honneur du militant ouvrier Pierre Lambert. Car il s'agissait de préserver les positions conquises au compte de la IVe Internationale dans le mouvement ouvrier face à des tentatives de les liquider.

De la part de Pablo, il s'agissait d'une tentative de liquider toute activité organisée des trotskystes dans la classe ouvrière. Pablo voulait en effet contraindre les militants ouvriers du PCI à se déconsidérer et à se désavouer pour rejoindre les rangs du parti stalinien. La politique de Pablo, pour qui le programme de la IVe Internationale s'était révélé faux, pour qui le stalinisme

(2) La participation des militants du PCI à cette publication exprimait la mise en œuvre de l'orientation, approuvée à l'unanimité par le congrès de 1946, qui se prononçait pour *"l'indépendance du syndicat par rapport à tout parti, y compris le parti révolutionnaire, par rapport à tout Etat et gouvernement, y compris l'Etat ouvrier"* (*Quelques enseignements de notre histoire*).

"serait amené à réaliser le socialisme à sa manière", était une politique liquidatrice au sens strict du terme : une politique de destruction.

Et la scission, qui est par excellence un acte pratique, ne pouvait que procéder du refus pratique de la destruction. Personne, d'ailleurs, ne nie que, lorsqu'il fallut passer aux actes, ne pas céder au chantage à l'exclusion de la IVe Internationale, mais défendre coûte que coûte le programme de la IVe Internationale, c'est l'esprit de décision de militants ouvriers regroupés dans la commission ouvrière — dont le dirigeant responsable était Pierre Lambert — qui fut le facteur principal.

Ce en quoi la citation de Raoul entretient la confusion, c'est d'abord en identifiant le commencement, la lutte contre le révisionnisme au sein de la IVe Internationale, et la fin : ne pas céder au chantage à l'exclusion, et donc faire face à la nécessité de la scission. Ensuite, en donnant l'idée que l'orientation politique pourrait s'élaborer en dehors des questions théoriques.

En d'autres termes, qu'on pouvait s'opposer au cours liquidateur de Pablo sans défendre les principes et la base programmatique de la IVe Internationale.

Cette citation, par ailleurs, n'apporte rien ni à la "connaissance" de Raoul ni à la compréhension de la manière dont se déroula la scission.

A ce sujet, en 1970, *Quelques enseignements de notre histoire* expliquait :

> *« Il est nécessaire de comprendre pourquoi, jusqu'au bout, la tendance majoritaire au sein du PCI lutta pour rester dans l'Internationale. Elle est allée jusqu'à l'extrême limite des concessions : majoritaire, elle a accepté un bureau politique où le représentant du Secrétariat international, Germain, avait "voix prépondérante" ! La majorité était persuadée que les trotskystes, à l'échelle internationale, dupés par Pablo, réagiraient. Dans cette perspective, des dispositions d'une souplesse extrême prises au niveau des organes dirigeants fondaient le refus de toute capitulation politique, au plan interne comme au plan international. »*

Quelques enseignements de notre histoire précisait par ailleurs :

> *"C'est l'entrée dans la lutte politique, pour la première fois dans l'histoire du parti, de la commission ouvrière, qui fit basculer la majorité de la section française dans l'opposition au pablisme."*

Les dirigeants de la commission ouvrière qui s'étaient prononcés contre les thèses pablistes

> *« ne voulurent pas, au début, participer à l'organisation de la fraction antipabliste. Les raisons en sont multiples, les dirigeants de la commission ouvrière n'avaient aucune confiance dans les principaux "théoriciens" de l'antipablisme (...). Mais les hésitations de la commission ouvrière avaient des motifs plus profonds, en partie valables, en partie erronés. En fait, en 1950, les dirigeants ouvriers ne mesuraient pas toute la portée principielle de la lutte politique (...). La commission ouvrière dut choisir : ou bien se ranger derrière le Secrétariat international, sous le prétexte que Bleibtreu n'était pas "un homme de parti", ou prendre position politiquement avec Bleibtreu. D'un côté, la capitulation, de l'autre, la fidélité au programme en dépit d'un comportement petit-bourgeois du principal leader théorique de l'antipablisme. Les conséquences liquidatrices que le Secrétariat international exigeait que les militants tirent de ses thèses firent le reste. La grande majorité des militants ouvriers trotskystes qui avaient porté, dans les usines et les syndicats, le drapeau de la IVe Internationale, refusèrent de capituler avec Pablo devant le stalinisme. »*

Alors, à quoi sert cette citation de Raoul ? Comme les précédentes, elle conduit à s'interroger sur la signification de ce numéro "spécial". S'agit-il de Raoul ou de Lambert ?

A quoi s'agit-il d'aboutir ? A se glisser, même en queue de peloton, même à une place modeste, dans le grand déchaînement contre les "trotskystes-lambertistes", qui a tenu, ces temps-ci, une certaine place dans les médias.

Quelle était la technique employée ? Celle de la calomnie insidieuse par répétition. Un journal publie une "information" sur les *"complots trotskystes"*, complots

qui se relient de préférence à *"l'infiltration dans les sommets de Force ouvrière"*, voire de la *"franc-maçonnerie"*. Puis, cela se reproduit dans un journal, puis deux, puis trois, pour devenir un "fait bien établi".

Ainsi agit Broué. Il cite encore une fois une lettre de 1992 dont on ne sait à qui elle est adressée, ni à quelles questions elle répond (citation p. 144) :

> *« Méfie-toi des paranoïas. Ne sais pas si Lambert était franc-mac, ni s'il l'est devenu (ce qui serait plus vraisemblable, mais néanmoins pas certain). (...) Etre allié avec des "anarcho-syndicalistes" (prétendus), francs-maçons ou pas, contre les stals et les réformistes, n'est pas forcément une mauvaise chose. Sinécure à FO ? A cette époque, combines donnant-donnant, intra-syndicales. Il était quand même forcé jusqu'à au moins 1967 de faire (mal sans doute, et après ?) ses enquêtes d'inspecteur Sécu auprès des boîtes. Il y a eu sinécure absolue à partir de 1969, sinon un peu avant. Par quel accord. Avec qui ou quoi ? En échange de quoi ? Je n'en sais rien exactement. Mais je sais sa politique. Elle m'a suffi ! »*

Ne discutons pas de ce texte. Laissons-en la pleine responsabilité à Raoul. Ne discutons pas non plus de savoir si Raoul aurait pris la responsabilité de publier cette lettre, puisque, de toute évidence, c'est une question qui ne peut plus se poser. Mais constatons qu'il n'y a pas là l'ombre d'une preuve, à peine une affirmation sous forme de question ou d'insinuation calomnieuse.

Question qui, pour le lecteur tenu en haleine par un "suspense" aigu, restera sans réponse : Lambert est-il ou non un franc-maçon ? Quel accord mystérieux marqua sa carrière à la Sécurité sociale ? Lecteur désappointé, vous ne le saurez pas...

Constatons aussi que la mort ne confère ni une autorité particulière ni un statut plus respectable à des déclarations de ce type, et que celle-ci demeure simplement ce qu'elle est : une affirmation calomnieuse par insinuation, qu'aucun "chercheur" digne de ce nom ne saurait retenir comme élément d'une "histoire". De plus, tout cela n'est guère nouveau. Qu'on en juge :

> *« Les lambertistes se sont progressivement adaptés à cette "gauche" anarcho-syndicaliste et social-démocrate, et à travers elle à l'appareil de FO et de la social-démocratie. C'est cette adaptation qui rend compte du caractère droitier de la pratique de l'OCI. »*

Voilà ce que l'on peut trouver dans la brochure *Qu'est-ce que l'AJS ?*, publiée en 1971. C'est l'œuvre d'Henri Weber, alors dirigeant de la LCR, section en France du Secrétariat unifié, aujourd'hui sénateur et conseiller politique de Laurent Fabius.

Qu'un militant qui a passé le plus clair de sa vie active à combattre ce type de calomnies et à en identifier les motifs politiques se laisse aller à les répandre, c'est une chose. Que ce soit cela que l'on décide d'extraire comme expression de sa pensée et comme "explication historique" en est une autre.

Raoul est aujourd'hui disparu. Broué, lui, est vivant. Il décide de publier cet extrait d'une lettre de 1992. Il le présente et le commente. En quels termes ?

> *"Comme il est normal, Raoul a été sollicité par les chercheurs, étudiants, voire journalistes, sur les raisons que nombre de commentateurs tiennent pour primordiales dans le destin politique du PCI : le lien avec la franc-maçonnerie et la centrale Force ouvrière, la situation privilégiée de Lambert, enquêteur sans enquêtes à la CAF (caisse d'allocations familiales). Là-dessus, il écrit ce qu'il pense, sans ménagements ni diplomatie, en 1992."*

Nous passons des "peut-être", des réserves que contient l'extrait de la lettre de Raoul de 1992 à l'affirmation en bonne et due forme : si *"nombre de commentateurs"* le disent, la cause est entendue. Et la déclaration de Raoul n'est alors qu'une illustration.

Mais qui sont ces *"commentateurs"* ? *Minute*, *National-Hebdo*, dont les prétendues "révélations" ont été complaisamment reprises dans la "grande presse". Campagne bien orchestrée, et dont il faut être aveugle pour ne pas voir qu'elle coïncide avec une offensive dirigée non seulement contre le Parti des travailleurs, mais

contre toutes les forces qui, en refusant d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales, ont fourni un point d'appui au premier mouvement pour le retrait du plan Juppé.

Voilà qui tombe à pic par les temps qui courent.

Comme par hasard, cet extrait est inséré dans un chapitre intitulé "Coup d'œil sur le passé" et se mêle à des références à la période de la guerre d'Algérie, à Tito, au pablisme, visant ainsi à mettre sur le même plan une insinuation calomnieuse grave et des appréciations — fondées ou non — sur de problèmes politiques et sur des caractérisations personnelles. Broué sait parfaitement en quoi consiste un amalgame.

Pour en revenir à l'ensemble du texte de Pierre Broué, si l'on excepte les extraits des conversations ou des correspondances de 1992 et les extraits d'articles et de rapports sur le Vietnam, l'essentiel des textes cités — en particulier les textes qui ont une signification précise quant à la pensée politique de Raoul, puisqu'il s'agit de documents soumis à la réflexion, voire au vote des camarades de son organisation — se situent entre 1954 et 1970.

Soulignons qu'ils correspondent, après la période de la guerre, à la période d'activité la plus intense de Raoul au sein de la section française, à la place qu'il occupe dans les discussions qui ont lieu de 1954 à 1957, puis après 1958 en relation avec les tâches qu'il occupe : membre du comité central et du bureau politique, responsable de la province, trésorier du parti. Remarquons qu'il y a là une contradiction flagrante entre la tentative de dénoncer *"les méthodes"*, *"l'absence de démocratie"*, en fait de s'attaquer à l'action pour la construction d'une organisation bolchevique, et le fait que c'est précisément lorsqu'il combat dans ce cadre et qu'il s'associe pleinement à la construction de l'organisation que les contributions politiques de Raoul sont les plus riches. Cela témoigne bien que la construction d'un parti est une œuvre collective.

Certains des plus importants de ces textes ont d'ailleurs été publiés dans les bulletins intérieurs du PCI ("Armer le parti", septembre 1953 ; "Résolution en six points sur la révolution algérienne", bulletin intérieur n° 2, 1955 ; "Cinq points pour le Xe Congrès" (1956) ; texte signé Raoul, Forgue, Milhou). S'il ne s'était agi que de Raoul, rien n'était plus facile que de les reproduire intégralement. Les textes auxquels on vient de se référer se rapportent à la période qui va de 1954 à 1958 et les problèmes qui sont alors abordés sont ceux de la guerre d'Algérie, mais aussi, de manière plus générale, de la conception du parti.

Broué use de la même méthode de présentation : entre deux commentaires s'insèrent aussi bien des extraits de lettres que des textes qu'à l'époque Raoul jugeait essentiels. Le résultat, c'est que la situation et les enjeux de la discussion apparaissent incompréhensibles. Qu'en d'autres termes, ce "moment" de l'activité pour la construction d'une organisation apparaît comme une "histoire de bruit et de fureur ne signifiant rien", et que la place et l'évolution même de Raoul demeurent incompréhensibles.

Comment, en effet, en dehors de l'examen sérieux des problèmes politiques posés alors, comprendre que, le 21 avril 1958, Raoul puisse écrire :

> *"Je voudrais te dire pour terminer que si on examine à la loupe la vie intérieure du PCI, on peut facilement trouver mille et une choses qui ne sont pas conformes au bolchevisme sur le papier. Chacun peut en penser ce qu'il veut et proposer des remèdes qu'il estime justes. Mais je voudrais te dire mon opinion personnelle non pour t'influencer, seulement parce que c'est sincère et, je crois, évident : existe-t-il, en France ou ailleurs, une organisation d'une cinquantaine d'hommes sur 40 millions d'habitants, sans fric, isolée et combattue par l'appareil d'Etat, par les bureaucraties traditionnelles, une organisation d'avant-garde dont la politique n'est pas toujours immédiatement sensible aux travailleurs sauf sur le plan revendicatif, qui puisse présenter le bilan, aussi petit soit-il, que nous pouvons présenter ? Qui puisse être certaine, lorsqu'une vague de combats se dessinera, qu'elle sera totalement dans le coup, influant sans aucun doute sur les événements d'une manière sans proportion avec sa faiblesse numérique ?*

Je ne suis pas un fanatique, je suis contre le bluff, les piqûres de morphine, les erreurs ou les échecs cachés : tout ce que tu voudras. Mais je dis simplement que, si des réformes sont sans doute nécessaires du point de vue de notre vie organisationnelle, il reste que pas un militant révolutionnaire conscient, lucide, ne peut pratiquement se laisser aller à oublier les côtés positifs du PCI en découvrant ses multiples défauts.

Je sais bien que tu ne mets rien en doute dans ta lettre. Je voulais simplement te dire que, crois-moi, neuf camarades sur dix souffrent de telle ou telle faiblesse du parti. Que, de ce point de vue, tu peux croire que nombre de camarades sont en état d'alerte à l'égard des côtés faibles ; qu'enfin, tu peux formuler sans hésitation les critiques qui te viennent à l'esprit — elles n'auront peut-être pas de résultat immédiat, mais, en tout cas, ne t'imagines pas que tu parlerais dans le désert."

L'explication que donne Broué est un peu courte. Il écrit :

"Il semble que Raoul et ses camarades aient été entendus sur le fond, au moins partiellement, et que, sur la forme, ils soient maintenant tolérés avec leurs réserves et leur attitude critique."

C'est réduire la démarche de Raoul à la recherche d'une *"reconnaissance"* et d'une *"tolérance"*. C'est surtout ignorer l'essentiel, à savoir que des divergences politiques peuvent être surmontées, qu'en d'autres termes, si *"Raoul avait été entendu"*, il a peut-être lui aussi tenu compte des arguments des autres et du développement de la discussion.

Il est vrai que si l'on conçoit que ce qui détermine "primordialement" le destin d'une organisation, ce sont des accords secrets avec des forces obscures, il est difficile d'imaginer que puisse tout simplement se réaliser un accord politique.

Encore une fois, pour comprendre de quoi il s'agit et dans quelles conditions s'est développée cette discussion, il vaut mieux se référer à *Quelques enseignements de notre histoire* :

"Après l'effondrement de la plupart des vieux cadres, seuls quelques-uns d'entre eux, restés fidèles au trotskysme, voulurent préserver la continuité. Leur faiblesse numérique était grande, mais la profonde démoralisation entraînée par la scission aggrava les conséquences engendrées par la désertion de la majorité des vieux cadres. Cette démoralisation doit se comprendre : la composante essentielle de l'édification du parti ouvrier révolutionnaire, à savoir la composante de l'Internationale, n'avait plus d'existence que théorique. L'un des moments de l'unité dialectique : construire le parti, c'est construire la IVe Internationale, construire la IVe Internationale, c'est construire le parti, faisait pratiquement défaut. Il ne saurait y avoir de contradiction dans l'accomplissement de cette double tâche stratégique, qui, évidemment, exige des formes appropriées, spécifiques, mais qui reste unique. Or l'organisation était exclue de la IVe, à peu près seule, condamnée en 1952 par toutes les sections. Il fallait donc prévoir une période où les trotskystes français allaient être isolés et où cet isolement risquait de fournir un terrain aux déviations. Il fallait donc s'accrocher au programme, à la IVe Internationale, en l'absence de toute réalité organisationnelle. Les militants regroupés par la majorité du PCI ont ressenti durement cette situation après la scission."

La section française de la IVe Internationale, en effet, payait alors très cher le prix de sa bataille contre la liquidation de la IVe Internationale. La scission de 1951-1953 avait laissé l'organisation exsangue et largement disloquée. Comme c'est toujours le cas, les effets de la crise dislocatrice de la IVe Internationale se faisaient sentir encore plus fortement après coup. Les éléments de désagrégation se multipliaient. Les conséquences de la crise dislocatrice de la IVe Internationale pesaient aussi sur les conceptions politiques : des questions comme celles de la conception du parti, du bolchevisme, de la caractérisation de la bureaucratie stalinienne et de l'URSS se reposaient, parfois dans la confusion.

Dans cette situation ressortait avec virulence ce que Trotsky dénonçait quant à la violence des luttes fractionnelles dans la section française. On me permettra de penser que les chapelets d'invectives contre des militants (pour la plupart aujourd'hui disparus) ne constituent pas le meilleur florilège de la pensée politique

de Raoul et qu'ils masquent plus qu'ils n'aident à saisir les questions réelles qu'il soulevait. Par exemple, on trouvera dans les lettres citées des imprécations contre le camarade Daniel Renard (Garnier), en même temps que des phrases qui manifestent une réelle estime. Il ne faut pas oublier — Broué le sait — que ce sont des militants comme Renard qui, au travers de la commission ouvrière du PCI, ont contribué à assainir l'atmosphère, à permettre la discussion, à enraciner l'organisation trotskyste dans la classe ouvrière. Si l'on se reportait aux documents plutôt qu'aux souvenirs des uns et des autres, on s'apercevrait que le texte de Raoul sur les problèmes soulevés par la politique du PCI face à la guerre d'Algérie provoque une réponse de Renard intitulée "Une polémique fructueuse" (bulletin intérieur n° 1, 1956).

Le plus important, c'est l'aboutissement de cette discussion. Son aboutissement en termes d'organisation, c'est l'entrée de Raoul au comité central. Mais il ne s'agit pas d'un parcours individuel. Sur l'Algérie, les problèmes sont surmontés à partir du moment où on va à la racine, ce qui n'était pas le cas dans la discussion telle qu'elle se mena en novembre 1954. Tous les participants se situaient alors dans un cadre commun — et c'était aussi le cas de Raoul ou de moi-même, quelles que soient nos critiques, nos réserves, fondées sur certains points, erronées sur d'autres.

La critique fondamentale de certains aspects de la politique de la section française de la IVe Internationale n'a été faite qu'à partir de 1957 et est résumée dans *Quelques enseignements de notre histoire* :

> *« D'un côté, la fraction trotskyste avait toujours estimé que la véritable "aide" du prolétariat métropolitain au peuple opprimé était de développer avant tout la lutte de classe dans le pays oppresseur. Le 12 mars 1956, les trotskystes furent la seule tendance du mouvement ouvrier français à appeler le prolétariat à manifester contre les "pouvoirs spéciaux" ; précédemment, à l'initiative des trotskystes, le MNA avait été amené à intervenir publiquement dans les grèves d'août-septembre 1955, à Nantes. C'est ainsi que s'établissait correctement la liaison entre la lutte de classe en France et la lutte anti-impérialiste en Algérie.*
>
> *Mais, d'un autre côté, et c'est là la racine des erreurs comme la fraction trotskyste l'a établi dès 1958, le problème de la* ***direction révolutionnaire*** *dans la révolution algérienne était posé de manière tout à fait erronée. Le MNA, qui n'était pas considéré par les trotskystes comme un parti de type bolchevique, mais comme un parti dont le programme reprenait en partie les éléments du programme révolutionnaire, devait, selon les vues des trotskystes à l'époque, à travers une série de mutations et de crises internes et sous la poussée de l'intervention marxiste, se transformer en un parti d'un tel type. L'erreur de méthode était complète.*
>
> *(...) Mais les racines théoriques de l'erreur sont à rechercher plus profondément. Elles se situent dans une inassimilation de la théorie de la révolution permanente. En effet, dans un article publié au début de 1955, les perspectives de la révolution algérienne sont correctement établies. Mais la conclusion de l'article est totalement erronée. Caractérisant les forces sociales en présence, en relation avec l'extraordinaire faiblesse de la bourgeoisie algérienne ("musulmane"), il est fait état d'un "peuple-classe" identifié au prolétariat.*
>
> *Si faible que soit la bourgeoisie algérienne, elle reste une force sociale, dont la puissance est considérablement renforcée par l'appui de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne. Il n'existe pas, il n'a jamais existé de "peuple-classe". Il y a des classes, bourgeoisie et prolétariat. »*

Ce qui s'opérait alors dans ces discussions, c'était l'homogénéisation d'éléments qui avaient défendu des positions politiques diverses et parfois contradictoires, sur la base du programme de la IVe Internationale et de son application aux circonstances difficiles du combat pour la reconstruction de la IVe Internationale.

Ce résultat était celui d'une activité collective, donc organisée, et nécessitait une direction. Si, comme le dit Broué, ce sont nos ennemis qui baptisent "groupe Lambert" le groupe qui émergeait alors de la crise de l'Internationale et de sa section française, c'est que ce groupe reposait non

sur un homme, mais sur un programme et une politique, et que sa direction ne se réduisait pas à l'un de ses membres.

Il demeure pourtant que si ce nom fut utilisé, c'est que Pierre Lambert jouait un certain rôle dans cette direction. Et que ce sont donc ses efforts, avec ceux d'autres, qui aboutirent à permettre alors de constituer les bases du centralisme démocratique et d'assurer à tous ceux qui voulaient construire la IVe Internationale et son parti la place qui correspondait le mieux aux besoins de la construction du parti. Une direction collective qui comptait donc dans ses rangs Pierre Lambert, Daniel Renard, Gérard Bloch, Raoul, Stéphane Just et aussi Pierre Broué.

C'est l'hostilité à l'égard de ce combat politique qui explique le texte de Broué. Comme c'est souvent le cas dans les éloges funèbres, c'est plus de soi-même ou de l'idée qu'on s'en fait que l'on parle que des défunts dont on est censé restituer l'image.

Pierre Broué cite d'après un tiers un résumé d'une conversation entre Raoul et moi :

> *« Au cours d'une de ses dernières discussions avec de Massot, Raoul avait été en désaccord total avec son ami, qui justifiait des exclusives et des exclusions. Il avait dit* "Et les hommes ?", *de Massot avait répondu :* "Je choisis le parti." "C'est le stalinisme", *confia tristement Raoul à Roch. »*

Sous cette forme, le dialogue me paraît un peu convenu, théâtral pour tout dire. Il faudrait, pour commencer, même sous cette forme, savoir de quels hommes il s'agit et de quel parti. Cela dit, ces propos recoupent une discussion réelle, récurrente, que j'eus sous des formes diverses avec Raoul. Je partage ce qui est écrit dans la conclusion de *Quelques enseignements de notre histoire* :

> *"Le chemin est long, depuis 1923 à nos jours. Il est jalonné d'efforts imparfaits et d'entreprises avortées, mais les trotskystes ont le droit de se tourner vers les censeurs de tout genre pour leur poser la question : montrez votre bilan, comparez-le au nôtre. Et nous verrons si les trotskystes, en dépit de leurs erreurs, ne sont pas les seuls à avoir assumé comme courant, en toutes circonstances, la continuité."*

Préserver cette continuité pour pouvoir œuvrer à la reconstruction d'un authentique mouvement ouvrier dans chaque pays comme à l'échelle internationale exigeait la défense et la mise en œuvre de principes et d'une méthode : en un mot, le bolchevisme. C'est une organisation de ce type qui commençait à se constituer en 1958 dans la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale. C'est cette organisation et sa continuation qui sont visées aujourd'hui.

Pour qui se reporte aux discussions de 1950 à 1958 notamment, il ressort que la question du parti, de la conception du parti, est l'un des éléments centraux des débats. Qui ne voit que sur ce point (et cela n'ôte rien ni à la pertinence alors de telle ou telle remarque ni à la validité des questions posées) Raoul et ceux qui étaient d'accord avec lui cherchaient une conciliation entre des positions contradictoires (d'une part, une conception proche du "communisme de conseils" et, d'autre part, une tentative d'appliquer une conception léniniste à la situation d'alors). Dire cela, ce n'est pas dire qu'il y avait une "majorité" homogène sur une conception achevée du parti. Ce qui est en revanche certain, c'est que, au travers de l'activité comme de la réflexion commune, se dessinait une ligne stratégique de construction du parti, que codifieront notamment les textes du XIVe Congrès de la section française de la IVe Internationale.

Raoul a participé de ce développement dans le cadre des tâches qui étaient les siennes. Le rapport sur la "professionnalisation" (sur la nécessité de former un corps de permanents), qui est longuement cité, avait été rédigé pour le comité central à la demande de celui-ci et y a été discuté comme composante d'une élaboration collective. Raoul a ensuite été responsable à l'organisation de la province, puis trésorier. Durant tout le temps qu'il exerça ses fonctions, qu'il participa aux congrès et fut candidat — régulièrement réélu — au comité central, il prit part aux discussions et vota les textes d'orientation (qui, la plu-

part du temps, furent votés à l'unanimité). C'est de lui-même qu'il se retira largement de l'activité militante, se refusant à assumer des responsabilités, mais restant membre de l'organisation.

C'est dans cette retraite, qui précéda sa maladie, que réapparut dans nos discussions le thème de la construction du parti. Il me reprochait de ne pas le comprendre. J'insistais — et je n'exprimais pas qu'une opinion personnelle — sur le fait que notre organisation était toujours la sienne.

Quant aux *"hommes"* qu'on évoque à propos des exclusions et des ruptures, il a déjà été question de Stéphane Just. Pour le reste, Charles Berg, Cambadélis appuyé par Favre, d'escroqueries en opérations commanditées par le pouvoir. Entre les "hommes" et le "parti", on ne peut pas dire que le choix ait été difficile.

Si Pierre Broué, aujourd'hui, participe à des campagnes déchaînées contre la IVe Internationale (*"baptisée par les malveillants"* trotskystes-lambertistes), c'est qu'il a pour sa part vogué vers d'autres rivages. Il est passé de l'appui à ceux qu'il désignait comme *"des intellectuels gorbatchéviens"*, promus avant-garde du mouvement social en URSS, à un enthousiasme — certes éphémère — pour Eltsine.

Dans une brochure intitulée *Moscou : le putsch du 19 août 1991* (brochure préfacée par Gérard Filoche, dirigeant de la LCR qui a depuis rejoint le Parti socialiste), Pierre Broué écrivait que, *"en s'appuyant sur le mouvement de la société"*, Eltsine effectuait *"un retour extraordinaire"* et commentait :

> *"Super-Gorbatchev ou nouveau Lénine ? Nous ne plaisantons pas : seules des formules caricaturales et forcées peuvent exprimer la totalité des potentialités du personnage lors de sa rupture avec l'appareil."*

L'énormité du propos — qui n'est pas une plaisanterie, souligne l'auteur — ne peut s'expliquer que par une conception politique. Pierre Broué cite avec éloge une analyse de l'ex-correspondant à Moscou de *L'Humanité*, Bernard Frederik, qui conclut :

> *"Un consensus s'est fait, au lendemain de l'échec du putsch, sur la nécessité d'accélérer les réformes structurelles, la désatisation notamment, qu'on qualifie un peu trop abusivement de privatisation."*

En clair, vivent les "bonnes" privatisations !

Aujourd'hui, Pierre Broué se retrouve dans le cadre d'une sorte de front populaire du pauvre aux côtés de représentants de la LCR, du PCF et de "diverses personnalités", comme on dit, signataire d'un texte qui rejette les mots d'ordre sur lesquels s'était centralisé le mouvement de novembre-décembre 1995 pour lui substituer un cadre "consensuel", permettant d'englober les positions de Nicole Notat sur la base de la liquidation de la Sécurité sociale comme conquête ouvrière fondée sur le salaire différé (3).

J'ai la faiblesse de croire qu'un parti, c'est d'abord un programme et des principes, que c'est cela qui est "primordial" et que c'est par rapport aux questions primordiales que s'opèrent les ruptures.

Raoul en a choisi autrement. Cela explique la dernière phrase de l'article que j'écrivis dans *Informations ouvrières* au lendemain de sa mort. Certains camarades l'ont trouvée sèche et me l'ont dit. Elle tenait au souci de dire ce qui était politiquement essentiel, et aussi de ne pas paraître — au nom des relations d'amitié — tirer vers nous la mémoire de Raoul. Voilà un souci dont je suis — dont nous sommes — débarrassé. D'autres se sont chargés de l'annexer à leur "cause". Bien médiocrement.

En utilisant *"les armes tombées de la main d'un mort"* pour s'attaquer à la section française de la IVe Internationale, Pierre Broué, qui fut un militant et un historien, rejoint par la petite porte la longue cohorte des antitrotskystes.

François de Massot

(3) Il s'agit de l'"Appel pour des états généraux du mouvement social".

Lettre de la camarade Lucienne Bloch à Pierre Broué

***La Vérité* publie ci-dessous la lettre de la camarade Lucienne Bloch adressée à Pierre Broué et dont elle nous a fait parvenir une copie.**

Prenant connaissance du n° 56 des *Cahiers Léon Trotsky*, je suis particulièrement révoltée par la teneur des lignes où tu évoques Gérard.

Polémiquer politiquement est une chose. Trahir pour cela la figure d'un militant en est une autre. Gérard est mort et ne peut rectifier tes allégations ; cela aurait pu te retenir.

"Perinde ac cadaver", *"humilié"*, *"rétrogradé"*, il y a une distorsion insultante dans ces expressions, du ressort de la hiérarchie religieuse et militaire, que Gérard vitupérait avec une passion légendaire.

Gérard Bloch est effectivement resté fidèle, depuis sa fondation en 1938 jusqu'à sa mort, à la IVe Internationale, dans les rangs de laquelle il combattait pour la révolution prolétarienne. Mais une fidélité comme la sienne ne pouvait exclure, au contraire, son expression personnelle dans l'élaboration de la politique de son parti.

Gérard Bloch avait trop de hauteur d'esprit et de caractère pour que quiconque ni qui que ce soit puisse en faire un homme humilié.

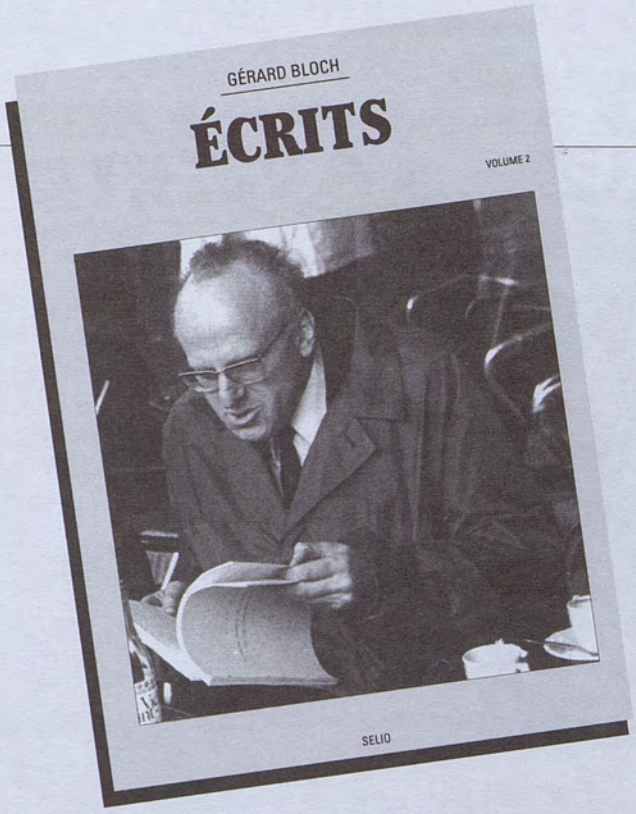
Il n'a jamais considéré l'action ou les fonctions politiques comme une carrière. Il pouvait, plus profitablement au sens bourgeois du terme, faire carrière ailleurs. Comme mathématicien. Ou comme historien, entre autres.

Rien ne te donne le droit, sous le couvert de ton propre prestige d'historien, de donner de Gérard Bloch une image déformée qui tend à faire passer pour un mouton celui que j'ai entendu tel camarade, non des moindres, caractériser comme un lion.

Salutations.

Lucienne Bloch

P. S. : Pour éviter que des camarades qui n'auraient pas connu Gérard prennent de lui l'image déformée que tu en donnes, et n'étant pas assurée que tu publieras ma lettre, je la transmets à la rédaction de *La Vérité*.



Prix : 70 F

Le tome 2 des *Ecrits* de Gérard Bloch est toujours disponible à la SELIO

LA VERITE

Bulletin d'abonnement
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom :----------

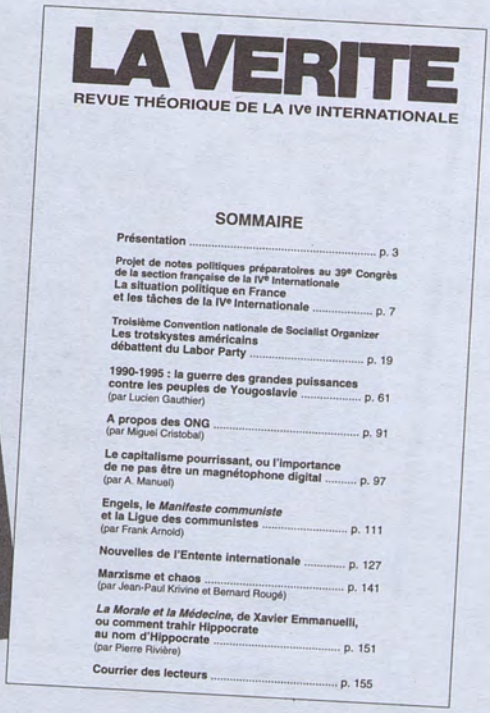
Adresse :----------

Code postal :---------- Ville : ----------

Complément d'adresse :----------

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Numéro 15 - août 1995


LA VERITE
REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

Projet de notes politiques préparatoires au 39e Congrès de la section française de la IVe Internationale
La situation politique en France et les tâches de la IVe Internationale ..... p. 7

Troisième Convention nationale de Socialist Organizer
Les trotskystes américains débattent du Labor Party ..... p. 19

1990-1995 : la guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie ..... p. 61
(par Lucien Gauthier)

A propos des ONG ..... p. 91
(par Miguel Cristobal)

Le capitalisme pourrissant, ou l'importance de ne pas être un magnétophone digital ..... p. 97
(par A. Manuel)

Engels, le *Manifeste communiste* et la Ligue des communistes ..... p. 111
(par Frank Arnold)

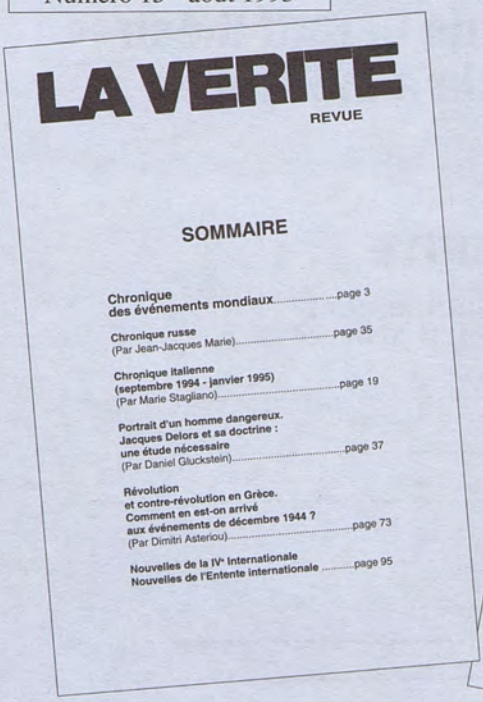
Nouvelles de l'Entente internationale ..... p. 127

Marxisme et chaos ..... p. 141
(par Jean-Paul Krivine et Bernard Rougé)

La Morale et la Médecine, de Xavier Emmanuelli, ou comment trahir Hippocrate au nom d'Hippocrate ..... p. 151
(par Pierre Rivière)

Courrier des lecteurs ..... p. 155

Numéro 16 - novembre 1995


LA VERITE
REVUE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux ..... page 3

Chronique russe
(Par Jean-Jacques Marie) ..... page 35

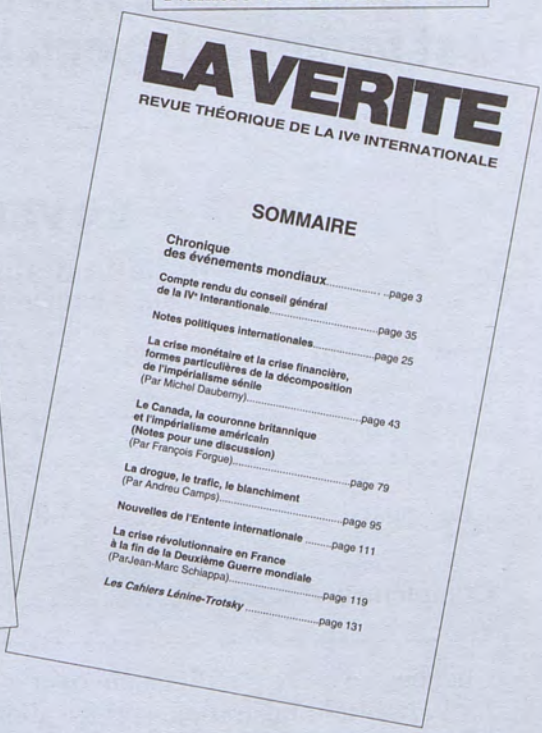
Chronique italienne (septembre 1994 - janvier 1995)
(Par Marie Stagliano) ..... page 19

Portrait d'un homme dangereux. Jacques Delors et sa doctrine : une étude nécessaire
(Par Daniel Gluckstein) ..... page 37

Révolution et contre-révolution en Grèce. Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1944 ?
(Par Dimitri Asteriou) ..... page 73

Nouvelles de la IVe Internationale
Nouvelles de l'Entente internationale ..... page 95

Numéro 13 - février 1995


LA VERITE
REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux ..... page 3

Compte rendu du conseil général de la IVe Interantionale ..... page 35

Notes politiques internationales ..... page 25

La crise monétaire et la crise financière, formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sénile
(Par Michel Dauberny) ..... page 43

Le Canada, la couronne britannique et l'impérialisme américain (Notes pour une discussion)
(Par François Forgue) ..... page 79

La drogue, le trafic, le blanchiment
(Par Andreu Camps) ..... page 95

Nouvelles de l'Entente internationale ..... page 111

La crise révolutionnaire en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale
(ParJean-Marc Schiappa) ..... page 119

Les Cahiers Lénine-Trotsky ..... page 131

Numéro 14 - mai 1995

Achevé d'imprimer sur les presses de Jouve - Paris
N° 235278K. Dépôt légal : Mars 1996

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert
Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X